Embraer + CAE, Dassault + CAE, China Southern Airlines + CAE, Bombardier + CAE, Emirates + CAE, Cebu Pacific + CAE, Honeywell + CAE, CHC Helicopter + CAE, ATR + CAE, Líder Aviação + CAE, Mitsubishi Aircraft Corporation + CAE, Virgin Atlantic + CAE, GE Capital + CAE, JetBlue + CAE, Ryanair + CAE, Bell Helicopter + CAE, Alitalia + CAE, easyJet + CAE, AirAsia + CAE, Air Canada + CAE, Interglobe + CAE, US Airways + CAE, Norwegian + CAE, Virgin America + CAE, LAN + CAE, TAM + CAE, Flydubai + CAE, Thomas Cook + CAE, SAS + CAE, Iberia + CAE, Elsevier + CAE, Devex + CAE, BAE Systems + CAE, General Atomics + CAE, Rossell India + CAE, Russian Helicopters + CAE, Havelsan + CAE, Mubadala Aerospace + CAE, Abu Dhabi Aviation + CAE, Indra + CAE, Royal Air Force + CAE, Alenia Aermacchi + CAE, AgustaWestland + CAE, Airbus Military + CAE, Hindustan Aeronautics Limited + CAE, Lockheed Martin + CAE, Forces armées allemandes + CAE, Aviation royale canadienne + CAE, Royal Australian Air Force + CAE, Royal Navy + CAE, U.S. Navy + CAE, U.S. Air Force + CAE, Gouvernement du Brunei + CAE, Beechcraft + CAE, Aeronautics + CAE, Air Wisconsin + CAE, Air Transat + CAE, CSA Czech Airlines + CAE, Garuda + CAE, Jazz Air + CAE, Ryanair + CAE, SilkAir + CAE, South African Airlines + CAE, Sunwing + CAE, Turkish Airlines + CAE, Vueling + CAE, Embraer + CAE, Dassault + CAE, China Southern Airlines + CAE, Bombardier + CAE, Emirates + CAE, Cebu Pacific + CAE, Honeywell + CAE, CHC Helicopter + CAE, ATR + CAE, Líder Aviação + CAE, Mitsubishi Aircraft Corporation + CAE, Virgin Atlantic + CAE, GE Capital + CAE, JetBlue + CAE, Ryanair + CAE, Bell Helicopter + CAE, Alitalia + CAE, easyJet + CAE, AirAsia + CAE, Air Canada + CAE, Interglobe + CAE, US Airways + CAE, Norwegian + CAE, Virgin America + CAE, LAN + CAE, TAM + CAE, Flydubai + CAE, Thomas Cook + CAE, SAS + CAE, Iberia + CAE, Elsevier + CAE, Devex + CAE, BAE Systems + CAE, General Atomics + CAE, Rossell India + CAE, Russian Helicopters + CAE, Havelsan + CAE, Mubadala Aerospace + CAE, Abu Dhabi Aviation + CAE, Indra + CAE, Royal Air Force + CAE, Alenia Aermacchi + CAE, AgustaWestland + CAE, Airbus Military + CAE, Hindustan



Partenaire de choix

RAPPORT ANNUEL pour l'exercice clos le 31 mars 2013

Aeronautics Limited + CAE, Lockheed Martin + CAE, Forces armées allemandes + CAE, Aviation royale canadienne + CAE, Royal Australian Air Force + CAE, Royal Navy + CAE, U.S. Navy + CAE, U.S. Air Force + CAE, Gouvernement du Brunei + CAE, Beechcraft + CAE, Aeronautics + CAE, Air Wisconsin + CAE, Air Transat + CAE, CSA Czech Airlines + CAE, Garuda + CAE, Jazz Air + CAE, Ryanair + CAE, SilkAir + CAE, South African Airlines + CAE, Sunwing + CAE, Turkish Airlines + CAE, Vueling + CAE, Embraer + CAE, Dassault + CAE, China Southern Airlines + CAE, Bombardier + CAE, Emirates + CAE, Cebu Pacific + CAE, Honeywell + CAE, CHC Helicopter + CAE, ATR + CAE, Líder Aviação + CAE, Mitsubishi Aircraft Corporation + CAE, Virgin Atlantic + CAE, GE Capital + CAE, JetBlue + CAE, Ryanair + CAE, Bell Helicopter + CAE, Alitalia + CAE, easyJet + CAE, AirAsia + CAE, Air Canada + CAE, Interglobe + CAE, US Airways + CAE, Norwegian + CAE, Virgin America + CAE, LAN + CAE, TAM + CAE, Flydubai + CAE, Thomas Cook + CAE, SAS + CAE, Iberia + CAE, Elsevier + CAE, Devex + CAE, BAE Systems + CAE, General Atomics + CAE, Rossell India + CAE, Russian Helicopters + CAE, Havelsan + CAE, Mubadala Aerospace + CAE, Abu Dhabi Aviation + CAE, Indra + CAE, Royal Air Force + CAE, Alenia Aermacchi + CAE, AgustaWestland + CAE, Airbus Military + CAE, Hindustan Aeronautics Limited + CAE, Lockheed Martin + CAE, Forces armées allemandes + CAE, Aviation royale canadienne + CAE, Royal Australian Air Force + CAE, Royal Navy + CAE, U.S. Navy + CAE, U.S. Air Force + CAE, Gouvernement du Brunei + CAE, Beechcraft + CAE, Aeronautics + CAE, Air Wisconsin + CAE, Air Transat + CAE, CSA Czech Airlines + CAE, Garuda + CAE, Jazz Air + CAE, Ryanair + CAE, SilkAir + CAE, South African Airlines + CAE, Sunwing + CAE, Turkish Airlines + CAE, Vueling + CAE, Embraer + CAE, Dassault + CAE, China Southern Airlines + CAE, Bombardier + CAE, Emirates + CAE, Cebu Pacific + CAE, Honeywell + CAE, CHC Helicopter + CAE, ATR + CAE, Líder Aviação + CAE, Mitsubishi Aircraft Corporation + CAE, Virgin Atlantic + CAE, GE Capital + CAE, JetBlue + CAE, Ryanair + CAE, Bell Helicopter + CAE, Alitalia + CAE, easyJet + CAE, Air Asia + CAE, Air Canada + CAE,

CAE est un chef de file mondial en modélisation. simulation et formation pour les secteurs de l'aviation civile et de la défense. La société compte environ 8 000 employés dans plus de 100 sites et centres de formation répartis dans environ 30 pays. CAE fournit des services de formation civile, militaire et sur hélicoptère dans plus de 45 emplacements partout dans le monde et forme environ 100 000 membres d'équipage chaque année. De plus, la CAE Oxford Aviation Academy fournit de la formation aux élèvespilotes dans 11 écoles de pilotage exploitées par CAE. Les activités de CAE sont diversifiées, allant de la vente de produits de simulation à la prestation de services complets comme les services de formation, les services aéronautiques, les solutions intégrées d'entreprise, le soutien en service et le placement de membres d'équipage. La société applique son savoirfaire en simulation et son expérience opérationnelle afin d'aider ses clients à renforcer la sécurité, à améliorer l'efficacité, à demeurer prêts pour leurs missions et à résoudre des problèmes complexes. CAE étend ses connaissances de la simulation à de nouveaux marchés, comme ceux de la santé et des mines.

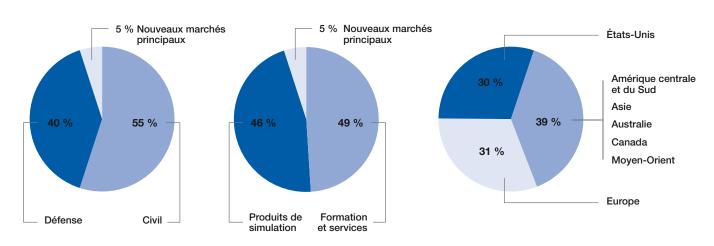
www.cae.com Suivez-nous sur Twitter @CAE_Inc

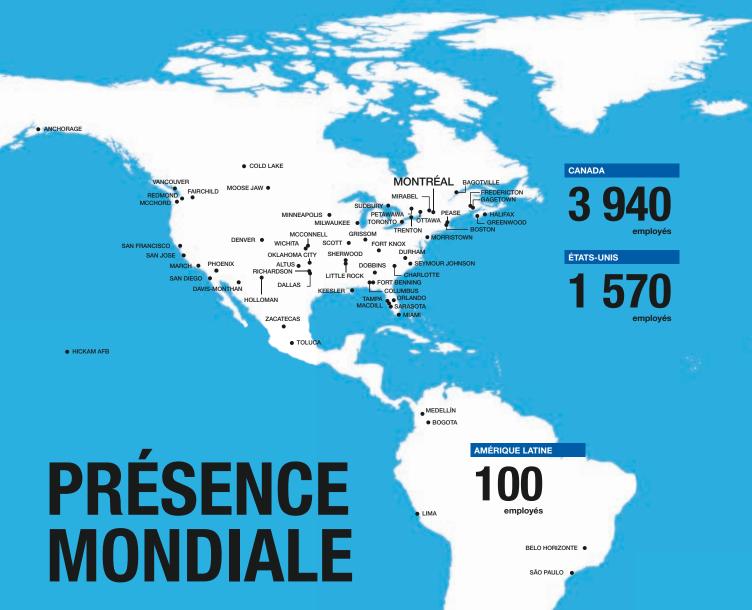
Points saillants financiers	1	
Présence mondiale CAE	2	
Message du président du conseil d'administration	4	
Message aux actionnaires	5	
Partenaire de choix	8	
Service + Engagement	10	
Portée mondiale	12	
Innovation + Leadership technologique	14	
Employés + Expérience	16	
Réputation + Marque	18	
Revue financière	20	

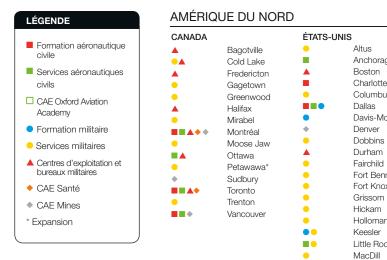
Points saillants financiers

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	2013	2012
Résultat opérationnel		
Produits des activités ordinaires	2 104,5	1 821,2
Résultat net	142,4	182,0
Carnet de commandes	4 091,9	3 724,2
Situation financière		
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles	204,1	233,9
Dépenses d'investissement en immobilisations	155,8	165,7
Total de l'actif	3 878,7	3 183,7
Total de la dette à long terme, déduction faite de l'encaisse	916,8	534,3
Par action		
Résultat de base attribuable aux détenteurs d'instruments		
de capitaux propres de la Société	0,54	0,70
Dividendes	0,19	0,16
Capitaux propres	4,38	4,05

Répartition des revenus - Exercice 2013





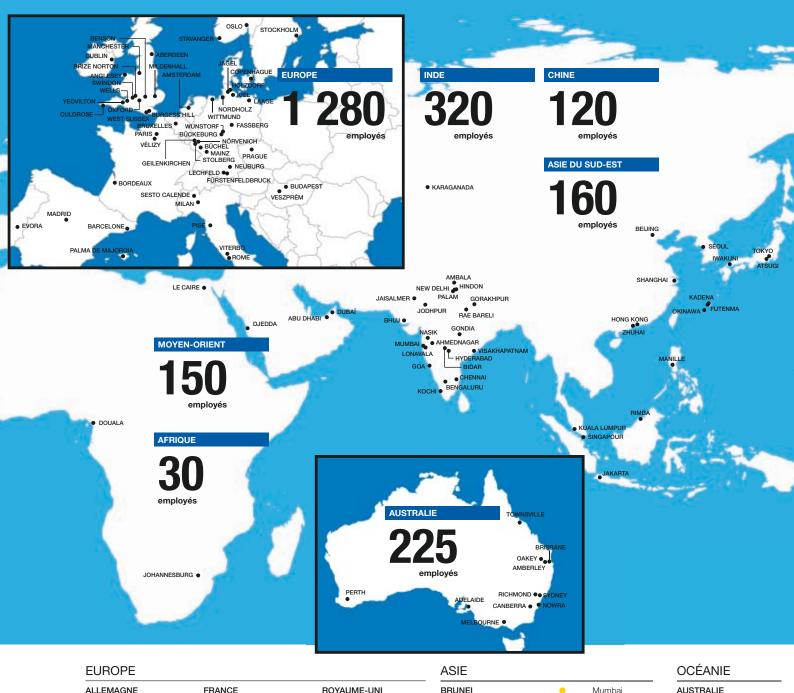




SANTIAGO



AMÉRIQUE DU SUD





Message du président du conseil d'administration



Ce fut un honneur pour moi et un privilège de présider votre conseil d'administration au cours des 14 dernières années.

J'ai été témoin de la transformation de CAE, d'un fournisseur de simulateurs de vol pour l'industrie de l'aviation civile à un chef de file mondial en formation de membres d'équipages pour les marchés civil et défense du monde entier. CAE est en bonnes mains, sous le leadership de Marc Parent, président et chef de la direction, et son équipe de direction. Les revenus au cours du dernier exercice ont dépassé les deux milliards de dollars pour la première fois, avec un bon équilibre entre les marchés et les différentes régions du monde. Avec un carnet de commandes record, CAE est en bonne position pour créer de la valeur à long terme pour ses actionnaires.

Les changements au niveau de la gouvernance mis en place cette année ont ramené l'âge limite des administrateurs à 72 ans, et la durée maximale du mandat à 12 ans. Ainsi, suite à ces nouvelles directives, mes confrères John A. (lan) Craig, H. Garfield Emerson, E. Randolph Jayne II, D' Robert Lacroix, Lawrence N. Stevenson et moi-même ne serons pas candidats à une réélection. Le dévouement de mes collègues du Conseil envers CAE a été exemplaire, et je souhaite les remercier sincèrement pour leurs années de service. Les membres de la direction et les actionnaires continueront à profiter du soutien et de la supervision d'un conseil d'administration chevronné, et d'une structure de gouvernance primée. Les membres du conseil qui continuent à siéger, ainsi que Andrew J. Stevens et Kathleen E. Walsh qui se sont joints à notre conseil cette année, ont près de cinq décennies d'expérience combinée auprès de CAE.

Au cours des 16 années où j'ai siégé au Conseil, CAE a subi de nombreux changements, en réponse aux défis et aux occasions d'affaires qui se sont présentés, et les progrès de l'entreprise ont été tangibles. Peu importe les conditions du marché, nous avons toujours été bien servis par l'engagement des employés de CAE envers leur entreprise et ses clients. Je m'empresse donc de remercier toutes les femmes et les hommes de CAE partout dans le monde pour leur dévouement à faire de CAE le partenaire de choix dans ses marchés, et je souhaite à CAE encore beaucoup de succès.

Lynton R. Wilson Président du conseil d'administration

Message aux actionnaires



Nous avons conservé notre position de chef de file dans nos marchés et notre carnet de commandes a dépassé les 4 milliards \$ pour la première fois de notre histoire, avec une forte proportion de services récurrents.

Résultats consolidés

Les revenus consolidés ont atteint 2,1 milliards \$, une hausse de 16 % par rapport à l'exercice 2012. La croissance des revenus était motivée principalement par nos secteurs civils qui ont plus qu'absorbé la baisse au niveau du secteur Défense.

Le résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres se situe à 139,4 millions \$, soit 0,54 \$ par action, comparativement à 180,3 millions \$, soit 0,70 \$ par action, l'an dernier. Ces résultats reflètent l'intégration des nouvelles entreprises et la restructuration des activités dans les secteurs Civil et Défense. Abstraction faite de l'incidence des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, le résultat net pour l'exercice 2013 se situe à 190,7 millions \$, soit 0,74 \$ par action.

Les flux de trésorerie disponibles se situent à 118,9 millions \$ et nous avons fait des progrès relativement à nos trois priorités en matière d'affectation du capital en effectuant un investissement dans des possibilités de croissance, en contribuant au désendettement de notre bilan et en augmentant le rendement pour nos actionnaires. Notre dette nette ajustée sur le capital total a été réduite à 45 % à la fin de l'exercice comparativement à près de 50 % à la suite de l'acquisition de l'Oxford Aviation Academy (« Oxford ») qui s'est conclue en mai 2012 et nous sommes sur la bonne voie pour la réduire encore davantage et atteindre notre objectif fixé à 40 %.

Résultats par secteur

Les revenus des secteurs civils combinés ont augmenté de 38 %, pour atteindre 1,16 milliard \$. Cette croissance solide reflète la contribution d'Oxford, la forte demande soutenue du côté des services de formation dans les marchés émergents et la forte demande en simulateurs.

Le résultat opérationnel se situe à 195,1 millions \$, en hausse de 12 %. Les profits ont augmenté à un rythme plus faible que les revenus, ce qui témoigne de la demande plus faible dans le secteur de la formation en Europe en raison de la récession, du redéploiement de 13 simulateurs au sein de notre réseau mondial ainsi que de l'incidence du processus d'intégration d'Oxford. Cela est en partie attribuable aux marges plus faibles provenant de nos activités de placement de membres d'équipage qui ont été ajoutées à notre catalogue à la suite de l'acquisition d'Oxford.

Les employés font une différence et je crois que le fait d'avoir les meilleurs professionnels de l'industrie est l'une des plus grandes forces de CAE.

Les revenus des secteurs combinés de la Défense se chiffrent à 834,4 millions \$, en baisse de 7 % par rapport à l'an dernier. Cette baisse reflète principalement les retards au niveau de l'attribution des contrats d'approvisionnement militaires et le ralentissement des demandes provenant de clients militaires européens. Le résultat opérationnel a baissé à 113,1 millions \$, comparativement à 142.1 millions \$ l'an dernier.

Du côté des Nouveaux marchés principaux, les revenus ont enregistré une hausse de 35 % pour atteindre 112 millions \$, avec une croissance tant au sein de CAE Santé que de CAE Mines. Le résultat opérationnel se situe à 6,4 millions \$, comparativement à une perte de 13,8 millions \$ l'an dernier.

Les prises de commandes se sont chiffrées à 2 246,9 millions \$ au cours de l'exercice, en hausse de 118,6 millions \$ ou 6 % par rapport à l'an dernier, alors que le carnet de commandes a atteint 4 091,9 millions \$ au 31 mars 2013. Il s'agit d'une augmentation de 367,7 millions \$ par rapport à l'an dernier et d'un record pour l'entreprise.

Points saillants de l'exercice 2013

L'an dernier, nous avons investi afin de renforcer notre position de chef de file dans le domaine de la formation pour l'aviation civile, nous avons pris des mesures pour adapter notre secteur Défense aux nouvelles réalités du marché et nous avons atteint nos objectifs de revenus et de profits dans le secteur Nouveaux marchés principaux.

L'acquisition d'Oxford était certainement notre plus importante initiative de l'exercice 2013. Cette transaction a augmenté l'étendue de notre présence dans le secteur de la formation pour l'aviation commerciale et, surtout, a élargi notre éventail de solutions avec l'ajout du service de placement de pilotes et de techniciens de maintenance. Nous avons réalisé d'importants progrès au niveau de l'intégration en atteignant la moitié de notre objectif de réduction des coûts fixé à 22 millions \$. Du point de vue de l'entreprise, nous avons mis la main sur une part plus importante du portefeuille de nos clients existants qui ont accueilli favorablement l'éventail encore plus vaste de solutions de CAE découlant de l'acquisition d'Oxford, soit les services de placement de membres d'équipage et la formation initiale des pilotes.

Notre secteur Civil a également accru sa présence mondiale en amorçant des activités dans huit nouveaux emplacements de formation pour l'aviation commerciale et l'aviation d'affaires partout dans le monde. De plus, nous construisons trois nouveaux centres de formation pour l'aviation commerciale en Inde, à Singapour et en Corée.

Les ventes de simulateurs demeurent fortes et CAE a connu un exercice solide avec la vente de 35 simulateurs, ce qui maintient sa position de chef de file dans un marché concurrentiel.

Du côté du secteur Défense, nous avons continué à enregistrer des commandes partout dans le monde portant sur des programmes dotés d'une longue durée de vie comme l'avion de transport C130-J Hercules et l'hélicoptère MH-60R Seahawk. Le ratio des commandes/ventes se situe à 0,92, ce qui témoigne de notre capacité à réagir face aux retards généralisés des approvisionnements. Nous avons également fait de bons progrès afin de nous adapter aux nouvelles réalités du marché européen.

Notre secteur Nouveaux marchés principaux a fait un grand pas au cours de l'exercice 2013 en atteignant son objectif de 100 millions \$ de revenus et en obtenant un résultat opérationnel positif pour la première fois. Les progrès se poursuivent dans le développement de nouveaux produits et l'acquisition

de nouveaux clients à l'échelle mondiale tant du côté de CAE Santé que de CAE Mines.

Conformément à notre vision, nous avons maintenu notre engagement envers l'innovation et les technologies de pointe avec un investissement de plus de 160 millions \$ en recherche et développement au cours de l'exercice 2013.

Perspectives

Nous avons conclu un certain nombre d'initiatives stratégiques et opérationnelles au cours de l'exercice 2013, ce qui place CAE dans une bonne position pour l'avenir.

Dans le secteur Civil, la croissance constante du trafic aérien mondial combinée aux exigences en matière de formation aéronautique continuent de stimuler la demande pour nos produits et services de formation. Les perspectives à long terme dans l'ensemble de l'industrie aérienne sont positives, avec une hausse prévue de la rentabilité et une croissance soutenue du trafic de passagers. La croissance mondiale du trafic de passagers, mesurée en fonction des passagers-kilomètres payants, se situe à 4,2 % pour le premier trimestre de l'année 2013, alors qu'elle se situe à 6,8 % dans les marchés émergents. Selon un point de vue largement répandu, la flotte mondiale d'avions commerciaux en activité devrait doubler au cours des deux prochaines décennies et CAE est en bonne position pour répondre aux besoins grandissants des clients.

La diversité mondiale de notre entreprise fera en sorte que nous continuerons à voir une variation de la demande en formation en fonction de la région et du segment de marché. Au cours de l'exercice 2013, nous avons vu l'effet de la récession en Europe sur la demande en formation, alors que les marchés émergents ont continué à enregistrer une augmentation. Ainsi, nous continuons à optimiser notre offre dans l'ensemble de notre réseau mondial de formation en fonction de la demande de nos clients.

L'acquisition d'Oxford contribuera au résultat net de l'exercice 2014 et nous prévoyons réaliser toutes les synergies de coûts que nous avons identifiées. Du côté des produits, les niveaux élevés soutenus de livraisons d'avions augurent bien pour la demande en simulateurs, un marché dans lequel nos technologies et notre service à la clientèle sont considérés comme la référence mondiale. En résumé, nous continuerons à nous concentrer sur l'obtention de nouveaux contrats en renforçant nos solutions, en complétant l'intégration d'Oxford, en rentabilisant les nouveaux actifs et les actifs redéployés ainsi qu'en trouvant des façons de maintenir et d'améliorer la rentabilité.

Du côté de la Défense, les retards au niveau des approvisionnements aux États-Unis et le ralentissement

de la demande en Europe continuent d'avoir des répercussions sur nos résultats. Alors que nous devons remporter notre juste part des commandes, notre carnet de commandes fournit une bonne base pour l'exercice. De plus, notre solide pipeline d'occasions d'affaires possibles et plus de 2 milliards \$ de propositions déjà soumises auprès de clients nous donnent confiance en notre capacité à augmenter notre carnet de commandes dans les années à venir. À plus long terme, les fondements demeurent attrayants pour CAE grâce à sa bonne diversification géographique. à sa base de clients provenant de plus de 50 forces de défense nationale et à nos positions stratégiques dans les plateformes d'aéronefs ayant une longue durée de vie. Essentiellement, nous croyons que CAE et ses solutions de formation fondées sur la simulation constituent une bonne réponse aux défis auxquels font face les forces de défense pour maintenir et améliorer leur état de préparation aux missions, et ce, avec un budget de la défense qui est en déclin.

Dans les Nouveaux marchés principaux, nous prévoyons obtenir une croissance soutenue des revenus dans les deux chiffres à mesure que nous augmentons les ventes de nouveaux produits et que nous commençons à réaliser des synergies avec nos activités principales. Nous avons trouvé des façons de tirer parti des technologies et de la portée mondiale de nos secteurs Civil et Défense; nous prévoyons que nos initiatives porteront fruit au cours de la prochaine année.

Reconnaissance

Notre industrie, comme beaucoup d'autres, est hautement concurrentielle. La réussite à long terme exige des stratégies claires et une exécution parfaite. C'est là que les employés font une différence et je crois que le fait d'avoir les meilleurs professionnels de l'industrie est l'une des plus grandes forces de CAE. Je souhaite remercier tous les membres de notre grande famille mondiale pour leur dévouement à faire de notre entreprise le partenaire de choix de nos clients aujourd'hui et pour les années à venir.

Je remercie également les administrateurs pour leurs conseils et leur soutien. Notre président du Conseil, Lynton R. Wilson, se retire, tout comme plusieurs autres administrateurs de longue date. Merci, messieurs, pour votre contribution à la croissance de CAE au cours des dernières années.

J'aimerais également remercier nos actionnaires pour leur confiance en CAE.

hlandon

Marc Parent
Président et chef de la direction

Partenaire de choix



Notre VISION consiste à être le partenaire de choix des clients exerçant leurs activités dans des environnements complexes et où la mission est essentielle en leur fournissant les solutions de modélisation et de simulation les plus innovatrices en vue de renforcer la sécurité, d'accroître l'efficacité et d'aider à résoudre des problèmes complexes.

CAE EST UNE ENTREPRISE **AXÉE SUR LES CLIENTS**

Nous savons qu'ils sont à la recherche de partenaires avec lesquels ils peuvent établir des **RELATIONS** fondées sur l'intérêt mutuel et la confiance ainsi que des partenaires qui offrent de la FLEXIBILITÉ, de l'EFFICACITÉ et de la fiabilité, et ce, en tout temps. Les clients exigent des SOLUTIONS complètes qui sont personnalisées en fonction de leurs besoins précis et qui sont intégrées dans leurs processus d'affaires. Et, en vue d'atteindre leurs propres objectifs en matière de développement durable, les clients s'attendent aux normes les plus élevées en termes de RESPONSABILITÉ sociale et environnementale.









Aviation civile

Défense et Sécurité

Santé et Mines

Que ce soit pour construire le premier simulateur d'un nouveau modèle d'avion, fournir des services de formation ou mettre en place un centre de formation clé en main, l'expérience de nos employés nous permet de répondre aux attentes des clients en respectant l'échéancier et le budget.

Nos produits, services et solutions sont le résultat de 65 ans d'investissement en innovation et en technologie de pointe, et des compétences et de la passion de plus de 8 000 employés présents dans 30 pays et sur 5 continents.

Nous croyons que notre SERVICE À LA CLIENTÈLE et notre engagement, notre PORTÉE MONDIALE, notre INNOVATION et notre leadership technologique, nos EMPLOYÉS et notre expérience, ainsi que notre **RÉPUTATION** et notre marque font de CAE le partenaire de choix de nos clients dans nos marchés principaux. Nous sommes fiers des nombreux partenariats et accords à long terme, ainsi que de l'étendue et de la durée de nos relations avec les clients.

SERVICE + ENGAGEMENT





CAE repose sur une culture axée sur le service et l'engagement. Nous reconnaissons que chaque client est unique, nous l'écoutons et nous répondons à ses besoins précis. Chaque contrat est l'occasion pour nous d'établir un lien de confiance et de développer des relations mutuellement bénéfiques.

Nous croyons que chaque relation devrait être enrichie à son plein potentiel, avec des risques et des avantages partagés. Voilà ce qui fait de CAE un partenaire de choix dans ses marchés, avec des coentreprises et des partenariats de formation aux quatre coins du globe.

CAE est partenaire dans plus de 30 coentreprises de l'aviation civile et accords de formation à long terme, ce qui témoigne des relations et de la confiance que nous avons développées avec d'importants transporteurs et fabricants d'équipement d'origine (OEM). Tous les intervenants ont bénéficié de ces partenariats en atteignant leurs objectifs d'affaires plus rapidement, en investissant une somme moins élevée et en courant moins de risques que s'ils avaient été seuls. La célébration de deux événements « 10° anniversaire » durant l'exercice 2013 a remis au premier plan la valeur stratégique des relations étroites.

- Emirates et CAE ont souligné une décennie de partenariat conjoint avec Emirates-CAE Flight Training à Dubaï (Émirats arabes unis) qui est maintenant l'un des plus importants centres de formation au monde avec 200 clients et 10 000 pilotes et techniciens formés chaque année et ces chiffres ne cessent d'augmenter.
- L'établissement de formation en coentreprise à Zhuhai (Chine), entre China Southern Airlines et CAE, est maintenant l'un des plus importants et constitue un atout stratégique dans un pays qui connaît un des niveaux de croissance les plus rapides au niveau du trafic de passagers.

Plusieurs des principaux avionneurs au monde ont également sélectionné CAE comme partenaire mondial de choix pour fournir une formation ultramoderne à un prix concurrentiel à leurs clients, ce qui assure des revenus périodiques pour CAE. Notre relation de longue date avec Bombardier Aéronautique a été élargie au cours de l'exercice 2013 lorsque CAE est devenue son fournisseur autorisé pour la formation des pilotes

= RELATIONS

ET CONFIANCE

et des techniciens de maintenance sur les jets d'affaires en Europe, ainsi que son fournisseur autorisé mondial pour les jets d'affaires de la série Global.

Du côté du secteur Défense et Sécurité, notre culture axée sur le service et l'engagement envers les clients a permis à CAE de devenir le partenaire de choix des forces de défense du monde entier sur des plateformes ayant une longue durée de vie. Ces appareils comprennent l'avion de transport C-130J, les avions de patrouille maritime P-8A Poseidon et P-3C Orion, l'aéronef multirôle de ravitaillement en vol et de transport A330, l'hélicoptère NH90, les

avions d'entraînement pour la formation initiale des pilotes de chasse M-346 et Hawk, ainsi que les nouvelles variantes des hélicoptères S-70 et H-60.

- Nos partenariats de longue date avec Lockheed Martin sur la plateforme C-130J (depuis 1994) et avec AugustaWestland dans la coentreprise Rotorsim (depuis 2003) ont connu du succès dès le début.
- Depuis 2004, nous avons livré ou nous nous sommes engagés par contrat à livrer plus de 30 simulateurs à la U.S. Navy pour les variantes MH-60S et MH-60R de l'hélicoptère Seahawk. Au cours de l'exercice 2013, nous avons ajouté le premier client, soit la Royal Australian Navy, à ce partenariat dans le cadre du programme de vente de matériel militaire à l'étranger.

Parallèlement, nous établissons des relations avec des experts dans le domaine des soins de santé, ainsi que d'importantes institutions et écoles de médecine en vue d'accélérer l'entrée dans le marché de nos solutions de soins de santé.





PORTÉE MONDIALE





La proximité de nos clients est l'un des principaux éléments qui nous différencient. Les clients savent que CAE investira pour rapprocher ses solutions de formation plus près de l'endroit où ils sont établis – et ils l'apprécient.

Avec des activités et des centres de formation dans 30 pays, des clients dans 190 pays et la moitié de notre main-d'œuvre sur le terrain dans les marchés internationaux, notre portée mondiale est inégalée. Et ces chiffres augmentent d'année en année, avec chaque nouveau client que nous attirons, chaque nouvelle coentreprise que nous établissons et chaque occasion d'affaires que nous saisissons pour nous rapprocher de nos clients et leur offrir des services plus commodes.

La forte présence de CAE dans les marchés européen et nord-américain largement établis est appuyée par une présence en pleine croissance en Chine, en Asie du Sud-Est, en Inde, au Moyen-Orient et en Amérique latine. Compte tenu de l'augmentation accélérée de la demande pour des services de formation et de simulation dans ces pays et régions, CAE se positionne stratégiquement pour desservir ces marchés à partir d'une base locale.

- Les clients de CAE peuvent choisir à partir d'un plus grand nombre d'emplacements en matière de formation pour l'aviation commerciale que quiconque. Notre présence mondiale a été davantage élargie à l'exercice 2013 avec l'ouverture d'un nouvel établissement à Manille (Philippines) en coentreprise avec Cebu Pacific, à Lima (Pérou) pour LATAM, en plus des nouveaux emplacements de formation à Barcelone (Espagne) et à Johannesburg (Afrique du Sud).
- Du côté de l'aviation d'affaires, nous avons la plus vaste portée mondiale de tous les fournisseurs de formation avec 11 emplacements partout dans le monde. Les plus récents emplacements sont Shanghai (Chine), São Paulo (Brésil) et Melbourne (Australie), qui offrent tous la formation au pilotage et à la maintenance sous un même toit.
- Notre réseau mondial de formation sur hélicoptère civil est également le plus important au monde avec 11 emplacements en Amérique du Nord, en Europe, en Amérique latine et en Asie-Pacifique. Les récents agrandissements annoncés ou inaugurés incluent Zhuhai (Chine), soit le premier programme de formation sur hélicoptère civil dans ce pays, São Paulo (Brésil) et Toluca (Mexique).

= FLEXIBILITÉ

ET PROXIMITÉ

Les activités régionales au Canada, aux États-Unis, en Allemagne, à Singapour, en Inde et au Moyen-Orient nous assurent une présence locale dans d'importants marchés de la défense et nous permettent de présenter l'éventail complet des capacités de CAE dans ces

régions. Au cours de l'exercice 2013, nous avons livré des produits de simulation ou fourni des services de formation aux forces de défense de plus de 30 pays, avec des employés sur place dans plus de 80 bases militaires. Nous avons également des ingénieurs et des techniciens dans plus de 20 établissements en Europe pour assurer la maintenance de presque tous les simulateurs de vol en service au sein des forces armées allemandes.







Notre portée mondiale s'étend actuellement dans les marchés de la défense et sécurité avec la construction d'un nouveau centre de formation polyvalent à Brunei et l'établissement d'un premier contrat avec les forces de défense au Koweit.

Dans le secteur Nouveaux marchés principaux, CAE Santé, qui a des bureaux au Canada, aux États-Unis, en Hongrie et en Allemagne, possède un réseau composé de plus de 40 distributeurs répartis dans 40 pays. CAE Mines a des clients dans plus de 90 pays qui sont soutenus par des bureaux situés en Afrique du Sud, en Australie, au Brésil, au Canada, au Chili, aux États-Unis, en Inde, au Kazakhstan, au Mexique, au Pérou et au Royaume-Uni.

INNOVATION LEADERSHIP TECHNOLOGIQUE





Au cours des 65 dernières années, CAE a toujours su être à l'avantplan de l'évolution technologique des systèmes de formation et de simulation de vol, et innover en mettant des produits inédits sur le marché. Notre détermination sur le plan de la formation fondée sur la simulation a fait de CAE la référence mondiale en matière de fidélité et de performance des simulateurs, et un chef de file de l'industrie dans le développement de dispositifs de formation, d'outils et de didacticiels innovateurs qui accélèrent l'apprentissage et la répétition de missions.

Et ce n'est pas terminé. Grâce à un investissement en R-D qui représente près de 10 % de nos revenus annuels, nous voulons garder notre longueur d'avance et fournir des produits et services de formation qui améliorent le niveau de sécurité, l'état de préparation aux missions et l'efficacité opérationnelle de nos clients.

Les clients de CAE exploitent des systèmes complexes qui ne font aucun compromis sur la sécurité et exigent les niveaux les plus élevés d'efficacité et de préparation aux missions. Notre détermination a permis à CAE de se positionner comme le partenaire de choix pour relever ces défis.

La haute fidélité et la fiabilité des technologies de CAE font de nous le perpétuel chef de file mondial en dispositifs de simulation de vol pour les clients qui effectuent eux-mêmes la formation de leur équipage. Au cours de l'exercice 2013, nous avons vendu 35 simulateurs de vol (FFS), y compris les premiers simulateurs au monde pour deux nouvelles plateformes d'avions.

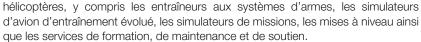
Des milliers de clients partout dans le monde – transporteurs commerciaux, ainsi qu'exploitants d'avions d'affaires et d'hélicoptères – comptent sur CAE pour obtenir des services de formation clés en main afin d'atteindre leurs objectifs en matière de sécurité et d'efficacité. Il y a actuellement plus de 45 emplacements exploités par CAE qui fournissent de la formation aux pilotes, aux membres d'équipage et aux techniciens de maintenance sur plus de 200 FFS et dispositifs CAE, habituellement en vertu de contrats à long terme.

Au-delà de la formation, CAE aide les clients à être plus efficaces par le biais de CAE Augmented Engineering Environment, un environnement de modélisation et de simulation qui permet aux fabricants d'équipement d'origine (OEM) d'évaluer, de tester et de valider une série de modèles et de systèmes d'aéronefs au cours de la phase de développement. Nos clients actuels incluent Bombardier Aéronautique pour ses avions CSeries, Global 7000 et Global 8000, et Commercial Aircraft Corporation of China, Ltd. pour son avion C919.

= EFFICACITÉ

ET FIABILITÉ

Pendant des décennies, les clients de la défense ont compté sur le leadership de CAE en matière de solutions de formation et de simulation sur les avions de transport à voilure fixe, les avions de patrouille maritime et les





Pour les années à venir, nous sommes également positionnés dans d'autres secteurs essentiels à la mission où nos technologies de modélisation et de simulation peuvent être utilisées pour appuyer les capacités évoluées de prise de décision. Au cours de l'exercice, nous avons lancé CAE Dynamic Synthetic Environment, une solution de prochaine génération pour la préparation et la répétition de missions. Cette solution intégrée est conçue pour créer un environnement synthétique virtuel qui simule le monde réel de façon beaucoup plus précise et réaliste, ce qui permet aux forces de défense de demeurer prêts à des coûts moins élevés par le biais d'une plus grande utilisation de la simulation.

De plus, nous avons lancé le dispositif d'entraînement aux missions CAE Unmanned Aerial Systems (UAS), un produit intégré économique et à faible coût conçu pour l'entraînement individuel, en équipe ou en réseau.

Dans le secteur Nouveaux marchés principaux, nous développons des solutions de formation fondées sur la simulation afin d'augmenter l'efficacité dans les domaines des soins de santé et des mines partout dans le monde. Nous avons lancé notre premier simulateur d'exploitation minière CAE Terra et de nouveaux simulateurs dans le domaine médical comme notre simulateur d'échographie obstétricale VIMEDIX pour la santé des femmes.

EMPLOYÉS

EXPÉRIENCE





CAE se démarque par ses employés et l'éventail de ses capacités de formation. Notre force repose sur nos 8 000 employés qui possèdent une expérience, une formation et un bagage culturel diversifiés, qui parlent plusieurs langues et qui ont tous une passion commune, soit la satisfaction des clients.

Nos employés puisent dans leurs propres compétences et dans l'expérience acquise par CAE après plus de 65 ans de réussite au niveau du service à la clientèle. La croissance de notre clientèle et de notre réseau mondial ainsi que la force de notre marque permettent de juger de notre réussite.

CAE offre à ses clients le plus vaste savoir-faire dans son domaine par le biais du plus important éventail de dispositifs de formation, de services et de solutions intégrées sur le plus grand nombre de modèles d'aéronefs et de plateformes militaires.

Du côté de l'aviation commerciale, nous offrons à nos clients la seule solution complète et entièrement intégrée de l'industrie. Notre position de chef de file a été davantage renforcée au cours de l'exercice 2013 par le biais d'acquisitions et de la nouvelle image de marque de CAE Oxford Global Academy. Nous avons créé le plus important réseau mondial d'écoles de formation initiale avec 11 emplacements, ainsi que CAE Parc Aviation, un chef de file en matière de placement de membres d'équipage et de techniciens de maintenance avec plus de 1 400 professionnels de l'aviation en affectation.

Dans le secteur de l'aviation d'affaires, l'expansion de notre réseau mondial et nos innovations, telles que l'école virtuelle au sol CAE, offrent aux exploitants une plus grande flexibilité pour la planification de leurs besoins en formation. De plus, des outils d'apprentissage, comme la formation fondée sur des faits CAE RealCase et la formation sur la prévention et le rétablissement en cas de perte de contrôle, apportent un complément à la formation sur simulateur et aident les pilotes à prendre de meilleures décisions en toute sécurité dans le poste de pilotage.

En réponse à la demande provenant des exploitants d'hélicoptères qui desservent le marché de l'exploitation pétrolière et gazière, nous avons considérablement amélioré nos solutions de formation en les personnalisant pour les activités d'exploitation en mer. Conjointement avec notre partenaire CHC Helicopter, nous offrons maintenant la formation la plus complète de l'industrie dans le domaine des activités d'exploitation en mer avec des technologies et des méthodes d'enseignement de pointe.

= SOLUTIONS **COMPLÈTES**

Grâce à notre vaste savoir-faire, notre réseau mondial et notre flexibilité, CAE est le partenaire de choix dans le domaine de la formation pour l'aviation civile.

Le nouveau Centre d'instruction de la mobilité aérienne à la base des Forces canadiennes de Trenton (Canada), inauguré au cours de l'exercice 2013, offre un aperçu unique de l'éventail complet des capacités de formation de CAE. Il abrite deux FFS CC-130J certifiés au niveau D, des dispositifs d'entraînement intégrés aux procédures CAE Simfinity, des entraîneurs de vol et d'autres logiciels CAE. CAE est le maître d'œuvre du programme d'entraînement et fournira du soutien en service pendant 20 ans.



L'U.S. Air Force compte également sur nos solutions complètes pour élargir la formation des membres d'équipage sur leur flotte d'avions-citernes KC-135 Stratotanker. Elle a exercé une option visant à reconduire pour une troisième année des services d'entraînement des équipages fournis par CAE USA en tant que maître d'œuvre du programme de formation KC-135 s'échelonnant sur 10 ans. De plus, CAE s'est vu accorder une modification de contrat visant à effectuer une série de mises à niveau sur les anciens entraîneurs au vol opérationnel, pour y inclure la technologie CAE Flightscape d'enregistrement des données, d'animation et de réécoute.

CAE Santé est un chef de file des technologies fondées sur la simulation et des logiciels d'enseignement, comptant plus de 7 000 simulateurs dans des écoles de médecine, des écoles de soins infirmiers, des hôpitaux, des forces de défense et d'autres entités. Les revenus proviennent principalement de la vente de simulateurs de patients, de simulateurs chirurgicaux, de simulation d'échographie, d'applications/ didacticiels d'apprentissage et de systèmes de gestion de centres de simulation. Du côté de CAE Mines, nous fournissons des outils logiciels, de la formation connexe et des produits de simulation pour augmenter la sécurité, la productivité et l'efficacité opérationnelle.

RÉPUTATION + MARQUE





La marque CAE est reconnue mondialement pour son leadership et sa responsabilité sociale. Nous avons bâti notre réputation d'excellence et d'intégrité après plus de 65 ans de service auprès des clients et de soutien auprès des collectivités.

Notre réputation. Notre marque. Nous sommes fiers d'être CAE.

CAE s'est engagée à exercer ses activités de manière durable, en insistant fortement sur de saines pratiques environnementales, la santé, la sécurité et le perfectionnement de ses employés, et l'appui soutenu envers la collectivité.

Nos produits et nos services sont fondamentalement écologiques étant donné que le carburant qui émet du dioxyde de carbone est remplacé par un simulateur fonctionnant à l'électricité. Nous nous sommes engagés à faire preuve de leadership et d'excellence dans le cadre de nos activités de recherche et développement, de formation et de fabrication. Nous dirigeons nos activités de facon responsable et nous faisons des progrès constants en matière de recyclage, de réduction des déchets, d'augmentation de l'efficacité énergétique de nos équipements de simulation, de prévention de la pollution et de réduction des déchets électroniques. Nous nous conformons à tous les règlements applicables.

En tant que chef de file mondial en matière de formation fondée sur la simulation, nous rendons service à l'environnement et à la société de plusieurs façons. Par exemple :

- Il est estimé que 18,5 millions de gallons de carburant sont économisés chaque année lorsqu'un pilote s'entraîne sur un simulateur de vol CAE Boeing 747 au lieu d'utiliser l'appareil réel. Étant donné que CAE forme plus de 100 000 membres d'équipage par année, la réduction au niveau de la consommation de carburant – qui entraîne une réduction directe des émissions de gaz à effet de serre – est impressionnante.
- Tant au niveau de la formation pour l'aviation civile que militaire, le recours de plus en plus accru à la formation fondée sur la simulation réduit l'usure de l'équipement, et dans le cas des exercices militaires, l'usure des infrastructures civiles comme les routes et les ponts.
- La formation fondée sur la simulation contribue à faire de l'aviation commerciale l'un des moyens de transport les plus sécuritaires.

INTÉGRITÉ ET RESPONSABILITÉ

- La formation fondée sur la simulation est de plus en plus considérée comme l'un des moyens les plus efficaces de préparer les praticiens à prodiguer des soins aux patients et à réagir aux situations de crise tout en réduisant le risque global pour les patients.
- L'utilisation de nos logiciels évolués mène à une meilleure efficacité au niveau de l'extraction du minerai et à une réduction des déchets du côté des activités minières, alors que les simulateurs de machinerie lourde comme ceux que nous avons développés améliorent la formation et la sécurité des exploitants.

Nous avons à cœur nos employés et nous investissons dans leur sécurité, bien-être et perfectionnement professionnel. Grâce à notre nouveau programme Ken Patrick, nous donnons l'occasion à certains nouveaux diplômés en ingénierie

à Montréal de faire l'expérience d'une série d'environnements de travail par le biais de quatre affectations rotationnelles de six mois sur une période de deux ans. En vertu de notre Programme de développement de carrière en Ingénierie, nous offrons également aux employés de l'Ingénierie un cheminement de carrière clair composé de quatre parcours distincts en fonction de leurs talents et de leur passion. Le développement du leadership et la planification de la relève sont des priorités, avec plusieurs programmes et activités visant à accélérer le développement de nos employés et à assurer un bassin solide d'employés talentueux et dotés d'aptitudes en leadership.

Le soutien envers nos collectivités est une valeur profondément ancrée dans notre entreprise. Chaque année, les employés de CAE appuient de nombreuses causes et participent à des activités qui visent à améliorer la vie de leur collectivité, y compris des possibilités de formation pour la jeunesse prometteuse et des services sociaux pour les personnes dans le besoin.

Pour plus de renseignements sur notre responsabilité sociale, y compris la gouvernance, veuillez consulter notre site Web à www.cae.com/responsabilitesociale.







Table des matières

Rap	ort de	e gestion	1			
1.	POIN	ITS SAILLANTS	1			
2.	2. INTRODUCTION					
3.	À PR	OPOS DE CAE	4			
	3.1	Qui nous sommes	4			
	3.2	Notre vision	4			
	3.3	Notre stratégie et notre proposition de valeur	4			
	3.4	Nos activités	6			
	3.5	Variations de change	14			
	3.6	Mesures hors PCGR et autres mesures financières	15			
4.	RÉSI	ULTATS CONSOLIDÉS	17			
	4.1	Résultat opérationnel – Quatrième trimestre de l'exercice 2013	17			
	4.2	Résultat opérationnel – Exercice 2013	19			
	4.3	Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	21			
	4.4	Prises de commandes et carnet de commandes consolidés	21			
5.	RÉSI	ULTATS PAR SECTEUR	22			
	5.1	Secteurs civils	23			
	5.2	Secteurs militaires	27			
	5.3	Secteur Nouveaux marchés principaux	31			
6.	MOU	VEMENTS DE TRÉSORERIE ET LIQUIDITÉS CONSOLIDÉS	33			
	6.1	Mouvements de trésorerie consolidés	33			
	6.2	Sources de financement	34			
	6.3	Partage des coûts avec les gouvernements	35			
	6.4	Obligations contractuelles	35			
7.	SITU	ATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE	36			
	7.1	Capital utilisé consolidé	36			
	7.2	Arrangements non comptabilisés	38			
	7.3	Instruments financiers	38			
8.	REG	ROUPEMENTS D'ENTREPRISES	41			
9.	RISC	OUES ET INCERTITUDES LIÉS À NOTRE ACTIVITÉ	43			
	9.1	Risques liés à l'industrie	43			
	9.2	Risques propres à la Société	45			
	9.3	Risques liés au marché	47			
10.	TRAI	NSACTIONS AVEC DES PARTIES LIÉES	48			
11.	MOD	IFICATIONS DE MÉTHODES COMPTABLES	49			
	11.1	Nouvelles normes et modifications adoptées à l'exercice 2013	49			
	11.2	Nouvelles normes n'ayant pas encore été adoptées	49			
	11.3	Recours au jugement, et utilisation d'estimations et d'hypothèses	52			
12.	CON	TRÔLES ET PROCÉDURES	54			
	12.1	Évaluation des contrôles et procédures de communication de l'information	54			
	12.2		54			
13.		E DE SURVEILLANCE DU COMITÉ D'AUDIT ET DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	54			
14.		SEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES	54			
15.	PRIN	ICIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES	55			
Rap	oort de	e la direction sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière	59			
Rap	ort de	e l'auditeur indépendant	59			
État	s finar	ciers consolidés	61			
Note	s affé	rentes aux états financiers consolidés	66			
Con	seil d'a	administration et direction	127			
		ements aux actionnaires et aux investisseurs	128			
	_	ns prospectives	129			
	ui aliU	na proapoutroa	129			

Rapport de gestion

pour le quatrième trimestre et l'exercice clos le 31 mars 2013

1. POINTS SAILLANTS

DONNÉES FINANCIÈRES

QUATRIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2013

Produits des activités ordinaires en hausse par rapport au trimestre précédent et au quatrième trimestre de l'exercice 2012

Les produits des activités ordinaires consolidés se sont établis à 587,9 millions \$ ce trimestre, en hausse de 65,8 millions \$, soit 13 %, par rapport au trimestre précédent et de 81,2 millions \$, soit 16 %, par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2012.

Résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société en hausse par rapport au trimestre précédent et en baisse par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2012

- Le résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société s'est élevé à 43,8 millions \$ (soit 0,17 \$ par action) ce trimestre, comparativement à 37,8 millions \$ (soit 0,15 \$ par action) au trimestre précédent, ce qui représente une augmentation de 6,0 millions \$, soit 16 %, et comparativement à 53,2 millions \$ (soit 0,21 \$ par action) au quatrième trimestre de l'exercice précédent, ce qui représente une baisse de 9,4 millions \$, soit 18 %;
- Des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition de 13,7 millions \$ (10,1 millions \$ après impôts) ont été comptabilisés ce trimestre, comparativement à 13,4 millions \$ (8,8 millions \$ après impôts) au trimestre précédent. Abstraction faite de ces coûts, le résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société s'est chiffré à 53,9 millions \$ (soit 0,21 \$ par action) ce trimestre et à 46,6 millions \$ (soit 0,18 \$ par action) pour le trimestre précédent.

Flux de trésorerie disponibles positifs de 108,6 millions \$ ce trimestre

- Les flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles se sont élevés à 128,3 millions \$ ce trimestre, comparativement à 104,4 millions \$ au trimestre précédent et à 122,1 millions \$ au quatrième trimestre de l'exercice précédent;
- Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance¹ et les dépenses liées aux autres actifs se sont élevées à 10,6 millions \$ ce trimestre, comparativement à 12,5 millions \$ au trimestre précédent et à 13,1 millions \$ au quatrième trimestre de l'exercice précédent;
- Le produit de la cession d'immobilisations corporelles a été de 1,1 million \$ ce trimestre, de 7,8 millions \$ au trimestre précédent et de 6,1 millions \$ au quatrième trimestre de l'exercice précédent;
- Les dividendes versés ont totalisé 10,2 millions \$ ce trimestre, 9,0 millions \$ au trimestre précédent et 8,4 millions \$ au quatrième trimestre de l'exercice précédent.

EXERCICE 2013

Produits des activités ordinaires en hausse par rapport à ceux de l'exercice 2012

Les produits des activités ordinaires consolidés se sont établis à 2 104,5 millions \$, en hausse de 283,3 millions \$, soit 16 %, par rapport à l'exercice précédent.

Diminution du résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société

- Le résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société s'est élevé à 139,4 millions \$
 (soit 0,54 \$ par action), comparativement à 180,3 millions \$
 (soit 0,70 \$ par action) à l'exercice précédent, ce qui représente une baisse de 40,9 millions \$, soit 23 %;
- Abstraction faite des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition de 68,9 millions \$ (51,3 millions \$ après impôts), le résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société aurait été de 190,7 millions \$ (soit 0,74 \$ par action) pour l'exercice écoulé;
- Pour l'exercice précédent, abstraction faite des charges de 8,4 millions \$ (2,7 millions \$ après impôts) liées à l'acquisition et à l'intégration de Medical Educational Technologies, Inc. (METI), le résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société aurait été de 183,0 millions \$ (soit 0,71 \$ par action).

Flux de trésorerie disponibles positifs de 118,9 millions \$

- Les flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles se sont élevés à 204,1 millions \$ pour l'exercice écoulé, comparativement à 233,9 millions \$ pour l'exercice précédent;
- Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance et les dépenses liées aux autres actifs se sont élevées à 57,0 millions \$ pour l'exercice écoulé, comparativement à 61,2 millions \$ pour l'exercice précédent;
- Le produit de la cession d'immobilisations corporelles a été de 8,9 millions \$ pour l'exercice écoulé, comparativement à 34,4 millions \$ pour l'exercice précédent;
- Les dividendes versés ont totalisé 37,1 millions \$ pour l'exercice écoulé, comparativement à 33,4 millions \$ pour l'exercice précédent.

¹ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 3.6).

Capital utilisé² de 2 051,3 millions \$ à la fin de l'exercice

- Le capital utilisé a augmenté de 474,8 millions \$, soit 30 %, pour l'exercice écoulé;
- Le fonds de roulement hors trésorerie² a augmenté de 37,4 millions \$ au cours de l'exercice 2013 pour s'établir à 150,8 millions \$ à la fin de l'exercice;
- Les immobilisations corporelles ont augmenté de 204,9 millions \$;
- Les autres actifs non courants et les autres passifs non courants ont augmenté respectivement de 304,4 millions \$ et de 71,9 millions \$;
- La dette nette² a augmenté de 382,5 millions \$ au cours de l'exercice pour s'établir à 916,8 millions \$ à la fin de l'exercice.

COMMANDES²

- Le ratio valeur comptable des commandes/ventes² pour le trimestre s'est établi à 1,45 (ratio de 1,83 pour les secteurs civils combinés, de 0,95 pour les secteurs militaires combinés et de 1,0 pour le secteur Nouveaux marchés principaux). Pour les 12 derniers mois, le ratio était de 1,07 (ratio de 1,18 pour les secteurs civils combinés, de 0,92 pour les secteurs militaires combinés et de 1,0 pour le secteur Nouveaux marchés principaux);
- Les prises de commandes se sont chiffrées à 2 246,9 millions \$ pour l'exercice écoulé, en hausse de 118,6 millions \$ par rapport à l'exercice précédent;
- Le carnet de commandes² s'établissait à 4 091,9 millions \$ au 31 mars 2013, en hausse de 367,7 millions \$ par rapport à l'exercice précédent.

Secteurs civils

- Le secteur Formation et services associés Civil a conclu des contrats d'une valeur prévue de 917,7 millions \$;
- Le secteur Produits de simulation Civil a reçu des nouvelles commandes de 446,7 millions \$, notamment des contrats portant sur la fourniture de 35 simulateurs de vol (FFS).

Secteurs militaires

- Le secteur Produits de simulation Militaire a reçu des nouvelles commandes de 393,7 millions \$ portant sur la fourniture de nouveaux systèmes d'entraînement et de mises à niveau;
- Le secteur Formation et services associés Militaire a conclu des contrats d'une valeur de 376,7 millions \$.

Secteur Nouveaux marchés principaux

Le secteur Nouveaux marchés principaux a reçu des nouvelles commandes évaluées à 112,1 millions \$.

REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES ET COENTREPRISES

- Le 16 mai 2012, nous avons acquis 100 % des actions d'Oxford Aviation Academy Luxembourg S.à r.l. (OAA), un fournisseur de services de formation aéronautique et de placement des membres d'équipage;
- Nous avons acquis Advanced Medical Technologies, LLC (Blue Phantom), une société spécialisée dans la conception, le développement et la vente de modèles synthétiques pour la formation fondée sur la simulation d'échographie;
- Au quatrième trimestre de l'exercice écoulé, nous avons conclu un nouvel accord de coentreprise visant la création de Rotorsim USA LLC (participation de 50 %).

AUTRES

- En mai 2012, nous avons conclu une facilité de crédit non garantie de premier rang assortie d'une durée de deux ans, sur laquelle nous avons utilisé 304,1 millions \$ pour financer l'acquisition d'OAA. La facilité de crédit portait intérêt à des taux variables fondés sur les taux des acceptations bancaires ou le TIBEUR majoré d'une marge, et elle a été remboursée et annulée au cours de l'exercice;
- Le 29 juin 2012, nous avons modifié nos facilités de crédit renouvelables non garanties de manière à reporter la date d'échéance d'avril 2015 à avril 2017, ainsi qu'à porter le montant disponible aux termes de la facilité de 450,0 millions \$ US à 550,0 millions \$ US à des conditions plus favorables. En juillet 2012, nous avons augmenté de 100,0 millions \$ notre emprunt aux termes de ces facilités et en avons utilisé les produits pour rembourser une tranche de 100,0 millions \$ sur la facilité de crédit non garantie de premier rang, qui avait été contractée en mai 2012 pour financer l'acquisition d'OAA, comme nous l'avons déjà mentionné;
- En décembre 2012, nous avons émis 348,9 millions \$ (125,0 millions \$ et 225,0 millions \$ US) de billets non garantis de premier rang échéant entre décembre 2019 et décembre 2027. Une tranche de 209,1 millions \$ du produit total a été affectée au remboursement de l'encours de la facilité de crédit non garantie de premier rang conclue en mai 2012, la tranche restante ayant été utilisée pour rembourser une partie de l'encours de la facilité de crédit à terme renouvelable non garantie;
- Le 23 mai 2012, nous avons annoncé des mesures de restructuration visant à réorienter nos ressources et nos capacités en réponse à des changements dans les marchés de la défense que nous desservons. Le 8 novembre 2012, nous avons annoncé des mesures de restructuration supplémentaires pour rajuster la taille de nos activités, surtout en Europe. Vous trouverez un complément d'information sous Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition.

² Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 3.6).

2. INTRODUCTION

Dans le présent rapport, nous, notre, nos, CAE et la Société renvoient à CAE inc. et à ses filiales. Sauf indication particulière :

- Cet exercice et 2013 désignent l'exercice financier prenant fin le 31 mars 2013;
- Le dernier exercice, l'exercice précédent et l'an dernier désignent l'exercice financier clos le 31 mars 2012;
- Les montants sont exprimés en dollars canadiens.

Ce rapport a été préparé en date du 16 mai 2013 et présente les commentaires et l'analyse de nos résultats par notre direction (le rapport de gestion) pour l'exercice et le trimestre clos le 31 mars 2013, ainsi que les états financiers consolidés et les notes qui les complètent pour l'exercice clos le 31 mars 2013. Nous l'avons rédigé pour vous aider à mieux comprendre les activités, la performance et la situation financière de la Société au cours de l'exercice 2013. Sauf indication contraire, toute l'information financière est présentée selon les Normes internationales d'information financière (IFRS). Toute l'information trimestrielle présentée dans le présent rapport de gestion est fondée sur des chiffres non audités.

Pour des renseignements complémentaires, veuillez vous référer à nos états financiers consolidés annuels pour l'exercice écoulé, que vous trouverez dans notre rapport annuel pour l'exercice clos le 31 mars 2013. Le rapport de gestion vise à vous fournir un aperçu général de CAE selon le point de vue de la direction. Il présente un complément d'information sur divers aspects de l'entreprise dont :

- Notre vision;
- Notre stratégie et notre proposition de valeur;
- Nos activités;
- Variations de change;
- Mesures hors PCGR et autres mesures financières;
- Résultats consolidés;
- Résultats par secteur;
- Mouvements de trésorerie et liquidités consolidés;
- Situation financière consolidée;
- Regroupements d'entreprises;
- Risques et incertitudes liés à notre activité;
- Transactions avec des parties liées;
- Modifications de méthodes comptables;
- Contrôles et procédures;
- Rôle de surveillance du comité d'audit et du conseil d'administration.

Vous trouverez notre plus récent rapport annuel et notre plus récente notice annuelle sur notre site Web, www.cae.com, sur celui de SEDAR, www.sedar.com, ou sur celui d'EDGAR, www.sec.gov.

NOTION D'INFORMATION IMPORTANTE

Le présent rapport présente les renseignements que nous avons estimés importants pour les investisseurs en ayant pris en compte toutes les considérations, y compris l'éventuelle sensibilité des marchés. Nous considérons qu'une information est importante :

- Si elle provoque, ou que nous avons des motifs raisonnables de croire qu'elle pourrait provoquer, une variation notable du cours ou de la valeur de nos actions, ou;
- Si les chances sont grandes qu'un investisseur raisonnable puisse considérer cette information comme importante pour les décisions qu'il a à prendre.

MISE EN GARDE SUR LES ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Le présent rapport contient des énoncés de nature prospective concernant nos activités, les événements et les faits nouveaux qui pourraient selon nous avoir lieu dans l'avenir. Il s'agit par exemple d'énoncés concernant nos perspectives commerciales, l'évaluation des conditions de marché, nos stratégies, nos projets futurs, nos ventes futures, les prix de nos principaux produits et nos dépenses d'investissement en immobilisations. Les énoncés prospectifs commencent normalement par des verbes comme *croire*, *compter que*, *s'attendre à, prévoir, envisager, continuer de, estimer, pouvoir, devoir*, et font aussi emploi de verbes au futur ou au conditionnel et de formulations analogues. Les énoncés prospectifs ne garantissent nullement le rendement à venir. Ils sont fondés sur les attentes et les hypothèses de la direction concernant les tendances historiques, les conditions actuelles et les faits attendus dans l'avenir, ainsi que sur d'autres facteurs que nous jugeons appropriés dans les circonstances.

Ces énoncés reposent sur des estimations et des hypothèses que nous jugions raisonnables au moment de la rédaction de ce rapport. Nos résultats réels pourraient être sensiblement différents en raison des risques et incertitudes liés à notre activité. Les risques importants qui pourraient être à l'origine de différences comprennent notamment la durée des cycles de vente, l'évolution rapide des produits, les budgets de la défense, la situation du secteur de l'aviation civile, la concurrence, la disponibilité des intrants critiques, les taux de change et le fair de faire des affaires à l'étranger. En outre, des différences pourraient découler d'événements susceptibles d'être annoncés ou de survenir après la date du rapport, incluant les fusions, acquisitions ou autres opérations de regroupement ou de cession d'activités. De plus amples précisions sur les risques et incertitudes inhérents à notre activité vous sont fournies à la rubrique *Risques et incertitudes liés à notre activité* du rapport de gestion.

Nous n'actualisons pas ni ne révisons nos énoncés prospectifs, même si des faits nouveaux surviennent, sauf dans la mesure prévue par la loi. Vous ne devriez pas vous fier exagérément à ces énoncés prospectifs.

3. À PROPOS DE CAE

3.1 Qui nous sommes

CAE est un chef de file mondial dans le domaine des technologies de simulation et de modélisation et des services intégrés de formation destinés principalement à l'aviation civile et aux forces de défense du monde entier. Nous tirons aussi parti de nos capacités de simulation dans les marchés des soins de santé et des mines. Nous sommes présents dans le monde entier, comptant environ 8 000 employés dans plus de 100 installations et centres de formation répartis dans une trentaine de pays. Durant l'exercice 2013, nos produits des activités ordinaires annuels ont été supérieurs à 2,1 milliards \$ et provenaient d'exportations mondiales et d'activités internationales dans une proportion de 90 %. Nous disposons du plus important parc de simulateurs de vol civils et militaires et d'un vaste réseau mondial de formation aéronautique. Nous offrons des services de formation civile, militaire et sur hélicoptère dans plus de 45 établissements partout dans le monde, à partir desquels nous assurons chaque année la formation d'environ 100 000 membres d'équipage civils et militaires. Nos principaux produits incluent des simulateurs de vol qui recréent le comportement des appareils dans une vaste gamme de situations et de conditions environnementales. Nous mettons notre expertise en matière de simulation et notre expérience opérationnelle au service de nos clients afin de les aider à renforcer la sécurité, à améliorer l'efficacité, à assurer leur préparation et à résoudre des problèmes difficiles.

Près de la moitié de nos produits des activités ordinaires proviennent de la vente de produits de simulation, de logiciels et de mises à niveau de simulateurs; le reste provient de services, dont la formation, la maintenance, la formation initiale des pilotes, les services de placement de membres d'équipage et les solutions intégrées d'entreprise.

Fondée en 1947, CAE, dont le siège social est à Montréal (Canada), s'est bâti une excellente réputation et entretient des relations durables avec ses clients grâce à l'expérience qu'elle a acquise depuis plus de 65 ans, à ses solides compétences techniques, à son personnel hautement qualifié et à son envergure mondiale.

Les actions ordinaires de CAE sont cotées à la Bourse de Toronto et à la Bourse de New York, sous le symbole CAE.

3.2 Notre vision

Nous voulons être le partenaire de choix des clients exerçant leurs activités dans des environnements complexes et essentiels en leur fournissant des produits et des services innovateurs en vue de renforcer la sécurité, d'accroître l'efficacité, de permettre la prise de meilleures décisions et d'assurer la préparation aux missions.

3.3 Notre stratégie et notre proposition de valeur

Notre stratégie

Nous sommes l'un des plus importants fournisseurs de solutions de formation faisant appel à la modélisation et à la simulation, d'optimisation et d'aide à la prise de décisions dans le monde. Nous répondons depuis longtemps aux besoins des clients œuvrant dans le marché aéronautique civil et le marché de la défense; au cours des dernières années, nous avons étendu nos compétences aux secteurs des soins de santé et des mines, où la marque CAE occupe une place de plus en plus prépondérante.

L'un des principes clés de notre stratégie dans le marché aéronautique civil et le marché de la défense est de tirer une partie importante de nos activités de la flotte existante plutôt que des livraisons futures d'aéronefs. Nous proposons notamment des solutions à nos clients à l'égard des aéronefs civils et militaires dans le monde. Au cours des dernières années, l'augmentation des produits des activités ordinaires que nous tirons des services récurrents a réduit notre dépendance envers les livraisons d'aéronefs.

Nous sommes parvenus à diversifier nos sources de revenus à l'échelle mondiale, ce qui permet à CAE de se démarquer en offrant ses solutions à proximité des installations des clients. Grâce à notre diversification à l'échelle mondiale, nous dépendons moins d'un marché en particulier et, étant donné que la conjoncture est rarement la même d'un pays à l'autre, nous sommes d'avis que cette stratégie nous permet de maintenir une stabilité à l'égard de nos revenus. Nous investissons dans les marchés développés et émergents afin de tirer profit des occasions d'affaires actuelles et futures. Environ le tiers de nos revenus proviennent des États-Unis, un autre tiers de l'Europe, alors que le reste du monde se partage le dernier tiers, y compris les marchés émergents à croissance rapide.

Proposition de valeur

La valeur que nous proposons aux clients est la capacité d'accroître la sécurité de leurs activités, d'améliorer la préparation aux missions dans des situations pouvant présenter des dangers et de diminuer leurs coûts en les aidant à améliorer leur efficacité opérationnelle. Nous offrons un éventail de produits et de services qui améliorent les capacités de planification et de prise de décisions de nos clients, ainsi qu'une vaste gamme de produits et services, lesquels peuvent être personnalisés pour répondre à l'évolution des besoins des clients au fil du temps. Nous sommes également un fournisseur de produits et services largement présent dans le monde. Par conséquent, nous sommes en mesure de fournir des solutions à proximité de nos clients, ce qui constitue un facteur coût-bénéfice important pour eux.

Nos compétences de base et avantages concurrentiels comprennent :

- Chef de file mondial en technologies de modélisation et de simulation;
- Connaissance approfondie des méthodes de formation et d'apprentissage;
- Éventail complet de produits et services de formation;
- Relations durables avec les clients;
- Valeur reconnue:
- Soutien technique des systèmes et processus de gestion des programmes éprouvés;
- Soutien à la clientèle de premier plan;
- Présence bien établie sur les nouveaux marchés et les marchés émergents.

Chef de file mondial en technologies de modélisation et de simulation

Nous jouissons d'un leadership technologique manifeste. Des pilotes des quatre coins du monde considèrent nos simulations comme étant ce qui se rapproche le plus des conditions de vol réelles. Nous avons toujours su garder une longueur d'avance pour ce qui est de l'évolution technologique des systèmes de formation et de simulation de vol, et innover en mettant des produits inédits sur le marché. Nous avons conçu des simulateurs pour toute la gamme des gros aéronefs civils utilisés à l'heure actuelle, pour bon nombre des principaux avions de transport régional et avions d'affaires, et pour certains types d'hélicoptères civils. Nous sommes aussi un chef de file dans le domaine de la fourniture de solutions de simulation et de formation sur les aéronefs de transport à voilure fixe, les aéronefs de patrouille en mer et de nombreux hélicoptères militaires. Nous jouissons par ailleurs d'un vaste savoir, d'une expérience poussée et d'une grande crédibilité pour ce qui est de la conception et du développement de simulateurs des nouveaux avions de la plupart des grands avionneurs. Nous utilisons maintenant notre expertise en modélisation et simulation au-delà de la formation vers d'autres secteurs essentiels à la mission, comme les services d'intervention d'urgence, pour lesquels ces technologies servent à la prise de meilleures décisions. Nous avons également étendu ces compétences aux marchés des soins de santé et des mines.

Connaissance approfondie des méthodes de formation et d'apprentissage

Avec plus de 65 ans d'expérience en simulation, nous sommes des spécialistes de l'industrie en matière de formation aéronautique et nous offrons une solution complète dans le domaine de la formation. Dans le secteur de l'aviation, nous travaillons constamment à introduire et à mettre en œuvre des moyens d'améliorer la sécurité et l'efficacité de la formation, de la formation initiale jusqu'à la formation des pilotes chevronnés. Par exemple, nous combinons des données de vol réelles et l'analyse des données de formation obtenues des centres de formation afin d'élaborer des programmes de formation et du contenu de briefing/débriefing fondés sur les faits, ce qui se traduit par des programmes de formation qui sont actuels, pertinents à l'égard des circonstances opérationnelles et pratiques, et utilisables en situation réelle. Citons aussi notre leadership du secteur en ce qui a trait à la mise en œuvre de formation dans le domaine de la récupération en cas de décrochage et de perte de contrôle visant précisément à préparer les pilotes aux conditions de vol défavorables et extrêmes. Nous tirons parti de notre expérience en matière d'élaboration de méthodes de formation et d'apprentissage en aéronautique en vue d'ajouter des technologies de modélisation et de simulation à nos solutions de formation dans les secteurs des soins de santé et des mines ainsi que d'améliorer les technologies existantes. Dans le secteur des soins de santé, nous offrons une expertise en formation et la plus importante gamme de produits de formation fondée sur la simulation du secteur, grâce à des entraîneurs et à des simulateurs chirurgicaux, de patients et d'échographie pour plus de 20 spécialités du secteur médical. Notre système de gestion des centres de simulation LearningSpace reproduit fidèlement les simulations réelles, permettant des séances de débriefing multimédia instantanées et l'amélioration continue de la formation, en plus de permettre aux clients de gérer de manière efficiente les coûts financiers et administratifs liés à l'exploitation de centres de simulation de toute taille, le tout par l'intermédiaire d'une seule solution Web. Dans le secteur minier, nous avons emprunté aux normes du secteur de l'aviation afin d'introduire de nouvelles solutions de formation des conducteurs de véhicules miniers.

Éventail complet de produits et services de formation

Nous offrons un vaste éventail de produits de formation, allant des entraîneurs de bureau au FFS, qui répondent aux besoins de formation de nos clients civils et militaires. Grâce à un important réseau de centres de formation, nous sommes aussi un chef de file mondial dans le domaine de la formation aéronautique. Cela nous permet de fournir une solution complète qui répond aux besoins des clients en matière de placement et de formation des pilotes. Nos programmes de formation au pilotage couvrent plus de 100 différents modèles d'aéronefs, y compris les avions de ligne, les avions d'affaires et les hélicoptères civils. Sur le marché de la défense, nos programmes portent sur les avions de transport, les hélicoptères, les entraîneurs pour avion-école, les appareils de ravitaillement en vol et les aéronefs de patrouille maritime. Notre gamme de services de formation comprend la formation initiale, périodique, à la certification de type et à la maintenance. Notre solution de dotation en pilotes civils ajoute de la valeur et fait croître les entreprises de nos clients en leur offrant des services de recrutement, d'évaluation, de sélection, de formation et, ultimement, de placement des pilotes au sein de leurs compagnies aériennes. De plus, nous offrons des services de formation initiale des pilotes par l'intermédiaire de CAE Oxford Aviation Academy.

Relations durables avec les clients

L'exécution de notre mission consistant à être le partenaire de choix de nos clients est illustrée par les liens que nous avons établis avec la majorité des compagnies aériennes, des exploitants d'aéronefs, des gouvernements et des constructeurs d'équipement d'origine (OEM) dans le monde. Notre vaste présence géographique nous permet de répondre rapidement et économiquement aux besoins des clients et de saisir de nouvelles occasions d'affaires tout en ayant une compréhension approfondie des lois et coutumes locales et en nous y conformant. Nous exploitons une flotte de plus de 245 simulateurs de vol et de missions dans plus de 45 établissements de formation civile, militaire et sur hélicoptère dans le monde afin de répondre aux nombreux besoins opérationnels de nos clients. Parmi nos milliers de clients, nous avons des accords de services de formation à long terme et de coentreprises avec plus de 20 importants transporteurs et exploitants du domaine de l'aviation dans le monde et nous avons tissé des liens avec environ 50 forces de défense dans quelque 35 pays.

Valeur reconnue

Nous sommes uniques dans le secteur de la simulation en ce sens que nous sommes la seule société véritablement mondiale à se spécialiser dans la modélisation, la simulation et la formation. Nous renforçons continuellement notre orientation, notre expérience et notre leadership technologique en positionnant la Société auprès des clients dans le monde. Nous investissons dans l'élargissement et le maintien de notre marque et de notre réputation en tant que société vouée à l'innovation afin d'aider nos clients à améliorer la sécurité, à être plus efficaces, à prendre des décisions plus éclairées et à être prêt pour les missions. Nous offrons la gamme la plus complète du secteur de l'aviation en matière de produits de simulation, de services de formation et de placement de membres d'équipage, et nous sommes en mesure de proposer une solution de formation adaptée aux exigences de chaque client. Nos produits de simulation sont parmi les mieux cotés de l'industrie sur le plan de la fiabilité et de la disponibilité. Cet avantage est essentiel puisque les simulateurs sont appelés à fonctionner jusqu'à 20 heures par jour, sept jours par semaine. Nous concevons des simulateurs que nos clients peuvent mettre à niveau par la suite, soit pour suivre l'évolution technique des appareils, soit pour satisfaire à de nouvelles règles de navigabilité. La marque CAE est synonyme des meilleures technologies de simulation du secteur et d'un soutien à la clientèle de premier plan, et nous faisons tout pour être le partenaire de choix de nos clients en matière de simulation et de formation.

Soutien technique des systèmes et processus de gestion des programmes éprouvés

Nous continuons de développer des solutions et de livrer des programmes complexes sur le plan technique pour assurer que les équipages et les troupes de partout dans le monde sont entraînés et prêts pour les missions. Nous avons fait nos preuves en matière de livraison de simulateurs pour des nouveaux appareils complexes dans les secteurs civil et militaire. Notre expérience et notre investissement continu en recherche et développement consolident notre leadership technologique et renforcent notre savoir-faire en gestion de programmes dotés de la simulation des capteurs aux fins d'activités en mer, d'environnements tactiques synthétiques aux fins d'activités navales et de chasse, ainsi que de technologies de visualisation et de bases de données communes qui produisent des environnements synthétiques immersifs et évolués pour fournir les scénarios de formation et de répétition de missions les plus efficaces possible.

Soutien à la clientèle de premier plan

Nous accordons une grande importance au soutien après-vente, lequel est souvent essentiel et peut nous valoir de nouveaux contrats de vente ainsi que des occasions d'affaires en prestation de services de mise à niveau et de maintenance. Nos pratiques en matière de soutien à la clientèle, notamment un portail client Web, un tableau de bord du rendement et des fiches de rendement automatisées, ont donné lieu à une amélioration du soutien à la clientèle selon les commentaires obtenus des clients.

Présence bien établie sur les nouveaux marchés et les marchés émergents

Nous sommes fiers d'être établis dans chacun de nos marchés dans le monde tout en conservant l'efficience et les avantages d'être une entreprise internationale. Cette approche nous a permis de prendre la tête dans des marchés en croissance tels que la Chine, l'Inde, le Moyen-Orient, l'Amérique du Sud et l'Asie du Sud-Est, où nous sommes actifs depuis plusieurs décennies.

3.4 Nos activités

Nous sommes un chef de file mondial ayant un vaste éventail de capacités pour aider nos clients à atteindre des niveaux accrus de sécurité, d'efficacité opérationnelle, de capacités en matière de prise de décisions et de préparation aux missions. Nous offrons des solutions intégrées qui comportent souvent des contrats de plusieurs années avec nos clients afin de leur offrir un ensemble complet de produits et de services.

Nous desservons essentiellement quatre grands marchés à l'échelle mondiale :

- Le marché civil comprend les constructeurs, les grandes compagnies aériennes, les transporteurs régionaux, les exploitants d'avions d'affaires et d'hélicoptères civils, les centres de formation exploités par des tiers, les organismes de formation aéronautique (FTO), les organismes d'entretien, de réparation et de révision (MRO) et les entreprises spécialisées dans la location-financement d'appareils;
- Le marché militaire englobe les constructeurs OEM ainsi que les organismes gouvernementaux et les forces de défense du monde entier:
- Le marché des soins de santé regroupe des centres de simulation en milieu hospitalier et universitaire, des écoles de médecine, des écoles de soins infirmiers, des organisations paramédicales, des forces de défense, des entreprises médicales et des constructeurs OEM;
- Le marché minier comprend des sociétés minières d'envergure mondiale, des sociétés d'exploration, des sous-traitants du secteur minier et les plus importants cabinets d'experts-conseils de ce secteur.

MARCHÉ CIVIL

Formation et services associés - Civil (FS/C)

Ce secteur fournit des services de formation pour l'aviation commerciale, l'aviation d'affaires et sur hélicoptère à l'équipage de conduite, à l'équipage de cabine, au personnel de maintenance et au personnel au sol, ainsi que des services de formation initiale des pilotes et de placement de membres d'équipage

Nous sommes le principal fournisseur de services de formation sur avions commerciaux et sur hélicoptères dans le monde et le deuxième plus important fournisseur de services de formation pour l'aviation d'affaires. Nous dominons le marché dans les régions émergentes à forte croissance de la Chine, de l'Inde, du Moyen-Orient, de l'Amérique du Sud et de l'Asie du Sud-Est. Grâce à notre important réseau de centres de formation à l'échelle mondiale, nous sommes présents dans tous les secteurs de l'aviation civile (aviation générale, aviation régionale et aviation commerciale), des exploitants d'hélicoptères et de l'aviation d'affaires. Nous exploitons actuellement 227 FFS et nous offrons de la formation et des services aéronautiques dans des centres de formation répartis dans plus de 25 pays partout dans le monde, notamment des services de formation des pilotes fondée sur la simulation, de placement de membres d'équipage et de formation initiale. Parmi nos milliers de clients, plus de 20 grandes compagnies aériennes et exploitants d'aéronefs du monde entier ont conclu avec nous des ententes de services de formation à long terme et des coentreprises. Nous offrons une gamme complète de solutions et services de formation, dont l'élaboration de programmes de formation, l'exploitation de centres de formation, la formation des pilotes, la formation des membres d'équipage, la formation des techniciens de maintenance, l'apprentissage en ligne et les didacticiels, et les services de consultation. En tant que chef de file des sciences aéronautiques, nous utilisons l'analyse des données de vol pour rendre les compagnies aériennes plus sécuritaires et améliorer la maintenance, les opérations aériennes et la formation. CAE Oxford Aviation Academy est le plus important réseau d'écoles de formation initiale dans le monde avec 11 écoles de pilotage et une capacité de formation de 2 000 élèves-pilotes par année. La division CAE Parc Aviation est le chef de file mondial dans le domaine du placement sur contrat de professionnels de l'aviation, fournissant actuellement plus de 1 400 pilotes, techniciens de maintenance et autres professionnels de l'aviation en affectation à des compagnies aériennes, à des constructeurs OEM et à des entreprises de location partout dans le monde.

Produits de simulation - Civil (PS/C)

Ce secteur conçoit, réalise et fournit des dispositifs de formation fondée sur la simulation et des systèmes visuels pour la formation aéronautique civile

Nous sommes le chef de file mondial de la fourniture de dispositifs de simulation de vol pour l'aviation civile, dont des simulateurs ainsi qu'une gamme complète de dispositifs intégrés d'entraînement aux procédures, de dispositifs de formation et d'outils d'apprentissage en ligne faisant appel aux mêmes logiciels haute fidélité de niveau D que ceux utilisés dans les simulateurs. Nous avons conçu et construit plus de FFS pour des compagnies aériennes nationales et régionales, des centres de formation exploités par des tiers et des constructeurs OEM que toute autre société. Nous avons acquis une grande expérience en matière de conception des premiers simulateurs sur le marché pour plus de 35 nouveaux modèles d'appareils. Ces dernières années, nous avons conçu des simulateurs pour l'Airbus A350 XWB, l'avion de transport de dimension moyenne d'AVIC, le Boeing 747-8, le jet régional de Mitsubishi (MRJ), les ATR42-600 et ATR72-600, les Bombardier CSeries, Global 5000/6000, Global 7000/8000 et Learjet 85, les Embraer Phenom 100 et 300, le Dassault Falcon 7X ainsi que les ARJ21 et C919 de Commercial Aircraft Corporation of China, Ltd. (COMAC). Tirant parti de notre important réseau de pièces de rechange et d'équipes de service, nous offrons également une gamme complète de soutien et de services, y compris le soutien d'urgence, la mise à niveau et la modernisation de simulateurs, les services de maintenance et le déménagement des simulateurs.

Tendances et perspectives commerciales

Dans le secteur de l'aviation commerciale, l'augmentation de la capacité des avions et du trafic passagers est surtout tributaire du produit intérieur brut (PIB). L'ensemble du secteur de l'aéronautique anticipe une croissance moyenne à long terme du trafic aérien d'environ 5 % par année au cours des deux prochaines décennies. Les taux de croissance dans certains marchés établis comme l'Europe ont été atténués par la récession, alors que la croissance dans les marchés émergents a surclassé la croissance moyenne mondiale. Aux États-Unis, les transporteurs ont entrepris le renouvellement de leur flotte d'aéronefs en faveur d'avions plus modernes et efficaces. Collectivement, la croissance du trafic aérien et les exigences liées au renouvellement de la flotte ont contribué au nombre élevé d'avions commerciaux en carnet, à l'intensification de la production des constructeurs OEM et à l'annonce de nouveaux programmes d'appareils.

La demande dans les secteurs de l'aviation d'affaires et des hélicoptères est surtout tributaire de la rentabilité des entreprises et de la conjoncture économique en général. Selon la Federal Aviation Administration (FAA) des États-Unis, le nombre de vols de jets d'affaires est demeuré stable au cours des 12 derniers mois. Le secteur affiche toujours un optimisme prudent quant à la poursuite de la reprise et à la croissance à long terme de l'aviation d'affaires; en conséquence, d'importants constructeurs d'avions d'affaires, dont Bombardier. Cessna. Dassault et Gulfstream, ont annoncé de nouveaux programmes d'appareils.

Dans le secteur PS/C, le niveau d'activité du marché est demeuré élevé au cours de l'exercice 2013 avec la vente de 35 FFS.

Les tendances à long terme suivantes constituent toujours le fondement de notre stratégie d'investissement sur le marché civil :

- Croissance à long terme prévue du trafic aérien;
- Demande dans les marchés émergents liée à une croissance à long terme et au besoin d'infrastructures pour soutenir le trafic aérien:
- Carnets de commandes et taux de livraison d'appareils;
- Plateformes d'appareils plus efficaces et évoluées;
- Demande à long terme et pénurie de professionnels de l'aviation qualifiés (pilotes, personnel de maintenance et membres d'équipage).

Croissance à long terme prévue du trafic aérien

Au cours de l'année civile 2012, le trafic passagers mondial a augmenté de 5,3 % par rapport à l'année civile 2011. Pour les trois premiers mois de l'année civile 2013, le trafic passagers a progressé de 4,2 % comparativement aux trois premiers mois de l'année civile 2012. Pour la même période, les marchés émergents ont réalisé les meilleures performances, le trafic passagers ayant affiché une croissance de 12,9 % au Moyen-Orient et une croissance respective de 5,7 % et de 5,3 % en Amérique latine et en Asie-Pacifique, tandis que le trafic passagers est demeuré stable en Europe. Au cours de la dernière année civile, la croissance moyenne du trafic passagers dans le monde est demeurée saine, quoique légèrement déprimée au second semestre de l'exercice, surtout en raison d'une croissance plus faible en Europe et en Amérique du Nord. Au cours des 20 dernières années, le trafic aérien a progressé à un taux moyen de 4,8 %. Cette moyenne devrait se maintenir pour les 20 prochaines années. Au titre des événements majeurs susceptibles de perturber cette croissance soutenue, mentionnons l'instabilité politique régionale, le terrorisme, les pandémies, les catastrophes naturelles, une hausse importante et soutenue du prix du carburant, une crise économique prolongée ou d'autres événements mondiaux importants.

Demande dans les marchés émergents liée à une croissance à long terme et au besoin d'infrastructures pour soutenir le trafic aérien

Le trafic aérien et l'activité économique des marchés émergents, tels que ceux de la Chine, de l'Europe de l'Est, du sous-continent indien, du Moyen-Orient, de l'Amérique du Sud et de l'Asie du Sud-Est, devraient continuer de connaître à long terme une croissance supérieure à celle des marchés parvenus à maturité comme l'Amérique du Nord et l'Europe de l'Ouest. Nous estimons que ces marchés seront les moteurs à long terme de la demande pour la vaste gamme de produits et de services que nous offrons. Nous sommes présents dans ces marchés émergents à forte croissance depuis plusieurs décennies et occupons une position de chef de file du marché, grâce à des activités, à des partenariats stratégiques ou à des coentreprises bien établis dans chacune de ces régions.

Carnets de commandes et taux de livraison d'appareils

Les constructeurs OEM d'avions commerciaux continuent d'assumer un carnet record de plus de 11 000 appareils. Notre secteur civil est essentiellement tributaire de la flotte déjà en service pour soutenir la demande : près des deux tiers de nos produits des activités ordinaires proviennent de la formation et des services qui appuient la flotte mondiale. Nos ventes de produits sont principalement liées aux livraisons d'appareils issus des chaînes de production des constructeurs OEM. Les transporteurs traditionnels américains ont entrepris le renouvellement de leurs flottes vieillissantes, comme en témoignent les commandes récentes de United/Continental Airlines et d'American Airlines. Des transporteurs européens, dont Turkish Airlines, Lufthansa et Ryanair, ont aussi passé des commandes massives d'appareils. Des transporteurs à faible coût comme Norwegian Air Shuttle en Europe ainsi que AirAsia et Lion Air en Asie ont passé des commandes auprès de constructeurs OEM pour la croissance de leurs flottes. Nous prévoyons que le rythme élevé et soutenu des livraisons d'appareils se traduira par le maintien d'une forte demande de produits de formation et aussi par une demande accrue de services.

Plateformes d'appareils plus efficaces et évoluées

Les plateformes d'appareils plus efficaces et évoluées vont entraîner une demande pour de nouveaux types de simulateurs et de programmes de formation. Une de nos priorités stratégiques est de nouer des partenariats avec les constructeurs pour être en position de profiter de nouvelles occasions d'affaires. Ces dernières années, nous avons conclu des contrats avec Bombardier pour les nouveaux avions CSeries et les avions Global 7000/8000, avec ATR pour l'appareil ATR42/72-600, avec Mitsubishi Aircraft Corporation pour l'appareil MRJ, avec Airbus pour l'appareil A350 XWB, avec AVIC pour l'avion de transport de taille moyenne et avec COMAC pour l'avion C919. Ces contrats nous permettent de tirer parti de notre expertise en modélisation, en simulation et en formation pour fournir des solutions de formation, dont des FFS de la Série CAE 7000, des dispositifs d'entraînement aux procédures CAE Simfinity^{MC} et des programmes de formation complets, et d'étendre notre réseau afin de répondre aux besoins des compagnies aériennes en matière de formation. La demande pour des plateformes nouvelles et plus efficaces est commandée par une meilleure souplesse opérationnelle, des frais de maintenance réduits, des coûts de carburant réduits, et l'amélioration des émissions et de l'empreinte environnementale. Les compagnies aériennes cherchent activement des moyens de réduire le coût du carburant et le risque lié à des fluctuations de celui-ci ainsi qu'à tirer parti des avantages qu'offrent les appareils et technologies de propulsion de nouvelle génération. Si un programme subit des retards sur les livraisons de nouveaux appareils, ces retards se répercutent aussi sur nos prises de commandes et nos livraisons de FFS.

Les exploitants de jets d'affaires exigent des appareils à haute performance

Les constructeurs d'appareils d'affaires ont annoncé leur intention de lancer, ou ont déjà lancé, de nouvelles plateformes dotées des dernières innovations technologiques, dont les Bombardier Learjet 70, 75 et 85, Global 7000/8000, les appareils de la série Embraer Legacy et Lineage 1000, les Gulfstream G650 ainsi que les Cessna Citation M2, Latitude et Longitude, afin d'améliorer la performance et les avantages pour les exploitants, notamment la portée, la rapidité, le confort et l'accessibilité de l'aviation d'affaires.

Demande à long terme et pénurie de professionnels de l'aviation qualifiés (pilotes, personnel de maintenance et membres d'équipage)

La demande mondiale devrait progresser à long terme

La croissance du marché de l'aviation civile a stimulé la demande en pilotes, en techniciens de maintenance et en agents de bord à l'échelle mondiale, ce qui a provoqué une pénurie de professionnels qualifiés dans plusieurs marchés, en particulier dans les marchés émergents à forte croissance. Les contraintes sur l'offre de pilotes comprennent le vieillissement des équipages, le nombre moins élevé de pilotes militaires qui se recyclent dans le secteur civil et la diminution des inscriptions dans les écoles techniques.

Les nouveaux modes d'attestation des pilotes sont davantage fondés sur la formation faisant appel à la simulation

La formation fondée sur la simulation pour obtenir une attestation de compétence de pilote commence à jouer un rôle encore plus important dans le monde avec la licence de pilote en équipage multiple (MPL) et la formation dans le domaine de la prévention et de la récupération en cas de décrochage et de perte de contrôle. L'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) et divers organismes de réglementation nationaux et régionaux du secteur de l'aviation ont mis en place de nouvelles exigences réglementaires, normes et directives en la matière.

La MPL est une méthode de rechange en matière de formation et d'attribution de licences qui place davantage l'accent sur la formation fondée sur la simulation afin d'amener les élèves-pilotes à devenir des copilotes dans un environnement propre aux transporteurs aériens. À ce jour, une cinquantaine de pays ont adopté des règles relatives aux MPL et plus de 15 d'entre eux appliquent déjà celles-ci aux fournisseurs de formation et aux transporteurs. Certains transporteurs font appel aux programmes de MPL de CAE en Asie et en Europe. Dans notre secteur d'activité, la MPL produit des résultats encourageants à l'échelle mondiale, et des centaines de titulaires d'une MPL dans le monde occupent maintenant des postes de pilotes auprès de leur transporteur. À mesure que la méthode de MPL poursuit son élan, il en résultera un recours accru à la formation fondée sur la simulation.

Enfin, les exigences proposées liées à la licence de pilote de ligne (ATPL) aux États-Unis prévoient également un recours plus important à la formation fondée sur la simulation, dont la formation spécialisée fondée sur la simulation dans le domaine de la prévention et de la récupération en cas de conditions météorologiques défavorables, de décrochage à haute altitude et de perte de contrôle. Ces exigences devraient être officialisées en août 2013.

MARCHÉ MILITAIRE

Nous croyons que, étant donné le contexte actuel du marché de la simulation, notre capacité de contribuer à la réduction des coûts liés à la préparation militaire des gouvernements et des forces de défense est unique. Trois importants facteurs font en sorte que nos activités du secteur de la défense se distinguent et sous-tendent le vaste bassin d'occasions pour nos solutions fondées sur la modélisation et la simulation. Tout d'abord, nous jouissons d'une position unique à l'échelle mondiale qui assure notre équilibre et notre diversité dans les marchés mondiaux de la défense. Nous avons ensuite notre solide expérience des plateformes d'appareils durables dont le cycle de vie devrait être long, dans le secteur de la défense comme dans le secteur humanitaire. Enfin vient le facteur le plus fondamental : la formation fondée sur la simulation offre une valeur considérable aux forces de défense dont les budgets sont restreints, mais qui doivent quand même assurer l'entraînement et un degré élevé de préparation.

Produits de simulation - Militaire (PS/M)

Ce secteur conçoit, réalise et fournit de l'équipement de formation militaire évolué et des outils logiciels pour les forces aériennes, terrestres et navales

Nous sommes un chef de file mondial dans les domaines de la conception et de la production d'équipements militaires de simulation de vol. Nous offrons des solutions permettant à nos clients de maintenir et d'améliorer leur sécurité, leur efficacité, leur préparation aux missions et leurs capacités à prendre des décisions. Nous développons du matériel de simulation, des systèmes d'entraînement et des outils logiciels pour une multitude d'aéronefs militaires, incluant des jets rapides, des hélicoptères, des avions d'entraînement, des aéronefs de patrouille en mer, et des avions de ravitaillement et de transport. Nous offrons également des solutions fondées sur la simulation aux forces terrestres et navales, dont une gamme de dispositifs d'entraînement pour les conducteurs et les tireurs de chars d'assaut et de véhicules blindés de combat, ainsi que des dispositifs d'entraînement virtuels à la maintenance. Nous avons livré des produits de simulation et des systèmes d'entraînement à plus de 50 exploitants du secteur de la défense dans environ 35 pays.

Formation et services associés - Militaire (FS/M)

Ce secteur fournit des services de formation clés en main, des solutions intégrées d'entreprise fondées sur la simulation ainsi que des solutions de maintenance et de soutien en service

Nous fournissons des services de formation clés en main, une expertise dans l'intégration des systèmes de formation et des services de soutien à la formation aux forces armées du monde entier. Nous fournissons aussi une gamme de services de soutien à la formation comme des services de soutien logistique, des services de maintenance, des services d'instruction en classe et l'entraînement sur simulateur dans plus de 80 établissements dans le monde, une variété de solutions intégrées d'entreprise fondées sur la modélisation et la simulation, et une gamme de solutions de soutien en service comme l'ingénierie des systèmes et la gestion du cycle de vie.

Tendances et perspectives commerciales

Les retards du processus d'approvisionnement des gouvernements continuent d'influer sur le calendrier d'obtention des contrats de défense et sur la croissance à court terme de nos produits des activités ordinaires et de notre résultat. Aux États-Unis, les compressions obligatoires sont entrées en vigueur en mars 2013, exacerbant un processus déjà lent pendant que les coupures budgétaires requises sont mises en œuvre. Malgré les pressions budgétaires dans certains marchés, nous continuons de présenter des soumissions pour un grand nombre de projets dans le monde et nous prévoyons continuer d'obtenir notre juste part des nouvelles activités. En Europe, les compressions au niveau de la structure des forces de défense et les plans d'investissements futurs revus à la baisse ont rétréci l'éventail de nouvelles possibilités. Cependant, nous maintenons un éventail d'activités récurrentes en fonction desquelles nous avons adapté l'ampleur de nos opérations. Alors que les États-Unis et l'Europe sont aux prises avec des marchés défavorables, nous constatons une augmentation des possibilités émanant de régions où les budgets de la défense sont en hausse, comme l'Asie et le Moyen-Orient, où CAE est bien établie et accroît sa présence. Pour l'exercice 2013, environ 35 % de nos nouvelles commandes proviennent de ces régions. En outre, il existe des indications encourageantes de la spécialisation de notre marché, et nous sommes convaincus que le recours à la formation fondée sur la simulation continuera d'augmenter dans l'avenir. En particulier, le Government Accountability Office des États-Unis a déclaré que la U.S. Navy et l'U.S. Air Force prévoient augmenter le pourcentage de la formation basée sur la simulation d'ici 2020.

Les tendances suivantes constituent toujours le fondement de l'utilisation de nos produits fondés sur la simulation et de nos services dans le secteur de la défense :

- Volonté clairement exprimée des gouvernements et des forces de défense d'avoir davantage recours à la modélisation et à la simulation;
- Partenaire de choix des constructeurs OEM en matière de simulation et de formation;
- Recours à la modélisation et à la simulation pour l'aide à l'analyse et à la prise de décisions;
- Intérêt de l'impartition des services de formation et de maintenance;
- Besoins en matière de formation synthétique pour les répétitions de missions, y compris la formation en coopération et la formation de forces interarmées.

Volonté clairement exprimée des gouvernements et des forces de défense d'avoir davantage recours à la modélisation et à la simulation

Les forces de défense et les gouvernements sont de plus en plus nombreux à adopter des programmes de formation fondée sur la simulation en raison de la plus grande efficacité, des coûts nettement plus faibles, des contraintes opérationnelles moindres en ce qui concerne les aéronefs qui se déprécient plus rapidement que prévu, et des risques moins élevés que la simulation apporte par rapport à la formation sur le matériel d'armes réel. La formation sur simulateur réduit aussi le nombre d'heures de vol sur les aéronefs et permet d'entraîner les pilotes à faire face à des situations qui, en vol réel, pourraient mettre en péril l'avion ou l'équipage et les passagers. L'U.S. Air Force, qui est le plus grand consommateur d'énergie du gouvernement américain, estime que ses coûts liés au carburant ont augmenté de plus de 225 % au cours de la dernière décennie. La montée du prix du carburant est l'un des facteurs qui favorisent l'adoption plus généralisée de la formation fondée sur la simulation. À l'inverse de l'aviation civile où le recours à la formation sur simulateur est courant, les forces armées n'ont pas l'obligation réglementaire de former leurs pilotes sur simulateur, et la nature de la formation axée sur les missions exige au moins un certain degré de formation sur appareil.

Nous commençons à voir des forces armées qui prévoient le recours accru à la simulation dans le cadre de leur programme de formation global. Par exemple, la U.S. Navy indique que la place réservée à la formation fondée sur la simulation sur certaines de ses plateformes pourrait atteindre près de 50 % d'ici 2020, et l'U.S. Air Force apporte d'importantes améliorations à sa flotte d'entraîneurs au vol opérationnel KC-135, en plus d'acquérir de nouveaux entraîneurs aux systèmes d'armes à l'intention des opérateurs de perche. L'objectif consiste à accroître la quantité de formation synthétique pour les équipages d'avions-citernes KC-135 afin de réduire les coûts globaux, à prolonger la durée d'utilité des aéronefs et à harmoniser l'utilisation des aéronefs avec les exigences opérationnelles. Le coût du carburant, les impacts défavorables sur l'environnement et les dommages causés par l'usure des systèmes d'armement et des aéronefs sont autant d'arguments en faveur d'un recours accru à la simulation et à la formation synthétique. Étant donné les coûts associés à l'exécution d'exercices de formation sur appareil, la plupart des organisations militaires prévoient modifier l'équilibre entre la formation sur appareil et la formation virtuelle et constructive (informatisée) pour consacrer une plus grande partie du programme de formation sur la simulation virtuelle et constructive à la maison mère. Par exemple, pour réduire les coûts, l'armée américaine envisage de réduire l'utilisation de la formation sur appareil et en transférer une partie à la simulation virtuelle et constructive, ce qui entraînera des possibilités pour les dispositifs et les services de formation. Nous sommes d'avis que CAE est une des clés de la baisse des coûts de formation tout en maintenant ou en améliorant la préparation.

Partenaire de choix des constructeurs OEM en matière de simulation et de formation

Nous nous allions à des constructeurs du secteur de la défense en vue de renforcer nos liens avec ceux-ci et de nous positionner pour saisir des occasions d'affaires. Les constructeurs OEM ont mis sur le marché de nouvelles plateformes et ils continuent de mettre à niveau et de prolonger la durée de vie des plateformes existantes, ce qui alimente la demande mondiale de simulateurs et de services de formation. Par exemple, Boeing a conçu le nouvel aéronef de patrouille en mer P-8A; Airbus Military a vendu et continue de commercialiser l'A330 MRTT et le C295 partout dans le monde; Lockheed Martin commercialise avec succès des variantes de l'avion de transport C-130J Hercules; Alenia Aermacchi et BAE Systems vendent les avions d'entraînement M-346 et Hawk pour la formation initiale des pilotes de chasse; et AgustaWestland poursuit la conception d'un éventail d'hélicoptères comme l'AW139 et l'AW189. Nous avons des relations bien établies avec chacun des constructeurs OEM pour ces plateformes.

Recours à la modélisation et à la simulation pour l'aide à l'analyse et à la prise de décisions

La modélisation et la simulation servaient jusqu'à ce jour au soutien à la formation, et elles sont de plus en plus appliquées dans l'ensemble du cycle de vie du programme, y compris pour l'aide à l'analyse et à la prise de décisions. Nous constatons que les gouvernements et les forces militaires cherchent à appliquer les environnements synthétiques fondés sur la simulation pour appuyer les programmes de recherche et de développement, la conception et l'essai des systèmes, l'analyse des renseignements, l'intégration et l'exploitation, ainsi que pour fournir les outils d'aide à la prise de décisions nécessaires au soutien relatif à la planification des missions. Par exemple, nous avons mis en place un centre national de modélisation et de simulation (CNMS) pour le ministère de la Défense du Brunei, et nous sommes d'avis qu'il existe d'autres occasions de développement de centres de modélisation et de simulation intégrés.

Intérêt de l'impartition des services de formation et de maintenance

Les forces de défense et les gouvernements scrutent leurs dépenses pour trouver des moyens de réduire les coûts et de permettre aux militaires en service actif de se concentrer sur les besoins opérationnels, ce qui a un impact sur les budgets et les ressources de la défense. Une tendance croissante se dessine dans les milieux militaires d'étudier l'impartition de divers services de formation, tendance qui devrait se maintenir. Les gouvernements se tournent vers l'industrie pour la prestation de services de formation parce que celle-ci peut souvent s'exécuter plus rapidement et à moindres coûts.

Besoins en matière de formation synthétique pour les répétitions de missions, y compris la formation en coopération et la formation de forces interarmées

Les forces de défense se tournent de plus en plus vers la formation synthétique pour satisfaire dans une plus large mesure leurs besoins en matière d'entraînement aux missions. Les solutions technologiques fondées sur la simulation permettent aux clients du secteur militaire de planifier des missions très élaborées et de mener des répétitions de missions complètes dans un environnement synthétique, en complément aux entraînements et aux exercices de préparation traditionnels. La formation synthétique offre aux militaires un moyen économique de s'entraîner à toute sorte de scénarios en maintenant leur état de préparation au niveau optimal. Les alliés coopèrent et créent des forces interarmées et de coalition, ce qui entraîne une demande d'exercices d'entraînement et d'opérations menés en coopération et en réseau. Les dispositifs d'entraînement qui peuvent être mis en réseau afin d'entraîner des équipages différents et de permettre des formations en réseau sur une série de plateformes sont de plus en plus importants étant donné que les forces de défense souhaitent de plus en plus effectuer des exercices de préparation aux missions dans un environnement synthétique. Nous préconisons activement les architectures de simulation ouvertes et standardisées, comme la base de données commune (CDB), ainsi que de nouvelles capacités comme l'environnement synthétique dynamique (DSE) de CAE, qui facilitent les répétitions de missions et l'entraînement conjoint en réseau.

NOUVEAUX MARCHÉS PRINCIPAUX (NMP)

Marché des soins de santé

La formation fondée sur la simulation est de plus en plus considérée comme l'un des moyens les plus efficaces de préparer les praticiens à prodiguer des soins aux patients et à réagir aux situations de crise tout en réduisant le risque global pour les patients. Par l'entremise d'acquisitions et de partenariats avec des experts du secteur des soins de santé, nous mettons à contribution nos connaissances, notre expérience et nos pratiques exemplaires en matière de formation aéronautique fondée sur la simulation afin de fournir des technologies et des solutions de formation innovatrices qui permettront d'améliorer la sécurité et l'efficacité de ce secteur. Notre objectif est d'offrir aux étudiants et aux praticiens des outils réalistes très complets pour les aider à perfectionner leurs compétences et à mieux se préparer à traiter leurs patients. Notre offre, qui intègre la modélisation et la simulation, va de la création de programmes de formation au déploiement d'une gamme étendue de simulateurs par spécialité. Le marché de la simulation pour les soins de santé croît rapidement avec des centres de simulation qui deviennent la norme dans les écoles de soins infirmiers et les écoles de médecine, tandis que les établissements d'enseignement ont maintenant recours à la technologie et à la simulation pour faire concurrence aux institutions publiques.

Nous générons des produits des activités ordinaires dans cinq principaux secteurs : les simulateurs de patients; les simulateurs chirurgicaux; les simulateurs d'échographie; les applications et les didacticiels de formation; et les systèmes de gestion de centres de formation. Nos simulateurs de patients offrent un niveau élevé de crédibilité et de réalisme, ce qui permet aux étudiants et aux praticiens d'intervenir rapidement avec des mesures cliniques qui peuvent sauver des vies. Nos simulateurs chirurgicaux sont dotés d'une technologie haptique permettant aux étudiants et aux praticiens de s'entraîner et d'acquérir les compétences requises pour effectuer des interventions minimalement invasives, comme des bronchoscopies, des endoscopies et un remplacement de valves cardiaques. Nos solutions d'échographie font appel à l'apprentissage en ligne, à des modèles de formation à l'échographie, à des mannequins et à un affichage 3D animé en temps réel, ce qui permet aux apprenants et aux praticiens de se familiariser avec l'échographie diagnostique au chevet du patient. Nos applications d'apprentissage fondé sur la simulation, comme les modules d'apprentissage, l'apprentissage en ligne et les applications mobiles, fournissent des outils de simulation pouvant être intégrés au milieu de travail hospitalier ou à de grands établissements de formation, ce qui permet d'optimiser le temps d'apprentissage de l'étudiant grâce à la livraison de contenu à distance, de même que d'effectuer des expériences et des évaluations autogérées. Nos solutions de gestion de centres de simulation médicale sont conçues pour simplifier les opérations entourant la gestion d'activités complexes de simulation, d'évaluation, d'enregistrement et de débriefing, de même que l'apprentissage.

CAE Santé est un chef de file des technologies fondées sur la simulation dans le domaine de la santé, comptant plus de 8 000 livraisons de simulateurs de patients, d'échographie et de chirurgie dans des écoles de médecine, des écoles de soins infirmiers, des hôpitaux, des forces de défense et d'autres entités. CAE Santé a maintenant des bureaux au Canada, aux États-Unis, en Hongrie et en Allemagne et compte plus de 300 employés qui collaborent avec une équipe de 50 formateurs cliniques et un réseau de 45 distributeurs dans 60 pays.

Tendances et perspectives commerciales

Le marché des soins de santé fondés sur la simulation est surtout concentré sur la formation; il englobe l'exploitation, la maintenance et la fourniture de tous les types de technologies de simulation et sa valeur est estimée à plus de 850 millions \$. La plus importante part de ce marché représente le secteur des simulateurs de patients, qui devrait connaître une croissance dans les deux chiffres au cours des prochaines années en raison du besoin d'assurer la sécurité des patients et d'améliorer l'efficience et l'efficacité de la formation en soins de santé avec l'aide de la technologie de simulation. Nous voulons que CAE Santé soit à l'avant-garde de l'adoption de solutions de formation fondée sur la simulation pour les praticiens et qu'elle contribue à la sécurité des patients, ce qui permettra de sauver des vies tout en réduisant le coût global de la formation.

La simulation médicale permet aux étudiants et aux praticiens d'appliquer les procédures dans un environnement où les erreurs n'entraînent pas de conséquences non souhaitées. Les erreurs médicales entraînent de 50 000 à 100 000 décès par année aux États-Unis seulement, selon le rapport publié par l'Institute of Medicine (IOM) intitulé *To Err is Human: Building a Safer Health System.* Les simulateurs médicaux peuvent contribuer à réduire les erreurs de procédures en travaillant essentiellement à changer l'évaluation des compétences et la formation des praticiens en soins de santé, exactement comme les simulateurs de vol ont révolutionné la formation et l'attestation des pilotes il y a des décennies de cela. Outre 850 000 médecins actifs et 67 000 étudiants en médecine, on compte quelque 3 millions d'infirmiers et 250 000 élèves-infirmiers aux États-Unis, ainsi que 8,8 millions de médecins et 14,5 millions d'infirmiers dans le monde.

La demande pour nos produits et services est déterminée par les facteurs suivants :

- Utilisation de simulateurs de patients;
- Utilisation accrue de la chirurgie endoscopique;
- Développement d'applications technologiques en imagerie pour les soins de santé;
- Augmentation du coût des soins de santé;
- Pénurie de fournisseurs de services.

Utilisation de simulateurs de patients

Les simulateurs de patients sont les simulateurs les plus couramment utilisés dans les marchés de l'éducation et de la formation en soins de santé. Les simulateurs de patients ont été conçus et développés pour un éventail d'applications en matière d'éducation et de formation des praticiens. La simulation de patients réduit la fréquence et la gravité des erreurs médicales tout en améliorant les soins fournis aux patients grâce à un apprentissage clinique des événements risqués et peu fréquents.

La simulation de patients offre aussi aux praticiens la possibilité de s'exercer à soigner des problèmes aigus comme l'obstruction des voies aériennes, les arrêts cardiaques, les hémorragies, les états de choc et diverses autres situations d'urgence courantes. Grâce aux simulateurs, les intervenants peuvent acquérir une expérience de chaque situation clinique en évaluant les symptômes, en posant les gestes appropriés et en gérant la réaction du simulateur aux divers traitements.

Utilisation accrue de la chirurgie endoscopique

La chirurgie endoscopique est réalisée au moyen de petites incisions chirurgicales pratiquées grâce à des instruments chirurgicaux spécialisés ainsi qu'à l'imagerie endoscopique ou une autre imagerie chirurgicale. Compte tenu des avantages de la chirurgie endoscopique, comme la diminution du traumatisme pour le patient et périodes d'hospitalisation plus courtes, on assiste à une augmentation de l'utilisation de cette technique dans un certain nombre de procédures chirurgicales qui étaient, auparavant, invasives. Les progrès constants de la technologie chirurgicale et des techniques de chirurgie endoscopique pour diverses procédures font de la chirurgie un important élément moteur de la formation fondée sur la simulation.

Développement d'applications technologiques en imagerie pour les soins de santé

L'intégration de l'imagerie au secteur des soins de santé a augmenté en raison de la réforme de la réglementation sur les soins de santé, du développement de produits technologiques abordables et de la sensibilisation accrue du secteur aux avantages de la mise en œuvre de la technologie. La sensibilisation accrue des patients aux options technologiques de remplacement en chirurgie et aux autres procédures médicales a aussi contribué à inciter les assureurs et les fournisseurs de services à accepter et à mettre en œuvre des technologies de l'information et des technologies évoluées d'imagerie. Par exemple, l'échographie au chevet est devenue un outil irremplaçable dans la prise en charge de patients gravement atteints. Les appareils d'échographie portatifs offrent un formidable potentiel dans la mesure où ils peuvent fournir au chevet du patient des données diagnostiques immédiates qu'un examen clinique seul ne pourrait pas révéler. À condition que les praticiens l'utilisant pour effectuer des examens hors laboratoire soient correctement formés, l'appareil d'échographie portatif peut représenter un avantage énorme pour l'évaluation au chevet et le traitement des patients en soins intensifs.

Augmentation du coût des soins de santé

L'augmentation des services de première ligne et du coût de ceux-ci est en corrélation avec la croissance de la population et l'expansion de la couverture des soins de santé. L'augmentation de l'espérance de vie et la génération du baby-boom ont entraîné une demande importante pour des services liés aux maladies chroniques et au vieillissement de la population. De plus, il existe un consensus parmi les économistes de la santé sur le fait que la hausse du coût et des dépenses de soins de santé découle principalement de l'adoption à grande échelle des technologies médicales et d'un nombre accru de services et de traitements médicaux complexes tant pour les patients hospitalisés que pour les patients externes. L'adoption répandue des technologies médicales et le nombre accru de services médicaux complexes pourraient à la limite se traduire par une augmentation de la demande en produits et services de formation. Les experts ont démontré que l'utilisation de la simulation médicale améliore les résultats sur les patients et réduit les taux d'erreur, ce qui aide à atténuer le taux d'augmentation du coût global des soins de santé.

Pénurie de fournisseurs de services

On s'attend à des pénuries de médecins dans les secteurs des soins de première ligne, de la médecine familiale et de la médecine spécialisée. Les simulateurs médicaux et chirurgicaux virtuels favoriseront la formation des médecins et des professionnels de la santé en contribuant à soulager les goulots d'étranglement et à améliorer l'efficacité de la formation. Le vieillissement de la population intensifie la demande en soins de santé, tandis que le vieillissement des travailleurs de la santé augmente le risque lié au roulement de personnel dans les hôpitaux. Dans l'Union européenne, le secteur des soins de santé pourrait accuser un déficit de un million de professionnels de la santé en 2020, soit jusqu'à 600 000 infirmiers et 230 000 médecins. Selon le Bureau of Labor Statistics des États-Unis, le nombre d'infirmiers actifs sera porté à 3,45 millions en 2020, en hausse de 26 % par rapport à 2010. La croissance de la demande d'infirmiers et le besoin de remplacer les infirmiers vieillissants pourraient se traduire par l'entrée de 1,2 million d'infirmiers sur le marché du travail d'ici 2020. L'Organisation mondiale de la Santé a également indiqué que les pénuries sont critiques dans 57 pays, ce qui représente l'équivalent d'un déficit global de 2,4 millions de médecins, d'infirmiers et de sages-femmes à l'échelle mondiale. Lorsque les nouveaux diplômés entreront sur le marché du travail, les hôpitaux auront de plus en plus besoin de programmes d'intégration qui transforment les nouveaux infirmiers en praticiens compétents d'une manière efficace et efficiente. La simulation est en train d'effectuer la transition de la salle de classe vers la pratique clinique en tant qu'environnement sécuritaire de formation clinique.

Marché des mines

Nous avons des clients dans plus de 90 pays, qui sont desservis par nos bureaux en Afrique du Sud, en Australie, au Brésil, au Canada, au Chili, aux États-Unis, en Inde, au Kazakhstan, au Mexique, au Pérou et au Royaume-Uni. Nous fournissons des produits et services pour l'exploitation à ciel ouvert et l'exploitation souterraine aux sociétés minières, qui vont des grandes sociétés diversifiées aux jeunes sociétés minières et de consultation.

Nous générons des produits des activités ordinaires en fournissant des produits et services dans l'ensemble de la chaîne de valeur du marché minier. Nos logiciels sont utilisés pour la gestion des données géologiques et d'exploration, la stratégie minière, l'optimisation, la conception détaillée et la planification de toutes les méthodes d'exploitation minière et des matières premières. Nos services de consultation technique incluent plus de 100 géologues et ingénieurs expérimentés, répondant aux besoins des clients, comme la gestion des programmes de forage exploratoire, des études minières, l'évaluation des ressources, les services techniques sur place et les projets d'amélioration des affaires. Nos simulateurs d'exploitation minière CAE Terra, développés durant l'exercice 2012, mettent à profit notre expérience en matière de simulation pour offrir un degré de réalisme incomparable. Nos simulateurs sont dotés d'un système complet de gestion des stagiaires, d'outils de planification des cours et d'un poste de l'instructeur équipé d'écrans tactiles interactifs. Nos services de formation incluent la planification du perfectionnement de la main-d'œuvre, l'analyse des besoins en formation, le développement professionnel dans des disciplines techniques et la conception et la mise en œuvre de programmes de formation des opérateurs. Notre didacticiel de formation des opérateurs est conçu pour diverses méthodes d'apprentissage, soit l'apprentissage à distance au rythme de chacun, la formation en classe donnée par un instructeur, la formation pratique et les scénarios fournis dans nos simulateurs haute fidélité.

Tendances et perspectives commerciales

Nos clients font appel à notre technologie et à nos services pour accroître la productivité et la sécurité. La demande pour nos produits et services est déterminée par les facteurs suivants :

- Pénurie de compétences;
- Priorité accordée aux questions de santé et sécurité;
- Baisse des teneurs et hausse de la consommation d'énergie se traduisant par l'accroissement du coût d'extraction;
- Gestion et contrôle de l'exploitation.

Pénurie de compétences

La pénurie de compétences dans de nombreuses régions exerce des pressions sur les salaires et sur les coûts des projets. À défaut d'une hausse importante du nombre de travailleurs expérimentés ou de la mise en œuvre de nouvelles technologies permettant d'intensifier la production avec moins de travailleurs, la croissance de l'approvisionnement sera entravée. La pénurie de compétences fera probablement stimuler la demande de formation supplémentaire.

Priorité accordée aux questions de santé et sécurité

Les sociétés continuent de cibler l'amélioration des normes de santé et sécurité au moyen de percées technologiques et d'intensification de la formation axée sur les compétences pour créer un effectif plus compétent et mieux formé. Les sociétés minières se tournent vers l'équipement automatisé, le contrôle à distance des activités et la formation fondée sur la simulation pour améliorer la sécurité dans son ensemble.

Baisse des teneurs et hausse de la consommation d'énergie se traduisant par l'accroissement du coût d'extraction

Au cours des 30 dernières années, la teneur moyenne des corps minéralisés a diminué de moitié et la quantité de déchets de roche a plus que doublé, ce qui s'est traduit par la hausse de la consommation d'énergie et du coût d'extraction. En raison de la volatilité du prix des minéraux et du coût de l'énergie, le secteur doit adopter des stratégies différentes. Ces dernières incluront l'utilisation accrue d'outils d'optimisation, de la simulation et de l'analyse de scénarios afin de maximiser la valeur et de maintenir la viabilité des activités en cours, dans le but d'aider les sociétés minières à privilégier la récupération de métal au lieu de maximiser la capacité. Nous sommes activement impliqués dans la recherche de solutions technologiques pour la récupération de métaux en utilisant le moins d'énergie possible. Nos outils existants pour l'optimisation et l'analyse de scénarios aident les sociétés minières à répondre à l'évolution des prix et aux coûts des intrants afin de maximiser le potentiel de leurs opérations existantes.

Gestion et contrôle de l'exploitation

En raison de l'étendue et de la complexité croissantes de l'exploitation, les sociétés minières sont à la recherche de solutions de surveillance en temps réel, de coordination, de prise de décisions et de contrôle à distance d'actifs fixes et mobiles. Nous collaborons dans des marchés du monde entier et fournissons aux exploitants miniers la possibilité d'intégrer nos systèmes miniers largement utilisés à d'autres technologies de gestion opérationnelle.

3.5 Variations de change

Tous les montants présentés sont en dollars canadiens. Nous mesurons les actifs, les passifs et les transactions libellés en monnaies étrangères selon divers taux de change, comme l'exigent les IFRS.

Les tableaux ci-après montrent les variations des taux de change à la clôture et des taux de change moyens applicables à nos trois principales monnaies opérationnelles.

Nous avons utilisé les taux de change de clôture ci-dessous pour convertir la valeur des actifs, des passifs et du carnet de commandes en dollars canadiens à la clôture de chacune des périodes suivantes :

			Augmentation/
	2013	2012	(diminution)
Dollar américain (\$ US)	1,02	1,00	2%
Euro (€)	1,30	1,33	(2 %)
Livre sterling (£)	1,54	1,60	(4 %)

Les taux de change moyens utilisés pour convertir les produits des activités ordinaires et les charges étaient les suivants :

			Augmentation/
	2013	2012	(diminution)
Dollar américain (\$ US)	1,00	0,99	1 %
Euro (€)	1,29	1,37	(6 %)
Livre sterling (£)	1,58	1,58	-

Pour l'exercice 2013, la conversion en dollars canadiens des résultats de nos établissements à l'étranger s'est traduite par une diminution de 19,6 millions \$ des produits des activités ordinaires et par une augmentation de 1,4 million \$ du résultat net par rapport à l'exercice 2012.

Les variations des taux de change se répercutent sur trois grands champs d'activité :

- Notre réseau d'établissements de formation et de services à l'étranger

La plupart des produits des activités ordinaires dégagés et des dépenses engagées par nos établissements de formation et de services à l'étranger le sont essentiellement dans la monnaie du pays. Les variations du cours des monnaies étrangères par rapport au dollar canadien ont une incidence sur la rentabilité nette de ces établissements et le montant net des investissements. Les profits ou les pertes résultant de la conversion du montant net des participations dans un établissement à l'étranger sont reportés dans le poste des différences de conversion (cumul des autres éléments du résultat global), qui est présenté dans la section capitaux propres de l'état consolidé de la situation financière. Toute incidence d'une fluctuation des taux de change sur la rentabilité nette influencera immédiatement le compte consolidé de résultat de même que les comparaisons entre exercices et entre trimestres.

Nos activités de produits de simulation hors du Canada (Australie, Allemagne, États-Unis, Inde, Royaume-Uni et Singapour)

La plupart des produits des activités ordinaires dégagés et des dépenses engagées au chapitre de ces activités par les établissements à l'étranger le sont essentiellement dans la monnaie du pays, hormis certains achats de données et d'équipements qui peuvent occasionnellement être effectués dans d'autres monnaies, tout comme les travaux effectués par nos activités de fabrication au Canada. Les variations du cours des monnaies étrangères par rapport au dollar canadien ont une incidence sur la rentabilité nette des activités et le montant net des participations dans ces établissements, exprimés en dollars canadiens, comme nous l'expliquons plus haut.

Nos activités de produits de simulation au Canada

Même si les actifs nets des activités que nous menons au Canada ne sont pas exposés aux variations du cours des monnaies étrangères (sauf les comptes débiteurs et créditeurs libellés en monnaies étrangères), une part importante des produits des activités ordinaires annuels que nous réalisons à partir du Canada est libellée en monnaies étrangères (principalement en dollars américains et en euros), et une part importante des dépenses est engagée en dollars canadiens.

De façon générale, les paiements échelonnés sur les contrats de vente libellés en monnaies étrangères font l'objet d'une transaction de couverture visant à nous mettre au moins partiellement à l'abri du risque de change. Puisque moins de 100 % de nos produits des activités ordinaires sont couverts, il n'est pas possible d'offrir une couverture parfaite contre les incidences des fluctuations des taux de change, qui se font par conséquent partiellement ressentir sur le compte consolidé de résultat.

Nous détenons toujours un éventail de positions de couverture de change afin de protéger une partie de nos produits des activités ordinaires futurs des risques de volatilité du taux de change entre le dollar canadien et les monnaies étrangères. Nous couvrons une partie des produits des activités ordinaires de façon que la partie non couverte corresponde à la composante coûts étrangers du contrat. En ce qui concerne le solde des produits des activités ordinaires futurs prévus, nos activités de fabrication au Canada restent exposées aux variations de la valeur du dollar canadien.

Afin de réduire la variabilité de certains coûts de fabrication comptabilisés en dollars américains et en euros, nous effectuons des transactions de couverture de coûts libellés en monnaies étrangères à l'égard de certains éléments entrant dans notre processus de fabrication.

Analyse de sensibilité

Nous avons réalisé une analyse de sensibilité en vue de déterminer l'effet à court terme des variations de change. Aux fins de cette analyse de sensibilité, nous avons évalué les sources des produits des activités ordinaires et des charges libellés en devises et déterminé que le risque de change sur une base consolidée se manifestait principalement dans deux secteurs, à savoir :

- Les produits des activités ordinaires et les charges en devises liés aux activités de fabrication au Canada nous prenons des couvertures sur une partie des risques;
- La conversion des opérations en devises à l'étranger. Le risque couru à cet égard concerne principalement notre résultat opérationnel.

Dans un premier temps, nous avons calculé les produits des activités ordinaires et les charges par devise en vue d'établir le résultat opérationnel dans chaque devise. Nous en avons ensuite soustrait le montant des produits des activités ordinaires faisant l'objet d'une couverture pour arriver au risque net par devise. Puis, nous avons ajouté le risque net des établissements à l'étranger pour arriver au risque de change consolidé pour chacune des devises.

Enfin, nous avons réalisé une étude de sensibilité visant à déterminer l'effet qu'aurait une dépréciation de 1 cent du dollar canadien par rapport à chacune des trois autres devises. Le tableau ci-après présente l'effet type de cette variation (après impôts) sur nos produits des activités ordinaires et notre résultat opérationnel annuels, ainsi que notre risque net :

	Produits des			
	activités	Résultat		Risque
Risque (en millions)	ordinaires	opérationnel	Couverture	Net
Dollar américain (\$ US)	10,4 \$	2,8 \$	(2,2) \$	0,6 \$
Euro (€)	3,9	0,2	(0,1)	0,1
Livre sterling (£)	1,4	0,3	(0,1)	0,2

Un raffermissement probable de 1 cent du dollar canadien aurait eu l'effet contraire.

3.6 Mesures hors PCGR et autres mesures financières

Le présent rapport de gestion comprend des mesures hors PCGR et d'autres mesures financières. Les mesures hors PCGR fournissent une information utile et complémentaire aux mesures financières normalisées établies conformément aux PCGR. Le lecteur doit se garder de les confondre avec les mesures du rendement établies conformément aux PCGR, de les substituer à celles-ci ou de les comparer aux mesures similaires qu'utilisent d'autres sociétés.

Capital utilisé

Le capital utilisé est une mesure hors PCGR par laquelle nous évaluons et contrôlons combien nous investissons dans notre entreprise. Nous mesurons ce capital de deux points de vue :

Du point de vue de l'utilisation qui en est faite :

- Au niveau d'ensemble de l'entreprise, en prenant le montant total de l'actif (déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie) et en soustrayant le montant total du passif (déduction faite de la dette à long terme, partie courante comprise);
- Au niveau sectoriel, en prenant le montant total de l'actif (abstraction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des actifs d'impôt et des autres actifs non opérationnels) et en soustrayant le montant total du passif (déduction faite des passifs fiscaux, de la dette à long terme, partie courante comprise, des obligations relatives aux redevances, des obligations au titre des avantages du personnel et des autres passifs non opérationnels).

Du point de vue de la provenance du capital :

Pour voir d'où provient notre capital, nous faisons la somme de la dette nette et des capitaux propres.

Carnet de commandes

La valeur du carnet de commandes est une mesure financière hors PCGR qui nous indique à combien se montent en principe les commandes que nous avons reçues, mais que nous n'avons pas encore exécutées.

- Pour les secteurs PS/C, PS/M et FS/M, nous considérons qu'une commande est en carnet dès l'instant où nous avons signé avec le client une entente commerciale ayant force obligatoire définissant de façon suffisamment précise les obligations respectives des parties (obligations reprises dans le contrat ou la commande);
- Les contrats militaires sont ordinairement exécutés sur de longues périodes, et certains doivent être reconduits tous les ans. Pour les secteurs PS/M et FS/M, nous n'inscrivons un contrat dans le carnet de commandes que lorsque le client en a obtenu l'autorisation et le financement:
- Dans le cas du secteur FS/C, nous prenons en compte les produits des activités ordinaires attendus des contrats de formation à
 court et à long terme dès que nous avons de la part des clients leur engagement à nous payer les honoraires de formation, ou
 lorsque nous pouvons raisonnablement compter sur ce paiement de la part de nos clients acquis.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes correspond au total des commandes divisé par le total des produits des activités ordinaires de la période.

Commandes non financées

Les commandes non financées sont une mesure hors PCGR qui représente les commandes fermes des secteurs militaires que nous avons reçues, mais que nous n'avons pas encore exécutées et pour lesquelles l'autorisation de financement n'a pas encore été obtenue. Nous tenons compte des options non exercées dont la probabilité d'exercice est élevée, mais pas des contrats à exécution indéterminée et à quantité indéterminée.

Dépenses d'investissement en immobilisations (maintenance et croissance)

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance sont une mesure hors PCGR que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour maintenir les niveaux courants d'activité économique.

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance sont une mesure hors PCGR que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour accroître les niveaux courants d'activité économique.

Dette nette

La dette nette est une mesure hors PCGR qui nous indique à combien se monte notre dette une fois pris en compte les actifs liquides tels que la trésorerie et les équivalents de trésorerie. Elle nous indique quelle est globalement notre situation financière. Elle correspond à la différence entre le montant de la dette à long terme, partie courante comprise, et le montant de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

Dette nette ajustée

La dette nette ajustée est une mesure hors PCGR par laquelle nous contrôlons le niveau de notre dette nette sans tenir compte des obligations supplémentaires au titre des contrats de location-financement. Nous surveillons cet indicateur et nous croyons que les lecteurs de notre rapport de gestion l'utilisent pour évaluer notre rendement avec les sociétés semblables. Pour la calculer, nous soustrayons du total de notre dette à long terme, y compris la partie courante de la dette à long terme, la trésorerie et les équivalents de trésorerie et les obligations au titre des contrats de location-financement.

Flux de trésorerie disponibles

Les flux de trésorerie disponibles sont une mesure hors PCGR qui nous indique les sommes dont nous disposons pour faire croître l'entreprise, rembourser notre dette et nous acquitter de nos obligations courantes. C'est un indicateur de notre santé financière et de notre liquidité. Ils correspondent à la trésorerie nette dégagée des activités opérationnelles maintenues, dont sont soustraits les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance, les autres actifs sans lien avec la croissance et les dividendes versés et à laquelle est ajouté le produit de la cession d'immobilisations corporelles.

Fonds de roulement hors trésorerie

Le fonds de roulement hors trésorerie est une mesure hors PCGR qui nous indique combien d'argent notre entreprise immobilise dans son fonctionnement au quotidien. Il correspond à la différence entre l'actif courant (abstraction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que de la partie courante des actifs disponibles à la vente) et le passif courant (abstraction faite de la partie courante de la dette à long terme et de la partie courante des passifs liés aux actifs disponibles à la vente).

Frais de recherche et de développement

Les frais de recherche et de développement sont une mesure financière que nous utilisons pour évaluer les dépenses directement attribuables aux activités de recherche et de développement que nous avons comptabilisées en charges au cours de la période, déduction faite des crédits d'impôt à l'investissement et des contributions gouvernementales.

Marge brute

La marge brute est une mesure hors PCGR qui correspond au résultat opérationnel dont sont déduits les frais de recherche et de développement, les frais de vente, généraux et d'administration, le montant net des autres (profits) pertes de même que les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition.

Nombre équivalent de simulateurs actifs

Le nombre équivalent de simulateurs actifs (NESA) est une mesure financière qui nous indique le nombre moyen de simulateurs de vol qui étaient en état de dégager des produits des activités ordinaires au cours de la période. Dans le cas d'un centre exploité en coentreprise à 50/50, nous ne prenons en compte dans le NESA que la moitié des simulateurs de vol en service dans ce centre. Lorsqu'un simulateur de vol est retiré du service pour être déménagé, il n'est pris en compte qu'une fois réinstallé et en état de dégager des produits des activités ordinaires.

Rendement du capital utilisé

Le rendement du capital utilisé (RCU) est une mesure hors PCGR que nous utilisons pour évaluer la rentabilité de notre capital investi. Nous calculons ce ratio sur une période de quatre trimestres consécutifs en divisant le résultat provenant des activités maintenues attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société, en excluant les intérêts débiteurs, nets d'impôts, par le montant moyen du capital utilisé.

Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel est une mesure hors PCGR qui nous indique quel résultat nous avons obtenu avant la prise en compte des effets de certaines décisions financières et structures fiscales. Nous suivons l'évolution du résultat opérationnel, car nous trouvons qu'il permet de comparer plus facilement nos résultats avec ceux de périodes antérieures et avec ceux d'entreprises appartenant à des secteurs d'activité où la structure de capital et la réglementation fiscale sont différentes des nôtres.

Résultat opérationnel sectoriel

Le résultat opérationnel sectoriel (ROS) est une mesure hors PCGR et la principale valeur considérée pour mesurer le résultat financier individuel des secteurs opérationnels. Il donne une bonne indication de la rentabilité individuelle des secteurs, puisqu'il exclut l'incidence des éléments qui ne se rapportent pas directement à leur performance. Le ROS correspond au résultat opérationnel sectoriel abstraction faite du montant net des charges financières, des impôts sur le résultat, des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition et des autres éléments non précisément liés à la performance du secteur.

4. RÉSULTATS CONSOLIDÉS

4.1 Résultat opérationnel – Quatrième trimestre de l'exercice 2013

(en millions, sauf les montants par action)	T4-2013	T3-2013	T2-2013	T1-2013	T4-2012
Produits des activités ordinaires	587,9	522,1	514,4	480,1	506,7 \$
Coût des ventes	420,5	370,9	370,4	321,0	336,6 \$
Marge brute ³	167,4	151,2	144,0	159,1	170,1 \$
En pourcentage des produits des activités ordinaires	28,5	29,0	28,0	33,1	33,6 %
Frais de recherche et de développement ³	18,1	14,0	14,5	14,0	15,2 \$
Frais de vente, généraux et d'administration	66,9	67,3	67,3	68,4	71,8 \$
Autres profits – montant net	(2,9)	(5,9)	(14,5)	(0,1)	(5,6) \$
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	13,7	13,4	9,8	32,0	- \$
Résultat opérationnel ³	71,6	62,4	66,9	44,8	88,7 \$
En pourcentage des produits des activités ordinaires	12,2	12,0	13,0	9,3	17,5 %
Produits financiers	(1,5)	(2,7)	(1,6)	(1,5)	(1,5) \$
Charges financières	19,7	18,2	19,2	18,4	18,1 \$
Charges financières – montant net	18,2	15,5	17,6	16,9	16,6 \$
Résultat avant impôts sur le résultat	53,4	46,9	49,3	27,9	72,1 \$
Charge d'impôt sur le résultat	7,0	9,4	12,5	6,2	18,4 \$
En pourcentage du résultat avant impôts (taux d'impôt)	13	20	25	22	26 %
Résultat net	46,4	37,5	36,8	21,7	53,7 \$
Attribuable aux : Détenteurs d'instruments de capitaux propres de					
la Société	43,8	37,8	36,5	21,3	53,2 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	2,6	(0,3)	0,3	0,4	0,5 \$
	46,4	37,5	36,8	21,7	53,7 \$
Résultat par action attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société					
De base et dilué	0,17	0,15	0,14	0,08	0,21 \$

³ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 3.6).

Produits des activités ordinaires en hausse de 13 % par rapport au dernier trimestre et de 16 % par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2012

Les produits des activités ordinaires sont en hausse de 65,8 millions \$ par rapport à ceux du trimestre précédent. Cette hausse est principalement attribuable aux facteurs suivants :

- Les produits des activités ordinaires du secteur PS/C ont augmenté de 36,4 millions \$, soit 39 %, principalement en raison de la hausse des produits des activités ordinaires tirés des ventes de simulateurs partiellement construits et de la progression des niveaux de production découlant de l'augmentation des commandes enregistrées;
- Les produits des activités ordinaires du secteur PS/M ont augmenté de 14,4 millions \$, soit 10 %, principalement en raison de la hausse des produits des activités ordinaires tirés des programmes asiatiques, australiens et nord-américains, contrebalancée en partie par la baisse des produits des activités ordinaires tirés des programmes européens;
- Les produits des activités ordinaires du secteur FS/C ont augmenté de 8,0 millions \$, soit 4 %, principalement en raison de la hausse des produits des activités ordinaires réalisés en Amérique du Nord et au Moyen-Orient de même que de l'incidence favorable du raffermissement de l'euro et du dollar américain par rapport au dollar canadien. Cette augmentation a été contrebalancée en partie par la diminution des produits des activités ordinaires réalisés en Asie due aux déménagements de FFS;
- Les produits des activités ordinaires du secteur FS/M ont augmenté de 6,7 millions \$, soit 10 %, principalement en raison de la hausse des produits des activités ordinaires tirés des programmes nord-américains, de la hausse du niveau d'activité à l'égard de nos programmes de formation sur hélicoptères et de la progression des produits des activités ordinaires tirés des programmes européens:
- Les produits des activités ordinaires du secteur NMP sont demeurés stables, affichant une augmentation de 0,3 million \$. La hausse des produits des activités ordinaires provenant de CAE Santé découlant de l'intégration de Blue Phantom, acquise en novembre 2012, a été neutralisée par la baisse des produits des activités ordinaires provenant de CAE Mines.

Les produits des activités ordinaires affichent une hausse de 81,2 millions \$ par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice 2012. Cette hausse est principalement attribuable aux facteurs suivants :

- Les produits des activités ordinaires du secteur FS/C ont augmenté de 69,5 millions \$, soit 53 %, principalement en raison de l'intégration d'OAA dans nos résultats et de la hausse des produits des activités ordinaires réalisés dans les marchés émergents.
 Cette hausse a été annulée en partie par la baisse de la demande de formation en Europe;
- Les produits des activités ordinaires du secteur PS/C ont augmenté de 46,7 millions \$, soit 56 %, principalement en raison de la hausse des produits des activités ordinaires tirés des ventes de simulateurs partiellement construits et des niveaux de production découlant d'une augmentation des commandes enregistrées;
- Les produits des activités ordinaires du secteur NMP ont augmenté de 4,8 millions \$, soit 20 %, principalement en raison de la hausse des produits des activités ordinaires provenant de CAE Santé qui découle de la progression des ventes de systèmes de gestion des centres et de l'intégration de Blue Phantom, ainsi que de la hausse des produits des activités ordinaires provenant de CAE Mines:
- Les produits des activités ordinaires du secteur FS/M ont augmenté de 0,9 million \$, soit 1 %, principalement en raison de la hausse des produits des activités ordinaires tirés des programmes nord-américains, neutralisée en partie par le recul du niveau d'activité à l'égard de nos programmes de formation sur hélicoptères et de nos services IES ainsi que par la baisse des produits des activités ordinaires tirés des programmes européens;
- Les produits des activités ordinaires du secteur PS/M ont diminué de 40,7 millions \$, soit 21 %, par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2012, les produits de ce trimestre ayant tenu compte de programmes qui étaient presque achevés et d'un simulateur C-130 qui a été partiellement construit et pour lequel nous avons signé un contrat au cours de l'exercice précédent, de même que de la baisse des produits des activités ordinaires tirés des programmes européens. Le recul a été compensé en partie par la hausse des produits des activités ordinaires tirés des programmes asiatiques.

Vous trouverez un complément d'information sous Résultats par secteur.

Résultat opérationnel en hausse de 9,2 millions \$ par rapport au trimestre précédent et en baisse de 17,1 millions \$ par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2012

Le résultat opérationnel s'est établi à 71,6 millions \$ ce trimestre, soit 12,2 % des produits des activités ordinaires, comparativement à 62,4 millions \$, soit 12,0 % des produits des activités ordinaires, au trimestre précédent et à 88,7 millions \$, soit 17,5 % des produits des activités ordinaires, au quatrième trimestre de l'exercice 2012. Compte non tenu des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition de 13,7 millions \$ comptabilisés ce trimestre, de 13,4 millions \$ comptabilisés au trimestre précédent et de néant comptabilisés au quatrième trimestre de l'exercice 2012, le résultat opérationnel se serait établi à 85,3 millions \$, à 75,8 millions \$ et à 88,7 millions \$, respectivement.

Le résultat opérationnel sectoriel⁴ a progressé de 9,5 millions \$, soit 13 %, par rapport au trimestre précédent. Les hausses du résultat opérationnel sectoriel se sont élevées à 4,3 millions \$, à 2,7 millions \$, à 1,5 million \$, à 0,9 million \$ et à 0,1 million \$ pour les secteurs PS/C, FS/C, FS/M, PS/M et NMP, respectivement.

Le résultat opérationnel sectoriel a fléchi de 3,4 millions \$, soit 4 %, par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2012. La baisse de 15,4 millions \$ du résultat opérationnel sectoriel du secteur PS/M et de 0,8 million \$ de celui du secteur FS/M a été contrebalancée en partie par les hausses respectives du résultat opérationnel de 8,3 millions \$, de 3,0 millions \$, et de 1,5 million \$ pour les secteurs PS/C, NMP et FS/C.

Vous trouverez un complément d'information sous Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition et Résultats par secteur.

⁴ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 3.6).

Montant net des charges financières en hausse de 2,7 millions \$ par rapport au trimestre précédent et de 1,6 million \$ par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2012

Le montant net des charges financières a affiché une hausse par rapport au trimestre précédent, qui s'explique essentiellement par l'augmentation de la charge d'intérêts découlant du nouveau placement privé de billets de premier rang émis et par la baisse du produit d'intérêts sur les créances à long terme, contrebalancées en partie par la diminution de la charge d'intérêts traduisant le recul de l'utilisation des facilités de crédit.

Le montant net des charges financières a affiché une hausse par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2012, qui s'explique essentiellement par l'augmentation de la charge d'intérêts découlant du nouveau placement privé de billets de premier rang émis et de l'utilisation accrue des facilités de crédit, contrebalancée en partie par la réduction de la charge d'intérêts liée aux redevances et aux obligations au titre des contrats de location-financement.

Taux d'impôt effectif de 13 % ce trimestre

Pour ce trimestre, les impôts sur le résultat se sont chiffrés à 7,0 millions \$, ce qui représente un taux d'impôt effectif de 13 %, comparativement à 20 % au trimestre précédent et à 26 % au quatrième trimestre de l'exercice 2012.

La diminution du taux d'impôt effectif comparativement au trimestre précédent et au quatrième trimestre de l'exercice 2012 est principalement attribuable au règlement de contrôles fiscaux et à un changement dans la composition des revenus provenant de différentes juridictions. Abstraction faite des éléments non récurrents comptabilisés ce trimestre, la charge d'impôt sur le résultat se serait élevée à 11,5 millions \$.

4.2 Résultat opérationnel – Exercice 2013

(en millions, sauf les montants par action)	Exercice 2013	Exercice 2012
Produits des activités ordinaires	2 104,5	1 821,2 \$
Coût des ventes	1 482,8	1 221,1 \$
Marge brute	621,7	600,1 \$
En pourcentage des produits des activités ordinaires	29,5	33,0 %
Frais de recherche et de développement	60,6	62,8 \$
Frais de vente, généraux et d'administration	269,9	256,4 \$
Autres profits – montant net	(23,4)	(21,2) \$
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	68,9	- \$
Résultat opérationnel	245,7	302,1 \$
En pourcentage des produits des activités ordinaires	11,7	16,6 %
Produits financiers	(7,3)	(6,6) \$
Charges financières	75,5	69,2 \$
Charges financières – montant net	68,2	62,6 \$
Résultat avant impôts sur le résultat	177,5	239,5 \$
Charge d'impôt sur le résultat	35,1	57,5 \$
En pourcentage du résultat avant impôts (taux d'impôt)	20	24 %
Résultat net	142,4	182,0 \$
Attribuable aux :		
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	139,4	180,3 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	3,0	1,7 \$
	142,4	182,0 \$
Résultat par action attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société		-
De base et dilué	0,54	0,70 \$

Produits des activités ordinaires en hausse de 16 %, soit 283,3 millions \$, par rapport à l'exercice précédent

Les produits des activités ordinaires sont en hausse par rapport à ceux de l'exercice précédent. Cette hausse est principalement attribuable aux facteurs suivants :

- Les produits des activités ordinaires du secteur FS/C ont augmenté de 257,2 millions \$, soit 52 %, en raison de l'intégration d'OAA dans nos résultats et de la hausse des produits des activités ordinaires réalisés en Amérique du Nord, en Amérique du Sud et dans les marchés émergents. Cette hausse a été annulée en partie par l'affaiblissement de l'euro par rapport au dollar canadien et par la baisse de la demande de formation en Europe;
- Les produits des activités ordinaires du secteur PS/C ont augmenté de 59,9 millions \$, soit 17 %, principalement en raison des niveaux de production accrus découlant d'une hausse des commandes enregistrées;
- Les produits des activités ordinaires du secteur NMP ont augmenté de 29,1 millions \$, soit 35 %, principalement en raison de la hausse des produits des activités ordinaires provenant de CAE Santé qui découle essentiellement de l'intégration de METI, acquise en août 2011, et de la croissance provenant de l'expansion de notre gamme de produits et de notre position sur le marché, ainsi que de l'augmentation des produits des activités ordinaires provenant de CAE Mines;
- Les produits des activités ordinaires du secteur PS/M ont diminué de 57,6 millions \$, soit 9 %, principalement en raison de la baisse des produits des activités ordinaires tirés des programmes nord-américains et européens ainsi que du recul du niveau d'activité de nos produits IES. Cette diminution a été annulée en partie par la hausse des produits des activités ordinaires tirés des programmes asiatiques et australiens;
- Les produits des activités ordinaires du secteur FS/M ont diminué de 5,3 millions \$, soit 2 %, principalement en raison du recul du niveau d'activité de nos services IES, de la baisse des produits des activités ordinaires tirés de nos programmes européens et de l'incidence défavorable du change à la conversion des comptes de nos établissements en Europe, ces facteurs ayant été contrebalancés en partie par la hausse des produits des activités ordinaires tirés de nos programmes nord-américains et australiens ainsi que par la hausse du niveau d'activité de nos programmes de formation sur hélicoptères.

Vous trouverez un complément d'information sous Résultats par secteur.

Marge brute en hausse de 21,6 millions \$ par rapport à l'exercice précédent

La marge brute s'est établie à 621,7 millions \$ pour l'exercice, soit 29,5 % des produits des activités ordinaires, comparativement à 600,1 millions \$, soit 33,0 % des produits des activités ordinaires, pour l'exercice précédent. En pourcentage des produits des activités ordinaires, la marge brute a reculé par rapport à l'exercice précédent, essentiellement en raison de la baisse des marges de notre secteur FS/C découlant de l'intégration d'OAA, y compris Parc Aviation, dans nos résultats.

Résultat opérationnel en baisse de 56,4 millions \$ par rapport à l'exercice précédent

Le résultat opérationnel de l'exercice s'est élevé à 245,7 millions \$, soit 11,7 % des produits des activités ordinaires, comparativement à 302,1 millions \$, soit 16,6 % des produits des activités ordinaires, pour l'exercice précédent. Compte non tenu des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition de 68,9 millions \$, le résultat opérationnel se serait établi à 314,6 millions \$, soit 14,9 % des produits des activités ordinaires, pour l'exercice. Abstraction faite des charges de 8,4 millions \$ liées à l'acquisition et à l'intégration de METI, acquise à l'exercice 2012, le résultat opérationnel aurait été de 310,5 millions \$, soit 17,0 % des produits des activités ordinaires, pour l'exercice précédent.

Comparativement à l'exercice précédent, le résultat opérationnel sectoriel a augmenté de 12,5 millions \$, soit 4 %. Les hausses du résultat opérationnel sectoriel de 22,0 millions \$ pour le secteur PS/C et de 20,2 millions \$ pour le secteur NMP ont été atténuées par des baisses de 23,3 millions \$, de 5,7 millions \$ et de 0,7 million \$ pour les secteurs PS/M, FS/M et FS/C, respectivement.

Vous trouverez un complément d'information sous Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition et Résultats par secteur.

Montant net des charges financières en hausse de 5,6 millions \$ par rapport à l'exercice précédent

	Exercice 2012 à exercice
(en millions)	2013
Charges financières de la période précédente Augmentation des charges financières liées à la dette à long terme (hormis les obligations au titre des	69,2 \$
contrats de location-financement)	13,1
Diminution des charges financières liées aux obligations au titre des contrats de location-financement	(1,2)
Diminution des charges financières liées aux obligations relatives aux redevances	(3,4)
Diminution des autres charges financières	(1,6)
Diminution des coûts d'emprunt inscrits à l'actif	(0,6)
Augmentation des charges financières depuis la période précédente	6,3 \$
Produits financiers de la période précédente	(6,6) \$
Augmentation du produit d'intérêts sur les prêts et créances	(0,9)
Diminution du produit au titre des autres intérêts	0,2
Augmentation des produits financiers depuis la période précédente	(0,7) \$
Charges financières de la période écoulée, montant net	68,2 \$

Le montant net des charges financières s'est élevé à 68,2 millions \$, en hausse de 5,6 millions \$, soit 9 %, par rapport à l'exercice précédent. Cette augmentation s'explique essentiellement par l'utilisation accrue des facilités de crédit traduisant l'acquisition d'OAA et par la hausse des charges d'intérêts découlant du placement privé de billets de premier rang, facteurs partiellement annulés par la réduction de la charge d'intérêts liée aux redevances et aux obligations au titre des contrats de location-financement.

Taux d'impôt effectif de 20 %

Pour l'exercice, les impôts sur le résultat se sont chiffrés à 35,1 millions \$, ce qui représente un taux d'impôt effectif de 20 %, comparativement à 24 % pour l'exercice précédent. La diminution du taux d'impôt effectif par rapport à l'exercice 2012 était principalement attribuable au règlement de contrôles fiscaux et à la variation de la proportion des produits provenant de différentes iuridictions.

Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition 4.3

Le 23 mai 2012, nous avons annoncé des mesures de restructuration qui visaient à réorienter nos ressources et nos capacités en réponse à des changements dans les marchés de la défense que nous desservons. Le 8 novembre 2012, nous avons annoncé des mesures de restructuration supplémentaires pour rajuster la taille de nos activités, surtout en Europe. Des coûts de restructuration de 43,8 millions \$, qui se composent principalement d'indemnités de fin de contrat de travail et d'autres coûts liés, ont été pris en compte dans le résultat net de l'exercice 2013.

En mai 2012, nous avons acquis 100 % des actions d'OAA, un fournisseur de services de formation aéronautique et de placement de membres d'équipage. À ce jour, des coûts de 25,1 millions \$ au titre des activités de restructuration, d'intégration et d'acquisition ont été pris en compte dans le résultat net de l'exercice 2013. Les coûts de restructuration se composent principalement des indemnités de fin de contrat de travail et autres coûts liés. Les coûts d'intégration représentent les coûts différentiels directement liés à l'intégration d'OAA dans nos activités courantes. Il s'agit principalement des dépenses concernant le redéploiement des simulateurs, la normalisation au titre de la réglementation et des procédés, l'intégration des systèmes et d'autres activités. Les coûts d'acquisition représentent les coûts directement liés à l'acquisition d'OAA, à savoir les charges, les frais, les commissions et les autres coûts associés à la collecte d'information, à la négociation des contrats et aux évaluations des risques, ainsi qu'aux services des avocats, des conseillers et des spécialistes.

De plus amples renseignements sur les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition sont fournis à la note 23 afférente aux états financiers consolidés.

Prises de commandes et carnet de commandes consolidés

La valeur de notre carnet de commandes consolidé était de 4 091,9 millions \$ à la fin de l'exercice 2013, en hausse de 10 % par rapport à l'exercice précédent. Les nouvelles commandes de 2 246,9 millions \$ ont augmenté la valeur du carnet de commandes pour l'exercice, tandis que des produits de 2 104,5 millions \$ ont été tirés du carnet de commandes.

Carnet de commandes en hausse de 10 % par rapport à l'exercice précédent

	Exercice	Exercice
(en millions)	2013	2012
Carnet de commandes en début de période	3 724,2 \$	3 449,0 \$
+ commandes	2 246,9	2 128,3
- produits des activités ordinaires	(2 104,5)	(1 821,2)
+/- ajustements	225,3	(31,9)
Carnet de commandes en fin de période	4 091,9 \$	3 724,2 \$

Les ajustements de l'exercice 2013 incluent l'ajout d'un montant de 254,0 millions \$ au carnet de commandes par suite de l'acquisition d'OAA et de la réduction d'une commande existante de simulateurs de niveau B enregistrée en 2006.

Pour l'exercice 2012, les ajustements tiennent compte d'un montant de 38,0 millions \$ lié à l'annulation d'une commande, à la cessation de certains programmes et à l'ajustement d'un programme de services pour les forces de défense à la suite d'un retard dans l'exécution d'une obligation de livraison du constructeur OEM. L'ajustement a été partiellement neutralisé par l'incidence du change.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes pour le trimestre s'est établi à 1,45. Pour les douze derniers mois, il a été de 1,07.

Vous trouverez un complément d'information sous Résultats par secteur.

5. RÉSULTATS PAR SECTEUR

Aux fins de la gestion et de la présentation de l'information financière, nos activités sont réparties entre cinq secteurs :

Secteurs civils:

- Formation et services associés Civil (FS/C);
- Produits de simulation Civil (PS/C).

Secteurs militaires:

- Produits de simulation Militaire (PS/M);
- Formation et services associés Militaire (FS/M).

Secteur Nouveaux marchés principaux (NMP).

Les transactions entre les secteurs opérationnels sont comptabilisées au coût et consistent principalement en des transferts de simulateurs du secteur PS/C vers le secteur FS/C.

Lorsqu'il nous est possible de mesurer l'emploi que chaque secteur fait des actifs communs, des charges et des passifs (essentiellement des frais généraux), nous lui attribuons la part qui correspond à cet emploi. Sinon, nous faisons une répartition au prorata du coût des ventes de chaque secteur.

PRINCIPAUX INDICES DE RENDEMENT

Résultat opérationnel sectoriel

(en millions, sauf les marges opérationnelles)	Exercice 2013	Exercice 2012	T4-2013	T3-2013	T2-2013	T1-2013	T4-2012	
	2013	2012	14-2013	13-2013	12-2013	11-2013	14-2012	—
Secteurs civils								
Formation et services associés – Civil	121,5	122,2	31,8	29,1	27,3	33,3	30,3	\$
	16,1	24,5	15,8	15,0	14,4	19,5	22,9	%
Produits de simulation – Civil	73,6	51,6	22,3	18,0	18,9	14,4	14,0	\$
	18,3	15,1	17,2	19,3	19,1	17,9	16,8	%
Secteurs militaires								
Produits de simulation – Militaire	77,9	101,2	19,2	18,3	20,9	19,5	34,6	\$
	13,9	16,3	12,4	13,0	16,0	14,4	17,7	%
Formation et services associés - Militaire	35,2	40,9	10,2	8,7	7,4	8,9	11,0	\$
	12,9	14,7	14,1	13,2	11,0	13,2	15,4	%
Nouveaux marchés principaux	6,4	(13,8)	1,8	1,7	2,2	0,7	(1,2)	\$
	5,7	-	6,2	5,9	7,8	2,7	-	%
Résultat opérationnel sectoriel (ROS) total	314,6	302,1	85,3	75,8	76,7	76,8	88,7	\$
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	(68,9)	-	(13,7)	(13,4)	(9,8)	(32,0)	-	\$
Résultat opérationnel	245,7	302,1	71,6	62,4	66,9	44,8	88,7	\$

Capital utilisé⁵

(en millions)	31 mars 2013	31 décembre 2012	30 septembre 2012	30 juin 2012	31 mars 2012
Secteurs civils					
Formation et services associés – Civil	1 551,6	1 542,1	1 517,7	1 535,3	1 173,0 \$
Produits de simulation – Civil	42,9	61,9	73,2	53,7	39,1 \$
Secteurs militaires					
Produits de simulation – Militaire	315,8	324,0	358,1	336,6	270,4 \$
Formation et services associés – Militaire	212,3	208,1	186,1	197,1	181,2 \$
Nouveaux marchés principaux	199,2	198,6	177,6	181,9	179,3 \$
	2 321,8	2 334,7	2 312,7	2 304,6	1 843,0 \$

22 | CAE Rapport annuel 2013

-

⁵ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 3.6).

5.1 Secteurs civils

EXPANSIONS ET INITIATIVES NOUVELLES DE L'EXERCICE 2013

Acquisition

- Nous avons acquis Oxford Aviation Academy, ce qui renforce notre position de chef de file mondial en formation dans le domaine de l'aviation commerciale et élargit notre offre grâce à une solution complètement intégrée. Cette acquisition s'est traduite par l'ajout de sept centres de formation, de 40 FFS, de quatre écoles de pilotage ainsi que d'un catalogue de placement de personnel composé de plus de 1 400 professionnels de l'aviation en affectation;
- Par suite de l'acquisition, nous avons lancé une série d'activités d'intégration visant à générer des synergies en matière de produits des activités ordinaires, de coûts opérationnels et de dépenses d'investissement en immobilisations ainsi qu'à harmoniser le résultat opérationnel d'OAA avec les entreprises de formation de CAE. L'intégration a affiché des progrès satisfaisants au cours de l'exercice 2013, les activités d'OAA ayant généré un résultat opérationnel sectoriel de 12,7 millions \$ depuis la date de l'acquisition, et nous sommes en bonne voie d'atteindre les synergies de coûts lorsque le processus sera achevé, à l'exercice 2014.

Nouveaux programmes et produits

- Bombardier Aéronautique nous a nommés fournisseur de formation autorisé pour la formation des pilotes et des techniciens de maintenance sur les jets d'affaires en Europe et fournisseur mondial de formation autorisé pour les jets d'affaires de la série Global. Nous avons également annoncé l'élargissement de l'entente de fournisseur de formation autorisé avec l'ajout des simulateurs pour les appareils Learjet 31 et Learjet 60 et le déploiement des simulateurs de vol des avions Learjet 31 et Learjet 60 aux installations de formation de CAE situées à Dallas (États-Unis);
- Nous avons lancé le dispositif intégré d'entraînement aux procédures (IPT) CAE Simfinity^{MC} de prochaine génération équipé d'un poste de pilotage virtuel amélioré;
- Nous avons installé un nouveau simulateur de vol pour l'Airbus A320, qui est la propriété de CAE, au centre de formation d'Airbus à Miami (États-Unis) dans le cadre de l'accord de coopération conclu entre Airbus et CAE pour la prestation de services de formation:
- Nous avons annoncé que nous avons amélioré considérablement les programmes de formation des exploitants d'hélicoptères qui desservent le marché de l'exploitation pétrolière et gazière, en les personnalisant en fonction des activités d'exploitation en mer.

Expansion

- Dans le secteur de l'aviation commerciale, nous avons inauguré avec notre coentrepreneur Cebu Pacific Air le Philippine Academy for Aviation Training, aux Philippines. Nous avons ouvert de nouveaux centres de formation à Barcelone (Espagne), Vueling Airlines en étant le client phare, et à Lima (Pérou), LAN Perù en étant le client phare. Nous avons commencé à fournir la formation sur l'Airbus A330 à Johannesburg (Afrique du Sud), soit le premier emplacement de formation pour l'aviation commerciale de CAE en Afrique, South African Airways en étant le client phare;
- Dans le secteur de l'aviation d'affaires, nous avons annoncé un nouvel emplacement de formation situé à Shanghai (Chine) visant la formation des pilotes des Gulfstream G450 et G550 et avons annoncé que CAE est le premier fournisseur de formation indépendant à avoir obtenu l'approbation de l'Administration de l'aviation civile de Chine (CAAC) à titre d'organisme de formation pour la maintenance des appareils Dassault Falcon. Nous avons également inauguré un programme de formation des pilotes et techniciens de maintenance sur l'appareil Hawker Beechcraft King Air 350 doté de l'avionique ProLine 21 à Melbourne (Australie) et lancé la formation des pilotes et des techniciens de maintenance sur les appareils Phenom à São Paulo (Brésil) dans le cadre de la coentreprise Embraer CAE Training Services (ECTS);
- Nous avons inauguré avec notre coentrepreneur China Southern Airlines notre premier programme de formation sur hélicoptères civils en Chine au Zhuhai Flight Training Centre.

RÉSULTATS FINANCIERS COMBINÉS

(en millions, sauf les marges opérationnelles)	Exercice 2013	Exercice 2012	T4-2013	T3-2013	T2-2013	T1-2013	T4-2012
Produits des activités ordinaires	1 158,0	840,9	331,6	287,2	288,0	251,2	215,4 \$
Résultat opérationnel sectoriel	195,1	173,8	54,1	47,1	46,2	47,7	44,3 \$
Marges opérationnelles	16,8	20,7	16,3	16,4	16,0	19,0	20,6 %
Carnet de commandes	1 985,4	1 535,0	1 985,4	1 707,0	1 746,1	1 761,9	1 535,0 \$

Pour les secteurs civils dans leur ensemble, le ratio valeur comptable des commandes/ventes s'est établi à 1,83 pour le trimestre. Pour les 12 derniers mois, il était de 1,18.

FORMATION ET SERVICES ASSOCIÉS - CIVIL

Le secteur FS/C a obtenu ce trimestre des contrats devant générer des produits des activités ordinaires futurs de 456,7 millions \$, notamment les contrats à long terme suivants :

- Avec LAN et TAM Airlines pour des services de formation des pilotes;
- Avec GE Capital Aviation Services pour des services de placement de membres d'équipage et des services de soutien technique;
- Avec Ryanair pour des services de formation et de recrutement;
- Avec Turkish Airlines pour des services de formation des pilotes;
- Avec Virgin Atlantic pour des services de formation des pilotes;
- Avec Brussels Airlines pour des services de formation des pilotes.

Résultats financiers

(en millions, sauf marges opérationnelles, unités NESA et FFS déployés)	Exercice 2013	Exercice 2012	T4-2013	T3-2013	T2-2013	T1-2013	T4-2012
Produits des activités ordinaires	755,6	498,4	201,8	193,8	189,1	170,9	132,3 \$
Résultat opérationnel sectoriel	121,5	122,2	31,8	29,1	27,3	33,3	30,3 \$
Marges opérationnelles	16,1	24,5	15,8	15,0	14,4	19,5	22,9 %
Dotation aux amortissements	102,0	81,3	26,4	26,0	25,9	23,7	20,7 \$
Dépenses en immobilisations corporelles Dépenses en immobilisations	127,4	137,1	24,1	24,4	39,2	39,7	37,2 \$
incorporelles et autres actifs	20,1	9,4	3,0	12,0	2,6	2,5	2,8 \$
Capital utilisé	1 551,6	1 173,0	1 551,6	1 542,1	1 517,7	1 535,3	1 173,0 \$
Carnet de commandes	1 602,2	1 183,4	1 602,2	1 345,8	1 360,9	1 400,0	1 183,4 \$
Unités NESA ⁶	181	139	187	186	187	164	142
FFS déployés	227	171	227	222	218	216	171

Produits des activités ordinaires en hausse de 4 % par rapport au trimestre précédent et de 53 % par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2012

L'augmentation par rapport au trimestre précédent s'explique essentiellement par la hausse des produits des activités ordinaires réalisés en Amérique du Nord et au Moyen-Orient et par l'incidence favorable de l'appréciation de l'euro et du dollar américain par rapport au dollar canadien. Cette hausse a été annulée en partie par la baisse des produits des activités ordinaires réalisés en Asie due aux déménagements de FFS durant le trimestre.

L'augmentation par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2012 s'explique par l'intégration d'OAA dans nos résultats et par la hausse des produits des activités ordinaires réalisés dans les marchés émergents. Cette hausse a été annulée en partie par la baisse de la demande de formation en Europe.

Produits des activités ordinaires de 755,6 millions \$ pour l'exercice, en hausse de 52 %, soit 257,2 millions \$, par rapport à l'exercice précédent

L'augmentation par rapport à l'exercice précédent est attribuable en grande partie à l'intégration d'OAA dans nos résultats et aux produits des activités ordinaires plus élevés réalisés en Amérique du Nord, en Amérique du Sud et dans les marchés émergents. Cette hausse a été annulée en partie par l'affaiblissement de l'euro par rapport au dollar canadien et par la baisse de la demande de formation en Europe.

Résultat opérationnel sectoriel en hausse de 9 % par rapport au trimestre précédent et de 5 % par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2012

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 31,8 millions \$ (15,8 % des produits des activités ordinaires) ce trimestre, comparativement à 29,1 millions \$ (15,0 % des produits des activités ordinaires) pour le trimestre précédent et à 30,3 millions \$ (22,9 % des produits des activités ordinaires) pour le quatrième trimestre de l'exercice 2012.

Le résultat opérationnel sectoriel a augmenté de 2,7 millions \$, soit 9 %, par rapport au trimestre précédent. L'augmentation est surtout attribuable à la hausse du résultat opérationnel en Amérique du Nord et au Moyen-Orient ainsi qu'à la progression du résultat opérationnel découlant de l'intégration d'OAA dans nos résultats. Elle a été partiellement neutralisée par le recul du résultat opérationnel en Asie du fait des déménagements de FFS et de l'intégration de centres de formation récemment opérationnalisés. ainsi que par la réalisation de profits à la vente de deux FFS au trimestre précédent.

Le résultat opérationnel sectoriel a augmenté de 1,5 million \$, soit 5 %, par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2012. L'augmentation est attribuable essentiellement à l'intégration d'OAA dans nos résultats, à la hausse du résultat opérationnel au Moyen-Orient et à l'incidence favorable du change. Cette hausse a été neutralisée en partie par la baisse du résultat opérationnel en Europe, le recul du résultat opérationnel en Asie du fait des déménagements de FFS et de l'intégration de centres de formation récemment opérationnalisés, ainsi que par les profits découlant des initiatives d'expansion stratégique comptabilisés à l'exercice précédent.

Résultat opérationnel sectoriel de 121,5 millions \$, en baisse de 1 %, soit 0,7 million \$, par rapport à l'exercice précédent Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 121,5 millions \$ (16,1 % des produits des activités ordinaires) pour l'exercice, comparativement à 122,2 millions \$ (24,5 % des produits des activités ordinaires) pour l'exercice précédent.

La diminution par rapport à l'exercice précédent est attribuable essentiellement aux profits découlant des initiatives d'expansion stratégique comptabilisés à l'exercice précédent, à la baisse du résultat opérationnel en Europe et au recul du résultat opérationnel en Asie du fait des déménagements de FFS et de l'intégration de centres de formation récemment opérationnalisés, ces facteurs ayant été contrebalancés en partie par l'intégration d'OAA dans nos résultat et la hausse du résultat opérationnel au Moyen-Orient, en Amérique du Nord et en Amérique du Sud.

⁶ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 3.6).

Dépenses d'investissement en immobilisations corporelles de 24,1 millions \$ ce trimestre et de 127,4 millions \$ pour l'exercice

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance se sont établies à 2,6 millions \$ ce trimestre et à 23,0 millions \$ pour l'exercice. Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance se sont établies à 21,5 millions \$ ce trimestre et à 104,4 millions \$ pour l'exercice. Nous poursuivons l'investissement sélectif dans notre réseau de formation, là où il y a de la demande, afin d'accroître notre part de marché et de satisfaire les exigences de nos clients en matière de formation.

Capital utilisé en hausse de 9,5 millions \$ par rapport au trimestre précédent et de 378,6 millions \$ par rapport à l'exercice précédent

L'augmentation du capital utilisé par rapport au trimestre précédent est principalement attribuable à l'augmentation du fonds de roulement hors trésorerie.

Le capital utilisé a augmenté par rapport à l'exercice précédent, ce qui s'explique essentiellement par l'augmentation des immobilisations incorporelles, des immobilisations corporelles et des comptes débiteurs, neutralisée en partie par la hausse des comptes créditeurs et des charges à payer découlant de l'intégration d'OAA dans nos résultats.

Carnet de commandes de 1 602,2 millions \$ à la fin de l'exercice

	Exercice	Exercice
(en millions)	2013	2012
Carnet de commandes en début de période	1 183,4 \$	986,5 \$
+ commandes	917,7	686,9
- produits des activités ordinaires	(755,6)	(498,4)
+/- ajustements	256,7	8,4
Carnet de commandes en fin de période	1 602,2 \$	1 183,4 \$

Pour l'exercice 2013, les ajustements sont principalement attribuables à l'ajout d'un montant de 254,0 millions \$ au carnet de commandes par suite de l'acquisition d'OAA.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes pour le trimestre s'est établi à 2,26. Pour les douze derniers mois, il a été de 1,21.

PRODUITS DE SIMULATION - CIVIL

Au cours du trimestre écoulé, le secteur PS/C a obtenu des contrats portant sur la fourniture des 10 FFS suivants :

- Trois FFS, soit deux Airbus A320 et un Boeing 737, pour Shanghai Eastern Flight Training Centre (Chine);
- Un FFS Airbus A320 pour Zhuhai Flight Training Centre (ZFTC) à Zhuhai (Chine), coentreprise de China Southern Airlines et de CAE;
- Un FFS Global 5000/6000 pour Bombardier Aéronautique;
- Cinq FFS pour des clients dont l'identité demeure confidentielle.

Le nombre total de commandes de FFS du secteur PS/C pour l'exercice est de 35.

Résultats financiers

(en millions, sauf marges opérationnelles)	Exercice 2013	Exercice 2012	T4-2013	T3-2013	T2-2013	T1-2013	T4-2012	
Produits des activités ordinaires	402,4	342,5	129,8	93,4	98,9	80,3	83,1	\$
Résultat opérationnel sectoriel	73,6	51,6	22,3	18,0	18,9	14,4	14,0	\$
Marges opérationnelles	18,3	15,1	17,2	19,3	19,1	17,9	16,8	%
Dotation aux amortissements	8,6	7,4	3,0	2,2	1,9	1,5	2,1	\$
Dépenses en immobilisations corporelles Dépenses en immobilisations	4,9	5,8	0,6	0,8	0,8	2,7	,-	\$
incorporelles et autres actifs	20,4	19,3	5,5	5,3	4,6	5,0	5,2	\$
Capital utilisé	42,9	39,1	42,9	61,9	73,2	53,7	39,1	\$
Carnet de commandes	383,2	351,6	383,2	361,2	385,2	361,9	351,6	\$

Produits des activités ordinaires en hausse de 39 % par rapport au trimestre précédent et de 56 % par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2012

L'augmentation par rapport au trimestre précédent et au quatrième trimestre de l'exercice 2012 s'explique essentiellement par la hausse des produits des activités ordinaires tirés des ventes de simulateurs partiellement construits et par les niveaux de production accrus découlant d'une hausse des commandes enregistrées.

Produits des activités ordinaires de 402,4 millions \$ pour l'exercice, en hausse de 17 %, soit 59,9 millions \$, par rapport à l'exercice précédent

La hausse des produits des activités ordinaires est surtout attribuable à l'augmentation du niveau de production découlant de la hausse des commandes enregistrées.

Résultat opérationnel sectoriel en hausse de 24 % par rapport au trimestre précédent et de 59 % par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2012

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 22,3 millions \$ (17,2 % des produits des activités ordinaires) ce trimestre, comparativement à 18,0 millions \$ (19,3 % des produits des activités ordinaires) au trimestre précédent et à 14,0 millions \$ (16,8 % des produits des activités ordinaires) au quatrième trimestre de l'exercice 2012.

L'augmentation par rapport au trimestre précédent et au quatrième trimestre de l'exercice 2012 s'explique surtout par la hausse des produits des activités ordinaires susmentionnée, neutralisée en partie par l'augmentation des frais de recherche et de développement, déduction faite de l'aide gouvernementale.

Résultat opérationnel sectoriel de 73,6 millions \$ pour l'exercice, en hausse de 43 %, soit 22,0 millions \$, par rapport à l'exercice précédent

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 73,6 millions \$ (18,3 % des produits des activités ordinaires) pour l'exercice, comparativement à 51,6 millions (15,1 % des produits des activités ordinaires) pour l'exercice précédent.

L'augmentation résulte essentiellement de la hausse des produits des activités ordinaires susmentionnée, d'une répartition favorable des programmes, de taux de couverture favorables et de l'incidence favorable du change.

Capital utilisé en baisse de 19,0 millions \$ par rapport au trimestre précédent et en hausse de 3,8 millions \$ par rapport à l'exercice précédent

La diminution du capital utilisé par rapport au trimestre précédent découle essentiellement de la hausse des comptes créditeurs et des charges à payer de même que de la baisse des comptes débiteurs, facteurs neutralisés en partie par l'augmentation des actifs au titre des contrats en cours.

L'augmentation du capital utilisé par rapport à l'exercice précédent découle essentiellement de la progression des stocks et des actifs au titre des contrats en cours, contrebalancée en partie par la hausse des comptes créditeurs et des charges à payer de même que par la baisse des comptes débiteurs.

Carnet de commandes en hausse de 9 % par rapport à l'exercice précédent

	Exercice	Exercice
(en millions)	2013	2012
Carnet de commandes en début de période	351,6 \$	303,8 \$
+ commandes	446,7	398,7
- produits des activités ordinaires	(402,4)	(342,5)
+/- ajustements	(12,7)	(8,4)
Carnet de commandes en fin de période	383,2 \$	351,6 \$

Pour l'exercice 2013, les ajustements représentent essentiellement la réduction d'une commande existante de simulateurs de niveau B enregistrée en 2006, contrebalancée en partie par l'incidence favorable du change.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes pour le trimestre s'est établi à 1,16. Pour les 12 derniers mois, il a été de 1,11.

5.2 Secteurs militaires

EXPANSIONS ET INITIATIVES NOUVELLES DE L'EXERCICE 2013

Nouveaux programmes et produits

- Nous avons lancé notre dispositif d'entraînement aux missions sur drones, qui combine une architecture ouverte à un matériel et à un logiciel de simulation prêts à l'emploi pour fournir un système d'entraînement complet non lié à une plateforme, à l'intention des pilotes de drones, des opérateurs de capteurs et des commandants de missions, et nous avons effectué avec succès une série de vols du drone Miskam à Alma (Canada), continuant nos avancées dans le programme de recherche et développement;
- Nous avons signé un accord de coopération avec l'Université de la Défense nationale de Malaisie et Armour Sentral portant sur le développement de solutions de formation fondée sur la simulation destinées au marché des systèmes terrestres en Malaisie ainsi que dans les régions avoisinantes;
- Nous avons obtenu un contrat de la part du gouvernement du Canada aux termes du programme d'enquêtes techniques et d'études d'ingénierie du simulateur. De concert avec l'Université Carleton, nous assurerons les services de soutien liés aux expérimentations, aux répétitions de mission, aux exercices et à la formation relative à la maintenance pour les militaires des Forces canadiennes:
- Le ministère de la Défense nationale du Canada a inauguré officiellement le nouveau Centre d'instruction de la mobilité aérienne à la base des Forces canadiennes de Trenton, où nous avons livré une gamme complète de dispositifs de formation CC-130J et où nous fournirons à partir de maintenant du soutien en service pendant 20 ans;
- Nous avons amorcé la formation des équipages de la Royal Navy à notre centre de formation des équipages d'hélicoptères moyens de soutien (MSHATF) à la base de la Royal Air Force (RAF) de Benson (Royaume-Uni). Les équipages de la Royal Navy ont commencé à délaisser les hélicoptères Sea King Mk4 au profit de l'AW101 Merlin Mk3 et suivront leur formation au sol et leur formation synthétique à notre centre MSHATF au cours de la prochaine année.

Expansion

 Nous avons annoncé qu'un nouveau simulateur AW139 de Série 3000 construit par CAE, situé à notre centre de formation en coentreprise avec Rotorsim à Sesto Calende (Italie), a obtenu la certification de niveau D.

RÉSULTATS FINANCIERS COMBINÉS

(en millions, sauf les marges opérationnelles)	Exercice 2013	Exercice 2012	T4-2013	T3-2013	T2-2013	T1-2013	T4-2012
Produits des activités ordinaires	834,4	897,3	227,3	206,2	198,1	202,8	267,1 \$
Résultat opérationnel sectoriel	113,1	142,1	29,4	27,0	28,3	28,4	45,6 \$
Marges opérationnelles	13,6	15,8	12,9	13,1	14,3	14,0	17,1 %
Carnet de commandes	2 106,5	2 189,2	2 106,5	2 126,0	2 163,0	2 132,6	2 189,2 \$

Pour les secteurs militaires dans leur ensemble, le ratio valeur comptable des commandes/ventes s'est établi à 0,95 pour le trimestre. Pour les 12 derniers mois, il était de 0,92.

Les commandes non financées⁷ des secteurs militaires combinés s'établissaient à 255,9 millions \$ au 31 mars 2013.

PRODUITS DE SIMULATION - MILITAIRE

Le secteur PS/M a obtenu des commandes de 104,8 millions \$ ce trimestre, notamment :

- Une commande de la U.S. Navy aux termes du programme de vente de matériel militaire à l'étranger pour la conception et la construction d'un entraîneur à la maintenance de l'avionique et au chargement des armes MH-60R pour la Royal Australian Navy;
- Un contrat d'Elbit Systems portant sur la conception et la construction de certains segments d'une série de simulateurs M-346 d'Alenia Aermacchi pour appuyer le futur programme de l'avion d'entraînement de la Force aérienne israélienne;
- Un contrat de la U.S. Navy pour la mise à niveau des entraîneurs au vol opérationnel et des entraîneurs à l'utilisateur tactique de l'armement MH-60S en vue d'accroître la fidélité du système de formation et de suivre les mises à niveau des appareils;
- Une option exercée par Lockheed Martin pour la conception et la construction d'un entraîneur aux systèmes d'armes C-130J supplémentaire pour l'U.S. Air Force dans le cadre du programme C-130J Maintenance and Aircrew Training System Phase II;
- Un contrat de l'U.S. Army Corps of Engineers aux termes du programme de vente de matériel militaire à l'étranger afin de construire un établissement de formation pour la Kuwait Air Force à la base aérienne Al Mubarak (Koweït).

⁷ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 3.6).

Résultats financiers

(en millions, sauf les marges opérationnelles)	Exercice 2013	Exercice 2012	T4-2013	T3-2013	T2-2013	T1-2013	T4-2012
Produits des activités ordinaires	561,6	619,2	154,9	140,5	130,8	135,4	195,6 \$
Résultat opérationnel sectoriel	77,9	101,2	19,2	18,3	20,9	19,5	34,6 \$
Marges opérationnelles	13,9	16,3	12,4	13,0	16,0	14,4	17,7 %
Dotation aux amortissements	15,3	12,0	4,2	3,9	4,1	3,1	3,3 \$
Dépenses en immobilisations corporelles	5,2	10,8	(0,6)	2,3	1,6	1,9	2,4 \$
Dépenses en immobilisations incorporelles et autres actifs	26,1	19,0	6,8	6,4	6,9	6,0	5,8 \$
Capital utilisé	315,8	270,4	315,8	324,0	358,1	336,6	270,4 \$
Carnet de commandes	685,0	786,0	685,0	728,9	723,1	755,6	786,0 \$

Produits des activités ordinaires en hausse de 10 % par rapport au trimestre précédent et en baisse de 21 % par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2012

L'augmentation par rapport au trimestre précédent s'explique essentiellement par la hausse des produits des activités ordinaires tirés des programmes asiatiques, australiens et nord-américains qui a été partiellement neutralisée par la baisse des produits des activités ordinaires tirés des programmes européens.

La diminution par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2012 est principalement attribuable à la baisse des produits des activités ordinaires tirés des programmes nord-américains par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2012, y compris des programmes qui étaient presque achevés et un simulateur C-130 qui a été partiellement construit et pour lequel nous avons signé un contrat durant l'exercice précédent, et à la baisse des produits des activités ordinaires tirés des programmes européens. La baisse a été neutralisée en partie par la hausse des produits des activités ordinaires tirés des programmes asiatiques.

Produits des activités ordinaires de 561,6 millions \$ pour l'exercice, en baisse de 9 %, soit 57,6 millions \$, par rapport à l'exercice précédent

La diminution des produits des activités ordinaires par rapport à l'exercice précédent s'explique essentiellement par la baisse des produits des activités ordinaires tirés des programmes nord-américains et européens et par le recul du niveau d'activité de nos produits IES. La baisse a été annulée en partie par l'augmentation des produits des activités ordinaires tirés des programmes asiatiques et australiens.

Résultat opérationnel sectoriel en hausse de 5 % par rapport au trimestre précédent et en baisse de 45 % par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2012

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 19,2 millions \$ (12,4 % des produits des activités ordinaires) ce trimestre, comparativement à 18,3 millions \$ (13,0 % des produits des activités ordinaires) au trimestre précédent et à 34,6 millions \$ (17,7 % des produits des activités ordinaires) au quatrième trimestre de l'exercice 2012.

L'augmentation par rapport au trimestre précédent s'explique essentiellement par la hausse des marges opérationnelles de nos produits IES, la progression du volume à l'égard de nos programmes asiatiques et le recul des frais de vente, généraux et d'administration, ces facteurs ayant été neutralisés en partie par la baisse du volume et des marges opérationnelles à l'égard des programmes européens et la hausse des frais de recherche et de développement, déduction faite de l'aide gouvernementale.

La diminution par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2012 s'explique essentiellement par la baisse du volume et des marges opérationnelles à l'égard des programmes nord-américains et européens. La baisse a été contrebalancée en partie par la diminution des frais de vente, généraux et d'administration et par l'augmentation du volume à l'égard des programmes asiatiques.

Résultat opérationnel sectoriel de 77,9 millions \$ pour l'exercice, en baisse de 23 %, soit 23,3 millions \$, par rapport à l'exercice précédent

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 77,9 millions \$ (13,9 % des produits des activités ordinaires) pour l'exercice, comparativement à 101,2 millions \$ (16,3 % des produits des activités ordinaires) pour l'exercice précédent.

La diminution du résultat opérationnel sectoriel par rapport à l'exercice précédent découle essentiellement de la baisse du volume et des marges opérationnelles à l'égard de certains programmes nord-américains et européens, contrebalancée en partie par la reprise d'un passif éventuel découlant d'un regroupement d'entreprises, le recul des frais de vente, généraux et d'administration, l'augmentation du volume et des marges opérationnelles à l'égard des programmes asiatiques et l'incidence favorable du change.

Capital utilisé en baisse de 8,2 millions \$ par rapport au trimestre précédent et en hausse de 45,4 millions \$ par rapport à l'exercice précédent

La baisse par rapport au trimestre précédent découle essentiellement de la diminution du fonds de roulement hors trésorerie, contrebalancée en partie par l'investissement accru dans les immobilisations incorporelles et les autres actifs.

La hausse par rapport à l'exercice précédent s'explique surtout par l'investissement accru dans les immobilisations incorporelles et les autres actifs et par l'augmentation du fonds de roulement hors trésorerie.

Carnet de commandes en baisse de 13 % par rapport à l'exercice précédent

	Exercice	Exercice
(en millions)	2013	2012
Carnet de commandes en début de période	786,0 \$	888,7 \$
+ commandes	393,7	528,8
- produits des activités ordinaires	(561,6)	(619,2)
+/- ajustements	66,9	(12,3)
Carnet de commandes en fin de période	685,0 \$	786,0 \$

Pour l'exercice 2013, les ajustements s'expliquent essentiellement par le reclassement de l'équipement fourni aux termes d'un contrat de services à long terme.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes pour le trimestre s'est établi à 0,68. Pour les 12 derniers mois, il était de 0,70.

FORMATION ET SERVICES ASSOCIÉS - MILITAIRE

Le secteur FS/M a obtenu ce trimestre des contrats d'une valeur de 111,1 millions \$, notamment :

- Un contrat de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) visant à fournir des services de maintenance pour le simulateur de poste de pilotage et le dispositif d'entraînement E-3A construits par CAE qui sont situés sur la base aérienne Geilenkirchen de l'OTAN (Allemagne);
- Des contrats de Lockheed Martin pour le maintien d'une série de services de maintenance et de soutien pour l'U.S. Air Force dans le cadre du programme Maintenance and ATS visant le C-130J et du programme ATS visant le C-130;
- Un contrat pour le maintien de services de maintenance et de soutien pour les dispositifs de formation C-130H construits par CAE et exploités par la Force aérienne taïwanaise;
- Une prolongation de contrat des Forces armées allemandes pour le maintien de services de maintenance du matériel de simulation sur place;
- Un contrat avec l'U.S. Air Force pour fournir des services de soutien opérationnel et à la maintenance sur les entraîneurs aux systèmes d'armes destinés aux opérateurs de perche du KC-135 dans le cadre du programme ATS visant le KC-135.

Résultats financiers

(en millions, sauf les marges opérationnelles)	Exercice 2013	Exercice 2012	T4-2013	T3-2013	T2-2013	T1-2013	T4-2012
Produits des activités ordinaires	272,8	278,1	72,4	65,7	67,3	67,4	71,5 \$
Résultat opérationnel sectoriel	35,2	40,9	10,2	8,7	7,4	8,9	11,0 \$
Marges opérationnelles	12,9	14,7	14,1	13,2	11,0	13,2	15,4 %
Dotation aux amortissements	19,7	18,1	6,2	4,7	4,3	4,5	5,2 \$
Dépenses en immobilisations corporelles	15,2	9,2	7,6	4,7	1,6	1,3	1,5 \$
Dépenses en immobilisations incorporelles et autres actifs	2,7	1,7	0,6	0,5	0,8	0,8	1,1 \$
Capital utilisé	212,3	181,2	212,3	208,1	186,1	197,1	181,2 \$
Carnet de commandes	1 421,5	1 403,2	1 421,5	1 397,1	1 439,9	1 377,0	1 403,2 \$

Produits des activités ordinaires en hausse de 10 % par rapport au trimestre précédent et de 1 % par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2012

L'augmentation des produits des activités ordinaires par rapport au trimestre précédent est principalement attribuable à la hausse des produits des activités ordinaires tirés des programmes nord-américains, au niveau d'activité plus élevé à l'égard de nos programmes de formation sur hélicoptères et à la hausse des produits des activités ordinaires tirés des programmes européens.

L'augmentation par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2012 s'explique en grande partie par la hausse des produits des activités ordinaires tirés des programmes nord-américains, contrebalancée en partie par le recul du niveau d'activité de nos programmes de formation sur hélicoptères et nos services IES et par la baisse des produits des activités ordinaires tirés des programmes européens.

Produits des activités ordinaires de 272,8 millions \$ pour l'exercice, en baisse de 2 %, soit 5,3 millions \$, par rapport à l'exercice précédent

La baisse des produits des activités ordinaires par rapport à l'exercice précédent traduit essentiellement le recul du niveau d'activité de nos services IES, la baisse des produits des activités ordinaires tirés de nos programmes européens et l'incidence défavorable du change à la conversion des comptes de nos établissements en Europe, ces facteurs ayant été contrebalancés en partie par la hausse des produits des activités ordinaires tirés des programmes nord-américains et australiens, ainsi que par le niveau d'activité accru de nos programmes de formation sur hélicoptères.

Résultat opérationnel sectoriel en hausse de 17 % par rapport au trimestre précédent et en baisse de 7 % par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2012

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 10,2 millions \$ (14,1 % des produits des activités ordinaires) ce trimestre, comparativement à 8,7 millions \$ (13,2 % des produits des activités ordinaires) au trimestre précédent et à 11,0 millions \$ (15,4 % des produits des activités ordinaires) au quatrième trimestre de l'exercice 2012.

L'augmentation par rapport au trimestre précédent est surtout attribuable à la hausse du volume à l'égard de nos programmes nord-américains et européens, annulée en partie par la baisse du volume et des marges opérationnelles à l'égard de nos services IES.

La diminution par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2012 est surtout attribuable au recul du niveau d'activité de nos programmes de formation sur hélicoptères, à la baisse du volume et des marges opérationnelles à l'égard de nos services IES et à la réduction du dividende reçu à l'égard d'un placement du secteur FS/M au Royaume-Uni. La baisse a été contrebalancée en partie par la hausse du volume et des marges opérationnelles à l'égard de nos programmes nord-américains et par le recul des frais de vente, généraux et d'administration.

Résultat opérationnel sectoriel de 35,2 millions \$ pour l'exercice, en baisse de 14 %, soit 5,7 millions \$, par rapport à l'exercice précédent

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 35,2 millions \$ (12,9 % des produits des activités ordinaires) pour l'exercice, comparativement à 40,9 millions \$ (14,7 % des produits des activités ordinaires) pour l'exercice précédent.

La baisse s'explique principalement par la diminution du volume à l'égard des programmes européens, la réduction du dividende reçu à l'égard d'un placement de FS/M au Royaume-Uni et la baisse du volume et des marges opérationnelles à l'égard de nos services IES, ces facteurs ayant été contrebalancés en partie par la diminution des frais de vente, généraux et d'administration et l'augmentation du volume à l'égard des programmes nord-américains et australiens.

Capital utilisé en hausse de 4,2 millions \$ par rapport au trimestre précédent et de 31,1 millions \$ par rapport à l'exercice précédent

La hausse par rapport au trimestre précédent s'explique en grande partie par l'augmentation des immobilisations corporelles et par la diminution des autres passifs, facteurs contrebalancés en partie par la baisse de l'investissement dans le fonds de roulement hors trésorerie et les autres actifs.

L'augmentation par rapport à l'exercice précédent s'explique essentiellement par l'investissement accru dans les immobilisations corporelles et le fonds de roulement hors trésorerie ainsi que par et le recul des autres passifs.

Carnet de commandes stable par rapport à l'exercice précédent

	Exercice	Exercice
(en millions)	2013	2012
Carnet de commandes en début de période	1 403,2 \$	1 270,0 \$
+ commandes	376,7	430,9
- produits des activités ordinaires	(272,8)	(278,1)
+/- ajustements	(85,6)	(19,6)
Carnet de commandes en fin de période	1 421,5 \$	1 403,2 \$

Pour l'exercice 2013, les ajustements s'expliquent en grande partie par le reclassement de l'équipement fourni aux termes d'un contrat de services à long terme.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes pour le trimestre s'est établi à 1,53. Pour les 12 derniers mois, il était de 1,38.

5.3 Secteur Nouveaux marchés principaux

EXPANSIONS ET INITIATIVES NOUVELLES DE L'EXERCICE 2013

Les expansions et initiatives nouvelles de CAE Santé comprennent ce qui suit :

Acquisition

 Nous avons procédé à l'acquisition de Blue Phantom, un chef de file de la simulation d'échographie, laquelle offre des modèles de formation dans plus de 20 spécialités du secteur médical.

Nouveaux programmes et produits

- Nous avons annoncé, en collaboration avec Elsevier, le lancement du nouveau Système d'apprentissage par la simulation (SLS) pour le domaine des soins infirmiers;
- Nous avons lancé la nouvelle tablette électronique pour METIman à l'occasion du symposium annuel à l'intention des formateurs de la National Association of Emergency Medical Services (EMS) à Orlando (États-Unis);
- Nous avons lancé les simulateurs chirurgicaux EndoVR et LapVR à l'American College of Surgeons Clinical Conference à Chicago (États-Unis);
- Nous avons lancé le nouveau simulateur de patient victime de traumatismes CAE Caesar lors du symposium Military Health System Research à Fort Lauderdale (États-Unis);
- Nous avons procédé au lancement officiel du simulateur d'échographie obstétrique VIMEDIX pour la santé des femmes lors de l'International Meeting on Simulation in Healthcare à Orlando (États-Unis). Le simulateur permet d'effectuer une échographie fœtale à 20 semaines;
- Nous avons lancé Müse 2.0, une nouvelle version de notre interface de simulateur de patients, offerte en 9 langues et pouvant simuler la surveillance de 12 électrodes;
- Nous avons lancé une nouvelle version du Program for Nursing Curriculum Integration devant l'International Nursing Association for Clinical Simulation and Learning à San Antonio (États-Unis);
- Nous avons lancé notre programme Services pour les hôpitaux à l'American Nurses Credentialing Center National Magnet Conference à Los Angeles (États-Unis).

Expansion

 Nous avons agrandi notre installation de formation à Mayence (Allemagne), où nous offrons dorénavant de la formation personnalisée au moyen de simulateurs de patients, de simulateurs chirurgicaux et de simulateurs d'échographie.

Les expansions et initiatives nouvelles de CAE Mines comprennent ce qui suit :

Nouveaux programmes et produits

- Nous avons lancé une nouvelle application logicielle pour la gestion de la répartition du minerai et des stériles dans les mines à ciel ouvert;
- Nous avons présenté une mise à niveau majeure de notre système de photogrammétrie en trois dimensions Sirovision qui est maintenant muni du matériel de photographie souterraine;
- Nous avons lancé un nouveau logiciel de modélisation géologique des dépôts stratigraphiques en vue de consolider notre gamme de produits liés au charbon et au minerai de fer ainsi que de nouvelles versions de notre solution logicielle de gestion de données géologiques Fusion et de nos logiciels de planification stratégique NPV Scheduler et Maxipit.

Expansion

- Nous avons annoncé un partenariat stratégique avec Devex, une société spécialisée en technologie de gestion de l'exploitation minière. Le partenariat nous accorde les droits de distribution exclusifs de produits au Canada, en Inde et en Russie et prévoit une distribution conjointe dans d'autres marchés;
- Nous avons étendu nos capacités de soutien à la clientèle au Brésil, en Chine, en Inde, au Mexique et aux États-Unis.

COMMANDES

Les principales ventes de CAE Santé ce trimestre comprennent ce qui suit :

- La vente d'un système de gestion des centres et d'un simulateur de patient HPS à un collège communautaire aux États-Unis;
- La vente de trois simulateurs de patients et de trois simulateurs chirurgicaux en vue de soutenir un programme de formation en Inde;
- La vente de six simulateurs d'échographie et de didacticiels en Australie;
- La vente d'un système de gestion des centres à un établissement de recherche universitaire au Canada;
- La vente de deux simulateurs de patients, de deux simulateurs d'échographie et de didacticiels en vue de soutenir une école de médecine aux États-Unis;
- La vente de quatre simulateurs de patients et d'un simulateur chirurgical en vue de soutenir un programme de formation en Arabie saoudite;
- La vente de quatre simulateurs de patients en vue de soutenir un programme de formation portant sur l'évaluation médicale et le traitement des enfants aux États-Unis.

Les principales ventes de CAE Mines ce trimestre comprennent ce qui suit :

- La vente de nos nouveaux logiciels de modélisation stratigraphique à des clients sud-africains et chiliens;
- Un projet à long terme en vue de mettre en œuvre une gamme complète de logiciels de gestion des données géologiques, de modélisation des ressources et de planification de mines à ciel ouvert et de mines souterraines à des emplacements de Besra Gold Inc. au Vietnam et en Malaisie;
- La vente de logiciels de gestion des données géologiques à un client brésilien;
- La vente de logiciels de planification de mines souterraines à China Gold International Resources Corp. Ltd. (Chine);
- La vente de logiciels de planification de mines souterraines à un client russe.

Résultats financiers

(en millions, sauf les marges opérationnelles)	Exercice 2013	Exercice 2012	T4-2013	T3-2013	T2-2013	T1-2013	T4-2012
Produits des activités ordinaires	112,1	83,0	29,0	28,7	28,3	26,1	24,2 \$
Résultat opérationnel sectoriel	6,4	(13,8)	1,8	1,7	2,2	0,7	(1,2)\$
Marges opérationnelles	5,7	-	6,2	5,9	7,8	2,7	- %
Dotation aux amortissements	11,7	7,0	4,0	3,1	2,2	2,4	2,2 \$
Dépenses en immobilisations corporelles	3,1	2,8	0,7	0,7	0,8	0,9	1,0 \$
Dépenses en immobilisations incorporelles et autres actifs	9,5	5,7	2,5	2,1	2,3	2,6	2,7 \$
Capital utilisé	199,2	179,3	199,2	198,6	177,6	181,9	179,3 \$

Produits des activités ordinaires stables par rapport au trimestre précédent et en hausse de 20 % par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2012

Les produits des activités ordinaires sont demeurés stables par rapport au trimestre précédent. La hausse des produits des activités ordinaires provenant de CAE Santé du fait de l'intégration de Blue Phantom, acquise en novembre 2012, a été neutralisée par la baisse des produits des activités ordinaires provenant de CAE Mines.

L'augmentation par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2012 s'explique essentiellement par la hausse des produits des activités ordinaires provenant de CAE Santé, laquelle découle de la progression des ventes de systèmes de gestion des centres et de l'intégration de Blue Phantom, et par l'augmentation des produits des activités ordinaires provenant de CAE Mines.

Produits des activités ordinaires de 112,1 millions \$ pour l'exercice, en hausse de 35 %, soit 29,1 millions \$, par rapport à l'exercice précédent

L'augmentation s'explique essentiellement par la hausse des produits des activités ordinaires provenant de CAE Santé, laquelle découle en grande partie de l'intégration de METI, acquise en août 2011, et de la croissance découlant de l'expansion de notre gamme de produits et de notre position sur le marché, de même que par la hausse des produits des activités ordinaires provenant de CAE Mines.

Résultat opérationnel sectoriel en hausse de 6 % par rapport au trimestre précédent et en hausse par rapport au résultat opérationnel sectoriel correspondant à une perte au quatrième trimestre de l'exercice 2012

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 1,8 million \$ (6,2 % des produits des activités ordinaires) ce trimestre, comparativement à 1,7 million \$ (5,9 % des produits des activités ordinaires) au trimestre précédent et à un résultat opérationnel sectoriel correspondant à une perte de 1,2 million \$ au quatrième trimestre de l'exercice 2012.

L'augmentation du résultat opérationnel sectoriel par rapport au trimestre précédent traduit essentiellement la hausse des marges opérationnelles de CAE Mines.

L'augmentation du résultat opérationnel sectoriel par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2012 s'explique essentiellement par la hausse des marges opérationnelles de CAE Mines et de CAE Santé ainsi que par l'intégration de Blue Phantom. Cette augmentation a été neutralisée en partie par un avantage net de 1,7 million \$ comptabilisé au quatrième trimestre de l'exercice 2012 au titre de la reprise des provisions au titre de la contrepartie conditionnelle liée à des acquisitions antérieures.

Résultat opérationnel sectoriel de 6,4 millions \$ pour l'exercice, en hausse de 20,2 millions \$ par rapport à l'exercice précédent

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 6,4 millions \$ (5,7 % des produits des activités ordinaires) pour l'exercice, comparativement à un résultat opérationnel sectoriel correspondant à une perte de 13,8 millions \$ à l'exercice précédent.

L'augmentation s'explique en grande partie par l'intégration des acquisitions, à savoir METI et Blue Phantom, par la prise en compte, au deuxième trimestre de l'exercice 2012, de charges de 8,4 millions \$ liées à l'acquisition et à l'intégration de METI, et par la hausse des produits des activités ordinaires et des marges opérationnelles de CAE Santé et de CAE Mines.

Capital utilisé en hausse de 0,6 million \$ par rapport au trimestre précédent et de 19,9 millions \$ par rapport à l'exercice précédent

La hausse par rapport au trimestre précédent est essentiellement attribuable à l'augmentation des immobilisations incorporelles, contrebalancée par la baisse du fonds de roulement hors trésorerie.

La hausse par rapport à l'exercice précédent est essentiellement attribuable à l'augmentation des immobilisations incorporelles qui découle surtout de l'acquisition de Blue Phantom.

6. MOUVEMENTS DE TRÉSORERIE ET LIQUIDITÉS CONSOLIDÉS

Nous gérons nos liquidités et surveillons régulièrement les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur leur évolution, notamment :

- Les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles, notamment le moment auquel les paiements d'étape sur contrats sont versés, et la gestion du fonds de roulement;
- Les besoins au titre des dépenses d'investissement en immobilisations;
- Les remboursements prévus au titre de la dette à long terme, notre capacité d'emprunt et les conditions futures du marché du crédit.

6.1 Mouvements de trésorerie consolidés

	Exercice	Exercice			
(en millions)	2013	2012	T4-2013	T3-2013	T4-2012
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles*	265,8 \$	305,6 \$	81,0 \$	58,5 \$	97,8 \$
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	(61,7)	(71,7)	47,3	45,9	24,3
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles	204,1 \$	233,9 \$	128,3 \$	104,4 \$	122,1 \$
Dépenses d'investissement en immobilisations					
liées à la maintenance ⁸	(34,6)	(48,9)	(2,9)	(8,9)	(8,3)
Autres actifs	(22,4)	(12,3)	(7,7)	(3,6)	(4,8)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	8,9	34,4	1,1	7,8	6,1
Dividendes versés	(37,1)	(33,4)	(10,2)	(9,0)	(8,4)
Flux de trésorerie disponibles ⁸	118,9 \$	173,7 \$	108,6 \$	90,7 \$	106,7 \$
Dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance ⁸	(121,2)	(116,8)	(29,5)	(24,0)	(36,1)
Frais de développement inscrits à l'actif	(49,6)	(42,8)	(12,6)	(13,0)	(12,8)
Autres mouvements de trésorerie, montant net	3,0	3,7	1,4	1,1	2,6
Regroupements d'entreprises (déduction faite de la					
trésorerie et des équivalents de trésorerie acquis)	(285,3)	(126,0)	(0,7)	(20,2)	0,1
Coentreprises (déduction faite de la trésorerie					
et des équivalents de trésorerie acquis)	(0,7)	(27,6)	(0,7)	-	-
Incidence des fluctuations de taux de change sur la					
trésorerie et les équivalents de trésorerie	-	1,5	0,3	3,9	-
(Diminution) augmentation nette de la trésorerie avant					
produit et remboursement de la dette à long terme	(334,9) \$	(134,3) \$	66,8 \$	38,5 \$	60,5 \$

^{*} avant variations du fonds de roulement hors trésorerie

Flux de trésorerie disponibles de 108,6 millions \$ ce trimestre

Les flux de trésorerie disponibles ont augmenté de 17,9 millions \$ par rapport au trimestre précédent et de 1,9 million \$ par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2012. À l'instar des exercices précédents, nos flux de trésorerie disponibles sont plus élevés pour les deux derniers trimestres et plus faibles pour les deux premiers trimestres de l'exercice. Cette tendance devrait se poursuivre durant l'exercice 2014.

Les flux de trésorerie disponibles ont augmenté par rapport au trimestre précédent, ce qui est principalement attribuable à la hausse des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles, contrebalancée en partie par la baisse du produit de la cession d'immobilisations corporelles.

L'augmentation par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2012 est surtout attribuable aux variations favorables du fonds de roulement hors trésorerie et à la baisse des dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance, annulées en partie par le recul des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles, par la baisse du produit de la cession d'immobilisations corporelles et par la hausse des dépenses liées aux autres actifs.

⁸ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 3.6).

Flux de trésorerie disponibles de 118,9 millions \$ pour l'exercice

Les flux de trésorerie disponibles ont diminué de 54,8 millions \$, soit 32 %, par rapport à l'exercice précédent.

La baisse des flux de trésorerie disponibles est surtout attribuable au recul des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles et du produit de la cession d'immobilisations corporelles.

Dépenses d'investissement en immobilisations de 32,4 millions \$ ce trimestre et de 155,8 millions \$ pour l'exercice

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance se sont établies à 29,5 millions \$ ce trimestre et à 121,2 millions \$ pour l'exercice. Nous cherchons toujours à élargir sélectivement notre réseau de formation pour obtenir une part de marché supplémentaire, et pour répondre aux demandes de nos clients en matière de formation. Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance ont totalisé 2,9 millions \$ ce trimestre et 34,6 millions \$ pour l'exercice.

Regroupements d'entreprises, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie acquis, de 285,3 millions \$ pour l'exercice

Le mouvement de trésorerie attribuable aux regroupements d'entreprises, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie acquis, découle principalement de l'acquisition d'OAA et de Blue Phantom au cours de l'exercice.

6.2 Sources de financement

Nous disposons de marges de crédit à taux variable consenties dans chaque cas par un consortium de prêteurs. Ces facilités de crédit nous permettent, ainsi qu'à certaines de nos filiales, d'emprunter directement de l'argent pour les besoins opérationnels et les besoins généraux, et d'émettre des lettres de crédit et des garanties bancaires.

Le montant total disponible en vertu de ces marges de crédit bancaire au 31 mars 2013 était de 550,0 millions \$ US (450,0 millions \$ US en 2012) avec la possibilité, sous réserve du consentement des prêteurs, de porter le montant total à 850,0 millions \$ US. Au 31 mars 2013, un prélèvement équivalant à 68,6 millions \$ US avait été effectué sur ces facilités (13,3 millions \$ US en 2012), et un montant de 121,6 millions \$ US avait servi à l'émission de lettres de crédit (123,7 millions \$ US en 2012). Le taux d'intérêt sur ces facilités de crédit à terme renouvelables est, à notre gré, fondé sur le taux préférentiel bancaire, le taux des acceptations bancaires ou le TIOL majoré d'une marge qui dépend de la notation de crédit accordée par Standard & Poor's Rating Services. Le 29 juin 2012, nous avons modifié nos facilités de crédit renouvelables non garanties de manière à repousser la date d'échéance d'avril 2015 à avril 2017, ainsi qu'à porter le montant disponible aux termes de la facilité de 450,0 millions \$ US à 550,0 millions \$ US à des conditions plus favorables.

Nous disposons d'une garantie pour cautionnement bancaire d'un montant de 150,0 millions \$ US d'Exportation et développement Canada (EDC). Il s'agit d'une facilité renouvelable non engagée au titre de cautionnements bancaires, de garanties de restitution d'acomptes ou d'instruments semblables. Au 31 mars 2013, l'encours de l'ensemble de ces instruments, converti en dollars canadiens, s'élevait à 62,6 millions \$ (70,1 millions \$ en 2012).

Nous disposons d'une facilité de 30,0 millions € auprès d'une banque européenne pour qu'elle procède à l'émission de garanties bancaires et de lettres de crédit. Converti en dollars canadiens, le montant que nous avons utilisé principalement pour soutenir nos activités militaires en Europe s'est élevé à quelque 9,6 millions \$ (26,4 millions \$ en 2012).

Nous participons à un programme en vertu duquel nous vendons des intérêts indivis dans certains de nos comptes débiteurs et de nos actifs au titre des contrats en cours (programme d'actifs financiers courants) à des tiers pour une contrepartie en trésorerie d'au plus 150,0 millions \$ sans recours contre CAE. Au 31 mars 2013, nous avions vendu pour 88,6 millions \$ de comptes débiteurs (81,5 millions \$ en 2012) et pour 3,1 millions \$ de contrats en cours (54,2 millions \$ en 2012).

En mai 2012, nous avons conclu une facilité de crédit non garantie de premier rang assortie d'une durée de deux ans, sur laquelle nous avons utilisé 304,1 millions \$ pour financer l'acquisition d'OAA. La facilité de crédit portait intérêt à des taux variables fondés sur le taux des acceptations bancaires ou le TIBEUR majoré d'une marge. Au 31 décembre 2012, la facilité avait été remboursée intégralement à même le produit des billets non garantis de premier rang émis en décembre 2012.

En décembre 2012, dans le cadre d'un placement privé, nous avons émis 348,9 millions \$ (125,0 millions \$ et 225,0 millions \$ US) de billets non garantis de premier rang. Une tranche de 50,0 millions \$ de ce montant porte intérêt à des taux variables fondés sur le taux des acceptations bancaires majoré d'une marge. La tranche restante de 298,9 millions \$ (75,0 millions \$ et 225,0 millions \$ US) porte intérêt à des taux allant de 3,6 % à 4,2 %. Les billets viennent à échéance entre décembre 2019 et décembre 2027. Une tranche de 209,1 millions \$ du produit total a été affectée au remboursement de l'encours de la facilité de crédit non garantie de premier rang conclue en mai 2012, la tranche restante ayant été utilisée pour rembourser une partie de l'encours de la facilité de crédit à terme renouvelable non garantie.

Au cours de l'exercice 2013, nous avons exercé des options de rachat de 6,9 millions \$ US et de 1,6 million € visant deux simulateurs qui étaient comptabilisés comme des contrats de location-financement, ce qui a donné lieu à une baisse de nos obligations au titre des contrats de location-financement.

Nous avons certains accords relatifs à la dette qui exigent le maintien d'un certain niveau de capital. Au 31 mars 2013, nous respections toutes nos clauses restrictives de nature financière, sauf en ce qui a trait à Hatsoff Helicopter Training Private Limited (Hatsoff), une coentreprise en Inde entre CAE et Hindustan Aeronautics Limited, qui ne respectait pas certaines clauses restrictives et dont un paiement d'intérêt partiel d'un montant de 1,4 million \$ US était en défaut. Au 31 mars 2013, la tranche de la dette sans recours attribuable à notre participation s'établissait à 20,8 millions \$, ce montant ayant été reclassé dans le passif courant dans notre état consolidé de la situation financière. La direction de Hatsoff a entrepris des discussions avec l'institution financière afin de résoudre le manquement et le défaut.

Nous estimons que notre trésorerie et nos équivalents de trésorerie, notre accès à des facilités de crédit et nos flux de trésorerie disponibles attendus procurent une souplesse suffisante à nos activités et nous permettent de verser des dividendes et de remplir toutes nos autres obligations financières prévues à court terme.

Le tableau suivant résume notre dette à long terme :

	31 mars	;	31 mars
(en millions)	2013		2012
Total de la dette à long terme	1 210,0	\$	821,6 \$
Déduire :			
Partie courante de la dette à long terme	86,1		113,6
Partie courante des contrats de location-financement	26,9		22,4
Partie non courante de la dette à long terme	1 097,0	\$	685,6 \$

6.3 Partage des coûts avec les gouvernements

Nous avons conclu des ententes avec divers gouvernements en vertu desquelles ces derniers partagent les coûts, en fonction des dépenses de la Société, de certains programmes de R-D concernant la modélisation et la simulation, les systèmes visuels, la technologie perfectionnée de simulation de vol servant à des applications civiles et la simulation en réseau servant à des applications militaires, ainsi que les nouveaux marchés de la formation fondée sur la simulation dans les secteurs des soins de santé et des mines.

Au cours de l'exercice 2009, nous avons annoncé notre intention d'investir un montant pouvant atteindre 714 millions \$ dans le projet Falcon, un programme de R-D qui se poursuivra sur cinq ans. L'objectif du projet Falcon est de développer nos technologies en matière de modélisation et de simulation, d'en mettre au point de nouvelles et d'augmenter nos capacités au-delà de la formation pour les transposer dans d'autres secteurs du marché aéronautique et de la défense, comme l'analyse et les opérations. En parallèle, le gouvernement du Canada a accepté de participer au projet Falcon au moyen d'un investissement remboursable d'au plus 250 millions \$ qui s'inscrit dans le cadre de l'Initiative stratégique pour l'aérospatiale et la défense (ISAD), qui soutient les projets stratégiques de recherche industrielle et de développement préconcurrentiel des industries de l'aérospatiale, de la défense, de l'espace et de la sécurité (voir les notes 1 et 13 afférentes à nos états financiers consolidés).

Au cours de l'exercice 2010, nous avons annoncé notre intention d'investir un montant pouvant atteindre 274 millions \$ dans le projet Nouveaux marchés principaux, un programme de R-D qui se poursuivra sur sept ans. L'objectif est de tirer parti de notre savoir-faire en matière de modélisation, de simulation et de services de formation pour le transposer dans les nouveaux marchés des soins de santé et des mines. Le gouvernement du Québec a accepté de participer en fournissant des apports pouvant atteindre 100 millions \$ pour couvrir les frais engagés avant la fin de l'exercice 2016.

Vous trouverez plus de détails à la note 14 afférente aux états financiers consolidés.

6.4 Obligations contractuelles

Dans le cours normal de nos activités, nous contractons certaines obligations et certains engagements commerciaux sous la forme de débentures, de billets et autres. Le tableau ci-dessous résume les diverses échéances de nos obligations contractuelles.

Obligations contractuelles

Au 31 mars 2013							
(en millions)	2014	2015	2016	2017	2018	Par la suite	Total
Dette à long terme (exclusion faite							
des intérêts)	87,5 \$	39,6 \$	91,2 \$	96,0 \$	43,5	\$ 715,9 \$	1 073,7 \$
Contrats de location-financement							
(exclusion faite des intérêts)	26,9	22,2	14,6	8,7	8,7	61,4	142,5
Contrats de location simple	56,7	42,7	37,6	34,7	28,9	89,0	289,6
Obligations d'achat	12,5	12,5	-	-	-	-	25,0
	183,6 \$	117,0 \$	143,4 \$	139,4 \$	81,1	\$ 866,3 \$	1 530,8 \$

Au 31 mars 2013, nous disposions également d'un montant de 359,8 millions \$ US au titre de nos facilités de crédit consenties, comparativement à 313,0 millions \$ US au 31 mars 2012.

Nous avons des obligations d'achat aux termes d'ententes exécutoires qui nous lient juridiquement. La plupart de ces ententes sont conclues avec des sous-traitants relativement à la fourniture des services prévus aux contrats à long terme que nous avons avec des clients. Les modalités des ententes sont importantes, car elles prescrivent des obligations d'acheter des biens ou services en quantités fixes ou minimales, à des prix fixes, minimaux ou variables, et selon un échéancier approximatif.

Au 31 mars 2013, nous avions d'autres passifs non courants qui ne sont pas inclus dans le tableau ci-dessus. Ils représentent certaines obligations au titre des prestations de retraite constituées, des produits différés, des profits différés sur des actifs et divers passifs non courants. Les obligations de paiement au titre des prestations de retraite constituées dépendent de divers facteurs, dont les rendements boursiers, les écarts actuariels et le taux d'intérêt.

Nous n'avons pas inclus les passifs d'impôt différé, car ces paiements sont fonction du résultat imposable et des reports prospectifs de pertes fiscales dont nous pourrions disposer.

7. SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

7.1 Capital utilisé consolidé

(en millions)	31 mars 2013	31 mars 2012
Utilisation du capital :		
Actifs courants	1 333,8 \$	1 148,1 \$
Déduire : trésorerie et équivalents de trésorerie	(293,2)	(287,3)
Passifs courants	(1 002,8)	(883,4)
Déduire : partie courante de la dette à long terme	113,0	136,0
Fonds de roulement hors trésorerie ⁹	150,8 \$	113,4 \$
Immobilisations corporelles	1 498,6	1 293,7
Autres actifs non courants	1 046,3	741,9
Autres passifs non courants	(644,4)	(572,5)
Total du capital utilisé	2 051,3 \$	1 576,5 \$
Provenance du capital :		
Partie courante de la dette à long terme	113,0 \$	136,0 \$
Dette à long terme	1 097,0	685,6
Déduire : trésorerie et équivalents de trésorerie	(293,2)	(287,3)
Dette nette ⁹	916,8 \$	534,3 \$
Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	1 102,7	1 021,9
Participations ne donnant pas le contrôle	31,8	20,3
Provenance du capital	2 051,3 \$	1 576,5 \$

Capital utilisé en hausse de 474,8 millions \$, soit 30 %, par rapport à l'exercice précédent

L'augmentation est principalement attribuable à la hausse des immobilisations incorporelles découlant de l'acquisition d'OAA et de Blue Phantom et de l'accroissement des immobilisations corporelles. La hausse a été neutralisée en partie par l'augmentation des autres passifs non courants.

Notre rendement du capital utilisé⁹ (RCU) a été de 9,9 % pour l'exercice, comparativement à 15,0 % pour l'exercice précédent. La diminution s'explique en grande partie par la baisse du résultat net du fait des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition engagés durant l'exercice et par la hausse du capital utilisé découlant de l'acquisition d'OAA.

Fonds de roulement hors trésorerie en hausse de 37,4 millions \$

L'augmentation découle essentiellement de l'augmentation des comptes débiteurs, des impôts à recouvrer et des stocks, neutralisée en partie par la hausse des comptes créditeurs et des charges à payer ainsi que des provisions.

Montant net des immobilisations corporelles en hausse de 204,9 millions \$

L'augmentation est surtout attribuable aux dépenses d'investissement en immobilisations de 155,8 millions \$ et au montant de 151,0 millions \$ lié à l'acquisition d'OAA, contrebalancées en partie par la dotation aux amortissements de 107,6 millions \$.

Autres actifs non courants en hausse de 304,4 millions \$

La hausse s'explique essentiellement par l'augmentation des immobilisations incorporelles découlant de l'acquisition d'OAA (213,7 millions \$) et de Blue Phantom (19,7 millions \$).

⁹ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 3.6).

Augmentation de la dette nette par rapport à l'exercice précédent

La hausse résulte en grande partie de l'émission de billets non garantis de premier rang de 125,0 millions \$ et de 225,0 millions \$ US dans le cadre d'un placement privé durant l'exercice.

Variation de la dette nette

	Exercice	Exercice
(en millions)	2013	2012
Dette nette en début de période	534,3 \$	383,8 \$
Effet des mouvements de trésorerie sur la dette nette		
(voir tableau à la section sur les mouvements de trésorerie consolidés)	334,9	134,3
Incidence des variations des taux de change sur la dette à long terme	12,7	7,8
Autres	34,9	8,4
Augmentation de la dette nette pour la période	382,5 \$	150,5 \$
Dette nette en fin de période	916,8 \$	534,3 \$

Augmentation de la dette nette ajustée 10 par rapport à l'exercice précédent La hausse résulte en grande partie de la dette nette plus élevée découlant de l'émission de billets non garantis de premier rang de 125,0 millions \$ et de 225,0 millions \$ US dans le cadre d'un placement privé principalement pour financer l'acquisition d'OAA et de Blue Phantom durant l'exercice.

Variation de la dette nette

	31 mars	31 mars
(en millions)	2013	2012
Partie courante de la dette à long terme	113,0 \$	136,0 \$
Dette à long terme	1 097,0	685,6
Déduire : trésorerie et les équivalents de trésorerie	(293,2)	(287,3)
Déduire : obligations au titre des contrats de location-financement	(142,5)	(142,9)
Dette nette ajustée	774,3 \$	391,4 \$

Total des capitaux propres en hausse de 92,3 millions \$ pour l'exercice

L'augmentation des capitaux propres découle en grande partie du résultat net de 142,4 millions \$, neutralisé en partie par des dividendes de 37,1 millions \$ et un ajustement de la perte actuarielle liée aux régimes à prestations définies de 22,5 millions \$.

Informations sur les actions en circulation

Nos statuts constitutifs autorisent l'émission d'un nombre illimité d'actions ordinaires et l'émission en séries d'un nombre illimité d'actions privilégiées. Au 31 mars 2013, nous avions au total 259 979 059 actions ordinaires émises et en circulation, pour un capital-actions de 471,7 millions \$.

Au 30 avril 2013, nous avions un total de 259 979 059 actions ordinaires émises et en circulation.

Politique en matière de dividendes

Pour l'exercice 2013, nous avons versé un dividende de 0.04 \$ par action au premier trimestre et un dividende de 0.05 \$ par action pour chacun des trois autres trimestres. Ces dividendes étaient admissibles au titre de la Loi de l'impôt sur le revenu (Canada) et de ses équivalents provinciaux.

Le montant de tout dividende et le moment auquel son versement a lieu sont déterminés au gré du conseil d'administration. Ce dernier revoit la politique en matière de dividendes annuellement, en fonction des besoins de trésorerie aux fins des activités opérationnelles, des besoins de liquidités et de la situation financière prévue. Compte tenu de la politique actuelle en matière de dividendes et du nombre d'actions ordinaires en circulation au 31 mars 2013, nous prévoyons déclarer des dividendes annuels d'environ 52,0 millions \$ pour l'exercice 2014.

Garanties

Dans le cours normal de nos activités, nous avons émis des lettres de crédit et des cautions de bonne exécution non inscrites à l'état consolidé de la situation financière qui se sont établies à 113,2 millions \$ pour l'exercice, comparativement à 127,7 millions \$ pour l'exercice précédent. Cette baisse est due à la diminution des obligations au titre de la restitution d'acomptes.

Obligations au titre des régimes de retraite

Nous avons des régimes de retraite à prestations définies et à cotisations définies. Nous prévoyons cotiser environ 8,1 millions \$ en sus des cotisations annuelles requises au titre des services rendus au cours de l'exercice pour combler une partie du déficit de capitalisation du régime de retraite à prestations définies. L'augmentation des cotisations requises pour financer nos obligations au titre des régimes de retraite découle essentiellement des faibles rendements des obligations à long terme, du rendement du marché et de la modification des hypothèses concernant le taux de mortalité utilisées.

¹⁰ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 3.6).

7.2 Arrangements non comptabilisés

Bien que la majorité de nos opérations de cession-bail conclues dans le cadre des activités de notre secteur FS/C soient classées comme des contrats de location-financement et que les obligations connexes soient inscrites à l'état consolidé de la situation financière, certaines opérations de cession-bail sont classées comme des contrats de location simple et représentent des obligations non comptabilisées.

La plupart de nos obligations non comptabilisées courantes nous viennent des contrats de location simple concernant ce qui suit :

- L'exploitation d'un centre de formation dans le cadre du projet MSH avec le ministère britannique de la Défense portant sur la fourniture de services de formation fondée sur la simulation. Les engagements au titre de contrats de location-exploitation sont établis entre l'exploitant (qui détient l'entente de services avec le ministère britannique de la Défense) et le propriétaire (qui détient les biens). Ces contrats sont sans possibilité de recours contre nous;
- Certains bâtiments qui sont loués dans l'ensemble de notre réseau de formation et d'installations de production dans le cours normal de nos activités;
- Certains FFS qui sont loués dans l'ensemble de notre réseau de formation dans le cours normal de nos activités.

De plus amples renseignements concernant les contrats de location simple sont fournis à la note 28 afférente aux états financiers consolidés.

Dans le cours normal des activités, nous participons à un programme en vertu duquel nous vendons des intérêts indivis dans certains de nos comptes débiteurs et de nos actifs au titre des contrats en cours (programme d'actifs financiers courants) à des tiers pour une contrepartie en trésorerie d'au plus 150,0 millions \$ sans recours contre CAE. Nous continuons d'agir en tant qu'agent de recouvrement. Ces transactions sont comptabilisées lorsque nous sommes réputés avoir cédé le contrôle des comptes débiteurs et des actifs au titre des contrats en cours transférés. Certains actifs au titre des contrats en cours qui sont vendus dans le cadre de ce programme ne sont pas admissibles à la décomptabilisation, et la contrepartie en trésorerie reçue à l'égard de ces actifs est classée dans la partie courante de la dette à long terme. Au 31 mars 2013, des comptes débiteurs et des actifs au titre des contrats en cours d'un montant de 88,6 millions \$ (81,5 millions \$ au 31 mars 2012) et de 3,1 millions \$ (54,2 millions \$ au 31 mars 2012) ont été vendus à des institutions financières en vertu de ces accords.

7.3 Instruments financiers

Nous sommes exposés à divers risques financiers dans le cours normal de nos activités. Nous concluons des contrats à terme et des swaps pour atténuer le risque auquel nous exposent les fluctuations des taux de change, des taux d'intérêt et du cours de nos actions qui se répercutent sur la charge liée aux paiements fondés sur des actions. Nous surveillons continuellement les instruments dérivés utilisés dans les opérations de couverture pour nous assurer qu'ils compensent efficacement les variations de la juste valeur ou des flux de trésorerie des éléments couverts. Nous n'utilisons pas d'instrument financier à des fins de spéculation, mais uniquement pour réduire la volatilité de nos résultats pouvant découler de ces risques, et nous ne traitons qu'avec des contreparties solvables.

Classement des instruments financiers

Nous avons établi les classements suivants pour nos instruments financiers :

- La trésorerie et les équivalents de trésorerie, les liquidités soumises à restrictions et tous les instruments dérivés, à l'exception des dérivés désignés comme instruments de couverture efficaces, sont classés dans les instruments comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net;
- Les comptes débiteurs, les contrats en cours, les comptes débiteurs non courants et les avances sont classés dans les prêts et créances, sauf ceux que nous avons l'intention de vendre immédiatement ou à court terme, qui sont classés dans les instruments comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net;
- Un placement de portefeuille est classé dans les instruments disponibles à la vente;
- Les comptes créditeurs et charges à payer et la dette à long terme, y compris les intérêts à payer, ainsi que les obligations au titre des contrats de location-financement sont classés dans les autres passifs financiers et sont tous évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Juste valeur des instruments financiers

La juste valeur d'un instrument financier correspond au montant auquel l'instrument pourrait être échangé aux termes d'une transaction réalisée dans des conditions de pleine concurrence entre des parties compétentes agissant en toute liberté. La juste valeur d'un instrument financier est établie en fonction des informations disponibles sur le marché à la date de clôture. Lorsqu'il n'existe aucun marché actif pour un instrument financier, nous avons recours aux méthodes d'évaluation décrites ci-après pour déterminer la juste valeur de l'instrument. Pour formuler les hypothèses qu'exige le modèle d'évaluation, nous nous appuyons principalement sur des facteurs de marché externes faciles à observer. Les hypothèses ou les facteurs qui ne sont pas fondés sur des données de marché observables intègrent nos meilleures estimations des hypothèses posées par les intervenants du marché, et ils sont utilisés en l'absence de données externes. Le risque de crédit lié à l'autre partie et la juste valeur de notre propre risque de crédit ont été pris en compte dans l'estimation de la juste valeur de tous les actifs et passifs financiers, y compris les dérivés.

Les hypothèses et méthodes d'évaluation ci-après ont été utilisées pour estimer la juste valeur des instruments financiers :

- La juste valeur des comptes débiteurs, des contrats en cours et des comptes créditeurs et charges à payer se rapproche de leur valeur comptable en raison de leur échéance rapprochée;
- La juste valeur des contrats de location-financement est estimée selon la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie;
- La juste valeur de la dette à long terme, des obligations non courantes et des comptes débiteurs non courants, incluant les avances, est estimée en fonction des flux de trésorerie actuels et calculés au moyen des taux d'intérêt en vigueur pour des instruments assortis de modalités et de durées résiduelles similaires;
- La juste valeur des instruments dérivés, y compris les contrats à terme, les swaps et les dérivés incorporés dont les caractéristiques et les risques économiques ne sont pas clairement et étroitement liés à ceux du contrat hôte, est déterminée selon des techniques d'évaluation et est calculée d'après la valeur actualisée des flux de trésorerie projetés estimatifs, selon une courbe appropriée des taux d'intérêt et des taux de change, après ajustement pour tenir compte de notre risque de crédit propre et du risque de crédit de la contrepartie. Les hypothèses sont fondées sur les conditions du marché à chaque date de clôture. Les instruments dérivés représentent les montants estimatifs que nous encaisserions ou paierions pour régler les contrats à chaque date de clôture:
- La juste valeur du placement disponible à la vente dont la valeur de marché n'est pas facile à déterminer, mais dont la juste valeur peut faire l'objet d'une estimation fiable est évaluée à l'aide d'un modèle fondé sur les flux de trésorerie actuels, lequel repose sur certaines hypothèses non étayées par des prix ou des taux observables sur le marché.

Une description de la hiérarchie de la juste valeur est présentée à la note 30 afférente aux états financiers consolidés.

Gestion des risques financiers

En raison de la nature de nos activités et des instruments financiers que nous détenons, nous sommes principalement exposés au risque de crédit, au risque de liquidité et au risque de marché, notamment au risque de change et au risque de taux d'intérêt. Nous gérons notre exposition aux risques de crédit, de liquidité et de marché selon les paramètres de gestion des risques approuvés par le conseil d'administration. Ces paramètres de gestion des risques n'ont pas changé depuis la période précédente, sauf indication contraire.

Nous utilisons des instruments dérivés pour gérer le risque de marché associé à la volatilité des taux de change, des taux d'intérêt et des paiements fondés sur des actions afin d'en réduire au minimum les conséquences sur nos résultats et notre situation financière.

Les dérivés incorporés sont comptabilisés à leur juste valeur séparément du contrat hôte lorsque les caractéristiques économiques et les risques qu'ils présentent ne sont pas clairement et étroitement liés à ceux du contrat hôte. Nous devenons partie à un instrument dérivé autonome dont la comptabilité de couverture n'est pas permise afin de compenser l'exposition au risque de change des dérivés sur devises incorporés. Dans de telles circonstances, les deux dérivés sont évalués à leur juste valeur à chaque date de clôture avec comptabilisation des variations de la juste valeur dans le résultat net consolidé.

Nous avons pour politique de ne pas utiliser d'instruments financiers dérivés à des fins de transaction ou de spéculation. Nous pouvons désigner nos instruments dérivés, qu'ils soient autonomes ou incorporés, comme éléments de couverture. Ce processus consiste à associer les instruments de couverture dérivés à des actifs ou à des passifs précis, à des engagements fermes ou à des transactions prévues. Dans une certaine mesure, nous avons recours à des passifs financiers non dérivés pour couvrir ses expositions au risque de change.

Risaue de crédit

Le risque de crédit représente le risque que nous subissions une perte financière si un débiteur manque à ses obligations découlant des ententes qu'il a conclues avec CAE. Nous sommes exposés au risque de crédit relativement à nos comptes débiteurs et à certains autres actifs dans le cours normal de nos activités. Nous sommes également exposés au risque de crédit dans le cadre de nos activités courantes de trésorerie en raison de notre trésorerie, de nos équivalents de trésorerie et de nos actifs financiers dérivés.

Le risque de crédit découlant de nos activités normales est géré en ce qui concerne le crédit accordé aux clients. La provision pour créances douteuses est établie lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que nous soyons dans l'impossibilité de recouvrer les montants dus conformément aux conditions initiales de la créance (voir la note 5 afférente aux états financiers consolidés). Lorsqu'un compte client n'est pas recouvrable, il est radié au moyen du compte de provision pour créances douteuses. Les recouvrements subséquents de montants radiés sont comptabilisés en résultat.

Nos clients sont essentiellement des entreprises bien établies dont les notations sont publiquement affichées ou des organismes gouvernementaux, ce qui facilite la surveillance du risque de crédit. En outre, nous recevons habituellement d'importants acomptes non remboursables au titre des contrats de construction. Nous surveillons de près notre risque lié aux principales compagnies aériennes afin de le réduire autant que possible. Nos comptes clients ne sont pas détenus auprès de clients en particulier, mais auprès d'un vaste éventail de sociétés et d'organismes gouvernementaux. De plus, nous réduisons davantage le risque de crédit en vendant contre trésorerie certains comptes débiteurs et contrats en cours à l'actif à des institutions financières tierces, sans possibilité de recours (programme portant sur des actifs financiers courants). Nous ne détenons aucun bien en garantie. Le risque de crédit lié à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est réduit du fait qu'ils sont détenus auprès d'un groupe diversifié composé d'importantes institutions financières nord-américaines et européennes.

Nous sommes exposés au risque de crédit en cas d'inexécution des engagements pris par les contreparties à nos instruments financiers dérivés, et nous prenons plusieurs mesures pour réduire ce risque. Premièrement, nous concluons des contrats avec des contreparties très solvables (principalement celles ayant une notation de A ou plus). Nous avons signé des accords de compensation globale de l'International Swaps & Derivatives Association, Inc. (ISDA) avec la majorité des contreparties avec qui nous réalisons des transactions sur instruments financiers dérivés. Ces accords rendent possible la pleine compensation lorsque l'une des parties au contrat manque à ses obligations, pour chacune des transactions visées par l'accord et en vigueur à la date du manquement. De plus, nos contreparties ou CAE (ou les deux, au besoin) pouvons demander des garanties pour les instruments financiers dérivés présentant un risque de crédit lorsque le solde net des profits et des pertes sur chaque transaction excède le seuil défini dans la convention-cadre de l'ISDA. Enfin, nous surveillons régulièrement la solvabilité des contreparties dans le but de réduire au minimum l'exposition au risque de crédit.

La valeur comptable présentée aux notes 5 et 30 afférentes aux états financiers consolidés représente l'exposition maximale au risque de crédit découlant de chaque actif financier aux dates pertinentes.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité représente la possibilité que nous ne puissions honorer nos engagements de trésorerie lorsqu'ils deviennent exigibles.

Nous gérons ce risque en établissant des prévisions de trésorerie ainsi que des plans opérationnels et stratégiques à long terme. La gestion des liquidités consolidées exige un suivi régulier des rentrées et des sorties de fonds prévues. Pour ce faire, nous formulons une prévision de notre position de trésorerie consolidée afin de nous assurer de l'utilisation appropriée et efficace de nos ressources en trésorerie. Les liquidités sont évaluées en fonction des besoins saisonniers, de la croissance, des dépenses d'investissement en immobilisations et des dates d'échéance des dettes, incluant les obligations non comptabilisées. Nous réduisons le risque de liquidité en conservant suffisamment de ressources financières liquides pour financer nos activités et honorer nos engagements et nos obligations. Pour gérer notre risque de liquidité, nous avons accès à une facilité de crédit renouvelable non garantie de 550,0 millions \$ US, avec la possibilité, sous réserve du consentement des prêteurs, de porter le montant total à 850,0 millions \$ US. De plus, nous avons conclu des ententes visant la vente de certains comptes débiteurs et contrats en cours à l'actif d'une valeur pouvant atteindre 150,0 millions \$ (programme portant sur des actifs financiers courants). Nous sommes constamment à l'affût de nouvelles possibilités de financement en vue de maximiser la structure de notre capital et de conserver une certaine flexibilité sur le plan financier.

Risque de marché

Le risque de marché représente notre exposition à une baisse ou à une augmentation de valeur de nos instruments financiers en raison de la variation des prix du marché, que cette variation soit causée par des facteurs propres aux instruments financiers ou à leurs émetteurs ou encore par des facteurs touchant tous les instruments financiers de cette catégorie qui sont négociés sur le marché. Nous sommes principalement exposés au risque de change et au risque de taux d'intérêt.

Risque de change

Le risque de change représente notre exposition à une baisse ou à une augmentation de la valeur de nos instruments financiers en raison de la variation des taux de change. Nous sommes principalement exposés au risque de change en raison d'engagements de vente, d'acquisitions prévues et de dettes libellées en monnaies étrangères ainsi que de notre investissement net dans des établissements à l'étranger qui utilisent une monnaie fonctionnelle autre que le dollar canadien, principalement le dollar US, l'euro et la livre sterling. En outre, ces établissements sont exposés au risque de change principalement du fait de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, et d'autres éléments du fonds de roulement qui ne sont pas libellés dans leur monnaie fonctionnelle.

Nous gérons également le risque de change en nous assurant que les établissements à l'étranger concluent des contrats d'approvisionnement, des contrats de vente et des activités de financement dans leur monnaie fonctionnelle.

Nous avons recours à des contrats de change à terme et à des swaps de devises pour gérer notre exposition aux transactions en monnaies étrangères et pour modifier de façon synthétique la devise d'exposition de certains postes de l'état de la situation financière. Parmi ces transactions, on retrouve les transactions prévues et les engagements fermes libellés en monnaies étrangères. Nos programmes de couverture de change ne sont habituellement pas touchés par les fluctuations de la conjoncture, puisque les instruments financiers dérivés connexes sont généralement détenus jusqu'à leur échéance, conformément à l'objectif de fixation des taux de change des éléments couverts.

Analyse de sensibilité au risque de change

Le risque de change découle des instruments financiers qui sont libellés en monnaies étrangères. En supposant une appréciation raisonnablement probable de 5 % du dollar américain, de l'euro et de la livre sterling par rapport au dollar canadien au 31 mars 2013, toutes les autres variables demeurant constantes par ailleurs, l'incidence avant impôt sur le résultat net et sur les autres éléments du résultat global aurait été un ajustement net négatif de 1,3 million \$ (ajustement net négatif de 1,0 million \$ en 2012) et un ajustement net négatif de 24,9 millions \$ (ajustement net négatif de 24,5 millions \$ en 2012), respectivement. Une dépréciation raisonnablement probable de 5 % des monnaies pertinentes par rapport au dollar canadien aurait eu l'effet contraire sur le résultat avant impôts et sur les autres éléments du résultat global.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt représente notre exposition à une augmentation ou à une baisse de la valeur de nos instruments financiers en raison de la variation des taux d'intérêt. Nous sommes exposés au risque de taux d'intérêt en raison de notre dette à long terme à taux variable et au risque de juste valeur en raison de notre dette à long terme à taux fixe. Nous gérons essentiellement le risque de taux d'intérêt en fixant le taux de la dette à taux variable liée à certains projets en particulier afin de réduire la variation des flux de trésorerie. Nous avons également une dette à taux variable sous forme de notre facilité de crédit renouvelable non garantie et d'autres dettes à taux variable visant des actifs en particulier. Nous cherchons à maintenir une combinaison appropriée de dettes à taux fixe et à taux variable afin de réduire l'incidence de la fluctuation des taux d'intérêt. Les instruments financiers dérivés utilisés pour convertir de façon synthétique l'exposition aux taux d'intérêt portent principalement sur des swaps de taux d'intérêt.

Nous avons aussi recours à des instruments financiers pour gérer le risque que posent les fluctuations des taux d'intérêt, ainsi que pour maintenir dans certaines proportions les éléments à taux fixe et à taux variable de notre dette à long terme. À la clôture de l'exercice, la répartition était de 81 % à taux fixe et de 19 % à taux variable (77 % à taux fixe et 23 % à taux variable en 2012).

Nos programmes de couverture de taux d'intérêt ne sont habituellement pas touchés par les fluctuations de la conjoncture, puisque les instruments financiers dérivés connexes sont généralement détenus jusqu'à leur échéance afin d'assurer une gestion appariée des actifs et des passifs, conformément à l'objectif de réduction des risques découlant des fluctuations des taux d'intérêt. En conséquence, un changement dans les taux d'intérêt variables n'a pas d'incidence importante sur le résultat net et sur les autres éléments du résultat global.

Analyse de sensibilité au risque de taux d'intérêt

À l'exercice 2013 et l'exercice 2012, une augmentation ou une diminution de 1 % des taux d'intérêt n'aurait pas eu une incidence notable sur notre résultat net ni sur nos autres éléments du résultat global, toutes les autres variables demeurant constantes par ailleurs.

Charge liée aux paiements fondés sur des actions

Nous avons conclu des swaps sur actions avec une importante institution financière canadienne afin de réduire l'effet, sur notre encaisse et nos résultats, des fluctuations du cours de nos actions visées par le régime de droits différés à la valeur d'actions (RDDVA) et le régime de droits différés à la valeur d'actions pour intéressement à long terme (RDLT). Aux termes de ce swap, nous bénéficions de l'avantage économique que nous procurent les dividendes et la plus-value des actions en contrepartie de paiements versés à l'institution financière pour les coûts de financement et toute moins-value des actions. L'effet net des swaps sur actions annule en partie les fluctuations du cours de nos actions, fluctuations qui influent sur le coût du RDDVA et du RDLT, et il est redéfini tous les trimestres. Au 31 mars 2013, les contrats de swap sur actions visaient 2 706 816 de nos actions ordinaires (2 500 000 en 2012).

Couverture d'investissements nets dans des établissements à l'étranger

Au 31 mars 2013, nous avions désigné une partie des effets de premier rang que nous détenons, dont la valeur totalisait 417,8 millions \$ US (192,8 millions \$ US en 2012), ainsi qu'une partie de son obligation au titre des opérations de cession-bail totalisant 17,9 millions \$ US (19,7 millions \$ US en 2012) comme couverture d'investissements nets dans des établissements à l'étranger. Les profits et les pertes liés à la conversion de la tranche désignée des effets de premier rang sont constatés dans les autres éléments du résultat global afin de compenser tout profit ou perte de change lié à la conversion des états financiers des établissements à l'étranger.

Nous avons déterminé qu'il n'y avait aucune concentration des risques découlant des instruments financiers et que l'information présentée ci-dessus est représentative de notre exposition au risque pour la période.

Se reporter à l'état consolidé du résultat global pour obtenir le montant total de la variation de la juste valeur des instruments financiers désignés comme des couvertures de flux de trésorerie comptabilisée en résultat au cours de la période et le montant total des profits et des pertes comptabilisés dans les autres éléments du résultat global, et à la note 30 afférente aux états financiers consolidés pour le classement des instruments financiers.

8. REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

Acquisitions au cours de l'exercice 2013

Au cours de l'exercice 2013, nous avions effectué deux transactions de regroupements d'entreprises pour une contrepartie totale de 304,0 millions \$.

Pour l'exercice clos le 31 mars 2013, des coûts liés à l'acquisition de 6,0 millions \$ ont été inclus dans les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition inscrits au compte consolidé de résultat.

Oxford Aviation Academy Luxembourg S.à r.l.

En mai 2012, nous avons acquis 100 % des actions d'Oxford Aviation Academy Luxembourg S.à r.l. (OAA), un fournisseur de services de formation en aéronautique et de placement des membres d'équipage. Grâce à cette acquisition, nous renforçons notre leadership et notre portée mondiale dans le domaine de la formation pour l'aviation civile en augmentant notre nombre de centres de formation, en étendant notre réseau d'école de pilotage et en élargissant notre catalogue de solutions de formation aéronautique et nos services de placement de membres d'équipage.

L'évaluation de la juste valeur des actifs identifiables nets acquis et des passifs identifiables nets repris est présentée dans le tableau suivant. La juste valeur des immobilisations incorporelles identifiables acquises est de 71,3 millions \$ (y compris les noms de marque et les relations avec des clients) et celle du goodwill, de 142,4 millions \$. Le goodwill découlant de l'acquisition d'OAA est attribuable aux avantages gagnés, dont :

- Les synergies résultant du regroupement de nos activités et de celles d'OAA;
- L'élargissement de notre catalogue dans le domaine du service de placement de pilotes et de techniciens de maintenance par l'intermédiaire de Parc Aviation;
- Une main-d'œuvre chevronnée composée d'experts en la matière.

La juste valeur des comptes débiteurs acquis s'établit à 28,2 millions \$. Le montant brut des sommes à recevoir au titre de contrats s'élève à 29,6 millions \$, dont une tranche de 1,4 million \$ a fait l'objet d'une provision pour créances douteuses.

Des produits des activités ordinaires de 245,1 millions \$ et un résultat opérationnel sectoriel de 12,7 millions \$ figurent dans le compte consolidé de résultat au titre d'OAA depuis l'acquisition. Si OAA avait été consolidée à compter du 1^{er} avril 2012, le compte consolidé de résultat aurait tenu compte des produits des activités ordinaires et du résultat opérationnel sectoriel d'OAA de 39,0 millions \$ et de 0,9 million \$, respectivement. Ces montants pro forma ont été estimés en fonction des activités de l'entreprise acquise avant son regroupement avec CAE. Les montants sont présentés à titre d'information supplémentaire et ne sont pas représentatifs de notre rendement futur.

Advanced Medical Technologies, LLC (Blue Phantom MC)

En novembre 2012, nous avons acquis Advanced Medical Technologies, LLC (Blue Phantom), société spécialisée dans la conception, le développement et la vente de modèles synthétiques pour la formation fondée sur la simulation d'échographie. Cette acquisition nous permet d'accroître nos activités en simulation médicale en ajoutant à notre offre de produits la simulation de propriétés échographiques de tissus et en améliorant nos simulateurs de patients ainsi que notre gamme de simulateurs d'échographie.

L'évaluation de la juste valeur des actifs identifiables nets acquis et des passifs identifiables nets repris est présentée dans le tableau suivant. La juste valeur des immobilisations incorporelles identifiables acquises est de 10,0 millions \$ (y compris le nom de marque, la technologie, la propriété intellectuelle et les relations avec des clients) et celle du goodwill, de 9,7 millions \$. Le goodwill découlant de l'acquisition de Blue Phantom est attribuable aux avantages gagnés, dont :

- L'ajout de la simulation de propriétés échographiques de tissus à notre offre de produits de soins de santé;
- La croissance prévue de la gamme de produits Blue Phantom.

La juste valeur des comptes débiteurs acquis et le montant brut des sommes à recevoir au titre de contrats connexes s'établissent à 1,1 million \$.

Des produits des activités ordinaires de 2,1 millions \$ et un résultat opérationnel sectoriel de 1,4 million \$ figurent dans le compte consolidé de résultat au titre de Blue Phantom depuis l'acquisition. Si Blue Phantom avait été consolidée à compter du 1 er avril 2012, le compte consolidé de résultat aurait tenu compte de produits des activités ordinaires et d'un résultat opérationnel sectoriel supplémentaires de 4,2 millions \$ et de 2,9 millions \$, respectivement. Ces montants pro forma ont été estimés en fonction des activités de l'entreprise acquise avant son regroupement avec CAE. Les montants sont présentés à titre d'information supplémentaire et ne sont pas représentatifs de notre rendement futur.

Autres

Des ajustements du calcul des actifs nets identifiables acquis et des passifs nets identifiables repris à l'égard des acquisitions réalisées au cours de l'exercice 2012 ont également été apportés pendant la période, dont une baisse nette du goodwill de 2,3 millions \$ et une hausse nette des immobilisations incorporelles de 2,8 millions \$.

Les actifs nets acquis et les passifs nets repris dans le cadre des acquisitions se présentent comme suit :

			Total	Total	
(en millions)	OAA	Autres	2013	2012	
Actif courant ¹⁾	35,9	\$ 1,1	\$ 37,0	\$ 17,8	\$
Passif courant	(90,4)	(0,1)	(90,5)	(19,7)	
Immobilisations corporelles	151,0	0,1	151,1	3,3	
Autres actifs	-	-	-	20,6	
Immobilisations incorporelles	71,3	10,0	81,3	39,7	
Goodwill ²⁾	142,4	9,7	152,1	99,1	
Impôts sur le résultat différés	(7,5)	-	(7,5)	(8,1)	
Dette à long terme	(16,1)	-	(16,1)	-	
Autres passifs non courants	(18,1)	-	(18,1)	(26,1)	
Juste valeur des actifs nets acquis, abstraction faite de la situation					
de trésorerie à l'acquisition	268,5	\$ 20,8	\$ 289,3	\$ 126,6	\$
Trésorerie et équivalents de trésorerie d'une filiale acquise	14,6	0,1	14,7	4,8	
Contrepartie totale ³⁾	283,1	\$ 20,9	\$ 304,0	\$ 131,4	\$
Prix d'achat à payer	(3,8)	(0,9)	(4,7)	(0,3)	
Autres	-	-	-	(0,3)	
Contrepartie totale réglée en trésorerie	279,3	\$ 20,0	\$ 299,3	\$ 130,8	\$
Contrepartie supplémentaire liée à des acquisitions d'exercices					
antérieurs	-	0,7	0,7	-	
Contrepartie en trésorerie totale	279,3	\$ 20,7	\$ 300,0	\$ 130,8	\$

¹⁾ Abstraction faite de la position de trésorerie.

2) Une tranche de 9,7 millions \$ de ce goodwill est déductible aux fins fiscales.

Les actifs nets, y compris le goodwill, d'OAA sont pris en compte dans le secteur Formation et services associés – Civil. Les actifs nets, y compris le goodwill, de Blue Phantom sont pris en compte dans le secteur Nouveaux marchés principaux.

9. RISQUES ET INCERTITUDES LIÉS À NOTRE ACTIVITÉ

Nous exerçons nos activités dans différents secteurs industriels comportant chacun divers éléments de risque et d'incertitude. La direction et le conseil d'administration se penchent sur les principaux risques liés à nos activités, particulièrement dans le cadre du processus annuel de planification stratégique et d'établissement du budget. Les risques et incertitudes décrits ci-après pourraient avoir une incidence défavorable importante sur nos activités, notre situation financière et notre résultat opérationnel. Ces risques sont classés comme suit : risques liés à l'industrie, risques propres à CAE et risques liés au marché. Ces risques ne sont pas nécessairement les seuls auxquels nous sommes exposés; d'autres risques et incertitudes inconnus de notre part ou que nous jugeons négligeables à l'heure actuelle pourraient avoir une incidence défavorable sur nos activités.

La direction cherche à atténuer les risques qui sont susceptibles de se répercuter négativement sur notre rendement à venir par un processus de mise en évidence, d'évaluation, de déclaration et de gestion des risques considérés comme importants du point de vue de l'entreprise dans son ensemble.

9.1 Risques liés à l'industrie

Concurrence

Les marchés où nous vendons notre matériel de simulation et proposons nos services de formation sont hautement compétitifs. De nouvelles entreprises ont fait leur apparition au cours des dernières années, et l'environnement compétitif s'est intensifié avec le positionnement des sociétés des secteurs de l'aéronautique et de la défense dans le but d'accroître leur part de marché en consolidant les sociétés de simulation du secteur civil et en développant leurs propres capacités internes. Récemment, Lockheed Martin and L-3 Communications ont toutes deux acquis des concurrents du secteur de la simulation d'avions de ligne. La majorité de nos concurrents des marchés de la simulation et de la formation évoluent également dans d'autres grands segments du complexe de l'aéronautique et de la défense. En conséquence, plusieurs d'entre eux ont une plus grande envergure que nous et peuvent disposer de ressources financières et techniques, et de ressources de marketing, de fabrication et de distribution beaucoup plus importantes. De plus, certains concurrents ont des relations bien établies avec des constructeurs d'aéronefs, des compagnies aériennes et des gouvernements ou sont d'importants fournisseurs de ces derniers, ce qui pourrait leur donner un avantage au moment de l'attribution de contrats par ces organisations. Nous faisons particulièrement concurrence à Boeing, qui jouit d'un avantage concurrentiel sur nous en ce qui concerne les prix et d'autres facteurs. Boeing a un modèle d'octroi de licences pour les simulateurs destinés à ses appareils civils, selon lequel les fabricants de simulateurs et les fournisseurs de services de formation sont tenus de verser à Boeing des redevances au titre de la fabrication, de la mise à jour ou de la mise à niveau des simulateurs, et des services de formation à l'égard des simulateurs Boeing.

³⁾ La contrepartie totale relative à l'acquisition d'OAA inclut un montant de 279,3 millions \$ payé aux anciens actionnaires d'OAA pour le remboursement de la dette.

Certains constructeurs OEM se sont montrés intéressés à élargir leurs services en offrant des services de formation à leurs clients. Les constructeurs OEM ont certains avantages concurrentiels par rapport aux fournisseurs de services de formation indépendants. Ils contrôlent le prix des données, des pièces et du matériel qui sont souvent nécessaires pour fabriquer un simulateur visant un de leurs appareils. Or, ces éléments représentent un coût d'investissement critique pour tous les fournisseurs de services de formation fondée sur la simulation. Certains constructeurs OEM pourraient être en position d'exiger des redevances sur licences pour autoriser la fabrication de simulateurs fondés sur leurs appareils ou pour autoriser la formation sur ces simulateurs. CAE a aussi certains avantages, notamment le fait d'être un fabricant de simulateurs, le fait d'arriver dans certains cas à reproduire des appareils sans obtenir de données, de pièces ou de matériel auprès d'un constructeur OEM et le fait de posséder un réseau de formation diversifié comprenant des coentreprises avec d'importantes compagnies aériennes qui achètent leurs appareils auprès de certains constructeurs OEM. Nous travaillons avec certains constructeurs OEM au développement d'occasions d'affaires liées à l'équipement et aux services de formation.

Nous obtenons la plupart de nos contrats dans le cadre de processus d'appel d'offres qui nous amènent à consacrer beaucoup de temps et d'énergie à des soumissions pour des contrats qui, à terme, pourraient ne pas nous être attribués. Rien ne garantit que nous continuerons de remporter des contrats octroyés par voie d'appel d'offres aussi régulièrement que nous l'avons fait par le passé.

La croissance économique sous-tend la demande pour tous nos produits et services. Les périodes de récession économique, les contraintes de crédit ou les mesures d'austérité mises en place par les gouvernements se traduisent généralement par une concurrence accrue pour chaque commande possible, ce qui donne habituellement lieu à une baisse des profits réalisés sur les ventes conclues au cours d'une telle période. Si de telles conditions se produisent, nos prix et nos marges pourraient s'en ressentir.

Budgets de la défense et calendrier des dépenses à cet égard

Nous tirons une très grande partie de nos produits des activités ordinaires des ventes aux clients des secteurs militaires dans le monde. Nous agissons à titre de maître d'œuvre ou de sous-traitant pour le compte de divers programmes gouvernementaux canadiens, américains, européens et autres. L'interruption du financement d'un programme gouvernemental pourrait entraîner pour nous un important manque à gagner, ce qui pourrait nuire à nos activités. En outre, une réduction importante des dépenses militaires dans les pays auprès desquels nous avons obtenu des contrats pourrait nuire considérablement à nos ventes et à notre résultat. Nous avons été touchés par la baisse des dépenses militaires au cours de la dernière année dans certains pays, comme l'Allemagne, ce qui a entravé nos produits des activités ordinaires et notre rentabilité. Nous connaissons également des processus d'approvisionnement plus longs et des retards dans les marchés parvenus à maturité, comme ceux des États-Unis, du Canada et de l'Europe, qui influent sur le calendrier d'obtention des contrats et retardent la constatation des produits des activités ordinaires.

Programmes militaires financés par l'État

Comme la plupart des fournisseurs de marchés publics, nous pouvons faire l'objet d'audits et de contrôles périodiques. Les ajustements rendus nécessaires par les audits et contrôles gouvernementaux pourraient nuire à nos résultats opérationnels. De plus, certains frais pourraient ne pas être remboursés ou admis dans la négociation de contrats à prix fixe. Par conséquent, nous courons un risque plus grand d'actions en justice et de poursuites en responsabilité intentées à notre encontre que des entreprises qui ne traitent qu'avec le secteur privé, ce qui pourrait nuire considérablement à nos activités.

Secteur de l'aviation civile

Nous tirons une part importante de nos produits des activités ordinaires de la vente de matériel et de services de formation pour l'aviation commerciale et l'aviation d'affaires.

Si le prix du carburant devait atteindre des niveaux élevés pendant une longue période, cela pourrait inciter davantage les compagnies aériennes à remplacer leurs vieux appareils plus énergivores. Cependant, une hausse de cette nature pourrait aussi restreindre les ressources financières que les compagnies aériennes ont à leur disposition et éventuellement entraîner des retards ou des annulations dans les livraisons de nouveaux appareils. Si le prix du carburant connaissait une hausse soutenue, les compagnies aériennes pourraient être amenées à réduire leur capacité de vol ou à ralentir leur croissance, car une telle capacité ne serait alors pas économiquement viable. Cette réaction provoquerait, par ricochet, une baisse de la demande visant notre matériel et nos services de formation.

Les contraintes sur le marché du crédit pourraient entraver la capacité des compagnies aériennes et d'autres sociétés à acheter de nouveaux avions, ce qui nuirait à la demande visant notre matériel et nos services de formation et à la capacité d'acheter nos produits.

De plus, les comptes débiteurs nous exposent au risque de crédit. Afin d'atténuer ce risque, nous avons adopté des politiques visant à ne pas nous exposer outre mesure à un client particulier. Ces politiques prévoient l'analyse de la situation financière de certains clients et l'examen à intervalles réguliers de leur solvabilité. Nous souscrivons également, de temps à autre, de l'assurance crédit et, dans certains cas, exigeons une lettre de crédit bancaire garantissant les paiements que nos clients nous doivent.

Réglementation imposée par les autorités du secteur de l'aviation

Nous sommes tenus de nous conformer à la réglementation imposée par les autorités du secteur de l'aviation, réglementation qui peut changer sans préavis et pourrait perturber nos ventes et activités. Tout changement imposé par un organisme de réglementation, tel que des changements aux normes de sécurité imposés par les autorités du secteur de l'aviation comme la Federal Aviation Administration des États-Unis, pourrait nous obliger à apporter des modifications imprévues à nos produits et services et entraîner des retards ou des annulations dans les ventes. Nous ne pouvons prévoir l'incidence que pourraient avoir sur nos activités des modifications aux lois et règlements en vigueur. Tout changement pourrait avoir de grandes conséquences sur notre résultat opérationnel ou notre situation financière.

Vente ou octroi sous licence de produits de CAE nécessitant l'approbation d'autorités de réglementation et le respect des exigences

La vente ou l'octroi sous licence de plusieurs de nos produits est assujetti à des contrôles réglementaires. Ces contrôles peuvent notamment nous interdire de vendre à certains pays ou à certaines entités ou particuliers d'un pays, ou encore de vendre une certaine technologie, comme les simulateurs liés au domaine militaire ou encore tout matériel d'entraînement, y compris les données militaires et les pièces, sans avoir préalablement obtenu une licence d'exportation ou d'autres approbations auprès d'une ou de plusieurs autorités gouvernementales. Ces règlements changent assez fréquemment et rien ne garantit que nous serons autorisés ultérieurement à vendre ou à octroyer sous licence certains produits à des clients, ce qui pourrait entraîner pour nous des pertes ou un manque à gagner.

L'incapacité de nous conformer aux lois et règlements en matière de contrôle des exportations et aux impératifs de sécurité nationale pourrait donner lieu à des amendes ou nous exclure temporairement ou définitivement des marchés publics à titre de maître d'œuvre ou de sous-traitant, ce qui pourrait avoir une incidence négative sur notre résultat opérationnel ou notre rentabilité, sans compter que cela porterait atteinte à notre réputation et à notre capacité d'obtenir d'autres contrats sur des marchés publics par la suite.

9.2 Risques propres à la Société

Évolution des produits

Le marché militaire et celui de l'aviation civile dans lesquels nous évoluons sont caractérisés par des changements au niveau des exigences des clients, par l'arrivée de nouveaux modèles d'aéronefs ainsi que par l'évolution des normes de l'industrie. Notre incapacité à prévoir précisément les besoins futurs de nos clients actuels et éventuels et à mettre au point des produits améliorés qui répondent à l'évolution des normes et des technologies pourrait nous faire perdre des clients ou nuire à notre capacité d'en attirer de nouveaux et, du coup, se répercuter sur nos produits des activités ordinaires. L'évolution de la technologie pourrait également influer sur la valeur de la flotte de simulateurs de vol.

Activités de recherche et de développement

Certaines de nos initiatives en matière de R-D sont menées grâce à l'appui financier des gouvernements, dont le gouvernement du Québec, par l'entremise d'Investissement Québec (IQ), et le gouvernement du Canada, par l'entremise de l'ISAD. Si nous ne pouvons pas remplacer ces programmes à l'avenir par d'autres programmes gouvernementaux de partage des risques aussi avantageux pour nous, cela pourrait avoir des conséquences négatives sur notre rendement financier ainsi que sur nos activités de recherche et de développement.

Nous recevons des crédits d'impôt à l'investissement à l'égard des activités de R-D admissibles que nous menons au Canada de la part du gouvernement fédéral et des crédits d'impôt à l'investissement à l'égard des activités de R-D admissibles que nous menons au Québec de la part du gouvernement provincial. Les crédits que nous recevons sont fonction des lois fédérales et provinciales en vigueur. Les crédits d'impôt à l'investissement auxquels nous avons accès peuvent être réduits par des modifications législatives des gouvernements concernés, ce qui pourrait avoir une incidence négative sur notre situation financière et nos activités de recherche et développement.

Contrats d'approvisionnement à prix fixe et à long terme

Nous fournissons des produits et services principalement aux termes de contrats à prix fixe qui nécessitent l'absorption du dépassement des coûts, malgré la difficulté à estimer tous les coûts à engager pour la réalisation de ces contrats et la difficulté à prévoir le chiffre final des ventes que nous pourrions atteindre. De plus, bon nombre de nos contrats de fourniture de simulateurs et de services à des compagnies aériennes et à des organisations du secteur de la défense sont des contrats de longue durée, pouvant aller jusqu'à 20 ans. Certains de ces contrats établissent le prix des simulateurs à livrer ou des services de formation à fournir sous réserve d'ajustements tenant compte de l'inflation et de l'augmentation des coûts. Si ces ajustements se révélaient insuffisants pour absorber l'inflation ou l'augmentation des coûts, notre résultat opérationnel pourrait en souffrir.

Approvisionnement et empiétement des constructeurs OEM

Nous obtenons des données, des pièces, du matériel et bien d'autres intrants auprès d'un grand nombre de constructeurs OEM, de sous-traitants et d'autres sources. Nous ne sommes pas toujours en mesure de trouver au moins deux fournisseurs pour les intrants dont nous avons besoin et, dans le cas des simulateurs pour des appareils particuliers et d'autres dispositifs de formation, des intrants importants ne proviennent que d'un seul fournisseur. Nous sommes donc vulnérables aux retards dans le calendrier de livraison, à la situation financière des fournisseurs uniques et à leur volonté de faire affaire avec nous. Les groupes commerciaux de certains fournisseurs uniques comprennent des entreprises qui font concurrence à une partie de nos activités. Cette situation pourrait donner lieu à des modalités de concession de licences coûteuses, à des redevances élevées, voire au refus de nous accorder une licence visant les données, les pièces et le matériel qui sont souvent nécessaires à la construction d'un simulateur fondé sur l'appareil d'un constructeur OEM.

Garanties et autres réclamations sur des produits

Nous fabriquons des simulateurs qui sont de nature complexe et perfectionnée. Ils peuvent contenir des défauts difficiles à déceler et à corriger. Les irrégularités de fonctionnement ou pannes de ces produits pourraient nous valoir des réclamations au titre de la garantie ou encore nous faire perdre des clients. La correction de ces défauts pourrait nécessiter d'importantes dépenses en immobilisations. Si ces produits défectueux étaient intégrés au matériel des clients, nous pourrions en outre faire l'objet d'une action en responsabilité du fait des dommages causés par nos produits à ce matériel. Tout défaut ou toute action ou erreur pourrait nuire à notre résultat opérationnel et à nos activités. Rien ne garantit que notre couverture d'assurance suffira à couvrir une ou plusieurs actions d'importance.

Risque lié à l'intégration des produits et à la gestion des programmes

Notre activité pourrait également souffrir d'une éventuelle incompatibilité de nos produits avec d'autres logiciels, systèmes informatiques et systèmes de communications perfectionnés et en constante évolution. Si nous éprouvons des difficultés avec un projet ou n'en atteignons pas les étapes prescrites dans les délais impartis, nous pourrions devoir consacrer à un projet particulier plus de ressources qu'il n'en avait été prévu pour lui à l'origine, notamment sur le plan de l'ingénierie. Bien que le montant des provisions couvrant les risques de pertes sur contrats à prix fixe nous semble adéquat, nous pourrions subir des pertes plus élevées que les provisions établies à la suite des obligations qui nous sont faites aux termes des contrats d'approvisionnement à long terme et à prix fixe.

Protection des droits de propriété intellectuelle

Nous comptons en partie sur nos secrets industriels et sur des restrictions contractuelles, comme des ententes de confidentialité et des licences, pour établir et protéger nos droits de propriété intellectuelle. Or, ces moyens pourraient se révéler inefficaces dans la prévention du détournement de nos technologies ou dans la dissuasion d'autres parties d'élaborer des technologies semblables. Il pourrait se révéler impossible ou difficile de faire respecter nos droits de propriété intellectuelle ou d'en acquérir et de les faire respecter dans certains pays.

Propriété intellectuelle

Nos produits tournent à l'aide de logiciels et de systèmes informatiques complexes qui nous sont fournis par des tiers et qui pourraient parfois nous être inaccessibles. La construction de nos simulateurs dépend souvent de la réception de données, notamment de données confidentielles ou exclusives relatives aux fonctionnalités, à la conception et aux performances d'un produit ou d'un système, que nos simulateurs sont censés reproduire. Rien ne garantit que nous pourrons obtenir ces données à des conditions acceptables, ni même que nous pourrons les obtenir.

Des actions de contrefaçon pourraient être intentées à notre encontre ou à l'encontre de nos clients. Le cas échéant, nous pourrions perdre la cause ou ne pas être en mesure de mettre au point un procédé qui ne viole pas les droits de tiers ou d'obtenir des licences à des conditions acceptables sur le plan commercial, ni même de simplement les obtenir.

Certains marchés où nous exerçons nos activités, y compris, sans toutefois s'y limiter, le marché des soins de santé, sont sujets à un important brevetage par des tiers. Notre capacité de modifier nos produits existants ou d'élaborer de nouveaux produits pourrait être entravée par les brevets de tiers, ce qui pourrait donner lieu à des coûts supplémentaires liés à l'obtention d'une licence nous permettant d'utiliser le brevet ou d'intégrer les déclarations qui y figurent dans nos activités d'élaboration.

De plus, tout litige relatif à la protection de nos droits de propriété intellectuelle pourrait se révéler long et onéreux, et porter préjudice à nos activités ou résultats financiers, que nous ayons gain de cause ou non.

Personnel clé

Notre pérennité et notre prospérité dépendent en partie de notre capacité d'attirer et de garder à notre service du personnel clé possédant les compétences, l'expertise et l'expérience pertinentes. Notre politique de rémunération vise à atténuer ce risque.

Relations de travail

Nous comptons quelque 550 employés syndiqués qui sont protégés par une convention collective expirant au premier trimestre de l'exercice 2014. La négociation d'une nouvelle convention collective pourrait donner lieu à des perturbations de travail, y compris des arrêts ou des ralentissements. Un arrêt de travail pourrait interrompre nos activités de construction au Canada, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable sur nos secteurs des produits de simulation, sur les services que nous fournissons à nos clients et sur notre rendement financier.

Responsabilité environnementale

Nos activités actuelles et passées ainsi que celles d'anciens exploitants de certains de nos établissements actuels et anciens entraînent ou ont entraîné l'utilisation, la production, l'entreposage, le transport et la destruction de matières dangereuses.

L'adoption de nouvelles lois et de leurs règlements d'application, le resserrement des lois et règlements existants, la découverte d'une contamination inconnue, l'imposition de nouvelles exigences de nettoyage ou des réclamations fondées sur des engagements d'indemnisation des dommages à l'environnement que nous pourrions avoir pris pourraient nous contraindre à des dépenses substantielles, ce qui pourrait porter un grand préjudice à notre résultat opérationnel et à notre situation financière.

De plus, comme nos activités abandonnées ne sont pas assurées contre de pareilles réclamations, toute action d'importance intentée contre l'une d'entre elles pour des motifs environnementaux serait susceptible de nuire considérablement à notre rentabilité future.

Actions en responsabilité pour risques divers

En raison de la nature même de nos activités, nous sommes exposés à des actions en responsabilité, notamment des actions pour préjudices physiques importants ou décès, qui pourraient faire suite à :

- Des accidents ou sinistres mettant en cause du matériel de formation que nous avons vendu ou des aéronefs pour lesquels nous avons fourni du matériel ou des services de formation;
- Nos services de dotation en pilotes;
- Nos activités de formation au vol en situation réelle.

Nous pourrions être également visés par des actions en responsabilité à l'égard de nos produits consécutives à des dommages découlant de la vente de matériel ou de la prestation de services par des entités ayant repris à leur compte des activités que nous avions abandonnées. Rien ne garantit que notre couverture d'assurance suffira à couvrir une ou plusieurs actions d'importance.

Intégration des entreprises acquises

La réussite de nos acquisitions dépend de notre capacité à cristalliser les synergies, tant en termes de commercialisation de notre gamme élargie de produits offerts que d'intégration à notre mode de fonctionnement des activités des nouvelles unités.

Capacité à pénétrer de nouveaux marchés

Nous cherchons à tirer parti de nos connaissances, de notre expérience et de nos pratiques exemplaires en matière de formation aéronautique fondée sur la simulation et d'optimisation afin de pénétrer les nouveaux marchés de la formation fondée sur la simulation dans les secteurs des soins de santé et des mines.

Alors que nous pénétrons ces nouveaux marchés, nous pourrions faire face à des difficultés et à des dépenses imprévues qui pourraient porter préjudice à nos activités, à notre rentabilité et à notre réputation. La pénétration de nouveaux marchés est, par définition, plus difficile que la gestion de nos marchés principaux déjà établis. Les risques associés à la pénétration de nouveaux marchés sont plus importants. Cependant, nous estimons que la Société aura la possibilité de dégager, à long terme, des produits des activités ordinaires importants de ces nouveaux champs d'activité.

Système de gestion intégré (ERP)

Nous avons franchi une étape importante au cours de l'exercice 2013 grâce à la mise en œuvre réussie de la partie de l'implantation canadienne de notre système ERP portant sur la construction. Nous continuons de déployer le système ERP. Si ce système n'est pas exploité de la façon prévue, au moment prévu, nous pourrions avoir de la difficulté à obtenir des dédommagements ou correctifs de la part des tiers. Nous pourrions aussi ne pas être en mesure de tirer du système toute la valeur que nous en attendions, ce qui pourrait porter préjudice à nos activités, à notre rentabilité et à notre réputation.

Durée du cycle de vente

Le cycle de vente de nos produits et services est long et imprévisible, allant de 6 à 18 mois pour les applications dans le domaine de l'aviation civile, et de 6 à 24 mois ou plus pour les applications militaires. Pendant que les clients évaluent nos produits et services, nous pouvons être tenus d'engager des dépenses et de déployer des efforts de gestion. Le fait d'engager de telles dépenses sans produits des activités ordinaires correspondants pour un trimestre donné nuira à notre résultat opérationnel et pourrait accentuer la volatilité du cours de notre action. Nous pouvons fabriquer d'avance certains produits en prévision des commandes à venir et pour faciliter une livraison plus rapide en vue d'obtenir un avantage concurrentiel. Par contre, si les commandes pour ces produits ne se concrétisent pas au moment prévu, nous devrons conserver le produit préfabriqué en stock jusqu'à ce qu'une vente soit conclue.

Dépendance envers la technologie

Nous dépendons des systèmes et des réseaux de technologies de l'information pour traiter, transmettre et stocker les données et l'information financière sous forme électronique, pour gérer les activités commerciales et respecter les exigences liées à la réglementation, aux lois, à la sécurité nationale, aux contrats et à l'impôt. De plus, nos activités nécessitent l'utilisation, d'une manière appropriée et sûre, d'informations confidentielles et sensibles appartenant à des tiers tels des constructeurs OEM et des forces de défense nationales. Une défaillance des systèmes de technologies de l'information ou une violation de la sécurité des données pourrait perturber nos activités, entraîner la perte d'informations commerciales, compromettre la confidentialité de l'information, nécessiter une attention et des ressources importantes de la part de la direction et avoir une incidence défavorable significative sur nos activités, notre réputation et notre rendement financier. Nous avons mis en place des contrôles de sécurité, des mécanismes visant à assurer le respect des politiques et des systèmes de surveillance afin de prévenir les menaces potentielles.

9.3 Risques liés au marché

Écart de change

Nous exerçons nos activités à l'échelle mondiale, et près de 90 % de nos produits des activités ordinaires sont réalisés en devises, principalement en dollars US, en euros et en livres sterling. Nos produits des activités ordinaires sont répartis à raison d'environ un tiers aux États-Unis, un autre tiers en Europe et le dernier tiers dans le reste du monde.

Les activités que nous menons au Canada génèrent environ 34 % de nos produits des activités ordinaires, et une grande proportion de nos charges opérationnelles sont libellées en dollars canadiens. L'appréciation du dollar canadien a un effet défavorable sur nos produits des activités ordinaires libellés en monnaies étrangères et, de ce fait, sur nos résultats financiers. La dépréciation du dollar canadien a quant à elle un effet défavorable sur nos coûts libellés en monnaies étrangères et sur notre compétitivité par rapport à d'autres constructeurs de matériel dans des pays où les charges opérationnelles sont moindres. Pour atténuer en partie ce risque, nous avons mis sur pied divers programmes de couverture. Cependant, nos activités de couverture de devises ne permettent pas d'éliminer complètement le risque de change et ne procurent qu'une compensation à court terme.

Les activités de nos établissements à l'étranger – surtout de la formation et des services associés pour les secteurs Militaire et Civil – sont essentiellement libellées dans les monnaies locales. Une couverture naturelle existe du fait que les produits des activités ordinaires et les charges opérationnelles sont libellés dans les mêmes devises. Ces activités nous exposent toutefois à un risque de change non couvert étant donné que nous consolidons nos résultats en dollars canadiens aux fins de la présentation de l'information financière. La dévaluation des devises étrangères par rapport au dollar canadien, par exemple, la volatilité de l'euro à la suite des mesures d'austérité européennes et les conditions économiques du marché du crédit, aurait un impact de conversion négatif.

Disponibilité du capital

Notre principale facilité de crédit, refinancée en juin 2012, devra être renouvelée en avril 2017. À l'heure actuelle, il nous est impossible de déterminer si elle sera renouvelée au même coût, pour la même durée et selon des modalités similaires à celles qui nous ont été offertes.

Nous avons également diverses facilités d'emprunt dont les échéances s'échelonnent jusqu'en mars 2036. En ce moment, nous ne pouvons déterminer si ces facilités seront refinancées au même coût, pour les mêmes durées et à des modalités semblables à ce qui était disponible précédemment.

Régimes de retraite

La capitalisation des régimes de retraite s'appuie sur des estimations actuarielles et est assujettie aux limites prévues par la réglementation fiscale et autre. Les estimations actuarielles établies au cours de l'exercice étaient fondées sur des hypothèses liées aux niveaux prévus de rémunération des salariés lors de leur départ à la retraite et au rendement à long terme prévu des actifs des régimes de retraite. Les rapports d'évaluation actuarielle sur la capitalisation déterminent le montant des cotisations en trésorerie que nous devons verser aux régimes de retraite agréés. Selon les derniers rapports sur la capitalisation de nos régimes, les régimes de retraite accusent des déficits de solvabilité. Nous sommes donc tenus de verser des cotisations en trésorerie pour les financer. Si la valeur des actifs des régimes ne remonte pas avant la date des prochaines évaluations de la capitalisation, nous devrons augmenter le montant de ces cotisations en trésorerie, ce qui nous empêchera d'affecter les fonds visés à d'autres fins.

Faire des affaires à l'étranger

Nous exerçons des activités dans une trentaine de pays et vendons nos produits et services auprès de clients d'un peu partout dans le monde. Pour l'exercice 2013, les ventes à des clients de l'extérieur de l'Amérique du Nord ont compté pour environ 60 % de nos produits des activités ordinaires, et nous nous attendons à ce qu'elles continuent d'en représenter une grande portion dans un avenir prévisible. Du coup, nous sommes exposés au risque de faire des affaires à l'étranger.

Les principaux risques auxquels nous faisons face sont les suivants :

- L'évolution des lois et des règlements;
- Les tarifs douaniers, embargos, contrôles et autres restrictions;
- L'évolution générale de la conjoncture et des conditions géopolitiques;
- Les risques liés au recours à des représentants et à des consultants à l'étranger et la complexité s'y rattachant.

10. TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIÉES

La liste des participations ayant une incidence significative sur nos résultats ou nos actifs est présentée à la note 33 afférente aux états financiers consolidés.

Le tableau suivant présente les soldes en cours de la Société auprès de ses coentreprises qui sont spécifiquement attribuables aux participations des autres coentrepreneurs :

(en millions)	2013	2012
Comptes débiteurs	12,4 \$	23,4 \$
Contrats en cours : actifs	20,8	18,1
Autres actifs	9,4	10,0
Comptes créditeurs et charges à payer	12,6	5,4
Contrats en cours : passifs	4,8	6,2

Le tableau suivant présente les transactions de la Société avec ses coentreprises qui sont spécifiquement attribuables aux participations des autres coentrepreneurs :

(en millions)	2013	2012
Produits des activités ordinaires tirés des produits et services	63,3 \$	57,6 \$
Achats de produits et services, et autres	6,0	6,7
Autres transactions influant sur le résultat	0,5	9,8

Les autres actifs comprennent une obligation au titre de contrats de location-financement d'une partie liée qui viennent à échéance en octobre 2022 et portent intérêt au taux de 5,14 % par année. Aucune provision n'a été constituée à l'égard des montants à recevoir de parties liées au 31 mars 2013 (néant en 2012).

De plus, au cours de l'exercice 2013, des transactions s'élevant à 4,3 millions \$ (2,1 millions \$ en 2012) ont été faites aux prix normaux du marché avec certaines entreprises pour lesquelles certains membres du conseil de la Société sont associés ou dirigeants.

Rémunération du personnel de direction clé

Le personnel de direction clé désigne les personnes ayant l'autorité et la responsabilité des principales décisions opérationnelles, financières et stratégiques de la Société, y compris certains cadres dirigeants. La rémunération du personnel de direction clé au titre des services de salariés est présentée ci-dessous :

(en millions)	2013	2012
Salaires et autres avantages du personnel à court terme	4,0 \$	4,9 \$
Avantages postérieurs à l'emploi	2,0	1,3
Indemnités de fin de contrat de travail	-	1,5
Paiements fondés sur des actions	2,4	2,5
	8,4 \$	10,2 \$

11. MODIFICATIONS DE MÉTHODES COMPTABLES

11.1 Nouvelles normes et modifications adoptées à l'exercice 2013

Instruments financiers

En octobre 2010, l'International Accounting Standards Board (IASB) a modifié IFRS 7 *Instruments financiers : Informations à fournir* de manière à exiger la présentation d'informations quantitatives et qualitatives sur les transferts d'actifs financiers lorsque les actifs transférés ne sont pas décomptabilisés en totalité ou que l'entreprise cédante conserve un lien de gestion. La modification exige également la présentation d'informations supplémentaires si une part importante du montant total du transfert survient dans les derniers jours d'une période. Ces modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2011. Nous avons adopté ces modifications durant l'exercice 2013. Nous avons vendu des comptes débiteurs et des actifs au titre des contrats en cours dans le cadre du programme d'actifs financiers courants. Ces actifs financiers transférés sont décomptabilisés en totalité puisque nous ne conservons aucun lien de gestion. En conséquence, les modifications d'IFRS 7 n'ont eu aucune incidence sur les informations que nous présentons.

11.2 Nouvelles normes n'ayant pas encore été adoptées

Partenariats

En mai 2011, l'IASB a publié IFRS 11 *Partenariats* en remplacement d'IAS 31 *Participation dans des coentreprises,* et SIC-13 *Entités contrôlées conjointement – Apports non monétaires par des coentrepreneurs*. IFRS 11 porte sur les droits et les obligations inhérents à un partenariat, plutôt que sur la forme juridique, comme c'est actuellement le cas pour IAS 31. La norme corrige les incohérences de présentation des partenariats en exigeant le recours à la méthode de la mise en équivalence pour comptabiliser les participations dans les entités contrôlées conjointement. IFRS 11 s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013. À l'heure actuelle, nous utilisons la méthode de la consolidation proportionnelle pour comptabiliser les participations dans des coentreprises, mais nous appliquerons la méthode de la mise en équivalence selon IFRS 11 à compter du 1^{er} avril 2013.

Selon cette méthode, la quote-part nous revenant de l'actif net, du résultat net et des autres éléments du résultat global des coentreprises sera présentée sur un seul poste, respectivement dans l'état de la situation financière, le compte de résultat et l'état du résultat global. Nous avons déterminé que le classement de nos partenariats ne serait pas modifié par l'adoption d'IFRS 11. Cette détermination tient compte de la structure des partenariats, de la forme juridique de toute entité distincte, des modalités contractuelles des accords et d'autres faits et circonstances.

Avantages du personnel

En juin 2011, l'IASB a modifié IAS 19 Avantages du personnel afin d'exiger le calcul des intérêts nets liés au passif ou à l'actif net au titre des prestations définies en fonction du taux d'actualisation utilisé pour évaluer l'obligation au titre des prestations définies et d'étoffer les exigences d'information. Ces modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013. En conséquence, nous déterminerons le montant net du produit ou de la charge d'intérêts lié au passif ou à l'actif net au titre des prestations définies, que nous présenterons dans les charges ou les produits financiers. Les intérêts nets liés au passif ou à l'actif au titre des prestations définies remplaceront le coût financier lié à l'obligation au titre des prestations définies et le rendement prévu des actifs des régimes.

Consolidation

En mai 2011, l'IASB a publié IFRS 10 États financiers consolidés en remplacement de SIC-12 Consolidation – Entités ad hoc ainsi que d'une partie d'IAS 27 États financiers consolidés et individuels. La nouvelle norme étoffe les principes existants de l'utilisation de la notion de contrôle comme facteur déterminant de l'inclusion d'une entité dans les états financiers consolidés. IFRS 10 s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013. Nous avons déterminé que l'adoption d'IFRS 10 le 1^{er} avril 2013 ne donnera lieu à aucun changement de la situation de consolidation de nos filiales.

Informations à fournir sur les participations dans d'autres entités

En mai 2011, l'IASB a publié IFRS 12 Informations à fournir sur les participations dans d'autres entités. IFRS 12 est une nouvelle norme complète sur les exigences d'information au titre de toutes les formes de participations dans d'autres entités, y compris les partenariats, les entreprises associées et les entités structurées non consolidées. La norme exige qu'une entité présente des informations sur la nature et les risques associés à ses participations dans d'autres entités et les effets de ces participations sur sa situation financière, son rendement financier et ses flux de trésorerie. IFRS 12 s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013. Les nouvelles informations devant être présentées conformément à IFRS 12 seront ajoutées à nos états financiers consolidés de l'exercice 2014.

Évaluation de la juste valeur

En mai 2011, l'IASB a publié IFRS 13 Évaluation de la juste valeur. IFRS 13 définit la juste valeur, intègre, dans une même norme, un cadre pour l'évaluation de la juste valeur et prescrit les informations à fournir sur les évaluations à la juste valeur. IFRS 13 s'applique lorsqu'une autre norme IFRS impose ou permet des évaluations à la juste valeur. Elle n'établit aucune nouvelle obligation d'évaluer un actif ou un passif à la juste valeur, ne modifie pas les évaluations à la juste valeur prévues par les autres normes IFRS et ne traite pas de la présentation des variations de la juste valeur. La norme s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013. Nous évaluons actuellement l'incidence de cette norme sur nos états financiers consolidés.

Présentation des états financiers

En juin 2011, l'IASB a modifié IAS 1 *Présentation des états financiers* afin de modifier les exigences d'information sur les composantes des autres éléments du résultat global, notamment en exigeant la présentation de composantes distinctes des autres éléments du résultat global en deux groupes, selon qu'ils peuvent ou non être reclassés en résultat net dans l'avenir. Les modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2012. Les nouvelles exigences visant les autres éléments du résultat global seront intégrées à notre état consolidé des autres éléments du résultat global de l'exercice 2014.

Immobilisations corporelles

Dans ses améliorations annuelles de 2011, l'IASB a modifié IAS 16 *Immobilisations corporelles* en vue de préciser si certains actifs font partie des immobilisations corporelles ou des stocks. Cette modification précise que les pièces de rechange et le matériel d'entretien qui répondent à la définition des immobilisations corporelles ne sont pas classés dans les stocks. La modification apportée dans les améliorations annuelles de 2011 élimine la nécessité de classer dans les immobilisations corporelles les pièces de rechange et le matériel d'entretien utilisés au titre d'un seul élément d'immobilisation corporelle. Cette amélioration annuelle s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013. Nous évaluons actuellement l'incidence de cette norme sur nos états financiers consolidés.

Instruments financiers

En novembre 2009, l'IASB a publié IFRS 9 *Instruments financiers*, première partie d'un projet en trois étapes visant le remplacement d'IAS 39 *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation.* IFRS 9 traite du classement et de l'évaluation des actifs financiers et des passifs financiers. Elle remplace les modèles d'évaluation et de catégories multiples établis par IAS 39 pour les instruments d'emprunt par un nouveau modèle d'évaluation hybride qui comprend deux catégories : les instruments comptabilisés au coût amorti et les instruments comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net. La majorité des exigences de classement et d'évaluation des passifs financiers d'IAS 39 ont été reportées vers IFRS 9. Cependant, la tranche des variations de la juste valeur liée à notre risque de crédit propre doit être présentée aux autres éléments du résultat global plutôt qu'en résultat. IFRS 9 s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2015, et son application anticipée est permise. Nous évaluons actuellement l'incidence de cette norme sur nos états financiers consolidés.

Les tableaux suivants résument les ajustements apportés à notre état consolidé de la situation financière au 1^{er} avril 2012 et au 31 mars 2013 ainsi qu'à notre compte consolidé de résultat net, à notre état consolidé du résultat global et à notre tableau consolidé des flux de trésorerie de l'exercice clos le 31 mars 2013 par suite des changements futurs touchant les méthodes comptables entrant en vigueur à l'exercice 2014.

Rapprochement sommaire de la situation financière

	31 mars	Ajuste- ment	Ajuste- ment	31 mars 2013	1 ^{er} avril	Ajuste- ment	Ajuste- ment	1 ^{er} avril 2012
(en millions)	2013	IFRS 11	IAS 19	modifié	2012	IFRS 11	IAS 19	modifié
Actif								
Trésorerie et équivalents de trésorerie	293,2 \$	(33,2)\$	- \$	260,0 \$	287,3 \$	(32,6)\$	- \$	254,7 \$
Total de l'actif courant, compte non								
tenu de la trésorerie et des équivalents								
de trésorerie	1 040,6	7,0	-	1 047,6	860,8	0,1	-	860,9
Immobilisations corporelles	1 498,6	(355,8)	-	1 142,8	1 293,7	(300,5)	-	993,2
Participations mises en								
équivalence	-	196,9	-	196,9	-	172,9	-	172,9
Autres actifs non courants	1 046,3	(2,3)	-	1 044,0	741,9	5,3	-	747,2
Total de l'actif	3 878,7 \$	(187,4)\$	- \$	3 691,3 \$	3 183,7 \$	(154,8)\$	- \$	3 028,9 \$
Passif et capitaux propres								
Total du passif courant	1 002,8 \$	(96,4)\$	- \$	906,4 \$	883,4 \$	(57,6)\$	-	825,8 \$
Provisions	8,3	(0,4)	-	7,9	6,0	(0,5)	-	5,5
Dette à long terme	1 097,0	(94,2)	-	1 002,8	685,6	(97,2)	-	588,4
Obligations relatives aux redevances	160,6	-	-	160,6	161,6	-	-	161,6
Obligations au titre des avantages du								
personnel	136,1	-	-	136,1	114,2	-	0,1	114,3
Autres passifs non courants	339,4	(8,3)	-	331,1	290,7	(8,8)	-	281,9
Total du passif	2 744,2 \$	(199,3)\$	- \$	2 544,9 \$	2 141,5 \$	(164,1)\$	0,1 \$	1 977,5 \$
Capitaux propres								
Capital-actions	471,7 \$	- \$	- \$	471,7 \$	454,5 \$	- \$	- \$	454,5 \$
Surplus d'apport	21,9	-	-	21,9	19,2	-	-	19,2
Cumul des autres éléments du								
résultat global	(16,6)	4,6	-	(12,0)	(9,8)	3,8	-	(6,0)
Résultats non distribués	625,7	7,3	-	633,0	558,0	5,5	(0,1)	563,4
Capitaux propres attribuables aux								
détenteurs d'instruments de capitaux								
propres de la Société	1 102,7 \$	11,9 \$	- \$	1 114,6 \$	1 021,9 \$	9,3 \$	(0,1)\$	1 031,1 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	31,8	-	-	31,8	20,3	-	-	20,3
Total des capitaux propres	1 134,5 \$	11,9 \$	- \$	1 146,4 \$	1 042,2 \$	9,3 \$	(0,1)\$	1 051,4 \$
Total du passif et des capitaux propres	3 878,7 \$	(187,4)\$	- \$	3 691,3 \$	3 183,7 \$	(154,8)\$	- \$	3 028,9 \$

Rapprochement du résultat net

	Tel que			
Exercice clos le 31 mars 2013	publié	Ajustement	Ajustement	
(en millions, sauf les montants par action)	actuellement	IFRS 11	IAS 19	Modifié
Produits des activités ordinaires	2 104,5 \$	(69,3)\$	- \$	2 035,2 \$
Coût des ventes	1 482,8	(31,8)	(0,6)	1 450,4
Marge brute	621,7\$	(37,5)\$	0,6\$	584,8 \$
Frais de recherche et de développement	60,6	(0,5)	-	60,1
Frais de vente, généraux et d'administration	269,9	(5,6)	0,2	264,5
Autres profits – montant net	(23,4)	1,0	-	(22,4)
Quote-part après impôts du résultat net des participations mises en équivalence	-	(20,1)	-	(20,1)
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	68,9	(0,2)	-	68,7
Résultat opérationnel	245,7 \$	(12,1)\$	0,4 \$	234,0 \$
Produits financiers	(7,3)	(2,1)	-	(9,4)
Charges financières	75,5	(6,1)	5,1	74,5
Charges financières – montant net	68,2\$	(8,2)\$	5,1 \$	65,1 \$
Résultat avant impôts sur le résultat	177,5 \$	(3,9)\$	(4,7)\$	168,9 \$
Charge d'impôt sur le résultat	35,1	(5,7)	(1,2)	28,2
Résultat net	142,4 \$	1,8 \$	(3,5)\$	140,7 \$
Attribuable aux :				
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	139,4 \$	1,8 \$	(3,5)\$	137,7 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	3,0	-	-	3,0
Résultat par action des activités maintenues attribuable aux				
détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société				
De base et dilué	0,54 \$	- \$	(0,01)\$	0,53 \$
Nombre moyen pondéré d'actions				
en circulation (de base)	259,0	-	-	259,0
Nombre moyen pondéré d'actions				<u> </u>
en circulation (dilué)	259,4	-	-	259,4

Rapprochement sommaire du résultat global

	Tel que			
Exercice clos le 31 mars 2013	publié	Ajustement	Ajustement	
(en millions)	actuellement	IFRS 11	IAS 19	Modifié
Résultat net	142,4 \$	1,8\$	(3,5)\$	140,7 \$
Différences de conversion	2,5 \$	- \$	- \$	2,5 \$
Variations nettes dans les couvertures de flux de trésorerie	(9,2)	0,8	-	(8,4)
Pertes actuarielles liées aux régimes à prestations définies	(22,5)	-	3,6	(18,9)
Autres éléments du résultat global	(29,2)\$	0,8\$	3,6\$	(24,8)\$
Résultat global total	113,2 \$	2,6\$	0,1 \$	115,9 \$
Attribuable aux :				
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	110,1 \$	2,6\$	0,1 \$	112,8 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	3,1	-	-	3,1
	113,2 \$	2,6\$	0,1 \$	115,9 \$

Rapprochement sommaire du tableau des flux de trésorerie

Exercice clos le 31 mars 2013 (en millions)	Tel que publié actuellement	Ajustement IFRS 11	Ajustement IAS 19	Modifié
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	204,1 \$	(49,6) \$	- \$	154,5 \$
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(504,9)	71,2	-	(433,7)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	306,7	(22,2)	-	284,5

11.3 Recours au jugement, et utilisation d'estimations et d'hypothèses

La préparation d'états financiers consolidés exige de notre direction qu'elle pose des jugements, fasse des estimations et formule des hypothèses qui influent sur l'application des méthodes comptables et sur les montants présentés des actifs et des passifs, sur les informations à fournir sur les actifs et les passifs éventuels à la date des états financiers consolidés et sur les montants des produits des activités ordinaires et des charges de la période concernée. Cela exige aussi que la direction exerce son jugement aux fins de l'application de nos méthodes comptables. Les éléments qui demandent beaucoup de jugement ou qui sont très complexes, ainsi que les cas dans lesquels les hypothèses et les estimations sont importantes eu égard aux états financiers consolidés sont présentés par la suite. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Les variations seront comptabilisées dans la période au cours de laquelle elles sont détectées.

Regroupements d'entreprises

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition, à la date à laquelle le contrôle est obtenu. Les actifs, les passifs et les passifs éventuels identifiables de l'entreprise acquise sont évalués à la juste valeur. En fonction de la complexité de ces évaluations, nous consultons des experts indépendants ou calculons la juste valeur à l'interne, à l'aide de techniques d'évaluation appropriées qui se fondent généralement sur une prévision du total des flux de trésorerie actuels nets futurs attendus. Ces évaluations sont étroitement liées aux hypothèses formulées par la direction à l'égard du rendement futur des actifs connexes et de toute variation du taux d'actualisation appliqué.

Frais de développement

Les frais de développement sont comptabilisés à titre d'immobilisations incorporelles et amortis sur leur durée d'utilité lorsqu'ils remplissent les critères d'inscription à l'actif. Les prévisions relatives aux produits des activités ordinaires et à la rentabilité des projets pertinents servent à évaluer la conformité aux critères d'inscription à l'actif et la valeur recouvrable des actifs.

Dépréciation des actifs non financiers

Nous soumettons le goodwill à un test de dépréciation qui est fondé sur des calculs de la juste valeur diminuée des coûts de vente et qui fait appel à des modèles d'évaluation tels que le modèle de flux de trésorerie actuels. Les flux de trésorerie proviennent des projections approuvées par la direction pour les cinq prochains exercices. Les projections de flux de trésorerie sont établies en fonction de l'expérience passée et représentent la meilleure estimation de la direction en ce qui concerne l'évolution des circonstances. Au-delà de la période de cinq ans, les flux de trésorerie sont extrapolés d'après des taux de croissance estimatifs. Les hypothèses clés qui sous-tendent le calcul par la direction de la juste valeur diminuée des coûts de vente comprennent les estimations des taux de croissance, des taux d'actualisation après impôt et des taux d'impôt. Les taux d'actualisation après impôt sont établis en fonction du coût moyen pondéré du capital représentatif des unités génératrices de trésorerie respectives et varient de 7,5 % à 9,5 %. Ces estimations, ainsi que la méthode employée, peuvent avoir une incidence importante sur les valeurs respectives et, au bout du compte, sur le montant de toute dépréciation du goodwill.

De même, lorsque des immobilisations corporelles et les immobilisations incorporelles sont soumises à des tests de dépréciation, le calcul de leur valeur recouvrable amène la direction à faire des estimations qui peuvent avoir une incidence importante sur les valeurs respectives et, au bout du compte, sur le montant de toute dépréciation.

Comptabilisation des produits des activités ordinaires

Nous employons la méthode de l'avancement des travaux pour comptabiliser nos contrats à prix fixe visant la prestation de services et la fabrication de produits. Le recours à cette méthode nous oblige à estimer les travaux exécutés à ce jour par rapport à l'ensemble des travaux à exécuter. La direction évalue chaque mois les coûts estimatifs nécessaires à l'achèvement, les estimations de l'avancement des travaux ainsi que les produits des activités ordinaires et les marges constatés, et ce, pour chaque contrat. Les changements apportés aux estimations des coûts et du résultat sur la durée du contrat sont pris en compte dans la période au cours de laquelle il devient manifeste que de tels changements sont requis.

Régimes de retraite à prestations définies

Le coût des régimes de retraite à prestations définies ainsi que la valeur actuelle des obligations au titre des prestations définies sont déterminés à l'aide d'évaluations actuarielles. Ces évaluations comprennent des hypothèses concernant les taux d'actualisation, les taux de rendement prévu des actifs, les hausses futures des salaires, les taux de mortalité et les augmentations futures des prestations de retraite. Toutes les hypothèses sont révisées à chaque date de clôture. Toute modification de ces hypothèses influera sur la valeur comptable des obligations au titre des prestations définies. Pour déterminer le taux d'actualisation approprié, la direction tient compte des taux d'intérêt des obligations de sociétés de grande qualité qui sont libellées dans la même monnaie que les prestations qui seront versées et dont les durées jusqu'à l'échéance se rapprochent de celles du passif au titre du régime de retraite connexe. Le taux de mortalité est établi en fonction des données publiques sur la mortalité dans le pays concerné. Les hausses futures des salaires et des prestations de retraite sont déterminées en fonction des taux d'inflation futurs prévus pour le pays concerné.

Le rendement prévu des actifs des régimes est déterminé en tenant compte des rendements prévus des actifs qui sous-tendent la politique de placement applicable pendant la période au cours de laquelle l'obligation doit être éteinte. Pour le calcul du rendement prévu des actifs des régimes, les rendements historiques et les rendements futurs prévus ont été pris en compte séparément pour chaque catégorie d'actifs, en fonction de la répartition des actifs et de la politique de placement.

Les autres hypothèses clés concernant les obligations au titre des prestations définies s'appuient, en partie, sur la conjoncture du marché. Voir la note 15 afférente aux états financiers consolidés pour plus de détails concernant les hypothèses posées.

Remboursements d'aide gouvernementale

Aux fins de la détermination du montant de l'aide gouvernementale à rembourser, nous formulons des hypothèses et faisons des estimations qui concernent les taux d'actualisation, les produits des activités ordinaires prévus et leur échéancier prévu, s'il y a lieu. Les projections de produits des activités ordinaires tiennent compte de l'expérience passée et représentent la meilleure estimation de la direction quant à l'avenir. Au-delà d'une période de cinq ans, les produits des activités ordinaires sont extrapolés d'après des taux de croissance estimés en fonction du calendrier estimatif des remboursements. Les remboursements estimés sont actualisés en utilisant des taux moyens allant de 7,6 % à 8,5 % sur la base des termes d'instruments financiers semblables. Ces estimations, ainsi que la méthode employée pour établir les estimations, peuvent avoir une incidence importante sur les valeurs respectives et, au bout du compte, sur le montant de toute obligation remboursable au titre de l'aide gouvernementale. Une augmentation de 1 % des taux de croissance entraînerait une hausse d'environ 10,2 millions \$ (8,2 millions \$ en 2012) de l'obligation relative aux redevances au 31 mars 2013.

Paiements fondés sur des actions

Nous évaluons le coût des transactions avec des salariés qui sont réglées en capitaux propres et en trésorerie en fonction de la juste valeur des instruments connexes à la date à laquelle ils sont attribués. L'estimation de la juste valeur aux fins des paiements fondés sur des actions exige que nous choisissions le modèle d'évaluation qui convient le mieux à une attribution donnée, d'après les modalités de cette attribution. À cette fin, nous devons aussi formuler des hypothèses et sélectionner les données les plus appropriées à intégrer dans le modèle d'évaluation, notamment la durée prévue de l'option, la volatilité et le rendement de l'action.

Impôts sur le résultat

Nous sommes assujettis aux lois fiscales de divers territoires. Nous devons avoir recours au jugement pour déterminer la charge d'impôt mondiale. La détermination des actifs et des passifs d'impôt comporte certaines incertitudes quant à l'interprétation de règlements fiscaux complexes. Nous constituons une provision pour les éventuels impôts à payer d'après la moyenne pondérée en fonction de la probabilité des résultats possibles. Les différences entre les résultats réels et ces estimations pourraient avoir une incidence sur les passifs d'impôt et les passifs d'impôt différé dans la période au cours de laquelle elles sont établies.

Des actifs d'impôt différé sont comptabilisés dans la mesure où il est probable que nous dégagions un résultat imposable auquel les pertes pourront être imputées. La direction doit faire preuve de jugement pour déterminer le montant des actifs d'impôt différé pouvant être comptabilisés, d'après l'échéancier probable et le niveau du résultat imposable futur ainsi que les stratégies fiscales futures. Le montant total des actifs d'impôt différé peut être modifié si les estimations du résultat imposable futur prévu et des avantages attendus des stratégies fiscales sont revues à la baisse, ou en cas d'adoption de modifications des lois fiscales qui limitent, en temps ou en étendue, notre capacité à utiliser des avantages fiscaux futurs.

12. CONTRÔLES ET PROCÉDURES

L'auditeur interne fait régulièrement rapport à la direction des faiblesses qu'il trouve dans nos processus de contrôle interne, rapports qui sont soumis à l'examen du comité d'audit.

En conformité avec le Règlement 52-109 publié par les Autorités canadiennes en valeurs mobilières (ACVM), des certificats signés par le président et chef de la direction et par le chef de la direction financière ont été déposés. Ces documents attestent le caractère approprié de nos contrôles et procédures de communication de l'information ainsi que la conception et l'efficacité de nos contrôles internes à l'égard de l'information financière.

12.1 Évaluation des contrôles et procédures de communication de l'information

Nos contrôles et procédures de communication de l'information sont élaborés de manière à fournir l'assurance raisonnable que l'information est accumulée et communiquée à notre président et chef de la direction, à notre chef de la direction financière et aux autres membres de la direction de manière à permettre la prise de décisions opportunes à l'égard de l'information à fournir.

Sous la supervision du président et chef de la direction et du chef de la direction financière, la direction a évalué, en date du 31 mars 2013, l'efficacité de nos contrôles et procédures de communication de l'information, au sens des règles 13a-15(e) et 15d-15(e) de la Securities Exchange Act of 1934 des États-Unis. À partir de leur évaluation, le président et chef de la direction et le chef de la direction financière en sont arrivés à la conclusion que la conception et le fonctionnement des contrôles et procédures de communication de l'information étaient efficaces en date du 31 mars 2013 et de nature à assurer que l'information est enregistrée, traitée, résumée et présentée dans les délais prescrits par les lois canadiennes et américaines régissant les valeurs mobilières.

12.2 Contrôle interne à l'égard de l'information financière

La direction est responsable de l'établissement et du maintien de mécanismes adéquats de contrôle interne à l'égard de l'information financière, tels qu'ils sont définis dans les règles 13a-15(f) et 15d-15(f) de la Securities Exchange Act of 1934 des États-Unis. Le contrôle interne à l'égard de l'information financière a pour objectif de fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et à la préparation des états financiers aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux IFRS. La direction a évalué la conception et le fonctionnement du contrôle interne à l'égard de l'information financière en date du 31 mars 2013 à partir du cadre et des critères établis dans le document Internal Control – Integrated Framework publié par le Committee of Sponsoring Organizations (COSO) de la Treadway Commission, et elle a conclu à leur efficacité. La direction n'a signalé aucune faiblesse importante à cet égard.

Il n'y a eu aucune modification de nos contrôles internes à l'égard de l'information financière survenue pendant l'exercice 2013 qui ait eu ou dont on pourrait raisonnablement penser qu'elle aura une incidence importante sur nos contrôles internes à l'égard de l'information financière.

13. RÔLE DE SURVEILLANCE DU COMITÉ D'AUDIT ET DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le comité d'audit examine notre rapport de gestion annuel et les états financiers consolidés connexes avec la direction et les auditeurs externes, et il recommande leur approbation au conseil d'administration. De plus, la direction et nos auditeurs internes font périodiquement rapport au comité d'audit sur leur évaluation de nos contrôles et procédures internes de communication de l'information financière. L'auditeur externe présente périodiquement à la direction un rapport sur les faiblesses relevées dans nos contrôles internes, rapport qui est soumis à l'examen du comité d'audit.

14. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Des renseignements complémentaires sur CAE, dont sa plus récente notice annuelle, peuvent être consultés en ligne sur son site Web à www.cae.com, sur SEDAR à www.sedar.com ou sur EDGAR à www.sec.gov.

15. PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES

Le tableau suivant présente les principales informations financières trimestrielles des exercices 2011 à 2013.

(en millions, sauf les montants par action et les taux de change)	T1	T2	Т3	T4	Total	
Exercice 2013						
Produits des activités ordinaires	480,1	514,4	522,1	587,9	2 104,5	\$
Résultat net	21,7	36,8	37,5	46,4	142,4	\$
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	21,3	36,5	37,8	43,8	139,4	\$
Participations ne donnant pas le contrôle	0,4	0,3	(0,3)	2,6	3,0	\$
Résultat par action de base attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	0,08	0,14	0,15	0,17	0,54	
Résultat par action dilué attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	0,08	0,14	0,15	0,17	0,54	\$
Nombre moyen d'actions en circulation (de base)	258,4	258,7	259,2	259,7	259,0	
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	258,6	259,0	259,5	260,2	259,4	
Taux de change moyen du dollar US en dollar canadien	1,01	1,00	0,99	1,01	1,00	
Taux de change moyen de l'euro en dollar canadien	1,30	1,25	1,29	1,33	1,29	
Taux de change moyen de la livre sterling en dollar canadien	1,60	1,57	1,59	1,57	1,58	
Exercice 2012					Total	
Produits des activités ordinaires	427,9	433,5	453,1	506,7	1 821,2	\$
Résultat net	43,5	38,7	46,1	53,7	182,0	\$
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	43,1	38,4	45,6	53,2	180,3	\$
Participations ne donnant pas le contrôle	0,4	0,3	0,5	0,5	1,7	\$
Résultat par action de base attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	0,17	0,15	0,18	0,21	0,70	\$
Résultat par action dilué attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	0,17	0,15	0,18	0,21	0,70	\$
Nombre moyen d'actions en circulation (de base)	257,0	257,3	257,6	257,9	257,5	
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	258,0	258,0	258,0	258,6	258,2	
Taux de change moyen du dollar US en dollar canadien	0,97	0,98	1,02	1,00	0,99	
Taux de change moyen de l'euro en dollar canadien	1,39	1,38	1,38	1,31	1,37	
Taux de change moyen de la livre sterling en dollar canadien	1,58	1,58	1,61	1,57	1,58	
Exercice 2011					Total	
Produits des activités ordinaires	366,4	388,0	410,8	465,6	1 630,8	\$
Résultat net	36,6	39,4	38,9	46,0	160,9	\$
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	37,2	39,1	38,5	45,5	160,3	\$
Participations ne donnant pas le contrôle	(0,6)	0,3	0,4	0,5	0,6	\$
Résultat par action de base attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	0,15	0,15	0,15	0,18	0,62	\$
Résultat par action dilué attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	0,14	0,15	0,15	0,18	0,62	\$
Nombre moyen d'actions en circulation (de base)	256,5	256,6	256,8	256,9	256,7	
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	256,8	257,1	257,7	258,2	257,5	
Taux de change moyen du dollar US en dollar canadien	1,03	1,04	1,01	0,99	1,02	
Taux de change moyen de l'euro en dollar canadien	1,31	1,34	1,38	1,35	1,34	
Taux de change moyen de la livre sterling en dollar canadien	1,53	1,61	1,60	1,58	1,58	

Principales informations sectorielles

(en millions, sauf les marges opérationnelles)	T4-2013	T4-2012		Exercice 2013	Exercice 2012	E	Exercice 2011	
Secteurs civils								
Produits de simulation – Civil								
Produits des activités ordinaires	129,8	\$ 83,1	\$	402,4	\$ 342,5	\$	272,9	\$
Résultat opérationnel sectoriel	22,3	14,0		73,6	51,6		34,8	
Marges opérationnelles (%)	17,2	16,8		18,3	15,1		12,8	
Formation et services associés – Civil								
Produits des activités ordinaires	201,8	132,3		755,6	498,4		454,0	
Résultat opérationnel sectoriel	31,8	30,3		121,5	122,2		99,9	
Marges opérationnelles (%)	15,8	22,9		16,1	24,5		22,0	
Total pour les secteurs civils								
Produits des activités ordinaires	331,6	\$ 215,4	\$	1 158,0	\$ 840,9	\$	726,9	\$
Résultat opérationnel sectoriel	54,1	44,3		195,1	173,8		134,7	
Marges opérationnelles (%)	16,3	20,6		16,8	20,7		18,5	
Secteurs militaires								
Produits de simulation - Militaire								
Produits des activités ordinaires	154,9	\$ 195,6	\$	561,6	\$ 619,2	\$	586,0	\$
Résultat opérationnel sectoriel	19,2	34,6		77,9	101,2		105,0	
Marges opérationnelles (%)	12,4	17,7		13,9	16,3		17,9	
Formation et services associés - Militaire								
Produits des activités ordinaires	72,4	71,5		272,8	278,1		279,9	
Résultat opérationnel sectoriel	10,2	11,0		35,2	40,9		50,3	
Marges opérationnelles (%)	14,1	15,4		12,9	14,7		18,0	
Total pour les secteurs militaires								
Produits des activités ordinaires	227,3	\$ 267,1	\$	834,4	\$ 897,3	\$	865,9	\$
Résultat opérationnel sectoriel	29,4	45,6		113,1	142,1		155,3	
Marges opérationnelles (%)	12,9	17,1		13,6	15,8		17,9	
Secteur Nouveaux marchés principaux								
Produits des activités ordinaires	29,0	\$ 24,2	\$	112,1	\$ 83,0	\$	38,0	\$
Résultat opérationnel sectoriel	1,8	(1,2))	6,4	(13,8))	(8,4)	
Marges opérationnelles (%)	6,2	(5,0)	5,7	(16,6))	(22,1)	
Total								
Produits des activités ordinaires	587,9	•	\$	2 104,5	\$ 1 821,2	\$	1 630,8	\$
Résultat opérationnel sectoriel	85,3	88,7		314,6	302,1		281,6	
Marges opérationnelles (%)	14,5	17,5		14,9	16,6		17,3	
Autres	(13,7)	\$ -	\$	(68,9)		\$	1,0	\$_
Résultat opérationnel	71,6	\$ 88,7	\$	245,7	\$ 302,1	\$	282,6	\$_

Rétrospective financière sur cinq ans

(en millions, sauf les montants par action)	2013	2012	2011
IFRS			
Produits des activités ordinaires	2 104,5 \$	1 821,2 \$	1 630,8 \$
Résultat net	142,4	182,0	160,9
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	139,4	180,3	160,3
Participations ne donnant pas le contrôle	3,0	1,7	0,6
Taux de change moyen du dollar US en dollar canadien	1,00	0,99	1,02
Taux de change moyen de l'euro en dollar canadien	1,29	1,37	1,34
Taux de change moyen de la livre sterling en dollar canadien	1,58	1,58	1,58
Situation financière :			
Total de l'actif	3 878,7 \$	3 183,7 \$	2 817,3 \$
Total des passifs financiers non courants ¹	1 306,9	869,0	757,5
Total de la dette nette	916,8	534,3	383,8
Par action : Résultat par action de base attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société Résultat par action dilué attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	0,54 \$ 0,54	0,70 \$	0,62 \$ 0,62
Dividendes	0,19	0,16	0,15
Capitaux propres	4,38	4,05	3,63
(en millions, sauf les montants par action) PCGR du Canada antérieurs		2010	2009
Produits des activités ordinaires		1 FOG 2 ¢	1 660 0 ¢
		1 526,3 \$	1 662,2 \$
Résultat des activités poursuivies		144,5	202,2
Résultat net		144,5	201,1
Taux de change moyen de l'aure en deller canadien		1,09	1,13
Taux de change moyen de l'euro en dollar canadien		1,54	1,59
Taux de change moyen de la livre sterling en dollar canadien		1,74	1,91
Situation financière :			
Total de l'actif		2 621,9 \$	2 665,8 \$
Total des passifs financiers non courants ¹		457,0	375,4
Total de la dette nette		179,8	285,1
Par action :			
Résultat de base des activités poursuivies		0,56 \$	0,79 \$
Résultat dilué des activités poursuivies		0,56	0,79
Résultat net de base		0,56	0,79
Résultat net dilué		0,56	0,79
Dividendes de base		0,12	0,12
Capitaux propres		4,52	4,70

¹⁾ Comprend la dette à long terme, les passifs financiers dérivés et les autres passifs non courants qui répondent à la définition d'un passif financier.

États financiers consolidés	
État consolidé de la situation financière	61
Compte consolidé de résultat	62
État consolidé du résultat global	63
États consolidés des variations en capitaux propres	64
Tableau consolidé des flux de trésorerie	65
Notes afférentes aux états financiers consolidés	
Note 1 – Nature des activités et principales méthodes comptables	66
Note 2 – Modification de méthodes comptables	79
Note 3 – Regroupements d'entreprises	83
Note 4 – Participations dans des coentreprises	85
Note 5 – Comptes débiteurs	86
Note 6 – Stocks	86
Note 7 – Immobilisations corporelles	87
Note 8 – Immobilisations incorporelles	88
Note 9 – Autres actifs	89
Note 10 – Comptes créditeurs et charges à payer	90
Note 11 – Contrats en cours	90
Note 12 – Provisions	91
Note 13 – Facilités d'emprunt	92
Note 14 – Aide gouvernementale	95
Note 15 – Obligations au titre des avantages du personnel	96
Note 16 – Profits différés et autres passifs non courants	99
Note 17 – Impôts sur le résultat	99
Note 18 – Capital-actions, résultat par action et dividendes	102
Note 19 – Cumul des autres éléments du résultat global	103
Note 20 – Rémunération du personnel	103
Note 21 – Dépréciation d'actifs non financiers	103
Note 22 – Autres profits – montant net	104
Note 23 – Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	104
Note 24 – Charges financières, montant net	104
Note 25 – Paiements fondés sur des actions	105
Note 26 – Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie	108
Note 27 – Éventualités	109
Note 28 – Engagements	109
Note 29 – Gestion du risque lié au capital	109
Note 30 – Instruments financiers	110
Note 31 – Gestion des risques financiers	113
Note 32 – Secteurs opérationnels et secteurs géographiques	121
Note 33 – Relations avec des parties liées	124
Note 34 – Transactions avec des parties liées	126

Rapport de la direction sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière

La direction de CAE est responsable de la mise en place et du maintien d'un processus de contrôle interne adéquat à l'égard de l'information financière (aux termes des dispositions 13a-15(f) et 15d-15(f) de la Securities Exchange Act of 1934 des États-Unis). Ce processus a été conçu sous la supervision du président et chef de la direction et du chef de la direction financière de CAE pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada.

Au 31 mars 2013, la direction a fait une évaluation de l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière selon le cadre et les critères établis dans le rapport *Internal Control – Integrated Framework* publié par le Committee of Sponsoring Organizations de la Treadway Commission. À la lumière de cette évaluation, la direction a conclu que, au 31 mars 2013, le contrôle interne de la Société à l'égard de l'information financière était efficace.

M. Parent

Président et chef de la direction

S. Lefebyre

Vice-président, Finances et chef de la direction financière

Montréal (Canada) Le 16 mai 2013

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux actionnaires de CAE inc.

Nous avons terminé les audits intégrés des états financiers consolidés de CAE inc. et de ses filiales pour l'exercice considéré et l'exercice précédent et de leur contrôle interne à l'égard de l'information financière au 31 mars 2013. Nous présentons ci-après notre opinion sur ces audits.

Rapport sur les états financiers consolidés

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de CAE inc. et de ses filiales, qui comprennent les états consolidés de la situation financière au 31 mars 2013 et au 31 mars 2012 et les comptes consolidés de résultat, les états consolidés du résultat global et des variations des capitaux propres et les tableaux consolidés des flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, et les notes annexes constituées d'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes internationales d'information financière publiées par l'International Accounting Standards Board, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation des états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada et à celles du *Public Company Accounting Oversight Board* (des États-Unis). Ces normes requièrent que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Les normes d'audit généralement reconnues du Canada requièrent également que nous nous conformions aux règles de déontologie.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir, par voie de contrôles par sondages, des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus au cours de nos audits sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit sur les états financiers consolidés.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de CAE inc. et de ses filiales au 31 mars 2013 et au 31 mars 2012, ainsi que de leur performance financière et de leurs flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière publiées par l'International Accounting Standards Board.

Rapport sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière

Nous avons également effectué l'audit du contrôle interne à l'égard de l'information financière de CAE inc. et de ses filiales au 31 mars 2013, selon les critères établis dans le document *Internal Control – Integrated Framework* publié par le *Committee of Sponsoring Organizations (COSO)* de la *Treadway Commission*.

Responsabilité de la direction en matière de contrôle interne à l'égard de l'information financière

La direction a la responsabilité de maintenir un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière et d'effectuer une évaluation de l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière figurant dans le rapport de la direction sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière ci-joint.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit du contrôle interne à l'égard de l'information financière selon les normes du *Public Company Accounting Oversight Board* (des États-Unis). Ces normes requièrent que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les contrôles internes à l'égard de l'information financière sont efficaces dans tous leurs aspects significatifs.

Un audit du contrôle interne à l'égard de l'information financière comprend l'acquisition d'une compréhension du contrôle interne à l'égard de l'information financière, l'évaluation du risque de faiblesse importante, l'application de tests et l'évaluation de l'efficacité de la conception et du fonctionnement du contrôle interne à l'égard de l'information financière en fonction de l'évaluation du risque, ainsi que la mise en place d'autres procédures que l'auditeur a jugé nécessaires dans les circonstances.

À notre avis, notre audit constitue une base raisonnable à l'expression de notre opinion sur le contrôle interne de la société à l'égard de l'information financière.

Définition du contrôle interne à l'égard de l'information financière

rcenaterhouse coopers UP

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière d'une société est un processus conçu pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux principes comptables généralement reconnus, et qui comprend les politiques et procédures qui i) concernent la tenue de dossiers suffisamment détaillés qui donnent une image fidèle des opérations et des cessions d'actifs de la société; ii) fournissent l'assurance raisonnable que les opérations sont enregistrées comme il se doit pour établir les états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus et que les encaissements et décaissements de la société ne sont faits qu'avec l'autorisation de la direction et du conseil d'administration de la société; iii) fournissent l'assurance raisonnable que toute acquisition, utilisation ou cession non autorisée d'actifs de la société qui pourrait avoir une incidence importante sur les états financiers est soit évitée, soit détectée à temps.

Limites inhérentes

En raison des limites qui lui sont inhérentes, il se peut que le contrôle interne à l'égard de l'information financière ne permette pas de prévenir ou de détecter certaines anomalies. De plus, toute projection du résultat d'une évaluation de son efficacité sur des périodes futures est exposée au risque que les contrôles deviennent inadéquats en raison de changements de situation ou que le niveau de respect des politiques ou des procédures diminue.

Opinion

À notre avis, CAE inc. et ses filiales maintenaient, dans tous les aspects significatifs, un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière au 31 mars 2013 selon les critères établis dans le document *Internal Control – Integrated Framework* publié par le *Committee of Sponsoring Organizations (COSO)*.

Le 16 mai 2013

Montréal (Québec) Canada

État consolidé de la situation financière

Aux 31 mars	Aux	31	mar	s
-------------	-----	----	-----	---

Aux 31 mars				
(montants en millions de dollars canadiens)	Notes	2013	2012	
Actif				
Trésorerie et équivalents de trésorerie		293,2	\$ 287,3	\$
Comptes débiteurs	5	399,5	308,4	
Contrats en cours : actifs	11	247,3	245,8	
Stocks	6	186,6	153,1	
Paiements d'avance		56,3	47,7	
Impôts sur le résultat à recouvrer		141,9	95,5	
Actifs financiers dérivés	30	9,0	10,3	
Total de l'actif courant		1 333,8	\$ 1 148,1	\$
Immobilisations corporelles	7	1 498,6	1 293,7	
Immobilisations incorporelles	8	799,2	533,2	
Actifs d'impôt différé	17	39,4	24,1	
Actifs financiers dérivés	30	6,4	7,2	
Autres actifs	9	201,3	177,4	
Total de l'actif		3 878,7	\$ 3 183,7	\$
			-	-
Passif et capitaux propres				
Comptes créditeurs et charges à payer	10	695,5	\$ 597,6	\$
Provisions	12	49,2	21,6	
Impôts sur le résultat à payer		13,7	10,9	
Contrats en cours : passifs	11	117,9	104,6	
Partie courante de la dette à long terme	13	113,0	136,0	
Passifs financiers dérivés	30	13,5	12,7	
Total du passif courant		1 002,8	\$ 883,4	\$
Provisions	12	8,3	6,0	
Dette à long terme	13	1 097,0	685,6	
Obligations relatives aux redevances	30	160,6	161,6	
Obligations au titre des avantages du personnel	15	136,1	114,2	
Profits différés et autres passifs non courants	16	194,6	186,0	
Passifs d'impôt différé	17	131,6	91,8	
Passifs financiers dérivés	30	13,2	12,9	
Total du passif		2 744,2	\$ 2 141,5	\$
Capitaux propres				
Capital-actions	18	471,7	\$ 454,5	\$
Surplus d'apport		21,9	19,2	
Cumul des autres éléments du résultat global	19	(16,6)	(9,8)	
Résultats non distribués		625,7	558,0	
Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de				
capitaux propres de la Société		1 102,7	\$ 1 021,9	\$
Participations ne donnant pas le contrôle		31,8	 20,3	
Total des capitaux propres		1 134,5	\$ 4 0 4 0 0	
Total du passif et des capitaux propres		3 878,7	\$ 1 042,2 3 183,7	

Compte consolidé de résultat

Exercice		

(montants en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	Notes	2013		2012	
Produits des activités ordinaires	32	2 104,5	¢	1 821,2	\$
Coût des ventes	32	1 482,8	Ψ	1 221,1	Ψ
Marge brute		621,7	s	600,1	\$
Frais de recherche et de développement		60,6	*	62,8	*
Frais de vente, généraux et d'administration		269,9		256,4	
Autres profits – montant net	22	(23,4)		(21,2)	
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	23	68,9		-	
Résultat opérationnel		245,7	\$	302,1	\$
Produits financiers	24	(7,3)		(6,6)	
Charges financières	24	75,5		69,2	
Charges financières – montant net		68,2	\$	62,6	\$
Résultat avant impôts sur le résultat		177,5	\$	239,5	\$
Charge d'impôt sur le résultat	17	35,1		57,5	
Résultat net		142,4	\$	182,0	\$
Attribuable aux :					
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société		139,4	\$	180,3	\$
Participations ne donnant pas le contrôle		3,0		1,7	
		142,4	\$	182,0	\$
Résultat par action des activités maintenues attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	-	-			
De base et dilué	18	0,54	\$	0,70	\$

État consolidé du résultat global

Exercices clos les 31 mars			
(montants en millions de dollars canadiens)	2013	2012	
Résultat net	142,4	\$ 182,0	\$
Différences de conversion			
Différences de conversion nettes liées aux états financiers			
des établissements à l'étranger	10,6	\$ 13,5	\$
Montant net des pertes sur certaines dettes à long terme libellées en monnaies			
étrangères et désignées à titre de couvertures d'investissements nets dans des			
établissements à l'étranger	(8,8)	(3,9)	
Impôts sur le résultat	0,7	0,8	
	2,5	\$ 10,4	\$
Variations nettes dans les couvertures de flux de trésorerie			
Partie efficace des variations de la juste valeur des couvertures de flux de trésorerie	(2,5)	\$ (8,7)	\$
Reclassements au résultat net ou aux actifs ou passifs non financiers	(10,2)	(4,7)	
Impôts sur le résultat	3,5	3,1	
	(9,2)	\$ (10,3)	\$
Pertes actuarielles au titre des régimes à prestations définies			
Pertes actuarielles au titre des régimes à prestations définies	(30,8)	\$ (64,9)	\$
Impôts sur le résultat	8,3	17,4	
	(22,5)	\$ (47,5)	\$
Autres éléments du résultat global	(29,2)	\$ (47,4)	\$
Résultat global total	113,2	\$ 134,6	\$
Attribuable aux :			
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	110,1	\$ 132,8	\$
Participations ne donnant pas le contrôle	3,1	1,8	
·	113,2	\$ 134.6	\$

États consolidés des variations en capitaux propres

Autonation ordinalities Autonationation ordinal	Cumul des autres déments autres déments du l'acturat global 2 \$ (9,2) \$ (6,8) \$ (6,8) \$ (6,8) \$ (16,6)	Bésultats non distribués 558.0 \$ 1.0 139,4 1 116,9 \$ 1 1	Participations ne donnant ne donnant 1021,9 \$ 20,3 139,4 3,0 2,4 0,1 (22,5) 110,1 \$ 3,1 3,9 - 3,9 - 8,4 (37,1) - 1102,7 \$ 31,8	Total transfer of the capitaux propres 3 \$ 1042,2 \$ \$ 1042,2 \$ \$ 142,4 \$ 142,4 \$ 142,4 \$ 142,4 \$ 143,2 \$ 143,2 \$ 143,2 \$ 143,2 \$ 143,5
Nombre adiens, sauf les nombres d'actions) Tures de flux de trésorerie Gonnant pas le contrôle actions donnant pas le contrôle actions tures de flux de trésorerie adiens, sauf les nombres d'actions) Nombre adiens, sauf les nombres d'actions of Nombre adiens à prestations définies Tures de flux de trésorerie	(6,8) \$ (6,8) \$ (6,8) \$ (16,6) \$ (16,6) \$	distributes 558,0 \$ 10 (139,4 116,9 \$ 10 (12,1)	м м м м	des capitaux propres \$ 1042,2 142,4 2,5 (9,2) (22,5) \$ 113,2 3,9 6 13,9 8,4 (37,1) \$ (37,1)
tures de flux de trésorerie qimes à prestations définies donnant pas le contrôle donnant pas le contrôle 18 1228 831 482 250 1 683 18 1228 831 Actions or Nombre d'actions tures de flux de trésorerie qimes à prestations définies tures de flux de trésorerie gimes à prestations définies .	2 \$ (9,8) \$	558,0 \$ 10 139,4 139,4 116,9 \$ (12,1) (12,1) (37,1) 625,7 \$ 11	<i>ч</i>	\$ 1042,2 142,4 2,5 (9,2) (22,5) \$ 113,2 3,9 - - 3,9 8,4 (37,1) \$ (37,1)
tures de flux de trésorerie gimes à prestations définies donnant pas le contrôle donnant pas le contrôle 18 1 228 831 actions Actions or Actions or Nombre adiens, sauf les nombres d'actions (10	2,4 (9,2) (9,2) (6,8) \$ - \$ (6,8) \$ 	(12,5) (16,9 \$ '' (12,1) (37,1) (37,1) (255,7 \$ 11	м м	2,5 (9,2) (22,5) \$ 113,2 3,9 - - - 3,9 8,4 (37,1) \$ (37,1)
tures de flux de trésorerie gimes à prestations définies donnant pas le contrôle actions donnant pas le contrôle 18 Actions or Actions or Nombre adiens, sauf les nombres d'actions (10 Actions or Actions or Lures de flux de trésorerie gimes à prestations définies tures de flux de trésorerie compresse de flux de t	2,4 - \$ (6,8) \$ - \$ (6,8) \$ 	(12,5) (116,9 \$ 11 (12,1) (37,1) 625,7 \$ 11	<i>ы</i>	2,5 (9,2) (22,5) \$ 113,2 3,9 3,9 8,4 (37,1) \$ (37,1)
tures de flux de trésorerie	2,4 (9,2) - \$ (6,8) \$ 	(12,5) (116,9 \$ 116,9 \$ 116,10 \$ 116,1	<i>ы</i>	2,5 (9,2) (22,5) \$,9 3,9 - - - 3,9 8,4 (37,1) \$ (37,1)
tures de flux de trésorerie - gimes à prestations définies - - - - - - - - - - - - -	(9,2) - \$ (6,8) \$ \$	(12,5) (16,9 \$ 11 (12,1) (37,1) 625,7 \$ 11	w w	(9,2) (22,5) \$,9 3,9 - 3,9 8,4 (37,1) \$ (37,1)
gimes à prestations définies	2) (6,8) \$ (6,8) \$ (6,8) \$ (6,8) \$ (7,8) \$ (7,8) \$ (7,8) \$ (7,8) \$ (16,6) \$ (16,6) \$ (7,8) \$ (16,6) \$ (16	(12,5) (16,9 \$ 1 (12,1) (12,1) (37,1) 625,7 \$ 11	<i>в</i>	\$ (22.5) \$ 113.2 3,9 - 3,9 8,4 (37,1) \$ (37,1)
actions - 482 250	(6,8) \$ - \$ (6,8) \$ - \$ - \$ - \$ - \$ - \$ - \$ - \$ - \$ - \$	(12,1) (12,1) (37,1) 625,7 \$ 11	м	\$ 113,2 3,9 3,9 8,4 (37,1) \$ 1134,5
482 250 1 683 1 1 228 831 1 1 228 831 1 1 228 831 1 259 979 059 2 259 979 059 2 Actions of Nombre d'actions of d'actions of d'actions of d'actions	2)	(12,1) 	မှ	3,9 - 3,9 8,4 (37,1) \$
1 683 actions donnant pas le contrôle 18 1 228 831 - 18 1 228 831 - 18 1 228 831 - 18 1 228 831 - 18 1 228 831 - 18 1 228 831 - 10 Actions on Nombre d'actions d'actio	2)	(12,1) 	6	3,9 8,4 (37,1) \$
actions - 1 228 831	2)	(12,1) (37,1) 625,7 \$ 11	မှ	3,9 8,4 (37,1) \$
actions	2)	(37,1)	φ.	3,9 8,4 (37,1) \$
	9 \$ (16,6) \$	(37,1)	₩	3,9 8,4 (37,1) \$ 1134,5
donnant pas le contrôle		(37,1)	φ.	8,4 (37,1) \$ 1134,5
Actions or Notes adactions of actions of the stations definies approach presentations definies approach actions acti	9 \$ (16,6) \$	(37,1)	€	(37,1)
Actions on Nombre d'actions) Notes d'actions	9 \$ (16,6) \$	625,7 \$ 11	\$	\$ 1134,5
Actions on Nombre Nombre Nombre s'actions) Notes d'actions e 256 964 756 256 964 756 Turres de flux de trésorerie gimes à prestations définies		0 0000000000000000000000000000000000000		
Actions on Nombres d'actions) Nombre d'actions à l'actions d'actions à l'actions d'actions à l'actions à l'actions à l'actions à l'actions d'actions à l'actions d'actions à l'actions d'actions à l'actions d'actions	eurs d'instruments de capitau	IX propres de la o	ociété	
Nombre diactions, sauf les nombres d'actions Notes d'actions attribuée d'actions d'apport 256 964 756 440,7 \$ 17,1 17,1 - <t< td=""><td>Cumul des</td><td>Bésultats</td><td>Participations</td><td>Total</td></t<>	Cumul des	Bésultats	Participations	Total
256 964 756 440,7 \$ 17,1 Tures de flux de trésorerie gimes à prestations définies 538 600 44	éléme résultat		ne donnant Total pas le contrôle	des cap
tures de flux de trésorerie		466,4 \$ 9	914,4 \$ 18,5	\$ 632,9 \$
tures de flux de trésorerie		180,3	180,3	
couvertures de flux de trésorerie des régimes à prestations définies				
couvertures de flux de trésorerie des régimes à prestations définies	- 10,3		10,3 0,1	1 10,4
des régimes à prestations définies	- (10,3)		(10,3)	- (10,3)
538 600 44		(47,5)	(47,5)	- (47,5)
238 600	⇔ .	132,8 \$ 1	132,8 \$ 1,8	3 \$ 134,6 \$
		,	4,4	- 4,4
Achat facultatif au comptant 898		,	•	,
Dividendes en actions 762 041 7,8 -		(7,8)	•	
Transfert sur exercice d'options sur actions (1,6)	- (9	•		
Paiements fondés sur des actions . 3,7			3,7	- 3,7
Dividendes · · · ·		(33,4)	(33,4)	- (33,4)
Soldes à la clôture de la période 258 266 295 454,5 \$ 19,2 \$		558,0 \$ 10	1 021,9 \$ 20,3	3 \$ 1 042,2 \$

Tableau consolidé des flux de trésorerie

Exercices clos les 31 mars			
(montants en millions de dollars canadiens)	Notes	2013	2012
Activités opérationnelles			
Résultat net Ajustements pour rapprocher le résultat net et les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles :		142,4 \$	182,0 \$
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles		107,6	92,3
Dotation aux amortissements des immobilisations incorporelles et d'autres actifs		49,7	33,5
Amortissement des frais de financement	24	1,8	1,6
Impôts sur le résultat différés	17	28,1	36,4
Crédits d'impôt à l'investissement		(22,6)	(14,5)
Rémunération fondée sur des actions	25	(4,2)	4,7
Régimes de retraite à prestations définies	15	(9,3)	(13,1)
Dotation aux amortissements des autres passifs non courants		(15,6)	(12,0)
Autres		(12,1)	(5,3)
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	26	(61,7)	(71,7)
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles		204,1 \$	233,9 \$
Activités d'investissement		, ,	
Regroupements d'entreprises, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de			
trésorerie acquis	3	(285,3) \$	(126,0) \$
Coentreprises, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie acquis	4	(0,7)	(27,6)
Dépenses d'investissement en immobilisations corporelles		(155,8)	(165,7)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles		8,9	34,4
Frais de développement inscrits à l'actif		(49,6)	(42,8)
Système de gestion intégré (ERP) et autres logiciels		(19,4)	(17,3)
Autres		(3,0)	5,0
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement		(504,9) \$	(340,0) \$
Activités de financement			
Emprunt net aux termes des facilités de crédit non garanties renouvelables	13	54,0 \$	14,2 \$
Incidence nette du programme portant sur des actifs financiers courants	31	(37,1)	4,9
Produit tiré de la dette à long terme, déduction faite des coûts de transaction	13	740,4	195,0
Remboursement sur la dette à long terme	13	(380,2)	(36,1)
Remboursement sur contrats de location-financement	13	(36,3)	(32,8)
Dividendes versés		(37,1)	(33,4)
Émission d'actions ordinaires	18	3,9	4,4
Autres		(0,9)	(0,7)
Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement		306,7 \$	115,5 \$
Incidence des fluctuations des taux de change sur la trésorerie et			
les équivalents de trésorerie		- \$	1,5 \$
Augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		5,9 \$	10,9 \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de l'exercice		287,3	276,4
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de l'exercice		293,2 \$	287,3 \$
Information supplémentaire :			
Dividendes reçus		2,4 \$	4,7 \$
Intérêts payés		53,6	49,4
Intérêts reçus		5,0	4,7
Impôts sur le résultat payés		26,5	26,9

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(sauf indication contraire, tous les montants sont en millions de dollars canadiens)

La publication des états financiers consolidés a été autorisée par le conseil d'administration le 16 mai 2013.

NOTE 1 - NATURE DES ACTIVITÉS ET PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Nature des activités

CAE inc. et ses filiales (la Société) conçoivent, fabriquent et fournissent des services liés aux dispositifs de simulation, et mettent au point des solutions de formation intégrées pour l'aviation militaire, l'aviation commerciale, les exploitants d'aéronefs d'affaires, les avionneurs, les fournisseurs de formation et de services en soins de santé, ainsi que l'industrie minière. Les simulateurs de vol de CAE reproduisent le fonctionnement de l'avion dans des conditions normales et anormales, ainsi que tout un ensemble de conditions environnementales, grâce à des systèmes visuels couplés à une vaste base de données qui permet de reproduire un grand nombre d'aéroports et d'autres aires d'atterrissage ainsi que les diverses conditions de vol, les mouvements et les sons, de façon que le pilote soit plongé dans un milieu de formation totalement immersif. La Société offre une gamme complète de dispositifs de formation au vol utilisant les mêmes logiciels que ceux présents dans ses simulateurs. La Société exploite également un réseau de centres de formation à l'échelle mondiale.

La Société gère ses activités en cinq secteurs :

- i) Formation et services associés Civil (FS/C) : fournit des services de formation pour l'aviation commerciale, l'aviation d'affaires et sur hélicoptère à l'équipage de conduite, à l'équipage de cabine, au personnel de maintenance et au personnel au sol, ainsi que des services de formation initiale des pilotes et de placement de membres d'équipage;
- ii) Produits de simulation Civil (PS/C) : conçoit, réalise et fournit des dispositifs de formation par simulation et des systèmes visuels pour la formation aéronautique civile;
- iii) Produits de simulation Militaire (PS/M) : conçoit, réalise et fournit de l'équipement de formation militaire évolué et des outils logiciels pour les forces aériennes, terrestres et navales;
- iv) Formation et services associés Militaire (FS/M): fournit des services de formation clés en main, des solutions intégrées d'entreprise fondées sur la simulation ainsi que des solutions de maintenance et de soutien en service;
- v) Nouveaux marchés principaux (NMP) : conçoit, réalise et fournit des services et de l'équipement de formation en soins de santé ainsi que des services et des outils pour le secteur minier.

CAE est une société par actions à responsabilité limitée constituée et établie au Canada. L'adresse de son siège social est le 8585, ch. de la Côte-de-Liesse, Saint-Laurent (Québec), Canada, H4T 1G6. Les actions de CAE se négocient à la Bourse de Toronto et à la Bourse de New York.

Base d'établissement

Les principales méthodes comptables appliquées aux fins de l'établissement des présents états financiers consolidés sont décrites ci-dessous. Ces méthodes ont été appliquées uniformément à tous les exercices présentés, sauf indication contraire.

Les états financiers consolidés ont été établis selon la Partie I du Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) (normes IFRS), telles qu'elles sont publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB).

Les états financiers consolidés ont été établis selon la méthode du coût historique, à l'exception des éléments suivants, qui sont évalués à la juste valeur : instruments financiers dérivés; instruments financiers comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net; actifs financiers disponibles à la vente et passifs au titre des accords de paiement fondé sur des actions réglés en trésorerie.

La monnaie fonctionnelle et de présentation de CAE inc. est le dollar canadien.

Périmètre de consolidation

Filiales

Les filiales représentent toutes les entités (y compris les entités ad hoc) dont la Société est en mesure de contrôler les politiques opérationnelles et financières afin de bénéficier de leurs activités. Les filiales sont consolidées par intégration globale à compter de la date à laquelle la Société en obtient le contrôle et déconsolidées à la date à laquelle le contrôle prend fin.

Coentreprises

Les coentreprises sont comptabilisées selon la méthode de la consolidation par intégration proportionnelle. Les coentreprises sont des entités sur lesquelles la Société exerce un contrôle conjoint en vertu d'un accord contractuel. La participation de la Société dans les coentreprises comprend le goodwill identifié à l'acquisition, déduction faite du cumul des pertes de valeur.

Les profits et les pertes réalisés sur les ventes internes conclues avec les coentreprises sont éliminés en proportion de la participation de la Société dans la coentreprise.

Regroupements d'entreprises

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. La contrepartie transférée aux fins de l'acquisition d'une filiale correspond à la juste valeur des actifs et des passifs repris et des parts de capitaux propres émises par la Société, s'il en est, à la date d'obtention du contrôle. La contrepartie transférée comprend la juste valeur de tout passif résultant d'un accord de contrepartie éventuelle. Les frais connexes à l'acquisition, à l'exception des frais d'émission d'actions et de titres d'emprunt engagés aux fins de l'émission des instruments financiers inclus dans la contrepartie transférée, sont comptabilisés en charges lorsqu'ils sont engagés. Les actifs et passifs identifiables repris dans le cadre d'un regroupement d'entreprises sont initialement comptabilisés à leur juste valeur à la date d'acquisition. Si un regroupement d'entreprises est réalisé en étapes, la Société réévalue sa part détenue au préalable dans la société acquise selon la juste valeur à la date d'acquisition et reconnaît le gain ou la perte résultant, s'il y a lieu, dans le résultat net.

L'excédent de la contrepartie transférée par rapport à la juste valeur de la quote-part qui revient à la Société des actifs nets identifiables repris est comptabilisé à titre de goodwill.

Les contreparties éventuelles classées à titre de provisions sont évaluées à la juste valeur, les variations subséquentes de celle-ci étant comptabilisées en résultat. Si une contrepartie éventuelle est classée dans les capitaux propres, elle n'est pas réévaluée avant son règlement définitif dans les capitaux propres.

Les renseignements nouveaux obtenus au cours de la période d'évaluation, jusqu'à 12 mois suivant la date d'acquisition, à propos des faits et des circonstances qui prévalaient à la date d'acquisition auront une incidence sur la comptabilité d'acquisition.

Participations ne donnant pas le contrôle

Les participations ne donnant pas le contrôle représentent les parts de capitaux propres dans des filiales appartenant à des tiers. La quote-part de l'actif net des filiales attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle est présentée à titre de composante des capitaux propres. Les variations de la participation de la Société dans des filiales qui n'aboutissent pas à une perte de contrôle sont comptabilisées comme des transactions sur les capitaux propres.

La Société traite les transactions avec les participations ne donnant pas le contrôle comme des transactions avec les détenteurs de ses instruments de capitaux propres. Dans le cas des parts achetées auprès de participations ne donnant pas le contrôle, l'écart entre toute contrepartie payée et la quote-part acquise de la valeur comptable de l'actif net de la filiale est inscrit dans les capitaux propres. Les profits et les pertes à la cession de participations ne donnant pas le contrôle sont aussi comptabilisés dans les capitaux propres.

Instruments financiers et relations de couverture Instruments financiers

Actifs et passifs financiers

Un instrument financier représente tout contrat qui crée un actif financier pour une entité et un passif financier ou un instrument de capitaux propres pour une autre entité. Les actifs et les passifs financiers, y compris les dérivés, sont constatés à l'état consolidé de la situation financière lorsque la Société devient partie aux dispositions contractuelles qui créent et définissent l'instrument financier. À la constatation initiale, tous les instruments financiers sont évalués à la juste valeur.

La juste valeur d'un instrument financier correspond au montant auquel l'instrument pourrait être échangé aux termes d'une transaction réalisée dans des conditions de pleine concurrence entre des parties compétentes agissant en toute liberté. La meilleure preuve à l'appui de la juste valeur à la constatation initiale est le prix de transaction (c'est-à-dire la juste valeur de la contrepartie donnée ou reçue), sauf si la juste valeur de l'instrument peut être établie par comparaison avec d'autres transactions observables sur le marché courant portant sur le même instrument (c'est-à-dire sans modification ni réorganisation) ou suivant une technique d'évaluation dont les variables comprennent exclusivement des données de marché observables. Lorsqu'il existe un écart entre la juste valeur de la contrepartie donnée ou reçue à la constatation initiale et le montant calculé à l'aide d'une technique d'évaluation, cet écart est comptabilisé immédiatement en résultat, sauf s'il peut être comptabilisé dans un autre type d'actif ou de passif. Par la suite, l'évaluation des instruments financiers dépend de leur classement, comme il est expliqué ci-dessous. Les actifs et les passifs financiers peuvent être classés dans l'une des catégories suivantes : à la juste valeur par le biais du résultat net, détenus jusqu'à leur échéance, prêts et créances, autres passifs financiers ou instruments disponibles à la vente. Le classement est fonction des caractéristiques de l'instrument financier et de l'objet pour lequel il a été acquis. Sauf dans de très rares circonstances, ce classement ne change pas après la comptabilisation initiale.

Instruments financiers comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net

Les instruments financiers qui sont classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net sont comptabilisés à leur juste valeur évaluée à chaque date de clôture, et les variations de la juste valeur sont comptabilisées en résultat. Ce classement s'applique aux instruments financiers ayant les caractéristiques suivantes :

- Ce sont des dérivés, y compris les dérivés incorporés comptabilisés séparément du contrat hôte, qui ne sont pas désignés comme instruments de couverture efficaces;
- Ils ont été acquis ou repris principalement en vue de leur revente ou de leur rachat à court terme;
- Ils font partie d'un portefeuille d'instruments financiers qui sont gérés ensemble et qui présentent des indications d'un profil récent de prises de bénéfices à court terme;
- Ils ont été irrévocablement désignés comme tels par la Société (option de la juste valeur).

Instruments détenus jusqu'à leur échéance, prêts et créances, et autres passifs financiers

Les instruments financiers qui sont classés comme détenus jusqu'à leur échéance, comme prêts et créances ou comme autres passifs financiers sont comptabilisés au coût amorti calculé selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Le produit ou la charge d'intérêts est pris en compte dans le résultat de la période au cours de laquelle il est engagé.

Actifs financiers disponibles à la vente

Les actifs financiers disponibles à la vente représentent les actifs financiers non dérivés qui sont désignés comme étant disponibles à la vente ou qui ne sont pas classés dans l'une des catégories précédentes. Les actifs financiers classés comme disponibles à la vente sont évalués à leur juste valeur à chaque date de clôture. Les profits et les pertes latents, y compris les variations des taux de change liés aux actifs financiers non monétaires, sont constatés dans les autres éléments du résultat global de la période au cours de laquelle ils surviennent et sont virés au résultat lorsque les actifs sont décomptabilisés ou qu'une moins-value durable est enregistrée. S'il existe une indication objective de dépréciation, les variations sont comptabilisées en résultat dans la période au cours de laquelle elles se produisent. Si la juste valeur d'un instrument de capitaux propres non coté ne peut faire l'objet d'une estimation fiable, l'instrument est évalué au coût diminué des pertes de valeur. Les dividendes sont comptabilisés en résultat lorsque le droit de paiement est établi.

Par conséquent, les classements suivants ont été établis :

- i) La trésorerie et les équivalents de trésorerie, les liquidités soumises à restrictions et tous les instruments dérivés, à l'exception des dérivés désignés comme instruments de couverture efficaces, sont classés dans les instruments comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net;
- ii) Les comptes débiteurs, les contrats en cours, les comptes débiteurs non courants et les avances sont classés dans les prêts et créances, sauf ceux que la Société a l'intention de vendre immédiatement ou à court terme, qui sont classés dans les instruments comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net;
- iii) Un placement de portefeuille est classé dans les instruments disponibles à la vente;
- iv) Les comptes créditeurs et charges à payer et la dette à long terme, y compris les intérêts à payer, ainsi que les obligations au titre des contrats de location-financement sont classés dans les autres passifs financiers et sont tous évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Coûts de transaction

Les coûts de transaction directement liés à l'acquisition ou à l'émission d'actifs et de passifs financiers (autres que ceux classés comme étant comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net) sont inclus dans la juste valeur initialement comptabilisée pour ces instruments financiers. Ces coûts sont amortis en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Compensation d'actifs et de passifs financiers

Les actifs et les passifs financiers doivent faire l'objet d'une compensation, et le solde net doit être présenté à l'état consolidé de la situation financière lorsque la Société a un droit juridiquement exécutoire d'opérer compensation entre les montants comptabilisés et a l'intention soit de procéder à un règlement net, soit de réaliser les actifs et de régler les passifs simultanément.

Dépréciation des actifs financiers

À chaque date de clôture, la valeur comptable des actifs financiers autres que ceux qui sont comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net est examinée pour déterminer s'il existe une indication objective de dépréciation. Les pertes de valeur des actifs financiers comptabilisés au coût font l'objet de reprises dans les périodes subséquentes si le montant des réductions de pertes et la diminution peuvent être associés objectivement à un événement survenu après la constatation de la dépréciation.

Comptabilité de couverture

Documentation

Lors de la mise en place d'une relation de couverture, si la Société choisit d'appliquer la comptabilité de couverture, elle doit constituer une documentation officielle concernant la désignation de la couverture, les objectifs et la stratégie de gestion des risques, la relation de couverture entre l'élément couvert et l'élément de couverture, ainsi que la méthode d'appréciation de l'efficacité de la couverture, laquelle doit être raisonnablement assurée pour la durée de la relation de couverture et pouvoir être évaluée de manière fiable. La Société évalue formellement, lors de la mise en place d'une relation de couverture et en continu, si les dérivés utilisés dans les transactions de couverture offrent une compensation efficace des variations de la juste valeur ou des flux de trésorerie des éléments couverts par rapport au risque couvert.

Méthode de comptabilisation

La méthode de comptabilisation des profits et des pertes liés à la juste valeur dépend du classement des dérivés comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net ou de leur désignation comme instruments de couverture et, dans ce dernier cas, de la nature des risques couverts. Tous les profits et les pertes découlant des variations de la juste valeur des dérivés non désignés comme couvertures sont inscrits en résultat. Lorsque les dérivés sont désignés comme couvertures, la Société les classe comme : a) couvertures de l'exposition aux variations de la juste valeur des actifs ou des passifs comptabilisés ou des engagements fermes (couvertures de juste valeur); ou b) couvertures de l'exposition aux variations hautement probables de flux de trésorerie, attribuables à un actif ou à un passif comptabilisé, à un engagement ferme ou à une transaction prévue (couvertures de flux de trésorerie); ou c) couvertures d'un investissement net dans un établissement à l'étranger.

Couverture de juste valeur

Dans le cas des relations de couverture de juste valeur en cours, les profits ou pertes qui apparaissent à l'évaluation à la juste valeur des instruments de couverture dérivés sont comptabilisés en résultat, et la valeur comptable des éléments couverts est rajustée pour tenir compte des profits et des pertes attribuables aux risques couverts, qui sont comptabilisés en résultat.

Couverture de flux de trésorerie

La portion efficace des variations de la juste valeur des instruments dérivés qui sont désignés et qui se qualifient comme couvertures de flux de trésorerie est comptabilisée aux autres éléments du résultat global, tandis que la portion inefficace est immédiatement comptabilisée en résultat. Les montants cumulés dans les autres éléments du résultat global sont reclassés en résultat dans la période au cours de laquelle l'élément couvert a un impact sur le résultat net. Cependant, lorsque les transactions prévues qui constituent des éléments couverts entraînent la constatation d'actifs non financiers (par exemple, des stocks ou des immobilisations corporelles), les profits et les pertes antérieurement comptabilisés aux autres éléments du résultat global sont inclus dans la valeur comptable initiale des actifs non financiers acquis ou des passifs non financiers repris. En fin de compte, les montants différés sont comptabilisés en résultat à mesure que les actifs non financiers connexes sont décomptabilisés ou amortis.

La comptabilité de couverture est abandonnée prospectivement lorsque la relation de couverture ne répond plus aux critères de la comptabilité de couverture, lorsque la désignation est révoquée ou que l'instrument de couverture vient à échéance ou est vendu. Tout profit ou perte cumulé comptabilisé directement aux autres éléments du résultat global à ce moment y demeure jusqu'à ce que l'élément couvert soit éventuellement comptabilisé en résultat. Lorsqu'il est probable qu'une transaction couverte ne surviendra pas, le cumul du profit ou de la perte qui était inscrit aux autres éléments du résultat global est immédiatement transféré en résultat.

Couverture d'investissements nets dans des établissements à l'étranger

La Société a désigné certaines dettes à long terme comme couvertures de la participation totale nette de CAE dans des établissements à l'étranger dont les activités sont libellées dans une monnaie autre que la monnaie fonctionnelle de la Société. La partie du profit ou de la perte sur l'élément de couverture qui est considérée comme constituant une couverture efficace est comptabilisée aux autres éléments du résultat global, déduction faite des impôts, et se limite aux différences de conversion sur la participation nette.

Décomptabilisation

Actifs financiers

Un actif financier (ou, le cas échéant, une composante d'un actif financier ou d'un groupe d'actifs financiers similaires) est décomptabilisé dans les circonstances suivantes :

- Les droits de recevoir les flux de trésorerie liés à l'actif ont expiré;
- La Société a transféré ses droits de recevoir les flux de trésorerie liés à l'actif et a transféré la quasi-totalité des risques et des avantages de l'actif ou n'a ni transféré ni conservé la quasi-totalité des risques et des avantages de l'actif, mais a transféré le contrôle sur l'actif.

Passifs financiers

Un passif financier est décomptabilisé lorsque l'obligation au titre du passif est acquittée, annulée ou a expiré.

Lorsqu'un passif financier existant est remplacé par un autre instrument qui provient du même prêteur et qui est assorti de modalités substantiellement différentes, ou que les modalités d'un passif existant sont substantiellement modifiées, l'échange ou la modification est traité comme la décomptabilisation du passif initial et la comptabilisation d'un nouveau passif, et la différence entre les valeurs comptables respectives est portée en résultat.

Conversion des monnaies étrangères

Établissements à l'étranger

Les actifs et passifs des filiales dont la monnaie fonctionnelle n'est pas le dollar canadien sont convertis en dollars canadiens aux taux de change en vigueur à la date de clôture. Les différences de conversion qui en découlent sont incluses au poste Différences de conversion dans les capitaux propres. Les profits et les pertes résultant de la conversion des soldes intersociétés à long terme faisant partie de la participation nette globale dans des établissements à l'étranger et ceux provenant de la conversion de la dette libellée en monnaies étrangères désignée comme une couverture de la participation nette globale dans des établissements à l'étranger sont également inclus dans la réserve au titre des différences de conversion. Les produits des activités ordinaires et les charges sont convertis aux taux de change moyens pour la période.

Lorsque la Société, en réduisant le capital initial sans provoquer une perte de contrôle ou en réglant les avances intersociétés, réduit sa participation nette globale dans les établissements à l'étranger qui faisaient partie de sa participation nette globale, le montant pertinent est viré en résultat depuis la réserve au titre des différences de conversion.

Transactions et soldes

Les actifs et passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis aux taux de change en vigueur à la date de clôture. Les actifs et passifs non monétaires ainsi que les éléments des produits des activités ordinaires et des charges libellés en monnaies étrangères sont convertis dans la monnaie fonctionnelle en utilisant le taux de change en vigueur aux dates des transactions respectives. Les profits et les pertes de change découlant du règlement de ces transactions sont comptabilisés en résultat.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont constitués de l'encaisse et de placements très liquides dont l'échéance à la date d'achat est de 90 jours ou moins.

Comptes débiteurs

Les comptes débiteurs sont initialement inscrits à la juste valeur et sont par la suite comptabilisés au coût amorti diminué d'une provision pour créances douteuses, d'après la recouvrabilité prévue. Le montant de la provision correspond à l'écart entre la valeur comptable de l'actif et la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs estimatifs, actualisés au taux d'intérêt effectif initial. La perte est comptabilisée en résultat. Les recouvrements subséquents de montants ayant fait l'objet de provision ou ayant été radiés sont portés au crédit du même compte.

La Société participe à un programme en vertu duquel elle vend des participations indivises dans certains de ses comptes débiteurs et de ses actifs au titre de contrats en cours (programme portant sur des actifs financiers courants) à des tiers pour une contrepartie en trésorerie dont le montant peut atteindre 150,0 millions \$, sans recours contre la Société. La Société continue d'agir à titre d'agent de recouvrement. Ces transactions sont comptabilisées lorsqu'il est estimé que la Société a abandonné le contrôle des comptes débiteurs ou des contrats en cours.

Stocks

Les matières premières sont évaluées au coût moyen ou à la valeur de réalisation nette, selon le moins élevé des deux montants. Les pièces de rechange à utiliser dans le cours normal des activités sont évaluées au coût établi selon une méthode d'identification spécifique ou à la valeur de réalisation nette, selon le moins élevé des deux montants.

Les produits en cours de fabrication sont comptabilisés au coût établi selon une méthode d'identification spécifique ou à la valeur de réalisation nette, selon le moins élevé des deux montants. Le coût des produits en cours comprend le matériel, la main-d'œuvre et la répartition des coûts indirects de production en fonction de la capacité d'exploitation normale.

La valeur de réalisation nette correspond au prix de vente estimatif dans le cours normal des activités, moins les coûts estimatifs liés à l'achèvement et les coûts estimatifs nécessaires pour réaliser la vente. Dans le cas des matières premières et des pièces de rechange, le coût de remplacement constitue la meilleure mesure de la valeur de réalisation nette.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont constatées au coût diminué des amortissements cumulés et du cumul des pertes de valeur nettes. Le coût comprend les dépenses directement attribuables à l'acquisition ou à la fabrication de l'élément. À la constatation initiale, le coût d'une immobilisation corporelle comprend, s'il y a lieu, l'estimation de la valeur actuelle initiale des coûts relatifs au démantèlement et à l'enlèvement de l'immobilisation et à la remise en état du site sur lequel elle est située à la fin de sa durée d'utilité. Les logiciels acquis qui sont essentiels au fonctionnement du matériel connexe sont inscrits à l'actif au titre du matériel visé. Les coûts ultérieurs sont inclus dans la valeur comptable de l'actif ou comptabilisés en tant qu'actif distinct, selon le cas, seulement lorsqu'il est probable que les avantages économiques futurs se matérialiseront et que le coût de l'immobilisation peut être évalué de manière fiable. Les mises à niveau des dispositifs de formation sont prises en compte dans la valeur comptable des dispositifs de formation lorsqu'il est probable que les avantages économiques futurs attendus représentés par la pièce iront à la Société et que son coût peut être évalué de manière fiable; sinon, elles sont comptabilisées en charges. Les coûts d'entretien courant des immobilisations corporelles sont comptabilisés en résultat lorsqu'ils sont engagés.

La Société inscrit une perte à la cession en résultat lorsque la valeur comptable d'un élément remplacé est décomptabilisée, sauf si l'élément est viré aux stocks. S'il est impossible de calculer la valeur comptable, le coût de remplacement et le cumul des amortissements calculés en fonction de ce coût seront utilisés aux fins de la décomptabilisation de la pièce remplacée. Les profits et les pertes à la cession d'immobilisations corporelles sont calculés en comparant le produit de la cession avec la valeur comptable de l'immobilisation corporelle connexe, et le montant net est comptabilisé dans les autres profits et pertes.

Les diverses parties des immobilisations corporelles sont comptabilisées séparément lorsque leurs durées d'utilité présentent des différences importantes, et ces parties sont amorties séparément en résultat. Les actifs loués sont amortis sur la plus courte de la durée du contrat de location ou de leur durée d'utilité. Si l'acquisition de l'actif par la Société à la fin du contrat de location est raisonnablement assurée, l'actif loué est amorti sur sa durée d'utilité. Les terrains ne sont pas amortis. Les durées d'utilité estimatives, les valeurs résiduelles et les modes d'amortissement sont les suivants :

	Méthode	Taux / années
Immeubles et améliorations	Amortissement dégressif/Amortissement linéaire	De 2,5 % à 10 % / De 3 à 20 ans
Simulateurs	Amortissement linéaire (valeur résiduelle de 10 %)	N'excédant pas 25 ans
Matériel et outillage	Amortissement dégressif/Amortissement linéaire	De 20 % à 35 % / De 2 à 10 ans
Avions	Amortissement linéaire (valeur résiduelle de 15 %)	N'excédant pas 12 ans
Moteurs d'avion	Basé sur l'utilisation	N'excédant pas 3 000 heures

Les méthodes d'amortissement, les durées d'utilité et les valeurs résiduelles sont passées en revue et ajustées au besoin à titre prospectif à chaque date de clôture.

Contrats de location

La Société loue certaines immobilisations corporelles à des tiers et auprès de tiers. Les contrats de location selon lesquels la Société obtient la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété sont classés comme des contrats de location-financement. Tous les autres contrats sont classés comme des contrats de location simple.

La Société en tant que bailleur

En ce qui concerne les contrats de location-financement, l'actif est décomptabilisé à l'origine du contrat de location et un profit (une perte) est comptabilisé en résultat. La valeur actuelle nette des paiements minimaux au titre de la location et toute valeur résiduelle non garantie actuelle sont inscrites dans les comptes débiteurs non courants. Les produits financiers sont comptabilisés sur la durée du contrat de location selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les produits tirés des contrats de location simple sont comptabilisés selon le mode linéaire sur la durée du contrat de location correspondant.

La Société en tant que preneur

Les contrats de location-financement sont inscrits à l'actif à l'origine du contrat, au plus faible de la juste valeur de l'actif loué et de la valeur actuelle des paiements minimaux au titre de la location. Les coûts directs initiaux engagés par le preneur sont ajoutés au montant comptabilisé à titre d'actif. Les obligations correspondantes sont prises en compte dans la dette à long terme. Les paiements effectués aux termes des contrats de location simple sont comptabilisés en charges selon le mode linéaire sur la durée du contrat de location.

Transactions de cession-bail

Dans le cadre de sa stratégie de financement visant à soutenir les investissements dans les activités de formation et les services destinés à l'aviation civile et militaire, la Société conclut des transactions de cession-bail. Lorsqu'une transaction de cession-bail donne lieu à un contrat de location-financement, tout excédent du produit de la vente sur la valeur comptable est différé et amorti sur la durée du contrat de location. Lorsqu'une transaction de cession-bail donne lieu à un contrat de location simple et qu'il est clair que la transaction est réalisée à la juste valeur, tout profit ou perte est comptabilisé immédiatement. Si le prix de vente est inférieur à la juste valeur, le manque à gagner est inscrit immédiatement en résultat, sauf si la perte est compensée par des paiements futurs au titre de la location inférieurs au prix du marché; le manque à gagner est alors différé et amorti au prorata des paiements au titre de la location, sur la durée d'utilisation prévue de l'actif. Si le prix de vente est supérieur à la juste valeur, l'excédent est différé et amorti sur la durée d'utilisation prévue de l'actif.

Immobilisations incorporelles

Goodwill

Le goodwill est évalué au coût diminué du cumul des pertes de valeur, le cas échéant.

Le goodwill découle de l'acquisition de filiales et de coentreprises. Il correspond à l'excédent du coût d'acquisition, y compris la meilleure estimation selon la Société de la juste valeur de la contrepartie conditionnelle, par rapport à la juste valeur de la quote-part attribuable à la Société des actifs nets identifiables de la filiale ou de la coentreprise acquise à la date d'acquisition.

Les profits et les pertes à la cession d'une entité comprennent la valeur comptable du goodwill relatif à l'entité vendue.

Recherche et développement (R-D)

Les frais de recherche sont comptabilisés en charges lorsqu'ils sont engagés. Les frais de développement sont aussi comptabilisés en charges dans la période au cours de laquelle ils sont engagés, sauf s'ils remplissent tous les critères d'inscription à l'actif conformément à l'IAS 38 *Immobilisations incorporelles*. Les frais de développement inscrits à l'actif sont comptabilisés au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur, le cas échéant. L'amortissement des frais de développement inscrits à l'actif commence lorsque l'actif est prêt à être mis en service et il est pris en compte dans la charge de recherche et de développement.

Autres immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles acquises séparément sont évaluées au coût lors de la comptabilisation initiale. Le coût des immobilisations incorporelles acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises correspond à la juste valeur à la date d'acquisition. Après la comptabilisation initiale, les immobilisations incorporelles sont inscrites au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur, le cas échéant.

Le coût d'une immobilisation incorporelle générée à l'interne comprend tous les coûts directement attribuables nécessaires pour créer, produire et préparer l'immobilisation afin qu'elle puisse être exploitée de la manière prévue par la direction. Les coûts ultérieurs sont comptabilisés dans la valeur comptable de l'immobilisation s'il est probable que les avantages économiques futurs inclus dans celle-ci iront à la Société et si son coût peut être évalué de manière fiable.

Les profits et les pertes à la cession d'immobilisations incorporelles sont calculés en comparant le produit de la cession avec la valeur comptable de l'immobilisation incorporelle connexe et comptabilisés dans les autres profits et pertes.

Amortissement

L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire pour toutes les immobilisations incorporelles sur leur durée d'utilité estimative, comme suit :

Periode d'amortissement	Į
(en années))
Au plus 10)
Do 0 à 00	

	(en annees)
Frais de développement inscrits à l'actif	Au plus 10
Relations avec la clientèle	De 3 à 20
ERP et autres logiciels	De 3 à 10
Technologies	De 3 à 15
Autres immobilisations incorporelles	De 2 à 40

Les méthodes d'amortissement et les durées d'utilité sont passées en revue et ajustées au besoin à titre prospectif à chaque date de clôture.

Dépréciation d'actifs non financiers

La valeur comptable des actifs non financiers de la Société, autres que les stocks, des actifs d'impôt différé et des actifs résultant d'avantages du personnel est soumise à un test de dépréciation lorsque des événements ou un changement de situation indiquent que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Le goodwill et les actifs à durée indéterminée ou qui ne sont pas encore prêts à être mis en service sont soumis à un test de dépréciation chaque année ou à tout autre moment s'il existe un indice de dépréciation.

La valeur recouvrable d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie (UGT) est la valeur la plus élevée entre sa valeur d'utilité et sa juste valeur diminuée des coûts de vente. La valeur recouvrable est calculée individuellement pour chaque actif, à l'exception des actifs qui ne génèrent pas d'entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs. Dans ce cas, l'UGT dont fait partie l'actif est utilisée pour calculer la valeur recouvrable.

Pour les besoins des tests de dépréciation, le goodwill acquis dans un regroupement d'entreprises est affecté aux UGT, lesquelles correspondent généralement aux secteurs opérationnels ou aux secteurs du niveau précédent, qui devraient bénéficier des synergies du regroupement d'entreprises, que d'autres actifs ou passifs de l'entreprise acquise soient affectés à ces unités ou non.

Une perte de valeur est comptabilisée si la valeur comptable d'un actif ou d'une UGT excède sa valeur recouvrable estimée. Lorsque la valeur recouvrable d'une UGT à laquelle un goodwill a été affecté est inférieure à la valeur comptable de l'UGT, le goodwill connexe est déprécié. Tout excédent du montant de la dépréciation par rapport au goodwill déprécié est comptabilisé au prorata de la valeur comptable de chaque actif compris dans l'UGT visée. Les pertes de valeur sont comptabilisées en résultat.

La Société évalue les pertes de valeur, autres que celles qui concernent le goodwill, pour déterminer les reprises possibles à chaque date de clôture. Une perte de valeur est reprise s'il existe un indice que la perte a diminué ou n'existe plus par suite de modifications des estimations avant servi à calculer la valeur recouvrable. Une perte de valeur est reprise seulement dans la mesure où la valeur comptable de l'actif ne dépasse pas la valeur comptable qui aurait été déterminée, après amortissement, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée. De telles reprises sont constatées en résultat.

Coûts d'emprunt

Les coûts d'emprunt qui sont directement attribuables à l'acquisition ou à la construction d'un actif qualifié sont incorporés au coût de l'actif. Un actif qualifié est un actif qui exige une longue période de préparation avant de pouvoir être utilisé ou vendu. Les coûts d'emprunt cessent d'être inscrits à l'actif lorsque l'actif est prêt à être utilisé. Tous les autres coûts d'emprunt sont comptabilisés en résultat au titre des charges financières lorsque les emprunts sont contractés.

Autres actifs

Liquidités soumises à restrictions

En vertu de contrats de financement bancaire externes de certaines filiales, de certains contrats de vente gouvernementaux et de certains regroupements d'entreprises, la Société est tenue de retenir un montant d'argent défini à titre de garantie.

Frais de financement différés

Les frais de financement différés liés aux facilités de crédit renouvelables non garanties, lorsque des prélèvements sur certaines ou toutes les facilités sont probables, et les frais de financement différés liés aux contrats de cession-bail sont inclus dans les autres actifs au coût et amortis selon le mode linéaire sur la durée des contrats de financement connexes.

Comptes créditeurs et charges à payer

Les comptes créditeurs et charges à payer sont initialement comptabilisés à la juste valeur et par la suite évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Provisions

Des provisions sont comptabilisées lorsque la Société a une obligation actuelle, juridique ou implicite, résultant d'un événement passé, qu'il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour éteindre l'obligation et que le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. Aucune provision n'est comptabilisée au titre de pertes opérationnelles futures. Les provisions sont évaluées à la valeur actuelle des dépenses attendues que l'on pense nécessaires pour éteindre l'obligation, à l'aide d'un taux avant impôts qui reflète les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'obligation. L'augmentation de la provision attribuable à l'écoulement du temps est comptabilisée à titre de charge financière. Lorsqu'il existe plusieurs obligations semblables, la probabilité qu'une sortie de ressources soit nécessaire pour les éteindre est déterminée pour l'ensemble de la catégorie d'obligations.

Dette à long terme

La dette à long terme est comptabilisée initialement à la juste valeur diminuée des coûts de transaction engagés. Elle est par la suite comptabilisée au coût amorti. Tout écart entre le produit (diminué des coûts de transaction) et la valeur de remboursement est inscrit en résultat sur la durée des emprunts selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les frais payés à l'établissement des facilités d'emprunt sont comptabilisés en tant que coûts de transaction liés à l'emprunt dans la mesure où il est probable que la facilité sera utilisée en partie ou en totalité. Dans ce cas, les frais sont différés jusqu'au prélèvement des fonds. Dans la mesure où rien n'indique qu'il est probable que la facilité sera utilisée en partie ou en totalité, les frais sont inscrits à l'actif à titre de paiement d'avance pour des services de liquidités et amortis sur la durée de la facilité à laquelle ils se rapportent.

Capital-actions

Les actions ordinaires sont classées dans les capitaux propres. Les coûts différentiels directement attribuables à l'émission de nouvelles actions ou options sont présentés dans les capitaux propres en réduction, après impôts, du produit.

Cumul des autres éléments du résultat global

Différences de conversion

Sert à comptabiliser les différences de change découlant de la conversion des états financiers des établissements à l'étranger. Elle sert aussi à comptabiliser l'incidence des couvertures d'investissements nets dans des établissements à l'étranger.

Variations nettes dans les couvertures de flux de trésorerie

Représente la partie efficace de la variation nette cumulative de la juste valeur des instruments de couverture de flux de trésorerie liés à des transactions couvertes qui n'ont pas encore eu lieu.

Variations nettes des instruments financiers disponibles à la vente

Sert à comptabiliser les variations de la juste valeur de l'actif financier disponible à la vente.

Pertes actuarielles au titre des régimes à prestations définies

Sert à comptabiliser les écarts actuariels au titre des régimes à prestations définies dans la période au cours de laquelle ils surviennent.

Comptabilisation des produits des activités ordinaires

Les produits des activités ordinaires sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir. Les produits des activités ordinaires sont comptabilisés lorsque le montant peut être évalué de manière fiable, qu'il est probable que les avantages économiques futurs iront à la Société et que des critères précis ont été déterminés pour chaque catégorie, comme il est expliqué ci-après.

Accords de prestations multiples

La Société conclut parfois des accords de prestations multiples générateurs de produits des activités ordinaires, qui peuvent inclure une combinaison de services de conception, d'ingénierie et de fabrication de simulateurs de vol ainsi que des services de fourniture de pièces de rechange et de maintenance. Lorsqu'une transaction de vente unique nécessite la livraison de plus d'un produit ou la prestation de plus d'un service (prestations multiples), les critères de comptabilisation des produits des activités ordinaires sont appliqués aux éléments identifiables séparément. Un élément est considéré comme identifiable séparément si l'élément livré a une valeur en soi pour le client et que la juste valeur du produit ou du service peut être évaluée de manière fiable.

La répartition des produits des activités ordinaires tirés d'un accord de prestations multiples se fait en fonction de la juste valeur de chaque élément par rapport à la juste valeur de l'accord dans son ensemble.

Les produits des activités ordinaires de la Société se divisent en deux grandes catégories aux fins comptables : les contrats de construction et les ventes de biens et services.

Contrats de construction

Un contrat de construction est un contrat spécifiquement négocié pour la construction d'un actif ou d'un ensemble d'actifs qui sont étroitement liés en termes de conception, de technologie, de fonction, de finalité ou d'utilisation. En fonction de ses caractéristiques, un contrat de construction peut être comptabilisé séparément, divisé en plusieurs éléments, lesquels sont comptabilisés séparément ou combiné avec un autre contrat de construction afin de former un contrat de construction unique aux fins comptables, au titre duquel les produits des activités ordinaires et les charges seront comptabilisés.

Les produits des activités ordinaires tirés des contrats de construction visant la conception, l'ingénierie et la fabrication de dispositifs de formation sont comptabilisés selon la méthode de l'avancement des travaux lorsque le montant des produits des activités ordinaires, les coûts liés à l'exécution du contrat et le degré d'avancement à la clôture de la période de présentation de l'information financière peuvent être évalués de façon fiable et lorsque les coûts liés au contrat peuvent être identifiés clairement et évalués de manière fiable afin de permettre la comparaison des coûts réels avec les estimations précédentes.

Les provisions pour les pertes contractuelles estimatives sont constatées au cours de la période durant laquelle la perte est déterminée. Les pertes contractuelles correspondent à l'excédent des coûts estimatifs totaux sur le total des produits des activités ordinaires estimatifs du contrat. Les provisions pour garanties sont inscrites au moment où les produits des activités ordinaires sont constatés, d'après l'expérience acquise.

Le montant cumulatif des coûts engagés et des profits comptabilisés, diminués des pertes et de la facturation intermédiaire, est déterminé pour chaque contrat. Si ce montant est positif, il est classé à l'actif; s'il est négatif, il est classé dans le passif.

L'assistance après la livraison est facturée séparément, et les produits des activités ordinaires correspondants sont constatés au cours de la période sur laquelle l'assistance est fournie.

Ventes de biens et services

Accords concernant des logiciels

Les produits des activités ordinaires tirés des ventes de logiciels prêts à l'emploi sont comptabilisés lorsque la livraison a eu lieu. Les produits des activités ordinaires tirés des accords concernant des logiciels à prix fixe et des contrats de personnalisation de logiciels qui nécessitent d'importantes activités de production, de modification ou de personnalisation des logiciels sont visés par les dispositions relatives aux contrats de construction.

Pièces de rechange

Les produits des activités ordinaires tirés de la vente de pièces de rechange sont comptabilisés lorsque les risques et avantages importants inhérents à la propriété des biens sont transférés et que la Société ne continue à être impliquée ni dans la gestion, telle qu'elle incombe normalement au propriétaire, ni dans le contrôle effectif des biens cédés.

Maintenance des produits

Les produits des activités ordinaires tirés des contrats de maintenance sont généralement constatés en fonction du degré d'avancement de la transaction. Conformément à la méthode de l'avancement des travaux, les produits des activités ordinaires sont comptabilisés lorsque les coûts sont engagés, sur la base du pourcentage des coûts réels engagés à ce jour, par rapport à l'estimation des coûts totaux liés à l'exécution du contrat.

Services de formation et de consultation

Les produits des activités ordinaires tirés des services de formation et de consultation sont constatés lorsque les services sont rendus.

Pour les écoles de pilotage, les programmes de formation des élèves-pilotes sont offerts principalement par voie de cours de formation au sol et de vols sur des appareils. Les produits des activités ordinaires sont comptabilisés en résultat selon la méthode de l'amortissement linéaire à l'étape des cours de formation au sol, tandis qu'ils sont constatés en fonction des heures de vol réelles à l'étape des vols sur des appareils.

Autres

Incitatifs à la vente aux clients

La Société peut fournir des incitatifs à la vente sous forme de crédits, de produits et services gratuits ou de garanties de valeurs résiduelles minimales. En général, les crédits ainsi que les produits et services gratuits sont constatés à leur juste valeur estimative en réduction des produits des activités ordinaires ou inclus dans le coût des ventes. Les ventes visées par une garantie de valeur résiduelle minimale sont comptabilisées conformément à la substance de la transaction, en tenant compte du transfert des risques et avantages inhérents à la propriété.

Transactions non monétaires

La Société peut aussi conclure des conventions de vente aux termes desquelles la contrepartie monétaire est nulle ou quasi nulle. Les transactions non monétaires sont évaluées selon l'évaluation la plus fiable entre la juste valeur de l'actif donné et la juste valeur de l'actif reçu.

Produits différés

Les paiements en trésorerie reçus et les avances au titre des ententes contractuelles sont comptabilisés dans les produits différés jusqu'à ce que tous les critères de comptabilisation des produits susmentionnés soient réunis.

Avantages du personnel

Régimes de retraite à prestations définies

La Société a des régimes de retraite à prestations définies offrant des prestations fondées sur la durée de service et les salaires moyens de fin de carrière. Les coûts au titre des services rendus et les obligations découlant des régimes de retraite sont établis par calcul actuariel à l'aide de la méthode des unités de crédit projetées et selon les estimations les plus probables de la direction quant au rendement des placements des régimes, à la hausse des salaires, à l'âge de départ à la retraite des salariés et à l'espérance de vie.

L'actif ou le passif comptabilisé au titre de prestations définies correspond à la valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies à la date de clôture, diminuée du coût des services passés non encore comptabilisé et diminuée de la juste valeur des actifs du régime destinés à être utilisés pour éteindre les obligations. La valeur de tout actif comptabilisé au titre des avantages du personnel ne peut excéder la somme du coût des services passés non encore comptabilisé et de la valeur actuelle de tous les avantages économiques disponibles, soit sous forme de remboursements par le régime, soit sous forme de diminutions des cotisations futures au régime (plafonnement du coût entier de l'actif). Les exigences au titre de la capitalisation minimale peuvent donner lieu à un passif supplémentaire, dans la mesure où elles exigent le versement de cotisations pour compenser un manque à gagner existant. Les actifs des régimes sont hors de portée des créanciers de la Société et ne peuvent être payés directement à la Société. La juste valeur des actifs des régimes est fondée sur les cours du marché. Les cotisations tiennent compte d'hypothè ses actuarielles sur le rendement futur des placements, les projections salariales et les prestations pour services futurs.

Les écarts actuariels découlant d'ajustements liés à l'expérience, les effets des changements d'hypothèses actuarielles et l'incidence de tout plafonnement du coût entier ou passif minimal sont comptabilisés aux autres éléments du résultat global dans la période au cours de laquelle ils se produisent. Le coût des services passés est comptabilisé en charges selon le mode linéaire sur la durée moyenne d'acquisition des avantages. Dans la mesure où les avantages sont déjà acquis lors de l'établissement ou de la modification d'un régime à prestations définies, la Société comptabilise immédiatement en résultat le coût des services passés.

Régimes de retraite à cotisations définies

La Société offre aussi des régimes de retraite à cotisations définies au titre desquels la Société verse des cotisations fixes à des régimes d'assurance retraite privés ou publics sur une base obligatoire, contractuelle ou volontaire et ne contracte aucune obligation, juridique ou implicite, de payer des montants supplémentaires. Les obligations au titre des cotisations aux régimes de retraite à cotisations définies sont comptabilisées en résultat dans les charges représentatives d'avantages du personnel à mesure que les services sont rendus.

Indemnités de fin de contrat de travail

Les indemnités de fin de contrat de travail sont comptabilisées en charges lorsque la Société s'est manifestement engagée, sans possibilité réelle de se rétracter, envers un plan officiel et détaillé visant soit à mettre fin à l'emploi d'un ou de plusieurs membres du personnel avant la date normale de mise à la retraite, soit à octroyer des indemnités de fin de contrat de travail à la suite d'une offre faite pour encourager les départs volontaires. Les prestations de cessation d'emploi liées à des départs volontaires sont comptabilisées en charges, si la Société a fait une offre pour encourager les départs volontaires, en fonction du nombre de salariés qui ont accepté l'offre. Les prestations, échues plus de 12 mois après la date de clôture, sont actualisées à leur valeur actuelle.

Transactions dont le paiement est fondé sur des actions

Les cinq régimes de la Société dont le paiement est fondé sur des actions se divisent en deux catégories : d'une part, le régime d'options sur actions (ROA), qui est considéré comme un régime dont le paiement est fondé sur des actions et réglé en instruments de capitaux propres; et d'autre part, le régime d'actionnariat (RA), le régime de droits différés à la valeur d'actions (RDDVA), le régime de droits différés à la valeur d'actions pour intéressement à long terme (RDLT) et le régime de droits à la valeur d'actions de négociation restreinte pour intéressement à long terme (RDNR), qui sont considérés comme des régimes dont le paiement est fondé sur des actions et réglés en trésorerie.

Pour les deux catégories, la juste valeur des services des salariés reçus en échange est comptabilisée en résultat à titre de charge. La détermination de la juste valeur ne prend pas en compte les conditions de service et de performance non liées au marché dont sont assorties les transactions.

Dans le cas du régime réglé en instruments de capitaux propres, la juste valeur du coût des transactions réglées en instruments de capitaux propres est évaluée selon le modèle d'évaluation des options de Black-Scholes. La charge de rémunération est évaluée à la date d'attribution et comptabilisée sur la période de service, une augmentation correspondante étant constatée dans le surplus d'apport. Le cumul des charges inscrites au titre des transactions réglées en instruments de capitaux propres à chaque date de clôture représente la partie écoulée de la période d'acquisition des droits et la meilleure estimation selon la direction du nombre d'instruments de capitaux propres qui seront acquis en définitive. Pour ce qui est des options dont l'acquisition des droits est graduelle, chaque tranche est considérée comme une attribution distincte dont la date d'acquisition et la juste valeur sont différentes, et les tranches sont comptabilisées séparément.

Dans le cas des régimes réglés en trésorerie, un passif correspondant est comptabilisé. La juste valeur des services des salariés reçus correspond à la multiplication du nombre de droits dont l'acquisition est prévue par la juste valeur d'un droit à la date d'attribution, d'après le cours du marché des actions ordinaires de la Société. La juste valeur du RA est tributaire des cotisations de la Société. Jusqu'au règlement du passif, la Société réévalue la juste valeur du passif à la fin de chaque période de présentation de l'information financière et à la date de règlement, toute variation de la juste valeur étant comptabilisée dans le résultat de la période. La Société a conclu des swaps sur actions avec une importante institution financière canadienne pour réduire le risque auquel sont exposés ses liquidités et son résultat en raison de l'incidence des variations du cours de son action sur ses RDDVA et RDLT.

Impôts sur le résultat exigibles et différés

La charge d'impôt sur le résultat comprend l'impôt exigible et l'impôt différé. Elle est comptabilisée en résultat, sauf dans la mesure où elle se rapporte à des éléments constatés directement dans les capitaux propres, auquel cas elle est comptabilisée dans les capitaux propres.

L'impôt exigible est le montant prévu devant être payé aux administrations fiscales ou récupéré auprès de celles-ci au titre du résultat fiscal de l'exercice, en fonction des taux d'impôt adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture et de tout ajustement de la charge ou de l'avantage d'impôt concernant des exercices antérieurs.

La direction évalue périodiquement les positions prises dans les déclarations fiscales à l'égard de situations dans lesquelles la réglementation fiscale applicable laisse place à l'interprétation. Des provisions sont constituées, au besoin, en fonction des montants prévus qui devront être payés aux administrations fiscales.

L'impôt différé est comptabilisé en fonction de la méthode du report variable, selon laquelle sont créées des différences temporelles entre la base fiscale des actifs ou des passifs et leur valeur comptable aux fins de la présentation de l'information financière.

L'impôt différé est comptabilisé pour les différences temporelles liées à des participations dans des filiales et aux entités sous contrôle conjoint, sauf lorsque la Société est capable de contrôler la date à laquelle la différence temporelle s'inversera et qu'il est probable que la différence temporelle ne s'inversera pas dans un avenir prévisible.

L'impôt différé est évalué sur une base non actualisée, aux taux d'impôt qui devraient s'appliquer aux différences temporelles lorsqu'elles s'inverseront, en fonction des lois adoptées ou quasi adoptées à la date de clôture.

Des actifs d'impôt différé sont comptabilisés à l'égard des différences temporelles déductibles et du report en avant des pertes fiscales non utilisées. La comptabilisation des actifs d'impôt différé est limitée au montant dont la réalisation est probable.

Les actifs d'impôt différé sont examinés à chaque date de clôture, et leur montant est réduit dans la mesure où il n'est plus probable qu'un actif d'impôt différé soit réalisé. Les actifs d'impôt différé non comptabilisés sont réévalués à chaque date de clôture et comptabilisés dans la mesure où il est devenu probable qu'un actif d'impôt différé non comptabilisé soit réalisé.

Les actifs et les passifs d'impôt différé sont compensés lorsqu'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et passifs d'impôt exigible et que les actifs et passifs d'impôt différé concernent des impôts sur le résultat prélevés par la même administration fiscale sur la même entité imposable, ou sur des entités imposables différentes qui ont l'intention, soit de régler les passifs et actifs d'impôt exigible sur la base de leur montant net, soit de réaliser les actifs et de régler les passifs simultanément.

Les impôts sur le résultat des périodes intermédiaires sont comptabilisés par territoire de compétence au taux d'impôt effectif qui s'appliquerait au résultat net attendu dans ce territoire pour l'ensemble de l'exercice.

Crédits d'impôt à l'investissement

Les crédits d'impôt à l'investissement (CII) découlant des activités de R-D sont déduits des frais connexes et, par conséquent, sont inclus dans la détermination du résultat net lorsqu'il y a une assurance raisonnable que les crédits seront réalisés. Les CII découlant de l'acquisition ou du développement d'immobilisations corporelles et de frais de développement inscrits à l'actif sont déduits du coût de ces actifs et l'amortissement est calculé sur le montant net.

Résultat par action

Le résultat par action est calculé en divisant le résultat net de la période attribuable aux porteurs d'actions ordinaires de la Société par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation pendant la période. Le nombre moyen pondéré dilué d'actions ordinaires en circulation tient compte de l'effet dilutif qu'aurait l'exercice d'instruments ou d'autres contrats visant l'émission d'actions ordinaires ou leur conversion en actions ordinaires à l'ouverture de la période ou à la date d'émission si elle est ultérieure, à moins que cela ait un effet antidilutif. La méthode du rachat d'actions est utilisée pour déterminer l'effet dilutif des options sur actions. Cette méthode consiste à prendre en compte l'utilisation du produit qui pourrait être obtenu à l'exercice des options dans le calcul du résultat dilué par action. Elle suppose que le produit servirait à acheter des actions ordinaires au cours moyen du marché pour la période. La Société a une catégorie d'actions ordinaires potentielles dilutives, soit les options sur actions.

Distribution de dividendes

Dans la période au cours de laquelle les dividendes sont approuvés par le conseil d'administration, ils sont comptabilisés en tant que passif dans les états financiers de la Société.

Aide gouvernementale

Les contributions gouvernementales sont comptabilisées lorsqu'il existe une assurance raisonnable que la contribution sera reçue et que la Société respectera toutes les conditions qui s'y rattachent.

La Société bénéficie de crédits d'impôt à l'investissement qui sont réputés équivalents à des contributions gouvernementales.

La Société reçoit des contributions d'Investissement Québec (IQ) relativement au projet Nouveaux marchés principaux pour les frais engagés à l'égard des programmes de R-D. Elle a aussi reçu au cours d'exercices antérieurs des contributions pour le projet Phœnix aux termes du programme Partenariat technologique Canada (PTC) et des programmes d'IQ. Les contributions remboursables sont comptabilisées en tant qu'obligations relatives aux redevances. La partie courante est incluse dans les charges à payer.

L'obligation relative aux redevances est comptabilisée dès que l'aide gouvernementale est à recevoir et est déterminée selon les projections futures. L'obligation est actualisée au moyen des taux d'intérêt du marché en vigueur à cette date pour un instrument semblable (en ce qui concerne la monnaie, l'échéance, le type de taux d'intérêt, les garanties ou d'autres facteurs) ayant une notation similaire. L'écart entre les contributions gouvernementales et la valeur actuelle de l'obligation au titre des redevances est comptabilisé en tant que contribution gouvernementale et porté en diminution des coûts ou des dépenses inscrites à l'actif.

La Société constate la participation du gouvernement du Canada au projet Falcon à titre de dette à long terme portant intérêt. L'évaluation initiale du passif comptable constaté au titre du remboursement au prêteur est actualisée au moyen des taux d'intérêt alors en vigueur sur le marché pour un instrument semblable (en ce qui concerne la monnaie, l'échéance, le type de taux d'intérêt, les garanties ou d'autres facteurs) ayant une notation similaire. L'écart entre la valeur nominale de l'obligation à long terme et sa valeur actuelle est inclus dans les contributions gouvernementales, qui sont inscrites à titre de réduction des coûts ou de réduction des dépenses inscrites à l'actif.

Recours au jugement, et utilisation d'estimations et d'hypothèses

La préparation d'états financiers consolidés exige que la direction de la Société pose des jugements, fasse des estimations et formule des hypothèses qui influent sur l'application des méthodes comptables et sur les montants présentés des actifs et des passifs, sur les informations à fournir sur les actifs et les passifs éventuels à la date des états financiers consolidés et sur les montants des produits des activités ordinaires et des charges de la période concernée. Cela exige aussi que la direction exerce son jugement aux fins de l'application des méthodes comptables de la Société. Les éléments qui demandent beaucoup de jugement ou qui sont très complexes, ainsi que les cas dans lesquels les hypothèses et les estimations sont importantes eu égard aux états financiers consolidés sont présentés par la suite. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Les variations seront comptabilisées dans la période au cours de laquelle elles sont détectées.

Regroupements d'entreprises

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition, à la date à laquelle le contrôle est obtenu. Les actifs, les passifs et les passifs éventuels identifiables de l'entreprise acquise sont évalués à la juste valeur. En fonction de la complexité de ces évaluations, la Société consulte des experts indépendants ou calcule la juste valeur à l'interne, à l'aide de techniques d'évaluation appropriées qui se fondent généralement sur une prévision du total des flux de trésorerie actuels nets futurs attendus. Ces évaluations sont étroitement liées aux hypothèses formulées par la direction à l'égard du rendement futur des actifs connexes et de toute variation du taux d'actualisation appliqué.

Frais de développement

Les frais de développement sont comptabilisés à titre d'immobilisations incorporelles et amortis sur leur durée d'utilité lorsqu'ils remplissent les critères d'inscription à l'actif. Les prévisions relatives aux produits des activités ordinaires et à la rentabilité des projets pertinents servent à évaluer la conformité aux critères d'inscription à l'actif et la valeur recouvrable des actifs.

Dépréciation des actifs non financiers

La Société soumet le goodwill à un test de dépréciation qui est fondé sur des calculs de la juste valeur diminuée des coûts de vente et qui fait appel à des modèles d'évaluation tels que le modèle de flux de trésorerie actuels. Les flux de trésorerie proviennent des projections approuvées par la direction pour les cinq prochains exercices. Les projections de flux de trésorerie sont établies en fonction de l'expérience passée et représentent la meilleure estimation de la direction en ce qui concerne l'évolution des circonstances. Au-delà de la période de cinq ans, les flux de trésorerie sont extrapolés d'après des taux de croissance estimatifs. Les hypothèses clés qui sous-tendent le calcul par la direction de la juste valeur diminuée des coûts de vente comprennent les estimations des taux de croissance, des taux d'actualisation après impôt et des taux d'impôt. Les taux d'actualisation après impôt sont établis en fonction du coût moyen pondéré du capital représentatif des UGT respectives et varient de 7,5 % à 9,5 %. Ces estimations, ainsi que la méthode employée, peuvent avoir une incidence importante sur les valeurs respectives et, au bout du compte, sur le montant de toute dépréciation du goodwill.

De même, lorsque les immobilisations corporelles et les immobilisations incorporelles sont soumises à des tests de dépréciation, le calcul de leur valeur recouvrable amène la direction à faire des estimations qui peuvent avoir une incidence importante sur les valeurs respectives et, au bout du compte, sur le montant de toute dépréciation.

Comptabilisation des produits des activités ordinaires

La Société emploie la méthode de l'avancement des travaux pour comptabiliser ses contrats à prix fixe visant la prestation de services et la fabrication de produits. Le recours à cette méthode oblige la Société à estimer les travaux exécutés à ce jour par rapport à l'ensemble des travaux à exécuter. La direction évalue chaque mois les coûts estimatifs nécessaires à l'achèvement, les estimations de l'avancement des travaux ainsi que les produits des activités ordinaires et les marges constatés, et ce, pour chaque contrat. Les changements apportés aux estimations des coûts et du résultat sur la durée du contrat sont pris en compte dans la période au cours de laquelle il devient manifeste que de tels changements sont requis.

Régimes de retraite à prestations définies

Le coût des régimes de retraite à prestations définies ainsi que la valeur actuelle des obligations au titre des prestations définies sont déterminés à l'aide d'évaluations actuarielles. Ces évaluations comprennent des hypothèses concernant les taux d'actualisation, les taux de rendement prévu des actifs, les hausses futures des salaires, les taux de mortalité et les augmentations futures des prestations de retraite. Toutes les hypothèses sont révisées à chaque date de clôture. Toute modification de ces hypothèses influera sur la valeur comptable des obligations au titre des prestations définies. Pour déterminer le taux d'actualisation approprié, la direction tient compte des taux d'intérêt des obligations de sociétés de grande qualité qui sont libellées dans la même monnaie que les prestations qui seront versées et dont les durées jusqu'à l'échéance se rapprochent de celles du passif au titre du régime de retraite connexe. Le taux de mortalité est établi en fonction des données publiques sur la mortalité dans le pays concerné. Les hausses futures des salaires et des prestations de retraite sont déterminées en fonction des taux d'inflation futurs prévus pour le pays concerné.

Le rendement prévu des actifs des régimes est déterminé en tenant compte des rendements prévus des actifs qui sous-tendent la politique de placement applicable pendant la période au cours de laquelle l'obligation doit être éteinte. Pour le calcul du rendement prévu des actifs des régimes, les rendements historiques et les rendements futurs prévus ont été pris en compte séparément pour chaque catégorie d'actifs, en fonction de la répartition des actifs et de la politique de placement.

Les autres hypothèses clés concernant les obligations au titre des prestations définies s'appuient, en partie, sur la conjoncture du marché. Voir la note 15 pour plus de détails concernant les hypothèses posées.

Remboursements d'aide gouvernementale

Aux fins de la détermination du montant de l'aide gouvernementale à rembourser, la Société formule des hypothèses et fait des estimations qui concernent les taux d'actualisation, les produits des activités ordinaires prévus et leur échéancier prévu, s'il y a lieu. Les projections de produits des activités ordinaires tiennent compte de l'expérience passée et représentent la meilleure estimation de la direction quant à l'avenir. Au-delà d'une période de cinq ans, les produits des activités ordinaires sont extrapolés d'après des taux de croissance estimés en fonction du calendrier estimatif des remboursements. Les remboursements estimés sont actualisés en utilisant les taux moyens allant de 7,6 % à 8,5 % en fonction des modalités des instruments financiers semblables. Ces estimations, ainsi que la méthode employée pour établir les estimations, peuvent avoir une incidence importante sur les valeurs respectives et, au bout du compte, sur le montant de toute obligation remboursable au titre de l'aide gouvernementale. Une augmentation de 1 % des taux de croissance entraînerait une hausse d'environ 10,2 millions \$ (8,2 millions \$ en 2012) de l'obligation relative aux redevances au 31 mars 2013.

Paiements fondés sur des actions

La Société évalue le coût des transactions avec des salariés qui sont réglées en capitaux propres et en trésorerie en fonction de la juste valeur des instruments connexes à la date à laquelle ils sont attribués. L'estimation de la juste valeur aux fins des paiements fondés sur des actions exige que la Société choisisse le modèle d'évaluation qui convient le mieux à une attribution donnée, d'après les modalités de cette attribution. À cette fin, la Société doit aussi formuler des hypothèses et sélectionner les données les plus appropriées à intégrer dans le modèle d'évaluation, notamment la durée prévue de l'option, la volatilité et le rendement de l'action.

Impôts sur le résultat

La Société est assujettie aux lois fiscales de divers territoires. Elle doit avoir recours au jugement pour déterminer la charge d'impôt mondiale. La détermination des actifs et des passifs d'impôt comporte certaines incertitudes quant à l'interprétation de règlements fiscaux complexes. La Société constitue une provision pour les éventuels impôts à payer d'après la moyenne pondérée en fonction de la probabilité des résultats possibles. Les différences entre les résultats réels et ces estimations pourraient avoir une incidence sur les passifs d'impôt et les passifs d'impôt différé dans la période au cours de laquelle elles sont établies.

Des actifs d'impôt différé sont comptabilisés dans la mesure où il est probable que la Société dégage un résultat imposable auquel les pertes pourront être imputées. La direction doit faire preuve de jugement pour déterminer le montant des actifs d'impôt différé pouvant être comptabilisés, d'après l'échéancier probable et le niveau du résultat imposable futur ainsi que les stratégies fiscales futures. Le montant total des actifs d'impôt différé peut être modifié si les estimations du résultat imposable futur prévu et des avantages attendus des stratégies fiscales sont revues à la baisse, ou en cas d'adoption de modifications des lois fiscales qui limitent, en temps ou en étendue, la capacité de la Société à utiliser des avantages fiscaux futurs.

NOTE 2 - MODIFICATIONS DE MÉTHODES COMPTABLES

Nouvelles normes et modifications adoptées par la Société

Instruments financiers

En octobre 2010, l'International Accounting Standards Board (IASB) a modifié IFRS 7 *Instruments financiers : Informations à fournir* de manière à exiger la présentation d'informations quantitatives et qualitatives sur les transferts d'actifs financiers lorsque les actifs transférés ne sont pas décomptabilisés en totalité ou que l'entreprise cédante conserve un lien de gestion. La modification exige également la présentation d'informations supplémentaires si une part importante du montant total du transfert survient dans les derniers jours d'une période. Ces modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2011. La Société a adopté ces modifications durant l'exercice 2013. La Société a vendu des comptes débiteurs et des actifs au titre des contrats en cours dans le cadre du programme d'actifs financiers courants. Ces actifs financiers transférés sont décomptabilisés en totalité puisque la Société ne conserve aucun lien de gestion. En conséquence, les modifications d'IFRS 7 n'ont eu aucune incidence sur les informations que présente la Société.

Nouvelles normes n'ayant pas encore été adoptées par la Société

Partenariats

En mai 2011, l'IASB a publié IFRS 11 *Partenariats*, en remplacement d'IAS 31 *Participation dans des coentreprises*, et SIC-13 *Entités contrôlées conjointement – Apports non monétaires par des coentrepreneurs*. IFRS 11 porte sur les droits et les obligations inhérents à un partenariat, plutôt que sur la forme juridique, comme c'est actuellement le cas pour IAS 31. La norme corrige les incohérences de présentation des partenariats en exigeant le recours à la méthode de la mise en équivalence pour comptabiliser les participations dans les entités contrôlées conjointement. IFRS 11 s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013. À l'heure actuelle, la Société utilise la méthode de la consolidation proportionnelle pour comptabiliser les participations dans des coentreprises, mais elle appliquera la méthode de la mise en équivalence selon IFRS 11 à compter du 1^{er} avril 2013.

Selon cette méthode, la quote-part revenant à la Société de l'actif net, du résultat net et des autres éléments du résultat global des coentreprises sera présentée sur un seul poste, respectivement dans l'état de la situation financière, le compte de résultat et l'état du résultat global. La Société a déterminé que le classement de ses partenariats ne serait pas modifié par l'adoption d'IFRS 11. Cette détermination tient compte de la structure des partenariats, de la forme juridique de toute entité distincte, des modalités contractuelles des accords ainsi que d'autres faits et circonstances.

Avantages du personnel

En juin 2011, l'IASB a modifié IAS 19 Avantages du personnel afin d'exiger le calcul des intérêts nets liés au passif ou à l'actif net au titre des prestations définies en fonction du taux d'actualisation utilisé pour évaluer l'obligation au titre des prestations définies et d'étoffer les exigences d'information. Ces modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013. En conséquence, la Société déterminera le montant net du produit ou de la charge d'intérêts lié au passif ou à l'actif net au titre des prestations définies, qu'elle présentera dans les charges ou les produits financiers. Les intérêts nets liés au passif ou à l'actif au titre des prestations définies remplaceront le coût financier lié à l'obligation au titre des prestations définies et le rendement prévu des actifs des régimes.

Consolidation

En mai 2011, l'IASB a publié IFRS 10 États financiers consolidés en remplacement de SIC-12 Consolidation – Entités ad hoc ainsi que d'une partie d'IAS 27 États financiers consolidés et individuels. La nouvelle norme étoffe les principes existants de l'utilisation de la notion de contrôle comme facteur déterminant de l'inclusion d'une entité dans les états financiers consolidés. IFRS 10 s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013. La Société a déterminé que l'adoption d'IFRS 10 le 1^{er} avril 2013 ne donnera lieu à aucun changement de la situation de consolidation de ses filiales.

Informations à fournir sur les participations dans d'autres entités

En mai 2011, l'IASB a publié IFRS 12 *Informations à fournir sur les participations dans d'autres entités*. IFRS 12 est une nouvelle norme complète sur les exigences d'information au titre de toutes les formes de participations dans d'autres entités, y compris les partenariats, les entreprises associées et les entités structurées non consolidées. La norme exige qu'une entité présente des informations sur la nature et les risques associés à ses participations dans d'autres entités et les effets de ces participations sur sa situation financière, son rendement financier et ses flux de trésorerie. IFRS 12 s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013. Les nouvelles informations devant être présentées conformément à IFRS 12 seront ajoutées aux états financiers consolidés de l'exercice 2014 de la Société.

Évaluation de la juste valeur

En mai 2011, l'IASB a publié IFRS 13 Évaluation de la juste valeur. IFRS 13 définit la juste valeur, intègre, dans une même norme, un cadre pour l'évaluation de la juste valeur et prescrit les informations à fournir sur les évaluations à la juste valeur. IFRS 13 s'applique lorsqu'une autre norme IFRS impose ou permet des évaluations à la juste valeur. Elle n'établit aucune nouvelle obligation d'évaluer un actif ou un passif à la juste valeur, ne modifie pas les évaluations à la juste valeur prévues par les autres normes IFRS et ne traite pas de la présentation des variations de la juste valeur. La norme s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013. La Société évalue actuellement l'incidence de cette norme sur ses états financiers consolidés.

Présentation des états financiers

En juin 2011, l'IASB a modifié IAS 1 *Présentation des états financiers* afin de modifier les exigences d'information sur les composantes des autres éléments du résultat global, notamment en exigeant la présentation de composantes distinctes des autres éléments du résultat global en deux groupes, selon qu'ils peuvent ou non être reclassés en résultat net dans l'avenir. Les modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2012. Les nouvelles exigences visant les autres éléments du résultat global seront intégrées à l'état consolidé des autres éléments du résultat global de l'exercice 2014 de la Société.

Immobilisations corporelles

Dans ses améliorations annuelles de 2011, l'IASB a modifié IAS 16 *Immobilisations corporelles* en vue de préciser si certains actifs font partie des immobilisations corporelles ou des stocks. Cette modification précise que les pièces de rechange et le matériel d'entretien qui répondent à la définition des immobilisations corporelles ne sont pas classés dans les stocks. La modification apportée dans les améliorations annuelles de 2011 élimine la nécessité de classer dans les immobilisations corporelles les pièces de rechange et le matériel d'entretien utilisés au titre d'un seul élément d'immobilisation corporelle. Cette amélioration annuelle s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013. La Société évalue actuellement l'incidence de cette norme sur ses états financiers consolidés.

Instruments financiers

En novembre 2009, l'IASB a publié IFRS 9 *Instruments financiers*, première partie d'un projet en trois étapes visant le remplacement d'IAS 39 *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation.* IFRS 9 traite du classement et de l'évaluation des actifs financiers et des passifs financiers. Elle remplace les modèles d'évaluation et de catégories multiples établis par IAS 39 pour les instruments d'emprunt par un nouveau modèle d'évaluation hybride qui comprend deux catégories : les instruments comptabilisés au coût amorti et les instruments comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net. La majorité des exigences de classement et d'évaluation des passifs financiers d'IAS 39 ont été reportées vers IFRS 9. Cependant, la tranche des variations de la juste valeur liée au propre risque de crédit de la Société doit être présentée aux autres éléments du résultat global plutôt qu'en résultat. IFRS 9 s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2015, et son application anticipée est permise. La Société évalue actuellement l'incidence de cette norme sur ses états financiers consolidés.

Les tableaux suivants résument les ajustements apportés à l'état consolidé de la situation financière au 1^{er} avril 2012 et au 31 mars 2013 de la Société ainsi qu'à son compte consolidé de résultat net, à son état consolidé du résultat global et à son tableau consolidé des flux de trésorerie de l'exercice clos le 31 mars 2013 par suite des changements futurs touchant les méthodes comptables entrant en vigueur à l'exercice 2014 :

Rapprochement sommaire de la situation financière

(montants en millions)	31 mars 4	Ajustement IFRS 11	Ajustement IAS 19	31 mars 2013 modifié	1 ^{er} avril 2012	Ajustement IFRS 11	Ajustement IAS 19	1 ^{er} avril 2012 modifié
Actif	2010	IFNO II	IAO 19	modifie	2012	11110 11	140 19	illouille
Trésorerie et équivalents de trésorerie	293,2 \$	(33,2) \$	s - \$	260,0 \$	287,3 \$	(32,6) \$	- \$	254,7 \$
Total de l'actif courant, compte non tenu de la trésorerie et des								
équivalents de trésorerie	1 040,6	7,0	-	1 047,6	860,8	0,1	-	860,9
Immobilisations corporelles	1 498,6	(355,8)	-	1 142,8	1 293,7	(300,5)	-	993,2
Participations mises en équivalence	-	196,9	-	196,9	-	172,9	-	172,9
Autres actifs non courants	1 046,3	(2,3)	-	1 044,0	741,9	5,3	-	747,2
Total de l'actif	3 878,7 \$	(187,4)\$	- \$	3 691,3 \$	3 183,7 \$	(154,8)\$	- \$	3 028,9 \$
Passif et capitaux propres								
Total du passif courant	1 002,8 \$	(96,4) \$	- \$	906,4 \$	883,4 \$	(57,6) \$	- \$	825,8 \$
Provisions	8,3	(0,4)	-	7,9	6,0	(0,5)	-	5,5
Dette à long terme	1 097,0	(94,2)	-	1 002,8	685,6	(97,2)	-	588,4
Obligations relatives aux redevances	160,6	-	-	160,6	161,6	-	-	161,6
Obligations au titre des avantages du personnel	136,1	-	-	136,1	114,2	-	0,1	114,3
Autres passifs non courants	339,4	(8,3)	-	331,1	290,7	(8,8)	-	281,9
Total du passif	2 744,2 \$	(199,3) \$	- \$	2 544,9 \$	2 141,5 \$	(164,1)\$	0,1 \$	1 977,5 \$
Capitaux propres								
Capital-actions	471,7 \$	- \$	- \$	471,7 \$	454,5 \$	- \$	- \$	454,5 \$
Surplus d'apport	21,9	-	-	21,9	19,2	-	-	19,2
Cumul des autres éléments du résultat global	(16,6)	4,6	-	(12,0)	(9,8)	3,8	-	(6,0)
Résultats non distribués	625,7	7,3	-	633,0	558,0	5,5	(0,1)	563,4
Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	1 102,7 \$	11,9 \$	s - \$	1 114,6 \$	1 021,9 \$	9,3 \$	(0,1)\$	1 031,1 \$
Participations ne donnant pas								
le contrôle	31,8	-	-	31,8	20,3	-	-	20,3
Total des capitaux propres	1 134,5 \$	11,9 \$	- \$	1 146,4 \$	1 042,2 \$	9,3 \$	(0,1)\$	1 051,4 \$
Total du passif et des capitaux propres	3 878,7 \$	(187,4) \$	5 - \$	3 361,3 \$	3 183,7 \$	(154,8)\$	- \$	3 028,9 \$

Rapprochement du résultat net

Exercice clos le 31 mars 2013	Tel que publié	Ajustement	Ajustement	
(montants en millions, sauf les montants par action)	actuellement	IFRS 11	IAS 19	Modifié
Produits des activités ordinaires	2 104,5	\$ (69,3) \$	- \$	2 035,2 \$
Coût des ventes	1 482,8	(31,8)	(0,6)	1 450,4
Marge brute	621,7	\$ (37,5) \$	0,6 \$	584,8 \$
Frais de recherche et de développement	60,6	(0,5)	-	60,1
Frais de vente, généraux et d'administration	269,9	(5,6)	0,2	264,5
Autres profits – montant net	(23,4)	1,0	-	(22,4)
Quote-part après impôts du résultat net des participations mises en équivalence	-	(20,1)	-	(20,1)
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	68,9	(0,2)	-	68,7
Résultat opérationnel	245,7	\$ (12,1) \$	0,4 \$	234,0 \$
Produits financiers	(7,3)	(2,1)	-	(9,4)
Charges financières	75,5	(6,1)	5,1	74,5
Charges financières – montant net	68,2	\$ (8,2) \$	5,1 \$	65,1 \$
Résultat avant impôts sur le résultat	177,5	\$ (3,9) \$	(4,7) \$	168,9 \$
Charge d'impôt sur le résultat	35,1	(5,7)	(1,2)	28,2
Résultat net	142,4	\$ 1,8 \$	(3,5) \$	140,7 \$
Attribuable aux :				
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	139,4	\$ 1,8 \$	(3,5) \$	137,7 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	3,0	-	-	3,0
Résultat par action des activités maintenues attribuable aux				
détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société				
De base et dilué	0,54	\$ - \$	(0,01) \$	0,53 \$
Nombre moyen pondéré d'actions				
en circulation (de base)	259,0	-	-	259,0
Nombre moyen pondéré d'actions				
en circulation (dilué)	259,4	-	-	259,4

Rapprochement sommaire du résultat global

Exercice clos le 31 mars 2013	Tel que publié	Ajustement	Ajustement			
(montants en millions)	actuellement	IFRS 11	IAS 19	ı	Modifié	
Résultat net	142,4 \$	1,8	\$ (3,5) \$	140,7	\$
Différences de conversion	2,5 \$	-	\$ -	\$	2,5	\$
Variations nettes dans les couvertures de flux de trésorerie	(9,2)	0,8	-		(8,4)	
Pertes actuarielles liées aux régimes à prestations définies	(22,5)	-	3,6	i	(18,9)	
Autres éléments du résultat global	(29,2) \$	0,8	\$ 3,6	\$	(24,8)	\$
Résultat global total	113,2 \$	2,6	\$ 0,1	\$	115,9	\$
Attribuable aux :						
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	110,1 \$	2,6	\$ 0,1	\$	112,8	\$
Participations ne donnant pas le contrôle	3,1	-	-		3,1	
	113,2 \$	2,6	\$ 0,1	\$	115,9	\$

Rapprochement sommaire du tableau des flux de trésorerie

Exercice clos le 31 mars 2013	Tel que publié	Ajustement	Ajustement	
(montants en millions)	actuellement	IFRS 11	IAS 19	Modifié
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	204,1 \$	(49,6) \$	- \$	154,5 \$
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(504,9)	71,2	-	(433,7)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	306,7	(22,2)	-	284,5

NOTE 3 – REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

Acquisitions au cours de l'exercice 2013

Au cours de l'exercice 2013, la Société a effectué deux transactions de regroupements d'entreprises pour une contrepartie totale de 304,0 millions \$.

Pour l'exercice clos le 31 mars 2013, des coûts liés à l'acquisition de 6,0 millions \$ ont été inclus dans les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition inscrits au compte consolidé de résultat.

Oxford Aviation Academy Luxembourg S. à r. l.

En mai 2012, la Société a acquis 100 % des actions d'Oxford Aviation Academy Luxembourg S. à r. l. (OAA), un fournisseur de services de formation en aéronautique et de placement de membres d'équipage. Grâce à cette acquisition, CAE renforce son leadership et sa portée mondiale dans le domaine de la formation pour l'aviation civile en augmentant son nombre de centres de formation, en étendant son réseau d'école de pilotage et en élargissant son catalogue de solutions de formation aéronautique et ses services de placement de membres d'équipage.

L'évaluation de la juste valeur des actifs identifiables nets acquis et des passifs identifiables nets repris est présentée dans le tableau suivant. La juste valeur des immobilisations incorporelles identifiables acquises est de 71,3 millions \$ (y compris les noms de marque et les relations avec des clients) et celle du goodwill, de 142,4 millions \$. Le goodwill découlant de l'acquisition d'OAA est attribuable aux avantages gagnés, dont :

- Les synergies résultant du regroupement des activités de CAE et de celles d'OAA;
- L'élargissement du catalogue de CAE dans le domaine du service de placement de pilotes et de techniciens de maintenance par l'intermédiaire de Parc Aviation;
- Une main-d'œuvre chevronnée composée d'experts en la matière.

La juste valeur des comptes débiteurs acquis s'établit à 28,2 millions \$. Le montant brut des sommes à recevoir au titre de contrats s'élève à 29,6 millions \$, dont une tranche de 1,4 million \$ a fait l'objet d'une provision pour créances douteuses.

Des produits des activités ordinaires de 245,1 millions \$ et un résultat opérationnel sectoriel de 12,7 millions \$ figurent dans le compte consolidé de résultat au titre d'OAA depuis l'acquisition. Si OAA avait été consolidée à compter du 1^{er} avril 2012, le compte consolidé de résultat aurait tenu compte des produits des activités ordinaires et du résultat opérationnel sectoriel d'OAA de 39,0 millions \$ et de 0,9 million \$, respectivement. Ces montants pro forma ont été estimés en fonction des activités de l'entreprise acquise avant son regroupement avec la Société. Les montants sont présentés à titre d'information supplémentaire et ne sont pas représentatifs du rendement futur de la Société.

Advanced Medical Technologies, LLC (Blue Phantom MC)

En novembre 2012, la Société a acquis Advanced Medical Technologies, LLC (Blue Phantom), une société spécialisée dans la conception, le développement et la vente de modèles synthétiques pour la formation à l'échographie fondée sur la simulation. Cette acquisition permet à CAE d'accroître ses activités en simulation médicale en ajoutant à son offre de produits la simulation de propriétés échographiques de tissus et en améliorant ses simulateurs de patients ainsi que sa gamme de simulateurs d'échographie.

L'évaluation de la juste valeur des actifs identifiables nets acquis et des passifs identifiables nets repris est présentée dans le tableau suivant. La juste valeur des immobilisations incorporelles identifiables acquises est de 10,0 millions \$ (y compris le nom de marque, la technologie, la propriété intellectuelle et les relations avec des clients) et celle du goodwill, de 9,7 millions \$. Le goodwill découlant de l'acquisition de Blue Phantom est attribuable aux avantages gagnés, dont :

- L'ajout de la simulation de propriétés échographiques de tissus à l'offre de produits de CAE Santé;
- La croissance prévue de la gamme de produits Blue Phantom.

La juste valeur des comptes débiteurs acquis et le montant brut des sommes à recevoir au titre de contrats connexes s'établissent à 1,1 million \$.

Des produits des activités ordinaires de 2,1 millions \$ et un résultat opérationnel sectoriel de 1,4 million \$ figurent dans le compte consolidé de résultat au titre de Blue Phantom depuis l'acquisition. Si Blue Phantom avait été consolidée à compter du 1 er avril 2012, le compte consolidé de résultat aurait tenu compte de produits des activités ordinaires et d'un résultat opérationnel sectoriel supplémentaires de 4,2 millions \$ et de 2,9 millions \$, respectivement. Ces montants pro forma ont été estimés en fonction des activités de l'entreprise acquise avant son regroupement avec la Société. Les montants sont présentés à titre d'information supplémentaire et ne sont pas représentatifs du rendement futur de la Société.

Autres

Des ajustements du calcul des actifs nets identifiables acquis et des passifs nets identifiables repris à l'égard des acquisitions réalisées au cours de l'exercice 2012 ont également été apportés pendant la période, dont une baisse nette du goodwill de 2,3 millions \$ et une hausse nette des immobilisations incorporelles de 2,8 millions \$.

Les actifs nets acquis et les passifs nets repris dans le cadre des acquisitions se présentent comme suit :

(montants en millions)	OAA	Autres	Total 2013	Total 2012
Actif courant 1)	35,9 \$	1,1 \$	37,0 \$	17,8 \$
Passif courant	(90,4)	(0,1)	(90,5)	(19,7)
Immobilisations corporelles	151,0	0,1	151,1	3,3
Autres actifs	-	-	-	20,6
Immobilisations incorporelles	71,3	10,0	81,3	39,7
Goodwill 2)	142,4	9,7	152,1	99,1
Impôts sur le résultat différés	(7,5)	-	(7,5)	(8,1)
Dette à long terme	(16,1)	-	(16,1)	-
Autres passifs non courants	(18,1)	-	(18,1)	(26,1)
Juste valeur des actifs nets acquis, abstraction faite de la situation de trésorerie à l'acquisition	268,5 \$	20,8 \$	289,3 \$	126,6 \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie d'une filiale acquise	14,6	0,1	14,7	4,8
Contrepartie totale 3)	283,1 \$	20,9 \$	304,0 \$	131,4 \$
Prix d'achat à payer	(3,8)	(0,9)	(4,7)	(0,3)
Autres	-	-	-	(0,3)
Contrepartie totale réglée en trésorerie	279,3 \$	20,0 \$	299,3 \$	130,8 \$
Contrepartie supplémentaire liée à des acquisitions d'exercices antérieurs	-	0,7	0,7	-
Contrepartie en trésorerie totale	279,3 \$	20,7 \$	300,0 \$	130,8 \$

¹⁾ Abstraction faite de la position de trésorerie.

Les actifs nets, y compris le goodwill, d'OAA sont pris en compte dans le secteur Formation et services associés — Civil. Les actifs nets, y compris le goodwill, de Blue Phantom sont pris en compte dans le secteur Nouveaux marchés principaux.

 $^{^{2)}\,\,}$ Une tranche de 9,7 millions \$ de ce goodwill est déductible aux fins fiscales.

³⁾ La contrepartie totale relative à l'acquisition d'OAA inclut un montant de 279,3 millions \$ payé aux anciens actionnaires d'OAA pour le remboursement de la dette.

NOTE 4 – PARTICIPATIONS DANS DES COENTREPRISES

Au cours de l'exercice 2013, la Société a conclu un nouvel accord de coentreprise visant la formation de Rotorsim USA LLC. Une liste complète des participations de la Société dans des coentreprises est fournie à la note 33.

Hormis la coentreprise Helicopter Training Media International GmbH, dont les activités consistent essentiellement en la conception, la fabrication et la fourniture de produits de pointe pour la formation sur hélicoptères militaires, les activités des autres coentreprises sont axées sur la prestation de services de formation et de services associés aussi bien à l'aviation civile que militaire.

Le tableau suivant résume l'information financière à l'égard de la participation de la Société dans des coentreprises :

(montants en millions)	2013	2012
Actif		
Actif courant	83,4 \$	74,4 \$
Immobilisations corporelles et autres actifs non courants	378,8	315,6
Passif		
Passif courant	74,7	53,8
Dette à long terme (y compris la partie courante)	136,5	113,9
Profits différés et autres passifs non courants	8,8	9,5
(montants en millions)	2013	2012
Données sur le résultat		
Produits des activités ordinaires	134,3 \$	111,5 \$
Résultat net	34,8	28,9
Résultat opérationnel sectoriel		
FS/C	28,1	23,8
PS/M	1,0	2,1
FS/M	15,0	12,4

Il n'existe aucun passif éventuel relatif aux participations de la Société dans les coentreprises ni aucun passif éventuel relatif aux coentreprises elles-mêmes.

La quote-part attribuable à la Société des engagements en capital des coentreprises elles-mêmes se chiffre à 56,2 millions \$ au 31 mars 2013 (84,7 millions \$ en 2012).

NOTE 5 - COMPTES DÉBITEURS

Les comptes débiteurs sont portés à l'état consolidé de la situation financière, déduction faite de la provision pour créances douteuses. Cette provision est constituée sur la base des meilleures estimations de la Société à l'égard du recouvrement final des soldes dont la perception est incertaine. Divers indices peuvent signaler une incertitude quant à la probabilité de perception des sommes dues, notamment la détérioration de la solvabilité d'un client ou un retard de paiement au-delà des modalités de règlement convenues par contrat. La direction revoit régulièrement les comptes débiteurs, assure le suivi des soldes en souffrance et évalue la pertinence de la provision pour créances douteuses.

Les comptes débiteurs se présentent comme suit :

(montants en millions)	2013	2012
Comptes clients en souffrance, mais non dépréciés		
1-30 jours	44,9 \$	30,1 \$
31-60 jours	19,1	10,2
61-90 jours	15,3	8,5
Plus de 90 jours	47,7	33,5
Total	127,0 \$	82,3 \$
Provision pour créances douteuses	(11,0)	(7,6)
Comptes clients courants	156,2	121,6
Comptes débiteurs non facturés	73,3	48,2
Montants à recevoir de parties liées (note 34)	12,4	23,4
Autres comptes débiteurs	41,6	40,5
Total des comptes débiteurs	399,5 \$	308,4 \$

Le tableau suivant présente les variations de la provision pour créances douteuses :

(montants en millions)	2013	2012
Provision pour créances douteuses à l'ouverture de l'exercice	(7,6) \$	(6,0) \$
Ajouts	(7,2)	(6,2)
Radiations	2,3	2,4
Montants inutilisés ayant fait l'objet de reprises	1,6	2,0
Différences de conversion	(0,1)	0,2
Provision pour créances douteuses à la clôture de l'exercice	(11,0) \$	(7,6) \$

NOTE 6 - STOCKS

(montants en millions)	2013	2012
Travaux en cours	101,7 \$	99,2 \$
Matières premières, fournitures et produits fabriqués	84,9	53,9
	186,6 \$	153,1 \$

Le montant des stocks comptabilisé à titre de coût des ventes était le suivant :

(montants en millions)	2013	2012
Travaux en cours	58,8 \$	72,6 \$
Matières premières, fournitures et produits fabriqués	40,6	34,3
	99,4 \$	106,9 \$

Des baisses de valeur de stocks d'un montant de 0,7 million \$ ont été effectuées durant l'exercice 2013 (1,4 million \$ en 2012).

NOTE 7 – IMMOBILISATIONS CORPORELLES

		Immeubles et		Matériel	Avions et moteurs	Actifs visés par des contrats de location-	Actifs en	
(montants en millions)	Terrains	améliorations	Simulateurs	et outillage	d'avion	financement	construction	Total
Valeur comptable nette au								
31 mars 2011	23,5 \$	175,0 \$	701,0 \$	55,1 \$	12,9 \$	144,2 \$	99,3 \$	1 211,0 \$
Ajouts	6,5	22,2	45,1	14,6	0,6	-	76,7	165,7
Acquisition de filiales	-	0,7	1,5	1,1	-	-	0,1	3,4
Acquisition d'une coentreprise	-	-	20,3	-	-	-	5,9	26,2
Cessions	-	-	(24,1)	-	(0,1)	-	-	(24,2)
Dotation aux amortissements	-	(14,1)	(44,6)	(15,6)	(3,3)	(14,7)	-	(92,3)
Perte de valeur (note 21)	-	(0,5)	-	-	-	-	-	(0,5)
Transferts et autres	-	1,9	43,0	1,1	1,8	(6,2)	(45,3)	(3,7)
Différences de conversion	0,1	0,9	6,2	(0,5)	(0,2)	2,4	(8,0)	8,1
Valeur comptable nette au								
31 mars 2012	30,1 \$	186,1 \$	748,4 \$	55,8 \$	11,7 \$	125,7 \$	135,9 \$	1 293,7 \$
Ajouts	-	26,2	79,3	5,3	1,0	-	44,0	155,8
Acquisition de filiales	-	11,7	91,1	2,9	12,8	32,6	-	151,1
Acquisition de coentreprises	-	-	7,2	-	-	-	-	7,2
Cessions	-	(1,0)	(5,1)	-	(0,1)	-	-	(6,2)
Dotation aux amortissements	-	(14,0)	(59,4)	(12,7)	(2,3)	(19,2)	-	(107,6)
Transferts et autres	-	(0,2)	27,5	(1,5)	(2,4)	(2,7)	(22,5)	(1,8)
Différences de conversion	(0,2)	(0,7)	1,4	(0,4)	0,2	3,7	2,4	6,4
Valeur comptable nette au 31 mars 2013	29,9 \$	208,1 \$	890,4 \$	49,4 \$	20,9 \$	140,1 \$	159,8 \$	1 498,6 \$

(montants en millions)	Terrains	Immeubles et améliorations	Simulateurs	Matériel et outillage	Avions et moteurs d'avion	Actifs visés par des contrats de location- financement	Actifs en construction	Total
Coût	30,1 \$	305,6 \$	946,7 \$	198,2 \$	20,8 \$	246,4 \$	135,9 \$	1 883,7 \$
Cumul des amortissements	-	(119,5)	(198,3)	(142,4)	(9,1)	(120,7)	-	(590,0)
Valeur comptable nette au 31 mars 2012	30,1 \$	186,1 \$	748,4 \$	55,8 \$	11,7 \$	125,7 \$	135,9 \$	1 293,7 \$
Coût	29,9 \$	340,6 \$	1 142,3 \$	200,9 \$	31,0 \$	280,5 \$	159,8 \$	2 185,0 \$
Cumul des amortissements	-	(132,5)	(251,9)	(151,5)	(10,1)	(140,4)	-	(686,4)
Valeur comptable nette au 31 mars 2013	29,9 \$	208,1 \$	890,4 \$	49,4 \$	20,9 \$	140,1 \$	159,8 \$	1 498,6 \$

Au 31 mars 2013, la période d'amortissement résiduelle moyenne des simulateurs de vol est de 14 années (15 années en 2012).

Au 31 mars 2013, les emprunts bancaires étaient garantis par des immobilisations corporelles d'une valeur de 149,0 millions \$ (113,7 millions \$ en 2012).

Les actifs visés par des contrats de location-financement, dont la durée varie entre 3 et 21 ans, comprenaient des simulateurs, des immeubles ainsi que du matériel et outillage, comme suit :

(montants en millions)	2013	2012
Simulateurs		
Coût	245,6 \$	211,8 \$
Cumul des amortissements	(128,5)	(110,5)
Valeur comptable nette	117,1 \$	101,3 \$
Immeubles		
Coût	34,3 \$	34,0 \$
Cumul des amortissements	(11,3)	(9,6)
Valeur comptable nette	23,0 \$	24,4 \$
Matériel et outillage		
Coût	0,6 \$	0,6 \$
Cumul des amortissements	(0,6)	(0,6)
Valeur comptable nette	- \$	- \$
Valeur comptable nette totale	140,1 \$	125,7 \$

Au 31 mars 2013, la valeur comptable nette des simulateurs loués à des tiers s'établissait à 22,3 millions \$ (5,4 millions \$ en 2012).

NOTE 8 – IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

(montants en millions)	Goodwill	Frais de dévelop- pement inscrits à l'actif	Relations avec des clients	ERP et autres logiciels	Techno- logies	Autres immobi- lisations incorpo- relles	Total
Valeur comptable nette au 31 mars 2011	195,1 \$	45,2 \$	47,5 \$	45,4 \$	25,0 \$	17,6 \$	375,8 \$
Ajouts – développement à l'interne	-	42,8	-	17,3	-	0,2	60,3
Ajouts – acquisition distincte	-	-	0,2	-	-	1,1	1,3
Acquisition de filiales	99,1	1,4	20,9	0,1	12,3	5,0	138,8
Dotation aux amortissements	-	(5,7)	(8,1)	(5,3)	(3,4)	(3,5)	(26,0)
Perte de valeur (note 21)	-	(3,3)	(1,3)	(0,2)	-	-	(4,8)
Transferts et autres	-	(8,2)	1,1	0,1	(6,5)	(3,3)	(16,8)
Différences de conversion	3,9	0,1	0,1	(0,1)	0,3	0,3	4,6
Valeur comptable nette au 31 mars 2012	298,1 \$	72,3 \$	60,4 \$	57,3 \$	27,7 \$	17,4 \$	533,2 \$
Ajouts – développement à l'interne	-	49,6	-	19,4	-	0,1	69,1
Ajouts – acquisition distincte	-	-	6,5	-	-	-	6,5
Acquisition de filiales	149,8	0,8	63,7	1,1	0,8	17,7	233,9
Dotation aux amortissements	-	(9,3)	(12,9)	(9,5)	(3,9)	(3,2)	(38,8)
Transferts et autres	-	(8,1)	0,8	(2,7)	-	-	(10,0)
Différences de conversion	4,1	0,2	0,8	-	0,1	0,1	5,3
Valeur comptable nette au 31 mars 2013	452,0 \$	105,5 \$	119,3 \$	65,6 \$	24,7 \$	32,1 \$	799,2 \$

		Frais de dévelop-				Autres immobi-	
		pement	Relations	ERP		lisations	
		inscrits à	avec des	et autres	Techno-	incorpo-	
(montants en millions)	Goodwill	l'actif	clients	logiciels	logies	relles	Total
Coût	298,1 \$	106,7 \$	79,7 \$	95,7 \$	41,0 \$	32,3 \$	653,5 \$
Cumul des amortissements	-	(34,4)	(19,3)	(38,4)	(13,3)	(14,9)	(120,3)
Valeur comptable nette au 31 mars 2012	298,1 \$	72,3 \$	60,4 \$	57,3 \$	27,7 \$	17,4 \$	533,2 \$
Coût	452,0 \$	149,2 \$	151,5 \$	117,8 \$	41,9 \$	50,6 \$	963,0 \$
Cumul des amortissements	-	(43,7)	(32,2)	(52,2)	(17,2)	(18,5)	(163,8)
Valeur comptable nette au 31 mars 2013	452,0 \$	105,5 \$	119,3 \$	65,6 \$	24,7 \$	32,1 \$	799,2 \$

Pour l'exercice clos le 31 mars 2013, une dotation aux amortissements a été comptabilisée dans le coût des ventes à hauteur de 29,1 millions \$ (19,7 millions \$ en 2012), dans les frais de recherche et développement à hauteur de 8,2 millions \$ (5,4 millions \$ en 2012) et dans les frais de vente, généraux et d'administration à hauteur de 1,5 million \$ (0,9 million \$ en 2012); un montant de néant (néant en 2012) a été inscrit à l'actif.

Au 31 mars 2013, la période d'amortissement résiduelle moyenne des frais de développement inscrits à l'actif est de cinq années (six années en 2012).

La Société n'a pas d'autres immobilisations incorporelles à durée indéterminée que le goodwill.

La valeur comptable du goodwill affecté aux UGT de la Société par secteur opérationnel s'établit comme suit :

(montants en millions)	2013	2012
FS/C	176,5 \$	32,3 \$
PS/M	103,9	103,1
FS/M	37,6	37,2
NMP	134,0	125,5
Total du goodwill	452,0 \$	298,1 \$

NOTE 9 - AUTRES ACTIFS

(montants en millions)	2013	2012
Liquidités soumises à restrictions	9,2 \$	9,8 \$
Loyers payés d'avance à un placement de portefeuille	77,5	85,4
Investissement dans un placement de portefeuille	1,3	1,3
Avances consenties à des parties liées	33,9	26,7
Frais de financement différés, déduction faite du cumul des amortissements de 21,4 \$ (20,6 \$ en 2012)	4,2	3,1
Comptes débiteurs non courants	58,4	42,3
Autres, déduction faite du cumul des amortissements de 11,5 \$ (10,6 \$ en 2012)	16,8	8,8
	201,3 \$	177,4 \$

Montants à recevoir au titre de contrats de location-financement

La valeur actuelle des montants minimaux futurs à recevoir au titre de la location, qui sont pris en compte dans les comptes débiteurs non courants, s'établit comme suit :

(montants en millions)	2013	2012
Investissement brut dans des contrats de location-financement	53,3 \$	13,6 \$
Déduire : produits financiers non gagnés	22,9	2,7
Déduire : valeurs résiduelles non garanties actuelles des actifs loués	0,5	-
Valeur actuelle des montants minimaux futurs à recevoir au titre de la location	29,9 \$	10,9 \$

Les montants minimaux futurs à recevoir au titre des investissements dans des contrats de location-financement s'établissent comme suit :

(montants en millions)		2013		2012
		Valeur actuelle des paiements minimaux		Valeur actuelle des paiements minimaux
	Investissement	futurs au titre	Investissement	futurs au titre
	brut	de la location	brut	de la location
Un an ou moins	1,4 \$	0,9 \$	1,2 \$	0,8 \$
Plus de un an, mais au plus cinq ans	7,6	2,4	4,8	3,5
Plus de cinq ans	44,3	26,6	7,6	6,6
	53,3 \$	29,9 \$	13,6 \$	10,9 \$

NOTE 10 - COMPTES CRÉDITEURS ET CHARGES À PAYER

(montants en millions)	2013	2012
Comptes créditeurs	299,8 \$	272,8 \$
Charges à payer	246,1	216,6
Montants à payer à des parties liées (note 34)	12,6	5,4
Produits différés	123,4	88,7
Partie courante des obligations au titre des redevances	13,6	14,1
	695,5 \$	597,6 \$

NOTE 11 - CONTRATS EN COURS

Les montants inscrits à l'état consolidé de la situation financière correspondent, pour chaque contrat de construction, au montant total des coûts engagés majoré des profits (diminué des pertes) comptabilisés, moins la facturation intermédiaire et les montants vendus.

(montants en millions)	2013	2012
Contrats en cours : actifs	247,3 \$	245,8 \$
Contrats en cours : passifs	(117,9)	(104,6)
Contrats en cours : actif net	129,4 \$	141,2 \$

Ces montants se ventilent comme suit :

(montants en millions)	2013	2012
Montant total des coûts engagés majoré des profits (diminué des pertes) comptabilisés à ce jour	3 052,3 \$	2 716,3 \$
Déduire : facturation intermédiaire	2 919,8	2 569,9
Déduire : montants vendus	3,1	5,2
Contrats en cours : actif net	129,4 \$	141,2 \$

Les dépôts de clients au titre de contrats de construction dont les travaux ne sont pas encore en cours totalisaient 1,6 million \$ au 31 mars 2013 (0,3 million \$ en 2012).

Les produits des activités ordinaires tirés de contrats de construction comptabilisés pour l'exercice 2013 ont totalisé 784,9 millions \$ (761,1 millions \$ en 2012).

NOTE 12 - PROVISIONS

Remise en état des lieux et enlèvement de simulateurs

Dans certains cas, des simulateurs sont installés dans des emplacements qui n'appartiennent pas à la Société, et celle-ci a parfois une obligation de démantèlement et d'enlèvement des simulateurs ainsi que de remise en état des lieux. Une provision est constituée à l'égard de la valeur actuelle des coûts estimatifs qui seront nécessaires au démantèlement et à l'enlèvement des simulateurs de même qu'à la remise en état des lieux. La provision comprend également des montants liés aux terrains et aux immeubles loués lorsque l'engagement de coûts de remise en état à la fin de la période de location est prévu par contrat. Si ces coûts sont consécutifs à des dépenses d'investissement en immobilisations au titre de l'actif loué, les coûts de remise en état des lieux sont également inscrits à l'actif.

Restructuration

Les coûts de restructuration se composent principalement des indemnités de départ et autres frais connexes.

Réclamations en justice

Ce montant représente une provision constituée à l'égard de certaines réclamations en justice déposées contre la Société. La dotation à la provision est comptabilisée au poste *Frais de vente, généraux et d'administration* du compte consolidé de résultat. La direction est d'avis que l'issue de ces réclamations en justice ne se traduira pas par une perte significative en sus du montant de la provision au 31 mars 2013.

Garanties

Une provision est constituée à l'égard des réclamations prévues au titre des garanties couvrant les produits vendus au cours des deux dernières années, en fonction de l'expérience passée en matière de réparations et de retours. La Société s'attend à ce que ces coûts soient engagés en majorité durant le prochain exercice et en totalité dans une période de deux à cinq ans suivant la date de clôture. Les hypothèses ayant servi au calcul de la provision pour garanties sont fondées sur le niveau actuel des ventes et sur les informations disponibles quant aux retours en fonction de la période de garantie des produits vendus.

Les modifications apportées aux provisions sont présentées ci-après :

	Remise en état des lieux et enlèvement de	Restructu-	Réclamations			Passifs éventuels découlant des regrou- pements	Autres	
(montants en millions)	simulateurs	(note 23)	en justice		Garanties	d'entreprises	provisions	Total
Total des provisions à l'ouverture de l'exercice	0,9	\$ 0,7	\$ 1,6	\$	11,1	\$ 9,0	\$ 4,3 \$	27,6 \$
Ajouts, y compris les augmentations des provisions								
existantes	4,0	55,1	4,4		8,3	-	7,2	79,0
Montants utilisés	(0,3)	(28,1)	(0,8)	(9,8)	(1,0)	(2,3)	(42,3)
Montants inutilisés et repris	-	-	-		(1,2)	(6,1)	(0,2)	(7,5)
Variations du montant actuel	-	-			-	0,3	0,1	0,4
Différences de conversion	(0,1)	0,4			-	-	-	0,3
Total des provisions à la clôture de l'exercice	4,5	\$ 28,1	\$ 5,2	\$	8,4	\$ 2,2	\$ 9,1 \$	57,5 \$
Déduire : partie courante	0,7	28,1	4,7	•	8,4	0,4	6,9	49,2
Partie non courante	3,8	\$ -	\$ 0,5	\$	-	\$ 1,8	\$ 2,2 \$	8,3 \$

NOTE 13 - FACILITÉS D'EMPRUNT

Le tableau qui suit présente la dette à long terme, déduction faite des coûts de transaction :

(montants en millions)	2013	2012
Total de la dette avec recours	1 089,4 \$	678,1 \$
Total de la dette sans recours 1)	120,6	143,5
Total de la dette à long terme	1 210,0 \$	821,6 \$
Déduire :		
Partie courante de la dette à long terme	86,1	113,6
Partie courante des contrats de location-financement	26,9	22,4
	1 097.0 \$	685.6 \$

¹⁾ La dette sans recours est une dette d'une filiale, pour laquelle le recours est limité à l'actif, aux capitaux propres, à la participation et à l'engagement de cette filiale et non à ceux de CAE inc.

La dette avec recours se détaille comme suit :

(montants en millions)	2013	2012
i) Billets de premier rang (125,0 \$ et 225,0 \$ US échéant entre décembre 2019 et décembre 2027), taux d'intérêt variable fondé sur le taux des acceptations bancaires majoré d'une marge pour une tranche de 50,0 \$; taux d'intérêt allant de 3,59 % à 4,15 % pour les montants restants de 75,0 \$ et de 225,0 \$ US	353,5 \$	- \$
ii) Billets de premier rang (33,0 \$ US échus en juin 2012), versements semestriels d'intérêt en juin et en décembre au taux fixe de 7,76 %	-	33,3
iii) Billets de premier rang (15,0 \$ et 45,0 \$ US échéant en juin 2016 et 60,0 \$ US échéant en juin 2019), versements semestriels d'intérêt en juin et en décembre au taux fusionné moyen de 7,15 %	119,0	119,7
iv) Billets de premier rang (100,0 \$ US échéant en août 2021 et 50,0 \$ US échéant en août 2026), versements semestriels d'intérêt en août et en février au taux fusionné moyen de 4,47 %	152,3	149,9
v) Facilités de crédit à terme non garanties renouvelables échéant en avril 2017 (550,0 \$ US)	67,5	13,3
vi) Obligations découlant de contrats de location-financement, échéant à diverses dates entre octobre 2013 et octobre 2036, taux d'intérêt variant de 3,11 % à 10,68 %	142,5	142,9
vii) Emprunt à terme échéant en juin 2014 (encours de 7,7 \$ US et de 3,2 £ au 31 mars 2013 et de 13,2 \$ US et de 5,4 £ au 31 mars 2012)	12,4	21,3
Emprunt à terme échéant en juin 2018 (encours de 43,2 \$ US et de 8,5 £ au 31 mars 2013 et de 43,2 \$ US et de 8,5 £ au 31 mars 2012)	55,2	54,7
Le taux combiné du coupon pour la dette après swap se situe à 6,92 % (7,90 % en 2012)		
viii) Obligation R-D de la part d'un organisme gouvernemental échéant en juillet 2029	97,5	58,3
ix) Emprunt à terme échéant en décembre 2017 (encours de 6,7 € au 31 mars 2013 et de 7,9 € au 31 mars 2012), taux d'intérêt variable assorti d'un plancher de 2,50 %	8,6	10,5
 Emprunt à terme échéant en janvier 2020 (encours de 4,4 € au 31 mars 2013 et de 4,9 € au 31 mars 2012), taux d'intérêt variable fondé sur le TIBEUR majoré d'une marge 	5,5	6,1
xi) Facilité de crédit échéant en janvier 2015 (encours de 2,2 \$ et de 349,2 roupies au 31 mars 2013 et de 2,1 \$ et de 384,2 roupies au 31 mars 2012), portant intérêt sur la base des taux d'intérêt variables en Inde en vigueur au		
moment de chaque prélèvement	8,7	9,6
xii) Emprunts à terme échéant entre octobre 2020 et mars 2023 (encours de 28,4 \$ US au 31 mars 2013 et de 17,1 \$ US au 31 mars 2012), portant intérêt à des taux fixes et variables majorés d'une marge	28,8	17,1
Xiii) Autres dettes, échéant à diverses dates entre avril 2013 et mars 2024, taux d'intérêt moyen d'environ 2,69 %	37,9	41,4
Total de la dette avec recours, montant net	1 089,4 \$	678,1 \$

- i) Représente des billets non garantis de premier rang de 125,0 millions \$ et de 225,0 millions \$ US émis dans le cadre d'un placement privé.
- ii) Représente des billets garantis de premier rang de 33,0 millions \$ US émis dans le cadre d'un placement privé. Ces billets de premier rang non garantis ont égalité de rang avec les financements bancaires à terme. La Société a conclu un swap de taux d'intérêt aux termes duquel le taux d'intérêt fixe a été échangé contre l'équivalent du TIOL à trois mois majoré de 3,6 %.
- iii) Représente des billets de premier rang non garantis de 15,0 millions \$ et de 105,0 millions \$ US émis dans le cadre d'un placement privé.
- iv) Représente des billets de premier rang non garantis de 150,0 millions \$ US émis dans le cadre d'un placement privé.
- v) Le 29 juin 2012, la Société a modifié ses facilités de crédit renouvelables non garanties de manière à reporter la date d'échéance d'avril 2015 à avril 2017, ainsi qu'à porter le montant disponible aux termes de la facilité de 450,0 millions \$ US à 550,0 millions \$ US à des conditions plus favorables avec la possibilité de porter le montant total à 850,0 millions \$ US sous réserve du consentement du prêteur. La facilité est assortie de clauses qui exigent un ratio de couverture des charges fixes minimal et un ratio de couverture de la dette maximal. Le taux d'intérêt applicable de cette facilité de crédit à terme renouvelable est au gré de la Société, selon le taux préférentiel, le taux des acceptations bancaires ou le TIOL majoré d'une marge qui dépend de la notation de crédit attribuée par Standard & Poor's Rating Services. La marge s'ajoutant au taux préférentiel a été réduite afin de tenir compte des prix actuels du marché.

- vi) Ces contrats de location-financement se rapportent à la location de divers immeubles, simulateurs, matériel et outillage. Dans le cadre de l'acquisition d'OAA, la Société a repris des contrats de location visant plusieurs simulateurs loués en Europe. Ces contrats de location, qui ont été classés comme contrats de location-financement, représentent des obligations liées aux contrats de location-financement de 18,4 millions \$ au 31 mars 2013 et sont assortis de taux d'intérêt implicites allant d'environ 4.30 % à 10.18 %.
 - Au cours de l'exercice 2013, la Société a exercé des options de rachat de 6,9 millions \$ US et de 1,6 million € visant deux simulateurs qui étaient comptabilisés comme des contrats de location-financement, ce qui a donné lieu à une baisse des obligations de la Société au titre des contrats de location-financement.
- vii) Représente un financement de premier rang pour deux centres de formation pour l'aviation civile. La tranche A est remboursée par versements trimestriels de capital et d'intérêt tandis que la tranche B fera l'objet d'un amortissement trimestriel à compter de juillet 2014.
- viii) Représente une obligation à long terme portant intérêt de la part du gouvernement du Canada en raison de sa participation dans le projet Falcon, un programme de R-D qui se poursuivra jusqu'à la fin de l'exercice 2014, pour un montant maximal de 250,0 millions \$. Le montant total constaté à la fin de l'exercice 2013 s'est établi à 200,8 millions \$ (141,4 millions \$ en 2012) (voir la note 1). La valeur actuelle de la dette comptabilisée était de 97,5 millions \$ au 31 mars 2013 (58,3 millions \$ au 31 mars 2012).
- ix) Représente la quote-part revenant à la Société de la dette de Rotorsim S.r.l., qui totalise 8,7 millions \$ (6,7 millions €) [10,6 millions \$ (7,9 millions €) au 31 mars 2012].
- x) Représente une convention d'emprunt de 5,7 millions \$ (4,4 millions \$) [6,4 millions \$ (4,8 millions €) au 31 mars 2012] aux fins du financement d'une filiale de la Société.
- xi) Représente une facilité de financement visant certaines des activités de la Société en Inde. La facilité de financement comprend un emprunt à terme pouvant atteindre 8,8 millions \$ (470,0 millions de roupies) et des facilités de fonds de roulement pouvant atteindre 2,3 millions \$ (125,0 millions de roupies). Les prélèvements peuvent être effectués en roupies ou dans toute autre monnaie importante qui est acceptable pour le prêteur.
- xii) Représente divers emprunts à terme échéant entre octobre 2020 et mars 2023 en vue du financement de simulateurs déployés au Moyen-Orient.
- Les autres dettes comprennent une facilité non garantie assurant le financement des coûts de mise en place du système ERP. La facilité sera remboursée au moyen de versements mensuels sur sept ans à compter de la fin du premier mois suivant chaque prélèvement trimestriel. Les autres dettes comprennent également des obligations en soutien desquelles des lettres de crédit au montant de l'encours des prêts ont été émises, soit 31,3 millions \$ (30,8 millions \$ en 2012). Le taux d'intérêt combiné de ces obligations s'établit à 2,15 % (2,45 % en 2012).

La dette sans recours se détaille comme suit :

(mon	tants en millions)	2013	2012
i)	Emprunt à terme garanti de 12,7 £, échéant en octobre 2016 (encours de 1,3 £ au 31 mars 2013 et de 1,9 £ au 31 mars 2012), taux d'intérêt qui se rapproche du TIOL majoré de 0,95 %	2,1 \$	3,0 \$
ii)	Emprunt à terme échéant en décembre 2019 (encours de 34,4 € au 31 mars 2013 et de 39,1 € au 31 mars 2012), taux d'intérêt fondé sur le TIBEUR et, en vertu d'un swap, taux d'intérêt fixe de 4,97 %	44,5	51,5
iii)	Emprunts à terme échéant à diverses dates jusqu'en mars 2018 (encours de 31,2 \$ US et de 92,0 ¥ au 31 mars 2013 et de 23,8 \$ US et de 29,4 ¥ au 31 mars 2012)	46,7	28,4
iv)	Emprunt à terme garanti échéant en septembre 2025 (encours de 21,1 \$ US au 31 mars 2013 et de 21,1 \$ US au 31 mars 2012), taux d'intérêt fixe de 10,35 %, compte tenu de l'incidence du swap de devises (dollar US - roupie indienne)	20,8	20,4
v)	Emprunt à terme échéant en janvier 2020 (encours de 2,7 \$ US au 31 mars 2013 et de 3,1 \$ US au 31 mars 2012), taux d'intérêt variable	2,8	3,1
vi)	Accord visant la vente de certains comptes débiteurs et d'actifs liés aux contrats en cours	-	37,1
vii)	Emprunt à terme garanti de 48,0 \$ US échéant en mars 2028 (encours de 4,0 \$ US au 31 mars 2013), taux d'intérêt se rapprochant du TIOL majoré de 2,50 %	3,7	-
Total	de la dette sans recours, montant net	120,6 \$	143,5 \$

- i) La facilité de crédit servant à financer le programme MSH de la Société pour le ministère de la Défense du Royaume-Uni comporte un emprunt à terme qui est garanti par les actifs de la filiale et qui doit être remboursé semestriellement jusqu'en 2016. La Société a conclu un swap de taux d'intérêt de 1,1 million £ au 31 mars 2013 (1,6 million £ au 31 mars 2012) au terme duquel le taux d'intérêt a été fixé à 6,31 %. La valeur comptable des actifs donnés en garantie de la facilité de crédit s'établissait à 73,2 millions £ au 31 mars 2013 (83,0 millions £ au 31 mars 2012).
- ii) Représente la quote-part de la Société du projet NH90 en Allemagne. Le montant total disponible pour la société responsable du projet aux termes de la facilité est de 182,7 millions €.
- iii) Représente la quote-part de la Société de la dette liée à l'acquisition de simulateurs et à l'agrandissement de l'immeuble dans le cadre de sa participation dans la coentreprise Zhuhai Xiang Yi Aviation Technology Company Limited. Les emprunts à terme sont libellés en dollars US et en renminbis chinois (¥). Les emprunts en dollars US portent intérêt à un taux variable en fonction du TIOL des États-Unis majoré d'une marge variant entre 0,50 % et 4,50 % et viennent à échéance entre décembre 2013 et mars 2018. Les emprunts en ¥ portent intérêt au taux local et viennent à échéance entre décembre 2013 et décembre 2015.

- iv) Représente la quote-part de la Société du financement garanti sans recours de 42,1 millions \$ US pour la coentreprise HATSOFF Helicopter Training Private Limited (Hatsoff). L'amortissement semestriel de la dette commencera en septembre 2013
- v) Représente la quote-part revenant à la Société d'un emprunt à terme pour financer la coentreprise Emirates-CAE Flight Training LLC.
- vi) Représente un accord avec des institutions financières visant la vente, sans recours contre la Société, de participations indivises dans certains actifs liés aux contrats en cours dans le cadre du programme d'actifs financiers courants.
- vii) Représente le financement garanti sans recours visant un emprunt à terme pour le financement de la coentreprise CAE Brunei Multi Purpose Training Centre Sdn Bhd (MPTC). MPTC a également accès à un montant additionnel de 12,0 millions \$ US sous forme de lettres de crédit.

Les versements exigibles au cours des cinq prochains exercices en vertu des modalités de remboursement de la dette à long terme et de la valeur nominale des contrats de location-financement s'établissent comme suit :

		Contrats de	
	Dette à	location	
(montants en millions)	long terme	financement	Total
2014	87,5 \$	26,9 \$	114,4 \$
2015	39,6	22,2	61,8
2016	91,2	14,6	105,8
2017	96,0	8,7	104,7
2018	43,5	8,7	52,2
Par la suite	715,9	61,4	777,3
	1 073,7 \$	142,5 \$	1 216,2 \$

Au 31 mars 2013, CAE respectait toutes ses clauses restrictives de nature financière, sauf en ce qui a trait à Hatsoff, une coentreprise entre CAE et Hindustan Aeronautics Limited, qui ne respectait pas certaines clauses restrictives et dont un paiement d'intérêt partiel d'un montant de 1,4 million \$ US était en défaut. Au 31 mars 2013, la tranche de la dette sans recours attribuable à la participation de CAE s'établissait à 20,8 millions \$, ce montant ayant été reclassé dans le passif courant dans l'état consolidé de la situation financière de la Société. La direction de Hatsoff a entrepris des discussions avec l'institution financière afin de résoudre le manquement.

Dette à court terme

La Société ne dispose plus d'une marge de crédit bancaire non garantie et non engagée libellée en euros (2,7 millions \$ au 31 mars 2012), sur laquelle aucun montant n'avait été prélevé au 31 mars 2012. La marge de crédit portait intérêt à un taux de référence en euros.

Engagements au titre de contrats de location-financement

La valeur actuelle des engagements futurs au titre des contrats de location-financement, qui sont pris en compte dans les facilités d'emprunt, s'établit comme suit :

(montants en millions)	2013	2012
Engagements futurs au titre des contrats de location-financement	142,5 \$	142,9 \$
Déduire : charges financières futures au titre des contrats de		
location-financement	38,3	41,3
Investissement net dans des contrats de location-financement	104,2 \$	101,6 \$
Déduire : valeur résiduelle garantie actuelle des actifs loués	7,3	6,5
Valeur actuelle des paiements minimaux futurs au titre de la location	96,9 \$	95,1 \$

Les montants minimaux futurs à payer au titre des investissements dans des contrats de location-financement s'établissent comme suit:

(montants en millions)		2013		2012
		Valeur actuelle	Engagements	Valeur actuelle
	Engagements	des paiements	futurs	des paiements
	futurs au titre	minimaux	au titre de	minimaux
	de contrats de	futurs	contrats de	futurs
	location-	au titre de la	location-	au titre de la
	financement	location	financement	location
Un an ou moins	26,9 \$	26,2 \$	22,4 \$	21,6 \$
Plus de un an mais au plus cinq ans	54,2	46,6	56,3	47,9
Plus de cinq ans	61,4	24,1	64,2	25,6
	142,5 \$	96,9 \$	142,9 \$	95,1 \$

NOTE 14 - AIDE GOUVERNEMENTALE

La Société a conclu des ententes avec divers gouvernements en vertu desquelles ces derniers partagent les coûts, en fonction des dépenses engagées par la Société, de certains programmes de R-D concernant la modélisation et la simulation, les systèmes visuels, la technologie perfectionnée de simulation de vol servant à des applications civiles et la simulation en réseau servant à des applications militaires, ainsi que les nouveaux marchés de formation fondée sur la simulation dans les domaines des soins de santé et des mines.

Au cours de l'exercice 2009, la Société a annoncé qu'elle investira un montant pouvant atteindre 714 millions \$ dans le projet Falcon, un programme de R-D qui se poursuivra sur cinq ans. L'objectif du projet Falcon est de développer des technologies en matière de modélisation et de simulation de la Société, d'en mettre au point de nouvelles et d'augmenter ses capacités au-delà de la formation pour les transposer dans d'autres secteurs du marché de l'aéronautique et de la défense, comme l'analyse et les opérations. En parallèle, le gouvernement du Canada a accepté de participer au projet Falcon au moyen d'un investissement remboursable d'au plus 250 millions \$ qui s'inscrit dans le cadre de l'Initiative stratégique pour l'aérospatiale et la défense (ISAD), qui soutient les projets stratégiques de recherche industrielle et de développement préconcurrentiel des industries de l'aérospatiale, de la défense, de l'espace et de la sécurité (voir les notes 1 et 13 pour une explication des obligations relatives aux redevances et de la dette).

Au cours de l'exercice 2010, la Société a annoncé gu'elle investira un montant pouvant atteindre 274 millions \$ dans le projet Nouveaux marchés principaux, un programme de R-D qui se poursuivra sur sept ans. L'objectif est de tirer parti du savoir-faire de CAE en matière de modélisation, de simulation et de services de formation pour le transposer dans les nouveaux marchés des soins de santé et des mines. Le gouvernement du Québec a accepté de participer en fournissant des apports pouvant atteindre 100 millions \$ pour couvrir les frais engagés avant la fin de l'exercice 2016.

La valeur des contributions comptabilisées et les montants non encore perçus pour les projets Falcon et Nouveaux marchés principaux sont présentés dans le tableau suivant :

(montants en millions)	2013	2012
Montant à recevoir à l'ouverture de l'exercice	8,3 \$	12,9 \$
Contributions	29,4	42,8
Paiements reçus	(31,9)	(47,4)
Montant à recevoir à la clôture de l'exercice	5,8 \$	8,3 \$

Information globale à l'égard des programmes

Le tableau suivant présente le montant global des contributions à l'égard de tous les programmes :

(montants en millions)	2013	2012
Contributions créditées aux dépenses inscrites à l'actif :		
Projet Falcon	6,4 \$	7,5 \$
Projet Nouveaux marchés principaux	3,7	11,4
Contributions créditées aux résultats :		
Projet Falcon	17,6 \$	20,9 \$
Projet Nouveaux marchés principaux	1,7	3,0
Total des contributions :		
Projet Falcon	24,0 \$	28,4 \$
Projet Nouveaux marchés principaux	5,4	14,4

Ces contributions gouvernementales ne sont assorties d'aucune condition non remplie ni éventualité.

NOTE 15 - OBLIGATIONS AU TITRE DES AVANTAGES DU PERSONNEL

Régimes à prestations définies

La Société offre deux régimes de retraite par capitalisation à prestations définies agréés au Canada (un aux salariés et l'autre aux dirigeants désignés) dans le cadre desquels les prestations versées sont établies en fonction du nombre d'années de service du participant et de son salaire moyen de fin de carrière. La Société offre également un régime de retraite par capitalisation pour les salariés des Pays-Bas et du Royaume-Uni, et deux régimes en Norvège qui offrent des prestations en fonction de dispositions similaires.

De plus, la Société a mis en place un régime complémentaire au Canada, deux régimes complémentaires en Allemagne (CAE Elektronik GmbH et CAE Beyss GmbH [Beyss]) et deux régimes complémentaires en Norvège offrant des prestations définies fondées sur la durée de service et les salaires moyens de fin de carrière. Ces régimes complémentaires sont l'unique obligation de la Société, et celle-ci n'est pas tenue d'en assurer la capitalisation. Toutefois, la Société a l'obligation de verser les prestations lorsque celles-ci deviennent exigibles. Au 31 mars 2013, les obligations au titre des régimes complémentaires à prestations définies s'élevaient à 59,7 millions \$ (57,1 millions \$ en 2012), et la Société avait émis des lettres de crédit totalisant 54,3 millions \$ (53,7 millions \$ en 2012) pour garantir ses obligations au titre du régime complémentaire au Canada.

Les cotisations tiennent compte d'hypothèses actuarielles sur le rendement futur des placements, de projections salariales et des prestations pour services futurs. Les actifs des régimes se composent essentiellement d'actions canadiennes et étrangères ain si que d'obligations de gouvernements et de sociétés.

Durant l'exercice 2013, dans le cadre de l'acquisition d'OAA, la Société a pris en charge deux régimes de retraite, ce qui s'est traduit par une hausse de 2,3 millions \$ des obligations au titre des prestations de retraite et de 1,7 million \$ des actifs des régimes.

Les obligations au titre des avantages du personnel s'établissent comme suit :

(montants en millions)	2013	2012
Obligations au titre des prestations définies des régimes par capitalisation	377,7 \$	320,4 \$
Juste valeur des actifs des régimes	301,3	263,2
Obligations au titre des prestations définies des régimes par capitalisation –		
montant net	76,4	57,2
Obligations au titre des prestations définies des régimes complémentaires	59,7	57,1
Coûts des services passés non comptabilisés	-	(0,1)
Obligations au titre des avantages du personnel	136,1 \$	114,2 \$

Les variations des obligations au titre des prestations définies des régimes par capitalisation et de la juste valeur des actifs des régimes sont les suivantes :

(montants en millions)			2013			2012
	Au Canada	À l'étranger	Total	Au Canada	À l'étranger	Total
Obligations au titre des prestations de						
retraite à l'ouverture de l'exercice	279,4 \$	41,0 \$	320,4 \$	217,7 \$	37,2 \$	254,9 \$
Coût des services rendus durant						
l'exercice	13,6	1,6	15,2	8,5	1,0	9,5
Coût financier	13,3	1,7	15,0	12,6	1,8	14,4
Cotisations salariales	3,6	0,3	3,9	2,0	0,3	2,3
Perte actuarielle	37,2	1,3	38,5	48,9	2,7	51,6
Prestations de retraite versées	(11,1)	(0,6)	(11,7)	(10,3)	(0,6)	(10,9)
Regroupement d'entreprises	-	2,3	2,3	-	-	-
Compressions	(2,1)	-	(2,1)	-	-	-
Règlements	(3,0)	-	(3,0)	-	(0,5)	(0,5)
Différences de conversion	-	(0,8)	(0,8)	-	(0,9)	(0,9)
Obligations au titre des prestations de						
retraite à la clôture de l'exercice	330,9 \$	46,8 \$	377,7 \$	279,4 \$	41,0 \$	320,4 \$
Juste valeur des actifs des régimes						
à l'ouverture de l'exercice	228,6	34,6	263,2	206,4	32,4	238,8
Rendement prévu des actifs						
des régimes	15,4	1,4	16,8	14,9	1,7	16,6
Écart actuariel	4,5	3,3	7,8	(4,9)	0,7	(4,2)
Cotisations patronales	22,5	2,2	24,7	20,5	1,2	21,7
Cotisations salariales	3,6	0,3	3,9	2,0	0,3	2,3
Prestations de retraite versées	(11,1)	(0,6)	(11,7)	(10,3)	(0,6)	(10,9)
Regroupement d'entreprises	-	1,7	1,7	-	-	-
Règlements	(4,3)	-	(4,3)	-	(0,3)	(0,3)
Différences de conversion	-	(0,8)	(0,8)	-	(0,8)	(0,8)
Juste valeur des actifs des régimes						. ,
à la clôture de l'exercice	259,2 \$	42,1 \$	301,3 \$	228,6 \$	34,6 \$	263,2 \$

Le rendement réel des actifs des régimes a totalisé 24,6 millions \$ pour l'exercice 2013 (12,4 millions \$ en 2012).

Les variations des obligations au titre des prestations de retraite des régimes complémentaires s'établissent comme suit :

(montants en millions)			2013			2012
	Au Canada	À l'étranger	Total	Au Canada	À l'étranger	Total
Obligations au titre des prestations de retraite à						
l'ouverture de l'exercice	47,9 \$	9,2 \$	57,1 \$	38,3 \$	8,7 \$	47,0 \$
Coût des services rendus durant l'exercice	2,3	0,1	2,4	1,4	0,1	1,5
Coût financier	2,3	0,4	2,7	2,2	0,5	2,7
Écart actuariel	(1,4)	1,5	0,1	8,3	0,8	9,1
Prestations de retraite versées	(2,5)	(0,5)	(3,0)	(2,5)	(0,6)	(3,1)
Coût des services passés	0,6	-	0,6	0,2	-	0,2
Différences de conversion	-	(0,2)	(0,2)	-	(0,3)	(0,3)
Obligations au titre des prestations de retraite à la						
clôture de l'exercice	49,2 \$	10,5 \$	59,7 \$	47,9 \$	9,2 \$	57,1 \$

La charge de retraite nette est présentée ci-après :

	Exercice	s clos	les	31	mars
--	----------	--------	-----	----	------

(montants en millions)			2013			2012
	Au Canada	À l'étranger	Total	Au Canada	À l'étranger	Total
Régimes par capitalisation						
Coût des services rendus durant l'exercice	13,6 \$	1,6 \$	15,2 \$	8,5 \$	1,0 \$	9,5 \$
Coût financier	13,3	1,7	15,0	12,6	1,8	14,4
Rendement prévu des actifs des régimes	(15,4)	(1,4)	(16,8)	(14,9)	(1,7)	(16,6)
Coût des services passés	0,1	-	0,1	0,2	-	0,2
Compressions	(2,1)	-	(2,1)	-	-	-
Règlements	1,3	-	1,3	-	(0,2)	(0,2)
Charge de retraite nette	10,8 \$	1,9 \$	12,7 \$	6,4 \$	0,9 \$	7,3 \$
Régimes complémentaires						
Coût des services rendus durant l'exercice	2,3 \$	0,1 \$	2,4 \$	1,4 \$	0,1 \$	1,5 \$
Coût financier	2,3	0,4	2,7	2,2	0,5	2,7
Coût des services passés	0,6	-	0,6	0,2	-	0,2
Charge de retraite nette	5,2 \$	0,5 \$	5,7 \$	3,8 \$	0,6 \$	4,4 \$
Total de la charge de retraite nette	16,0 \$	2,4 \$	18,4 \$	10,2 \$	1,5 \$	11,7 \$

Pour l'exercice clos le 31 mars 2013, une charge de retraite a été comptabilisée dans le coût des ventes à hauteur de 7,9 millions \$ (5,1 millions \$ en 2012), dans les frais de recherche et développement à hauteur de 2,0 millions \$ (1,7 million \$ en 2012) et dans les frais de vente, généraux et d'administration à hauteur de 7,8 millions \$ (3,7 millions \$ en 2012); un montant de 1,5 million \$ (1,2 million \$ en 2012) a été inscrit à l'actif. Pour l'exercice 2013, le profit à la compression et au règlement de 0,8 million \$ a été pris en compte dans les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition.

Le pourcentage des principales catégories d'actif qui constituent la juste valeur des actifs des régimes est présenté ci-après :

	Régimes au	Régimes au Canada		Régime aux Pays-Bas		au RU	Régimes e	n Norvège
	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012
Titres de capitaux								
propres	63 %	62 %	29 %	24 %	50 %	60 %	7 %	9 %
Titres d'emprunt	36 %	36 %	70 %	76 %	38 %	29 %	56 %	73 %
Biens immobiliers	- %	- %	- %	- %	- %	- %	18 %	18 %
Autres	1 %	2 %	1 %	- %	12 %	11 %	19 %	- %
	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %

Au 31 mars 2013, les actifs des régimes de retraite ne comprenaient aucune action ordinaire de la Société (0,3 million \$ en 2012).

Principales hypothèses (moyenne pondérée) :

	Au Canada		À l'étranger		
	2013	2012	2013	2012	
Obligations au titre des prestations aux 31 mars :					
Taux d'actualisation	4,25 %	4,75 %	3,53 %	4,12 %	
Taux de croissance des salaires	3,50 %	3,50 %	2,98 %	2,98 %	
Charge de retraite nette pour les exercices clos les 31 mars :					
Rendement prévu des actifs des régimes	6,50 %	7,00 %	4,19 %	5,20 %	
Taux d'actualisation	4,75 %	5,75 %	4,05 %	5,13 %	
Taux de croissance des salaires	3,50 %	3,50 %	3,01 %	2,35 %	

Les montants liés aux régimes par capitalisation et aux régimes complémentaires s'établissent comme suit :

(montants en millions)	2013	2012	2011
Régimes par capitalisation au Canada			
Obligations au titre des prestations définies	330,9 \$	279,4 \$	217,7\$
Actifs des régimes	259,2	228,6	206,4
Déficit	71,7	50,8	11,3
(Pertes) profits sur les ajustements des passifs des régimes liés à l'expérience	(9,2)	(0,6)	2,8
Profits (pertes) sur les ajustements des actifs des régimes liés à l'expérience	4,5	(4,9)	9,6
Régimes par capitalisation à l'étranger			
Obligations au titre des prestations définies	46,8 \$	41,0 \$	37,2\$
Actifs des régimes	42,1	34,6	32,4
Déficit	4,7	6,4	4,8
Profits (pertes) sur les ajustements des passifs des régimes liés à l'expérience	0,7	1,3	(0,6)
Profits sur les ajustements des actifs des régimes liés à l'expérience	3,3	0,7	2,1
Régimes complémentaires au Canada			
Obligations au titre des prestations définies	49,2 \$	47,9 \$	38,3\$
Profits (pertes) sur les ajustements des passifs des régimes liés à l'expérience	4,5	(2,6)	(1,6)
Régimes complémentaires à l'étranger			
Obligations au titre des prestations définies	10,5 \$	9,2 \$	8,7\$
Profits (pertes) sur les ajustements des passifs des régimes liés à l'expérience	0,5	(0,6)	(0,5)

Au 31 mars 2013, le cumul des pertes actuarielles nettes avant impôts sur le résultat porté aux autres éléments du résultat global s'établissait à 87,1 millions \$ (56,3 millions \$ en 2012).

Les cotisations prévues pour le prochain exercice sont présentées ci-après :

	Régimes par	capitalisation	Régimes complémentaires	
(montants en millions)	Au Canada	Au Canada	Au Canada	À l'étranger
Cotisations prévues – exercice 2014	26,0 \$	1,3 \$	2,7\$	0.5 \$

NOTE 16 - PROFITS DIFFÉRÉS ET AUTRES PASSIFS NON COURANTS

(montants en millions)	2013	2012
Profits différés découlant des cessions-bail 1)	39,7 \$	44,0 \$
Produits différés	91,8	95,4
Obligations au titre de la rémunération en vertu du RDLT et du RDNR (note 25)	29,3	33,9
Montant à payer au titre de licences	4,5	4,9
Options d'achat	14,7	-
Profits différés et autres	14,6	7,8
	194,6 \$	186,0 \$

¹⁾ La dotation aux amortissements connexe s'est chiffrée à 4,7 millions \$ pour l'exercice (4,8 millions \$ en 2012).

NOTE 17 - IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT

Charge d'impôt sur le résultat

Le rapprochement des impôts sur le résultat aux taux canadiens prévus par la loi et des impôts sur le résultat présentés s'établit comme suit :

Exercices clos les 31 mars		
(montants en millions, sauf les taux d'impôt sur le résultat)	2013	2012
Résultat avant impôts sur le résultat	177,5 \$	239,5 \$
Taux d'impôt canadiens prévus par la loi	26,74 %	27,99 %
Impôts sur le résultat aux taux canadiens prévus par la loi	47,4 \$	67,0 \$
Écart entre les taux canadiens prévus par la loi et ceux applicables aux filiales à l'étranger	(14,3)	(9,3)
Pertes non prises en compte aux fins fiscales	7,6	5,0
Avantage d'impôt découlant de pertes opérationnelles non constatées antérieurement	(0,3)	(3,0)
Gain en capital non imposable	(0,1)	(0,5)
Éléments non déductibles	6,2	3,6
Ajustements et cotisations d'impôt d'exercices antérieurs	(8,1)	1,0
Incidence du changement de taux d'impôt sur les impôts sur le résultat futurs	(0,5)	(2,7)
Crédits d'impôt à l'investissement pour la recherche et le développement non imposables	(1,6)	(1,2)
Autres avantages d'impôt non constatés antérieurement	(4,1)	(5,3)
Autres	2,9	2,9
Total de la charge d'impôt sur le résultat	35.1 \$	57.5 \$

Les taux d'impôt prévus par les lois applicables se sont établis à 26,74 % en 2013 et à 27,99 % en 2012. Le taux d'impôt applicable de la Société correspond aux taux canadiens combinés en vigueur dans les territoires où la Société exerce ses activités. La diminution est principalement attribuable à la réduction du taux d'impôt fédéral en 2013, qui a été ramené de 16,13 % à 15 %.

Les principaux éléments de la charge d'impôt sur le résultat s'établissent comme suit :

(montants en millions)	2013	2012
Charge d'impôt sur le résultat exigible :		
Période à l'étude	7,4 \$	21,5 \$
Ajustement au titre des exercices antérieurs	(0,4)	(0,4)
Charge (économie) d'impôt sur le résultat différé :		
Avantage d'impôt non constaté antérieurement utilisé afin de réduire la charge d'impôt différé	(4,5)	(8,3)
Incidence du changement de taux d'impôt sur les impôts sur le résultat différés	(0,5)	(2,7)
Création et résorption de différences temporelles	33,1	47,4
Total de la charge d'impôt sur le résultat	35.1 \$	57.5 \$

Impôts sur le résultat comptabilisés dans les autres éléments du résultat global

(montants en millions)	2013	2012
Charge d'impôt sur le résultat exigible	(0,3) \$	- \$
Économie d'impôts sur le résultat différé	12,8	21,3
Économie d'impôt sur le résultat comptabilisée dans les autres éléments du résultat global	12,5 \$	21,3 \$

Actifs et passifs d'impôt différé

Les actifs et passifs d'impôt différé sont attribuables à ce qui suit :

Aux 31 mars (montants en millions)

Aux 31 Illais							
(montants en millions)		Actifs		Passifs	Montant net		
	2013	2012	2013	2012	2013	2012	
Reports prospectifs des pertes autres qu'en capital	59,4 \$	44,2 \$	- \$	- \$	59,4 \$	44,2 \$	
Actifs incorporels	4,4	9,2	(72,8)	(49,4)	(68,4)	(40,2)	
Montants non déductibles pour l'exercice	22,9	25,5	-	-	22,9	25,5	
Produits différés	8,8	11,0	-	-	8,8	11,0	
Report d'économie d'impôt	0,7	5,2	-	-	0,7	5,2	
Frais de recherche et de développement non réclamés	10,2	7,7	-	-	10,2	7,7	
Crédit d'impôt à l'investissement	-	-	(31,8)	(18,9)	(31,8)	(18,9)	
Immobilisations corporelles	13,6	13,8	(95,9)	(95,1)	(82,3)	(81,3)	
Profits (pertes) de change latents	0,7	0,1	(2,0)	(4,9)	(1,3)	(4,8)	
Instruments financiers	4,5	3,6	(0,2)	(1,6)	4,3	2,0	
Aide gouvernementale	-	-	(9,9)	(3,1)	(9,9)	(3,1)	
Régimes d'avantages du personnel	32,9	27,2	-	-	32,9	27,2	
Pourcentage d'avancement vs contrat terminé	-	-	(32,7)	(36,3)	(32,7)	(36,3)	
Autres	1,5	0,8	(6,5)	(6,7)	(5,0)	(5,9)	
Actifs (passifs) d'impôt	159,6 \$	148,3 \$	(251,8) \$	(216,0) \$	(92,2)\$	(67,7) \$	
.	(120,2)	(124,2)	120,2	124,2	-	-	
Actifs (passifs) d'impôt sur le résultat différé, montant net	39,4 \$	24,1 \$	(131,6) \$	(91,8) \$	(92,2)\$	(67,7) \$	

La variation des différences temporelles durant l'exercice 2013 s'établit comme suit :

(montants en millions)	Solde à l'ouverture de l'exercice	Comptabilisé en résultat	Comptabilisé dans les AERG	Acquisition d'une filiale	Solde à la clôture de l'exercice
Reports prospectifs des pertes autres qu'en capital	44,2 \$	8,1 \$	6 0,4 \$	6,7 \$	59,4 \$
Actifs incorporels	(40,2)	(17,0)	(0,4)	(10,8)	(68,4)
Montants non déductibles pour l'exercice	25,5	(4,1)	0,2	1,3	22,9
Produits différés	11,0	(1,8)	(0,3)	(0,1)	8,8
Report d'économie d'impôt	5,2	(4,5)	-	-	0,7
Frais de recherche et de développement non réclamés	7,7	2,5	-	-	10,2
Crédits d'impôt à l'investissement	(18,9)	(12,9)	-	-	(31,8)
Immobilisations corporelles	(81,3)	7,7	(2,3)	(6,4)	(82,3)
Profits (pertes) de change latents	(4,8)	2,0	1,5	-	(1,3)
Instruments financiers	2,0	(1,3)	3,6	-	4,3
Aide gouvernementale	(3,1)	(6,8)	-	-	(9,9)
Régimes d'avantages du personnel	27,2	(3,3)	8,8	0,2	32,9
Pourcentage d'avancement vs contrat terminé	(36,3)	2,9	-	0,7	(32,7)
Autres	(5,9)	0,4	-	0,5	(5,0)
(Passifs) actifs d'impôt sur le résultat différé, montant net	(67,7) \$	(28,1) \$	11,5 \$	(7,9)\$	(92,2) \$

La variation des différences temporelles durant l'exercice 2012 s'établit comme suit :

(montants en millions)	Solde à l'ouverture de l'exercice	Comptabilisé en résultat	Comptabilisé dans les AERG	Acquisition d'une filiale	Solde à la clôture de l'exercice
,	40,9 \$				
Reports prospectifs des pertes autres qu'en capital	, ,	1,9 \$		1,9 \$	44,2 \$
Actifs incorporels	(21,3)	(5,7)	0,4	(13,6)	(40,2)
Montants non déductibles pour l'exercice	26,2	(2,0)	0,1	1,2	25,5
Produits différés	9,6	(1,4)	-	2,8	11,0
Report d'économie d'impôt	5,0	0,2	(0,1)	0,1	5,2
Frais de recherche et de développement non					
réclamés	6,2	1,5	-	-	7,7
Crédits d'impôt à l'investissement	(14,7)	(4,2)	-	-	(18,9)
Immobilisations corporelles	(64,9)	(14,9)	(1,0)	(0,5)	(81,3)
Profits (pertes) de change latents	(7,3)	2,4	0,1	-	(4,8)
Instruments financiers	(0,9)	(1,0)	3,9	-	2,0
Aide gouvernementale	5,1	(8,2)	-	-	(3,1)
Régimes d'avantages du personnel	13,6	(3,8)	17,4	-	27,2
Pourcentage d'avancement vs contrat terminé	(38,2)	1,8	0,1	-	(36,3)
Autres	(3,1)	(3,0)	0,2	-	(5,9)
Actifs (passifs) d'impôt sur le résultat différé, montant net	(43,8) \$	(36,4) \$	20,6 \$	(8,1)\$	(67,7) \$

Par suite de l'acquisition de METI, la Société a comptabilisé des actifs d'impôt différé de 2,0 millions \$ au titre de ses pertes non comptabilisées antérieures à l'acquisition pour l'exercice 2012.

Au 31 mars 2013, des différences temporelles de 454,5 millions \$ (327,5 millions \$ en 2012) découlant de placements dans des établissements à l'étranger, y compris des filiales et des coentreprises, n'avaient pas été comptabilisées. En effet, la Société a le pouvoir de décision d'engager ou non le passif, et ne croit pas qu'il le sera dans un avenir prévisible.

Les pertes autres qu'en capital à des fins fiscales expirent comme suit :

(montants en millions)

Année d'expiration	Non constatées	Constatées
2014	- (\$ - \$
2015	0,3	-
2016	3,4	-
2017	1,4	-
2018	4,0	-
2019	6,8	-
2020 à 2032	16,2	101,3
Sans expiration	62,7	90,7
	94,8	\$ 192,0 \$

Au 31 mars 2013, la Société avait cumulé des différences temporelles déductibles de 312,8 millions \$ (280,3 millions \$ en 2012) pour lesquelles aucun actif d'impôt sur le résultat n'a été comptabilisé. Ces montants seront repris pendant une période pouvant atteindre 30 ans.

NOTE 18 - CAPITAL-ACTIONS, RÉSULTAT PAR ACTION ET DIVIDENDES

Capital-actions

Actions autorisées

La Société est autorisée à émettre un nombre illimité d'actions ordinaires sans valeur nominale et un nombre illimité d'actions privilégiées sans valeur nominale pouvant être émises en séries.

Les actions privilégiées peuvent être émises avec des droits et des conditions qui seront déterminés par le conseil d'administration, avant leur émission. À ce jour, la Société n'a émis aucune action privilégiée.

Actions émises

Le rapprochement des données sur les actions ordinaires émises et en circulation de la Société est présenté à l'état consolidé des variations en capitaux propres. Au 31 mars 2013, 259 979 059 actions étaient émises et entièrement libérées (258 266 295 en 2012).

Calcul du résultat par action

Le tableau qui suit présente les dénominateurs qui ont été utilisés pour le calcul du résultat de base et du résultat dilué par action :

	2013	2012
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	258 982 945	257 461 318
Effet dilutif des options sur actions	412 661	763 581
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation aux fins du calcul du résultat dilué par action	259 395 606	258 224 899

Au 31 mars 2013, des options sur 2 490 041 actions ordinaires (2 671 643 en 2012) ont été exclues du calcul ci-dessus, car leur inclusion aurait eu un effet antidilutif.

Dividendes

Les dividendes déclarés pour l'exercice 2013 se sont élevés à 49,2 millions \$, soit 0,19 \$ par action (41,2 millions \$ en 2012, soit 0,16 \$ par action).

NOTE 19 - CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

				Variatio	ns ne	ettes des	Variatio	ns n	ettes des			
		Diff	férences	couve	rture	s de flux	instrume	nts f	inanciers			
	c	de co	nversion		de ti	résorerie	disponib	les à	a la vente		Total	
(montants en millions)	2013		2012	2013		2012	2013		2012	2013	2012	
Soldes à l'ouverture de l'exercice	(10,2)	\$	(20,5)	\$ -	\$	10,3	\$ 0,4	\$	0,4	\$ (9,8)	\$ (9,8) \$;
Autres éléments du résultat global	2,4		10,3	(9,2)		(10,3)	-		-	(6,8)	-	
Soldes à la clôture de l'exercice	(7,8)	\$	(10,2)	\$ (9,2)	\$	-	\$ 0,4	\$	0,4	\$ (16,6)	\$ (9,8) \$;

NOTE 20 - RÉMUNÉRATION DU PERSONNEL

Le tableau qui suit présente le montant total de la charge de rémunération du personnel comptabilisée en résultat net :

(montant en millions)	2013	2012
Charges de personnel	661,7 \$	627,8 \$
Paiements fondés sur des actions, déduction faite du swap sur actions	14,0	14,2
Charges de retraite – régimes à prestations définies	16,9	10,5
Charges de retraite – régimes à cotisations définies	8,4	6,7
Total de la charge de rémunération du personnel	701,0 \$	659,2 \$

NOTE 21 - DÉPRÉCIATION D'ACTIFS NON FINANCIERS

Exercice 2013

Aucune perte de valeur n'a été comptabilisée pour l'exercice 2013.

Exercice 2012

Dépréciation des immobilisations corporelles

Au cours de l'exercice 2012, une perte de valeur de 0,5 million \$ qui correspond à la réduction de valeur d'un bâtiment pour le ramener à sa valeur recouvrable a été comptabilisée dans le coût des ventes du secteur Formation et services associés — Civil. L'actif avait une valeur comptable de 6,1 millions \$. La valeur recouvrable a été établie d'après la juste valeur diminuée des coûts de vente.

Dépréciation des immobilisations incorporelles

Au cours de l'exercice 2012, une perte de valeur de 1,3 million \$ qui correspond à la réduction de valeur d'une relation client a été comptabilisée dans le coût des ventes du secteur Nouveaux marchés principaux. L'actif avait une valeur comptable de 2,6 millions \$. Un test de dépréciation a été nécessaire pour l'exercice écoulé en raison d'une modification apportée à un contrat lors de l'acquisition de METI en août 2011. La valeur recouvrable a été estimée en fonction de la valeur d'utilité.

De plus, une perte de valeur de 3,5 millions \$ qui correspond essentiellement à la réduction à zéro de la valeur de certains frais de développement reportés et d'autres logiciels, encore une fois dans le secteur Nouveaux marchés principaux, a été comptabilisée dans les frais de recherche et de développement au cours de l'exercice. Un test de dépréciation a été nécessaire pour l'exercice écoulé en raison de l'acquisition de METI et du réalignement subséquent de la stratégie visant le marché des soins de santé.

NOTE 22 - AUTRES PROFITS - MONTANT NET

(montants en millions)	2013	2012
Cession ou mise hors service d'immobilisations corporelles	(2,7) \$	(10,2)\$
Montant net des différences de conversion	(11,1)	(0,5)
Produits de dividendes	(0,9)	(4,0)
Produits de redevances	(0,3)	(0,7)
Reprise de passifs éventuels découlant de regroupements d'entreprises (note 12)	(6,1)	-
Réévaluation de l'intérêt détenu au préalable dans un actif financier disponible à la vente	-	0,3
Autres	(2,3)	(6,1)
Autres profits – montant net	(23.4) \$	(21.2) \$

NOTE 23 - COÛTS DE RESTRUCTURATION, D'INTÉGRATION ET D'ACQUISITION

(montants en millions)	2013	2012
Coûts de restructuration (note 12)	55,1 \$	- \$
Coûts d'intégration	7,8	-
Coûts d'acquisition (note 3)	6,0	-
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	68,9 \$	- \$

Coûts de restructuration

Les coûts de restructuration se composent principalement des indemnités de fin de contrat de travail et d'autres coûts liés.

Coûts d'intégration

Les coûts d'intégration représentent les coûts différentiels directement liés à l'intégration d'OAA dans les activités courantes de la Société. Il s'agit principalement des dépenses liées au redéploiement de simulateurs, à la normalisation des processus et de la réglementation, à l'intégration des systèmes et à d'autres activités.

Coûts d'acquisition

Les coûts d'acquisition comprennent les charges, les frais, les commissions et les autres coûts associés à la collecte d'information, à la négociation des contrats et aux évaluations des risques, ainsi qu'aux services des avocats, des conseillers et des spécialistes.

NOTE 24 - CHARGES FINANCIÈRES, MONTANT NET

(montants en millions)	2013	2012
Charges financières :		
Dette à long terme (sauf les contrats de location-financement)	51,1 \$	38,0 \$
Contrats de location-financement	10,0	11,2
Obligations relatives aux redevances	10,2	13,6
Dotation aux amortissements des frais de financement	1,8	1,6
Désactualisation des autres passifs non courants	1,7	1,9
Autres	3,9	7,1
Charge d'intérêts postérieure aux swaps de taux d'intérêt	(0,4)	(2,0)
Coûts d'emprunt inscrits à l'actif 1)	(2,8)	(2,2)
Charges financières	75,5 \$	69,2 \$
Produits financiers :		
Produit d'intérêts sur les prêts et créances	(2,5) \$	(1,6) \$
Autres	(4,8)	(5,0)
Produits financiers	(7,3) \$	(6,6) \$
Charges financières – montant net	68,2 \$	62,6 \$

¹⁾ Le taux moyen d'inscription à l'actif utilisé pour déterminer le montant des coûts d'emprunt admissibles à l'inscription à l'actif était de 3,86 % en 2013 (5,19 % en 2012).

NOTE 25 - PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS

Les cinq régimes de la Société dont le paiement est fondé sur des actions se divisent en deux catégories : d'une part, le régime d'options sur actions (ROA), qui est admissible en tant que régime dont le paiement est fondé sur des actions et réglé en instruments de capitaux propres; et d'autre part, le régime d'actionnariat (RA), les régimes de droits différés à la valeur d'actions (RDDVA), les régimes de droits différés à la valeur d'actions pour intéressement à long terme (RDLT) et les régimes de droits à la valeur d'actions de négociation restreinte pour intéressement à long terme (RDNR), qui sont admissibles en tant que régimes dont le paiement est fondé sur des actions et réglés en trésorerie.

L'incidence avant impôts sur le résultat des arrangements de paiements fondés sur des actions sur le compte consolidé de résultat et l'état consolidé de la situation financière aux 31 mars et pour les exercices clos à ces dates est présentée ci-après :

			Montant con	nptabilisé
	Charge (économie)		dans l'état consolidé de la	
	de rém	unération	situation f	inancière
(montants en millions)	2013	2012	2013	2012
Rémunération fondée sur des actions et réglée en trésorerie :				
RA	5,6 \$	5,4 \$	- \$	- \$
RDDVA	0,9	(8,0)	(8,1)	(8,2)
RDLT, déduction faite du swap sur actions	3,3	4,5	(19,3)	(21,5)
RDNR	1,1	2,4	(6,5)	(12,2)
Total de la rémunération fondée sur des actions et réglée en trésorerie	10,9 \$	11,5 \$	(33,9) \$	(41,9) \$
Rémunération fondée sur des actions et réglée en instruments de capitaux propres :				
ROA	3,9	3,7	(21,9)	(19,2)
Total de la rémunération fondée sur des actions et réglée en instrument de capitaux				
propres	3,9 \$	3,7 \$	(21,9) \$	(19,2) \$
Total de la rémunération fondée sur des actions	14,8 \$	15,2 \$	(55,8) \$	(61,1) \$

La charge de rémunération présentée ci-dessus tient compte de coûts inscrits à l'actif de 0,8 million \$ (1,0 million \$ en 2012).

Les régimes dont le paiement est fondé sur des actions sont décrits ci-après. Il n'y a eu aucune annulation de régimes au cours des exercices 2013 et 2012.

Régime d'options d'achat d'actions

Conformément au programme d'intéressement à long terme institué par la Société, cette dernière peut attribuer à ses dirigeants et aux autres salariés clés de ses filiales des options visant l'achat d'actions ordinaires de la Société à un prix d'exercice équivalant à 100 % du cours du marché à la date de leur attribution. Le cours du marché correspond au cours de clôture moyen pondéré des actions ordinaires à la Bourse de Toronto (TSX) pour les cinq derniers jours de négociation précédant la date de l'attribution.

Au 31 mars 2013, le nombre total autorisé d'actions ordinaires pouvant encore être émises aux termes du régime d'options d'achat d'actions (ROA) était de 12 304 776 (12 787 026 en 2012). Les options peuvent être exercées au cours d'une période d'au plus sept ans (six ans pour les options émises avant le 31 mars 2011), mais ne peuvent l'être dans les 12 mois suivant la date de leur attribution. Le droit d'exercer toutes les options devient acquis après une période de quatre ans de service continu à compter de la date d'attribution. Le processus d'acquisition des droits liés aux options se poursuit après la date du départ à la retraite, sous réserve du délai d'acquisition de quatre ans. Toutefois, s'il survient un changement de contrôle de la Société, les options en cours peuvent être exercées immédiatement par leurs porteurs. Elles font l'objet d'un ajustement au prorata à la suite du versement de dividendes en actions ou de tout fractionnement d'actions ordinaires de la Société.

Les options en cours se présentent comme suit :

		2013		2012
		Prix		Prix
		d'exercice		d'exercice
	Nombre	moyen	Nombre	moyen
	d'options	pondéré	d'options	pondéré
Options en cours à l'ouverture de l'exercice	6 473 768 \$	10,20 \$	6 020 489 \$	9,67 \$
Attribuées	1 755 400	10,16	1 223 434	12,25
Exercées	(482 250)	8,13	(538 600)	8,18
Éteintes	(412 076)	11,61	(224 280)	11,88
Échues	(22 875)	11,97	(7 275)	13,18
Options en cours à la clôture de l'exercice	7 311 967 \$	10,24 \$	6 473 768 \$	10,20 \$
Options pouvant être exercées à la clôture de l'exercice	3 829 769 \$	10,44\$	3 134 974 \$	10,73 \$

Le tableau suivant présente des informations sur le ROA de la Société au 31 mars 2013 :

Fourchette de prix d'ex	kercice		Options en cours	Optior	ns pouvant être exercées
	Nombre d'options en cours	Durée contractuelle moyenne pondérée à courir (en années)	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'option pouvant être exercée	,
De 7,29 \$ à 9,69 \$	3 200 304	2,62	7,93	\$ 2 029 14	8 7,72 \$
De 10,04 \$ à 11,01 \$	1 682 972	6,10	10,20	41 85	6 10,31
De 11,10 \$ à 14,10 \$	2 428 691	2,24	13,33	1 758 76	5 13,60
Total	7 311 967	3,29	10,24	\$ 3 829 76	9 10,44 \$

Le cours du marché moyen pondéré des options sur actions exercées en 2013 s'établit à 10,45 \$ (11,70 \$ en 2012).

Pour l'exercice clos le 31 mars 2013, la charge de rémunération liée aux options sur actions de CAE, s'établissant à 3,9 millions \$ (3,7 millions \$ en 2012), a été constatée dans le compte consolidé de résultat, et un montant correspondant a été porté au crédit du surplus d'apport en utilisant la méthode de la juste valeur pour la comptabilisation des attributions effectuées depuis l'exercice 2009.

Les hypothèses qui ont servi aux calculs dont il est question dans la présente note et qui portent sur les options sont les suivantes :

	2013	2012	
Hypothèses moyennes pondérées utilisées pour le modèle d'évaluation d'options de Black et Scholes :			
Cours moyen pondéré de l'action	10,08 \$	12,12	\$
Prix d'exercice	10,16 \$	12,25	\$
Rendement prévu de l'action	1,60 %	1,33 %	%
Volatilité prévue	33,56 %	34,05 %	%
Taux d'intérêt sans risque	1,29 %	2,16 %	%
Durée prévue des options	5 ans	5 a	ans
Juste valeur moyenne pondérée des options attribuées	2,59 \$	3,33	\$

La volatilité prévue est estimée en tenant compte de la volatilité du cours moyen historique de l'action par rapport à la durée prévue des options.

Régime d'actionnariat

La Société a institué un régime d'actionnariat (RA) afin de permettre à ses salariés et à ceux de ses filiales participantes d'acheter des actions ordinaires de CAE par voie de retenues salariales régulières ou de cotisations forfaitaires, auxquelles s'ajoutent des cotisations patronales. La Société et ses filiales participantes versent des cotisations égales à celles des salariés pour la première tranche de 500 \$ que ceux-ci y versent, puis 1 \$ pour chaque tranche supplémentaire de 2 \$ versée par les salariés, jusqu'à concurrence de 3 % de leur salaire de base. La Société a inscrit une charge de rémunération de 5,6 millions \$ (5,4 millions \$ en 2012) au titre des cotisations patronales à ce régime.

Régimes de droits différés à la valeur d'actions

La Société a institué un régime de droits différés à la valeur d'actions (RDDVA) à l'intention de ses dirigeants, régime aux termes duquel ceux-ci peuvent choisir de recevoir toute rémunération d'intéressement en trésorerie sous forme de droits différés à la valeur d'actions (DDVA). Ce régime vise à promouvoir une meilleure harmonisation des intérêts des dirigeants et de ceux des actionnaires. Un DDVA a la même valeur qu'une action ordinaire. Ces droits sont émis à un prix fondé sur le cours vendeur de clôture moyen d'une action faisant partie d'un lot régulier d'actions ordinaires de CAE à la Bourse de Toronto dans les 10 derniers jours de négociation précédant la date de leur émission. Ces droits donnent également droit à des dividendes sous forme de droits supplémentaires dont le montant équivaut aux dividendes versés sur les actions ordinaires de CAE. Les DDVA expirent lorsque le porteur quitte son poste. Le porteur a alors le droit de toucher un paiement en trésorerie correspondant à la juste valeur marchande du nombre équivalent d'actions ordinaires, déduction faite de certaines retenues.

La Société offre également un RDDVA à l'intention de ses administrateurs qui ne sont pas des salariés. Un administrateur qui n'est pas salarié de la Société et qui détient moins que les avoirs minimaux d'actions ordinaires de la Société reçoit le montant qui lui est dû à titre d'acompte et de jetons de présence sous forme de droits différés à la valeur d'actions. Pour détenir les avoirs minimums d'actions ordinaires, un administrateur qui n'est pas salarié doit détenir au moins un nombre d'actions ordinaires ou de droits différés à la valeur d'actions dont la juste valeur équivaut à trois fois l'acompte annuel à verser à un administrateur pour son rôle au conseil d'administration. Il peut alors choisir de prendre part au régime relativement à la moitié ou à la totalité du montant qu'il doit recevoir à titre d'acompte et à une partie ou à la totalité des jetons de présence auxquels il a droit. Les modalités de ce régime sont essentiellement les mêmes que celles du RDDVA destiné aux dirigeants, sauf que les droits sont émis à un prix fondé sur le cours vendeur de clôture d'une action faisant partie d'un lot régulier d'actions ordinaires de CAE à la Bourse de Toronto le dernier jour de négociation précédant la date de leur émission.

La Société inscrit le coût des RDDVA à titre de charge de rémunération et comptabilise le passif non courant connexe dans l'état consolidé de la situation financière au poste *Profits différés et autres passifs non courants*. La charge constatée pour l'exercice 2013 s'est élevée à 0.9 million \$ (économie de 0.8 million \$ en 2012).

Le tableau suivant présente les DDVA en cours :

	2013	2012
DDVA en cours à l'ouverture de l'exercice	805 527	699 866
Droits attribués	97 457	94 441
Droits annulés	-	-
Droits rachetés	(104 807)	-
Dividendes versés sous forme de droits	15 014	11 220
DDVA en cours à la clôture de l'exercice	813 191	805 527
DDVA acquis à la clôture de l'exercice	813 191	805 527

Les valeurs intrinsèques des DDVA s'établissent à 8,1 millions \$ au 31 mars 2013 (8,2 millions \$ en 2012).

Régime de droits différés à la valeur d'actions pour intéressement à long terme

La Société offre un régime de droits différés à la valeur d'actions pour intéressement à long terme (RDLT) aux dirigeants et à des membres de la haute direction dans le but de promouvoir une meilleure harmonisation des intérêts des dirigeants et de ceux des actionnaires. Un droit différé à la valeur d'actions (DDVA-LT) attribué en vertu de ces régimes a la même valeur qu'une action ordinaire à une date donnée. En outre, ces DDVA-LT donnent droit à des équivalents de dividende qui sont payables sous forme de droits supplémentaires, selon un montant égal aux dividendes versés sur les actions ordinaires de CAE. Les participants admissibles ont le droit de recevoir un paiement en trésorerie équivalant à la juste valeur marchande du nombre de DDVA-LT détenus au moment de la cessation d'emploi. Au départ à la retraite, les droits non acquis continuent d'être acquis jusqu'au 30 novembre de l'année suivant la date du départ à la retraite. Dans le cas des participants visés par l'article 409A de l'Internal Revenue Code des États-Unis, les droits non acquis sont acquis au moment du départ à la retraite.

En vertu de ce régime, les droits attribués sont acquis de façon égale sur cinq ans et tous les droits non acquis sont immédiatement acquis à la suite d'une offre publique d'achat. La charge constatée pour l'exercice 2013 s'est élevée à 3,0 millions \$ (économie de 1,7 million \$ en 2012).

La Société a conclu des swaps sur actions dans le but de réduire l'effet des fluctuations du cours de ses actions sur ses résultats (voir la note 31).

Le tableau suivant présente les DDVA-LT en cours :

	2013	2012
DDVA-LT en cours à l'ouverture de l'exercice	2 431 314	2 333 669
Droits attribués	293 990	241 266
Droits annulés	(85 394)	(64 883)
Droits rachetés	(421 170)	(115 927)
Dividendes versés sous forme de droits	46 972	37 189
DDVA-LT en cours à la clôture de l'exercice	2 265 712	2 431 314
DDVA-LT acquis à la clôture de l'exercice	1 917 003	2 000 614

Les valeurs intrinsèques des DDVA-LT s'établissent à 19,0 millions \$ au 31 mars 2013 (20,5 millions \$ en 2012).

Régimes de droits à la valeur d'actions de négociation restreinte pour intéressement à long terme

La Société offre des régimes de droits à la valeur d'actions de négociation restreinte pour intéressement à long terme (RDNR) afin d'améliorer la capacité de la Société à attirer et à garder à son service des salariés de talent et à promouvoir une meilleure harmonisation des intérêts des participants admissibles au régime et de ceux des actionnaires. Les RDNR sont des régimes d'intéressement fondé sur des actions.

Régime de l'exercice 2008

Les droits à la valeur d'actions de négociation restreinte (DNR) qui sont attribués en vertu du régime deviennent acquis au troisième anniversaire de leur date d'attribution, comme suit :

- i) Les droits sont acquis à 100 % si les actions de CAE affichent une plus-value correspondant au moins à un taux de croissance annuel composé minimal, défini comme le taux de rendement sans risque sur 10 ans de la Banque du Canada à la date d'acquisition plus 350 points de base (3,50 %), durant la période d'évaluation, ou, dans le cas d'une acquisition au prorata, à la fin de la période visée par le calcul proportionnel;
- ii) Les droits sont acquis à 50 % si, selon le prix d'attribution des droits, le cours moyen de clôture des actions ordinaires de CAE a égalé ou dépassé le rendement des sociétés inscrites à l'indice Standard & Poor's Aerospace and Defence Index (S&P A&D index), rajusté en fonction des dividendes, ou, dans le cas d'une acquisition au prorata, à la fin de la période visée par le calcul proportionnel.

Les participants dont la cessation d'emploi n'est ni volontaire ni motivée peuvent se prévaloir d'une acquisition au prorata conditionnelle. La charge constatée pour l'exercice 2013 s'est élevée à 0,3 million \$ (1,0 million \$ en 2012).

Régime de l'exercice 2011

En mai 2010, la Société a modifié le régime de l'exercice 2008 pour l'exercice 2011 et ceux à venir. Les DNR qui sont attribués en vertu du régime modifié deviennent acquis au troisième anniversaire de leur date d'attribution, comme suit :

i) Les trois premières années, les droits sont acquis à raison d'un sixième du nombre total de droits attribués multiplié par un facteur calculé d'après le rendement relatif annuel de la rentabilité totale pour l'actionnaire (TSR) du cours des actions de CAE par rapport à l'indice S&P A&D pour la période du 1^{er} avril au 31 mars précédant immédiatement chacun des trois premiers anniversaires de la date d'attribution, d'après la règle suivante :

Rendement relatif TSR annuel	Facteur
1 ^{er} quartile (0 à 25 ^e centile)	-
2 ^e quartile (26 ^e à 50 ^e centile)	50 % à 98 %
3 ^e quartile (51 ^e à 75 ^e centile)	100 % à 148 %
4 ^e quartile (76 ^e à 100 ^e centile)	150 %

ii) La dernière année, les droits sont acquis à raison de 50 % du nombre total de droits attribués multiplié par un facteur calculé d'après le rendement relatif TSR sur trois ans du cours des actions de CAE par rapport à l'indice S&P A&D pour la période du 1^{er} avril (précédant immédiatement la date d'attribution) au 31 mars (précédant immédiatement le troisième anniversaire de la date d'attribution), d'après la même règle que celle figurant dans le tableau précédent.

Les participants dont la cessation d'emploi n'est ni volontaire ni motivée sont admissibles aux droits acquis. La charge comptabilisée au cours de l'exercice 2013 s'est établie à 0,8 million \$ (1,4 million \$ en 2012).

Le tableau suivant présente les DNR en cours en vertu de tous les régimes :

	Régime de l'exercice 2011		Régime de l'exercice 2008	
	2013	2012	2013	2012
DNR en cours à l'ouverture de l'exercice	1 014 155	605 585	660 733	1 064 026
Droits attribués	593 410	480 276	-	-
Droits annulés	(138 924)	(65 895)	(5 954)	(403 293)
Droits rachetés	(5 002)	(5 811)	(654 779)	
DNR en cours à la clôture de l'exercice	1 463 639	1 014 155	-	660 733
DNR acquis à la clôture de l'exercice	1 060 397	677 817	-	631 804

Les valeurs intrinsèques des DNR s'établissent à 6,5 millions \$ au 31 mars 2013 (12,2 millions \$ en 2012).

NOTE 26 - RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE

(montants en millions)	2013	2012
Flux de trésorerie liés au fonds de roulement hors trésorerie :		
Comptes débiteurs	(68,4) \$	(11,0) \$
Contrats en cours : actifs	2,6	(7,0)
Stocks	(27,6)	(24,1)
Paiements d'avance	(5,8)	(0,6)
Impôts sur le résultat à recouvrer	(11,4)	(11,6)
Actifs financiers dérivés	18,0	48,0
Comptes créditeurs et charges à payer	18,6	6,8
Provisions	19,3	(2,2)
Impôts sur le résultat à payer	2,0	(2,6)
Contrats en cours : passifs	13,8	(22,2)
Passifs financiers dérivés	(22,8)	(45,2)
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	(61,7) \$	(71,7) \$

NOTE 27 – ÉVENTUALITÉS

Dans le cours normal de ses activités, la Société est exposée à un certain nombre de poursuites, de réclamations et d'éventualités. Bien qu'il soit possible que la Société ait à régler des montants à l'égard desquels aucune provision n'a été établie, elle n'a aucune raison de croire que l'issue finale de ces questions aura une incidence importante sur sa situation financière consolidée.

NOTE 28 - ENGAGEMENTS

Engagements au titre de contrats de location simple

Au 31 mars 2013, un montant de 17,9 millions \$ (26,0 millions \$ en 2012) était désigné en tant qu'engagement envers CVS Leasing Ltd.

Les montants minimaux futurs à payer au titre des contrats de location simple non résiliables s'établissent comme suit :

(montants en millions)	2013	2012
Un an ou moins	56,7 \$	30,2 \$
Plus de un an mais au plus cinq ans	143,9	79,0
Plus de cinq ans	89,0	32,8
	289,6 \$	142,0 \$

Les charges de location comptabilisées dans le compte consolidé de résultat se sont établies à 64,1 millions \$ (46,8 millions \$ en 2012).

Obligations d'achat contractuelles

Les principales obligations d'achat contractuelles s'établissent comme suit :

(montants en millions)	PS/C	Total
2014	12,5 \$	12,5 \$
2014 2015	12,5	12,5
	25,0 \$	25,0 \$

Montants à recevoir au titre de contrats de location simple en tant que bailleur

Les montants minimaux futurs à recevoir au titre des contrats de location simple non résiliables s'établissent comme suit :

(montants en millions)	2013	2012
Un an ou moins	11,9 \$	4,5 \$
Plus de un an mais au plus cinq ans	20,5	14,4
Plus de cinq ans	14,4	1,8
	46,8 \$	20,7 \$

NOTE 29 - GESTION DU RISQUE LIÉ AU CAPITAL

La gestion du capital de la Société vise les trois objectifs suivants :

- Maximiser l'utilisation des emprunts aux fins de la gestion du coût du capital de la Société;
- ii) Maintenir l'endettement de la Société à un niveau lui permettant de conserver sa santé financière et sa notation pour résister aux variations des cycles économiques;
- iii) Offrir aux actionnaires de la Société un taux de rendement du capital investi acceptable.

La Société gère son ratio de la dette sur les capitaux propres. Elle gère la structure de son capital et apporte des ajustements correspondants en fonction des fluctuations de la conjoncture économique et des caractéristiques du risque des actifs sous-jacents. Afin de conserver ou de modifier la structure de son capital, la Société peut modifier le montant des dividendes versés aux actionnaires, rembourser du capital aux actionnaires, émettre de nouvelles actions ou utiliser des liquidités pour réduire la dette.

Dans cette optique, la Société assure le suivi de son capital à l'aide du ratio de la dette nette sur le capital. Ce ratio correspond à la dette nette divisée par la somme de la dette nette et du total des capitaux propres. La dette nette représente le total de la dette, y compris la partie courante (telle qu'elle figure à l'état consolidé de la situation financière, incluant la dette sans recours) moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie. Le total des capitaux propres comprend le capital-actions, le surplus d'apport, le cumul des autres éléments du résultat global, les résultats non distribués et les participations ne donnant pas le contrôle.

L'endettement par rapport aux capitaux propres dans la structure du capital fait l'objet d'une surveillance, et les ratios s'établissent comme suit :

(montants en millions)	2013	2012
Total de la dette	1 210,0 \$	821,6 \$
Déduire : trésorerie et équivalents de trésorerie	293,2	287,3
Dette nette	916,8 \$	534,3 \$
Capitaux propres	1 134,5 \$	1 042,2 \$
Ratio de la dette nette sur les capitaux propres	45:55	34:66

La Société a conclu des conventions d'emprunt qui exigent le maintien d'un certain montant de capital. Au 31 mars 2013, la Société respecte ses clauses restrictives de nature financière, sauf en ce qui a trait à sa quote-part du financement sans recours de Hatsoff, qui ne respectait pas certaines clauses restrictives (voir la note 13).

NOTE 30 - INSTRUMENTS FINANCIERS

Juste valeur des instruments financiers

La juste valeur des instruments financiers est établie en fonction des informations disponibles sur le marché à la date de clôture. Lorsqu'il n'existe aucun marché actif pour un instrument financier, la Société a recours aux méthodes d'évaluation décrites ci-après pour déterminer la juste valeur de l'instrument. Pour formuler les hypothèses qu'exige le modèle d'évaluation, la Société s'appuie principalement sur des facteurs de marché externes faciles à observer. Les hypothèses ou les facteurs qui ne sont pas fondés sur des données de marché observables intègrent les meilleures estimations faites par la Société des hypothèses posées par les intervenants du marché, et ils sont utilisés en l'absence de données externes. Le risque de crédit lié à l'autre partie et la juste valeur du risque de crédit propre à la Société sont pris en compte dans l'estimation de la juste valeur de tous les actifs et passifs financiers, y compris les dérivés.

Les hypothèses et méthodes d'évaluation ci-après ont été utilisées pour estimer la juste valeur des instruments financiers :

- i) La juste valeur des comptes débiteurs, des contrats en cours ainsi que des comptes créditeurs et charges à payer se rapproche de leur valeur comptable en raison de leur échéance rapprochée;
- ii) La juste valeur des contrats de location-financement est estimée selon la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie;
- iii) La juste valeur de la dette à long terme, des obligations non courantes et des comptes débiteurs non courants, incluant les avances, est estimée en fonction des flux de trésorerie actuels et calculés au moyen des taux d'intérêt en vigueur pour des instruments assortis de modalités et de durées résiduelles similaires;
- iv) La juste valeur des instruments dérivés, y compris les contrats à terme, les swaps et les dérivés incorporés dont les caractéristiques et les risques économiques ne sont pas clairement et étroitement liés à ceux du contrat hôte, est déterminée selon des techniques d'évaluation et est calculée d'après la valeur actualisée des flux de trésorerie projetés estimatifs, selon une courbe appropriée des taux d'intérêt et des taux de change, après ajustement pour tenir compte du risque de crédit propre à la Société et du risque de crédit de la contrepartie. Les hypothèses sont fondées sur les conditions du marché à chaque date de clôture. Les instruments dérivés représentent les montants estimatifs que la Société encaisserait ou paierait pour régler les contrats à chaque date de clôture;
- v) La juste valeur du placement disponible à la vente dont la valeur de marché n'est pas facile à déterminer, mais dont la juste valeur peut faire l'objet d'une estimation fiable est évaluée à l'aide d'un modèle fondé sur les flux de trésorerie actuels, lequel repose sur certaines hypothèses non étayées par des prix ou des taux observables sur le marché.

La valeur comptable et la juste valeur des instruments financiers, par catégorie, s'établissent comme suit au 31 mars 2013 :

	À la juste			Valeur o	Juste valeur	
	valeur par le biais du résultat net	Disponibles à la vente			Total	
Actifs financiers						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	293,2 \$	- \$	- \$	- \$	293,2 \$	293,2 \$
Comptes débiteurs	-	-	378,7 ²⁾	-	378,7	378,7
Contrats en cours : actifs	-	-	247,3	-	247,3	247,3
Actifs financiers dérivés	5,4	-	-	10,0	15,4	15,4
Autres actifs	9,2 3	1,3 4)	80,6 ⁵⁾	-	91,1	99,4
	307,8 \$	1,3 \$	706,6 \$	10,0 \$	1 025,7 \$	1 034,0 \$

(montants en millions)

	À la juste		Valeur o	Juste valeur	
	valeur par le biais du résultat net	Autres passifs financiers	DDRC 1)	Total	
Passifs financiers					
Comptes créditeurs et charges à payer	- \$	529,6 \$ ⁶⁾	- \$	529,6 \$	529,6 \$
Total des provisions	-	29,9	-	29,9	29,9
Total de la dette à long terme	-	1 216,2 ⁷⁾	-	1 216,2	1 334,2
Autres passifs non courants	-	192,5 ⁸⁾	-	192,5	192,5
Passifs financiers dérivés	5,5	-	21,2	26,7	26,7
	5,5 \$	1 968,2 \$	21,2 \$	1 994,9 \$	2 112,9 \$

DDRC : dérivés désignés comme faisant partie d'une relation de couverture.

La valeur comptable et la juste valeur des instruments financiers, par catégorie, s'établissent comme suit au 31 mars 2012 :

(montants en millions)

	À la juste			Valeur (comptable	Juste valeur
	valeur par le biais du résultat net	Disponibles à la vente	Prêts et créances	DDRC 1)	Total	
Actifs financiers						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	287,3 \$	- \$	- \$	- \$	287,3 \$	287,3 \$
Comptes débiteurs	-	-	295,6 ²⁾	-	295,6	295,6
Contrats en cours : actifs	-	-	245,8	-	245,8	245,8
Actifs financiers dérivés	3,5	-	-	14,0	17,5	17,5
Autres actifs	9,8 3)	1,3 4)	59,8 ⁵⁾	-	70,9	72,0
	300,6 \$	1,3 \$	601,2 \$	14,0 \$	917,1 \$	918,2 \$

, , ,			٠.
(montants	en n	nillion	S)

			Valeur	comptable	Juste valeur
	À la juste valeur par le biais du résultat net	Autres passifs financiers	DDRC 1)	Total	
Passifs financiers					
Comptes créditeurs et charges à payer	- \$	434,5 \$ ⁶⁾	- \$	434,5 \$	434,5 \$
Total des provisions	-	15,3	-	15,3	15,3
Total de la dette à long terme	-	825,6 ⁷⁾	-	825,6	916,1
Autres passifs non courants	-	165,6 ⁸⁾	-	165,6	165,6
Passifs financiers dérivés	5,5	-	20,1	25,6	25,6
	5,5 \$	1 441,0 \$	20,1 \$	1 466,6 \$	1 557,1 \$

 $[\]stackrel{\mbox{\scriptsize 1)}}{\mbox{\tiny --}}$ DDRC : dérivés désignés comme faisant partie d'une relation de couverture.

Comprend les comptes clients, les comptes débiteurs non facturés et d'autres montants à recevoir.

Représente les liquidités soumises à restrictions.

Représente le placement de portefeuille de la Société.

Comprend les comptes débiteurs non courants et les avances.

Omprend les comptes fournisseurs, les charges à payer, les intérêts à payer et certains passifs liés à la paie.

Abstraction faite des coûts de transaction.

⁸⁾ Comprend les obligations non courantes au titre des redevances et les autres passifs non courants.

Comprend les comptes clients, les comptes débiteurs non facturés et d'autres montants à recevoir.

Représente les liquidités soumises à restrictions.

⁴⁾ Représente les placements de portefeuille de la Société.

⁵⁾ Comprend les comptes débiteurs non courants et les avances.

o) Comprend les comptes fournisseurs, les charges à payer, les intérêts à payer et certains passifs liés à la paie.

Abstraction faite des coûts de transaction.

⁸⁾ Comprend les obligations non courantes au titre des redevances et les autres passifs non courants.

La Société n'a pas choisi de désigner volontairement ses instruments financiers comme étant détenus à la juste valeur par le biais du résultat net. En outre, aucune modification n'a été apportée au classement des instruments financiers depuis leur mise en place.

Dans le cadre de ses opérations financières, la Société, par l'intermédiaire de ses filiales, a donné en garantie certains actifs financiers tels que de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des comptes débiteurs, d'autres actifs et des actifs dérivés. La valeur comptable de l'ensemble de ces actifs financiers donnés en garantie s'élevait à 67,3 millions \$ au 31 mars 2013 (70,5 millions \$ en 2012).

Hiérarchie de la juste valeur

Le tableau qui suit présente les instruments financiers constatés à la juste valeur, par catégorie. La hiérarchie de la juste valeur reflète l'importance des données utilisées aux fins des évaluations et comporte les niveaux suivants :

- Niveau 1 : Prix cotés (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques;
- Niveau 2 : Données d'entrée autres que les prix cotés inclus au niveau 1 qui sont observables pour l'actif ou le passif, soit directement (comme les prix) ou indirectement (comme les informations tirées des prix);
- Niveau 3 : Données d'entrée concernant l'actif ou le passif qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (données d'entrée non observables).

Chaque type de juste valeur est classé en fonction du niveau le moins élevé des données d'entrée qui sont importantes pour l'évaluation à la juste valeur prise dans son ensemble.

(montants en millions)			2013			2012
	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 2	Niveau 3	Total
Actifs financiers						
Détenus à la juste valeur par le biais du résultat net						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	293,2 \$	- \$	293,2 \$	287,3 \$	- \$	287,3 \$
Liquidités soumises à restrictions	9,2	-	9,2	9,8	-	9,8
Contrats de change à terme	4,7	-	4,7	3,2	-	3,2
Dérivés incorporés sur devises	0,7	-	0,7	0,3	-	0,3
Disponibles à la vente	-	1,3	1,3	-	1,3	1,3
Dérivés désignés comme faisant partie d'une relation de						
couverture						
Contrats de change à terme	4,6	-	4,6	9,0	-	9,0
Swaps de devises	5,4	-	5,4	4,8	-	4,8
Swaps de taux d'intérêt	-	-	-	0,2	-	0,2
	317,8 \$	1,3 \$	319,1 \$	314,6 \$	1,3 \$	315,9 \$
Passifs financiers						
Détenus à la juste valeur par le biais du résultat net						
Contrats de change à terme	3,4 \$	- \$	3,4 \$	1,2 \$	- \$	1,2 \$
Dérivés incorporés sur devises	1,8	-	1,8	3,3	-	3,3
Swaps sur actions	0,3	-	0,3	1,0	-	1,0
Dérivés désignés comme faisant partie d'une relation de						
couverture						
Contrats de change à terme	6,8	-	6,8	6,8	-	6,8
Swaps de devises	2,7	-	2,7	-	-	-
Swaps de taux d'intérêt	9,7	-	9,7	10,6	-	10,6
Swap croisé	-	2,0	2,0	-	2,7	2,7
	24,7 \$	2,0 \$	26,7 \$	22,9 \$	2,7 \$	25,6 \$

Les variations des instruments financiers de niveau 3 sont comme suit :

Exercices clos les 31 mars		
(montants en millions)	2013	2012
Solde à l'ouverture de l'exercice	(1,4) \$	(2,2) \$
Total des (pertes) profits réalisés et latents		
Comptabilisés en résultat	-	(0,3)
Comptabilisés dans les autres éléments du résultat global	(0,7)	2,2
Émis et réglés	1,4	(1,1)
Solde à la clôture de l'exercice	(0,7) \$	(1,4) \$

Analyse de sensibilité des données de niveau 3

Dans le cas du swap croisé roupies/dollars américains, qui fait l'objet de techniques dépourvues de données observables, la détermination du taux d'intérêt et de la prime de liquidité est le facteur qui influe le plus sur l'évaluation. L'effet d'une hausse ou d'une baisse de 1 % de cette donnée d'entrée se traduirait par une augmentation de la juste valeur de 1,0 million \$ (0,6 million \$ en 2012) ou par une baisse de la juste valeur de 1,0 million \$ (0,6 million \$ en 2012), respectivement, toutes les autres variables demeurant constantes par ailleurs.

Dans le cas du placement de portefeuille de la Société, la détermination du taux d'actualisation et du rendement futur attendu du placement est le facteur qui influe le plus sur l'évaluation. Une hausse ou une baisse raisonnablement probable de 1 % du taux d'actualisation ou de 10 % du rendement futur attendu du placement n'aurait aucune incidence importante sur le résultat net et les autres éléments du résultat global de la Société, toutes les autres variables demeurant constantes par ailleurs.

NOTE 31 – GESTION DES RISQUES FINANCIERS

En raison de la nature de ses activités et des instruments financiers qu'elle détient, la Société est principalement exposée au risque de crédit, au risque de liquidité et au risque de marché, notamment au risque de change et au risque de taux d'intérêt. La Société gère son exposition aux risques de crédit, de liquidité et de marché selon les paramètres de gestion des risques approuvés par le conseil d'administration. Ces paramètres de gestion des risques n'ont pas changé depuis la période précédente, sauf indication contraire.

La Société utilise des instruments dérivés pour gérer le risque de marché associé à la volatilité des taux de change, des taux d'intérêt et des paiements fondés sur des actions afin d'en réduire au minimum les conséquences sur ses résultats et sa situation financière.

Les dérivés incorporés sont comptabilisés à leur juste valeur séparément du contrat hôte lorsque les caractéristiques économiques et les risques qu'ils présentent ne sont pas clairement et étroitement liés à ceux du contrat hôte. La Société peut devenir partie à un instrument dérivé autonome dont la comptabilité de couverture n'est pas permise afin de compenser l'exposition au risque de change des dérivés sur devises incorporés. Dans de telles circonstances, les deux dérivés sont évalués à leur juste valeur à chaque date de clôture avec comptabilisation des variations de la juste valeur dans le résultat net consolidé.

La Société a pour politique de ne pas utiliser d'instruments financiers dérivés à des fins de transaction ou de spéculation. La Société peut désigner ses instruments dérivés, qu'ils soient autonomes ou incorporés, comme éléments de couverture. Ce processus consiste à associer les instruments de couverture dérivés à des actifs ou à des passifs précis, à des engagements fermes ou à des transactions prévues. Dans une certaine mesure, la Société a recours à des passifs financiers non dérivés pour couvrir ses expositions au risque de change.

Risque de crédit

Le risque de crédit représente le risque que la Société subisse une perte financière si un débiteur manque à ses obligations découlant des ententes qu'il a conclues avec la Société. La Société est exposée au risque de crédit relativement à ses comptes débiteurs et à certains autres actifs dans le cours normal de ses activités. Elle est également exposée au risque de crédit dans le cadre de ses activités courantes de trésorerie en raison de sa trésorerie, de ses équivalents de trésorerie et de ses actifs financiers dérivés.

Le risque de crédit découlant des activités normales de la Société est géré en ce qui concerne le crédit accordé aux clients. La provision pour créances douteuses est établie lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que la Société soit dans l'impossibilité de recouvrer les montants dus conformément aux conditions initiales de la créance (voir la note 5). Lorsqu'un compte client n'est pas recouvrable, il est radié au moyen du compte de provision pour créances douteuses. Les recouvrements subséquents de montants radiés sont comptabilisés en résultat.

Les clients de la Société sont essentiellement des entreprises bien établies dont les notations sont publiquement affichées ou des organismes gouvernementaux, ce qui facilite la surveillance du risque de crédit. En outre, la Société reçoit habituellement d'importants acomptes non remboursables au titre des contrats de construction. La Société surveille de près son risque lié aux principales compagnies aériennes afin de le réduire autant que possible. Les comptes clients de la Société ne sont pas détenus auprès de clients en particulier, mais auprès d'un vaste éventail de sociétés et d'organismes gouvernementaux. De plus, la Société réduit davantage le risque de crédit en vendant contre trésorerie certains comptes débiteurs et actifs au titre de contrats en cours à des institutions financières tierces, sans possibilité de recours (programme portant sur des actifs financiers courants). La Société ne détient aucun bien en garantie. Le risque de crédit lié à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est réduit du fait qu'ils sont détenus auprès d'un groupe diversifié composé d'importantes institutions financières nord-américaines et européennes.

La Société est aussi exposée au risque de crédit en cas d'inexécution des engagements pris par les contreparties à ses instruments financiers dérivés, et elle prend plusieurs mesures pour réduire ce risque. Premièrement, la Société conclut des contrats avec des contreparties très solvables (principalement celles ayant une notation de A ou plus). Elle a signé des accords de compensation globale de l'International Swaps & Derivatives Association, Inc. (ISDA) avec la majorité des contreparties avec qui elle réalise des transactions sur instruments financiers dérivés. Ces accords rendent possible la pleine compensation lorsque l'une des parties au contrat manque à ses obligations, pour chacune des transactions visées par l'accord et en vigueur à la date du manquement. De plus, la Société ou ses contreparties (ou les deux, au besoin) peuvent demander des garanties pour les instruments financiers dérivés présentant un risque de crédit lorsque le solde net des profits et des pertes sur chaque transaction excède le seuil défini dans la convention-cadre de l'ISDA. Enfin, la Société surveille régulièrement la solvabilité des contreparties dans le but de réduire au minimum l'exposition au risque de crédit.

La valeur comptable présentée aux notes 5 et 30 représente l'exposition maximale au risque de crédit découlant de chaque actif financier aux dates pertinentes.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité représente la possibilité que la Société ne puisse honorer ses engagements de trésorerie lorsqu'ils deviennent exigibles.

La Société gère ce risque en établissant des prévisions de trésorerie ainsi que des plans opérationnels et stratégiques à long terme. La gestion des liquidités consolidées exige un suivi régulier des rentrées et des sorties de fonds prévues. Pour ce faire, la Société formule une prévision de sa position de trésorerie consolidée afin de s'assurer de l'utilisation appropriée et efficace de ses ressources en trésorerie. Les liquidités sont évaluées en fonction des besoins saisonniers, de la croissance, des dépenses d'investissement en immobilisations et des dates d'échéance des dettes, incluant les obligations non comptabilisées. La Société réduit le risque de liquidité en conservant suffisamment de ressources financières liquides pour financer ses activités et honorer ses engagements et ses obligations. Pour gérer son risque de liquidité, la Société a accès à une facilité de crédit renouvelable non garantie de 550,0 millions \$ US, avec la possibilité, sous réserve du consentement des prêteurs, de porter le montant total à 850,0 millions \$ US. De plus, la société a conclu des ententes visant la vente de certains comptes débiteurs et actifs au titre de contrats en cours d'une valeur pouvant atteindre 150,0 millions \$ (programme portant sur des actifs financiers courants). Au 31 mars 2013, des comptes débiteurs déterminés de 88,6 millions \$ (81,5 millions \$ en 2012) et des actifs au titre de contrats en cours de 3,1 millions \$ (54,2 millions \$ en 2012) avaient été vendus dans le cadre de ces ententes. Le produit est présenté déduction faite de frais de 1,6 millions \$ (2,4 millions \$ en 2012). La Société est régulièrement à l'affût de nouvelles possibilités de financement en vue de maximiser la structure de son capital et de conserver une certaine flexibilité sur le plan financier.

Les tableaux suivants présentent une analyse des échéances des passifs de la Société d'après les flux de trésorerie contractuels prévus, jusqu'aux dates d'échéance contractuelles. Les flux de trésorerie liés à des dérivés, présentés à titre d'actifs ou de passifs dérivés, sont inclus étant donné que la Société gère ses contrats dérivés en fonction des montants bruts. Les montants correspondent aux flux de trésorerie contractuels non actualisés. Tous les montants contractuels libellés en monnaies étrangères sont convertis en dollars canadiens en fonction du cours du change au comptant à la fin de la période, sauf indication contraire :

Au 31 mars 2013 (montants en millions)	Valeur comp- table	Flux de trésorerie contrac- tuels	1	De 0 à 2 mois	De 13 à 24 mois		De 25 à 36 mois	De 37 à 48 mois	De 49 à 60 mois	Par la suite
Passifs financiers non dérivés										
Comptes créditeurs et charges à payer 1)	529,6 \$	529,6	\$	529,6	\$ -	\$	_	\$ -	\$ - \$	- \$
Total des provisions	29,9	30,3		26,7	1,2		1,7	0,4	0,3	-
Total de la dette à long terme 2)6)	1 216,2	1 733,7		139,1	119,7		105,9	154,5	99,2	1 115,3
Autres passifs non courants 3) 4)	192,5	396,7		-	15,3		31,5	13,4	15,9	320,6
	1 968,2 \$	2 690,3	\$	695,4	\$ 136,2	\$	139,1	\$ 168,3	\$ 115,4 \$	1 435,9 \$
Instruments financiers dérivés										
Contrats de change à terme 4)	0,9 \$									
Sorties de fonds		682,3	\$	519,4	\$ 64,2	\$	56,3	\$ 18,9	\$ 22,2 \$	1,3 \$
Rentrées de fonds		(681,6))	(520,2)	(63,5)	1	(55,9)	(18,8)	(22,0)	(1,2)
Swap de dérivés sur la dette à long terme 5)										
Sorties de fonds	9,0	136,6		15,5	15,9		15,7	14,9	13,7	60,9
Rentrées de fonds		(128,9))	(13,1)	(14,4)		(14,9)	(14,8)	(14,0)	(57,7)
Swap sur actions	0,3	0,3		0,3	-		-	-	-	
	10,2 \$	8,7	\$	1,9	\$ 2,2	\$	1,2	\$ 0,2	\$ (0,1) \$	3,3 \$
	1 978,4 \$	2 699,0	\$	697,3	\$ 138,4	\$	140,3	\$ 168,5	\$ 115,3 \$	1 439,2 \$

Comprend les comptes fournisseurs, les charges à payer, les intérêts à payer et certains passifs liés à la paie.

Les flux de trésorerie contractuels comprennent les versements d'intérêts et de capital liés aux obligations d'emprunt.

Comprend les obligations non courantes au titre des redevances et les autres passifs non courants.

Comprend les contrats de change à terme, mais exclut tous les dérivés incorporés, qu'ils soient présentés à titre de passifs ou d'actifs dérivés. Les rentrées et les sorties de fonds sont converties en dollars canadiens d'après le taux de change à terme contractuel.

Comprend le swap de taux d'intérêt et les swaps croisés qui sont désignés comme faisant partie d'une relation de couverture de flux de trésorerie et qui sont présentés à titre d'actifs ou de passifs financiers.

Abstraction faite des coûts de transaction.

	Valeur	Flux de trésorerie						
Au 31 mars 2012	comp-	contrac-	De 0 à	De 13 à	De 25 à	De 37 à	De 49 à	Par la
(montants en millions)	table	tuels	12 mois	24 mois	36 mois	48 mois	60 mois	suite
Passifs financiers non dérivés								
Comptes créditeurs et charges à payer 1)	434,5 \$	434,5 \$	434,5 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$
Total des provisions	15,3	15,3	10,5	0,7	0,1	3,8	0,1	0,1
Total de la dette à long terme 2) 6)	825,6	1 230,7	180,4	115,6	89,5	76,2	135,4	633,6
Autres passifs non courants 3)	165,6	372,1	13,6	15,2	10,5	11,9	13,0	307,9
	1 441,0 \$	2 052,6 \$	639,0 \$	131,5 \$	100,1 \$	91,9 \$	148,5 \$	941,6 \$
Instruments financiers dérivés								
Contrats de change à terme 4)								
Sorties de fonds	(4,2) \$	744,2 \$	593,4 \$	95,9 \$	23,8 \$	14,7 \$	13,4 \$	3,0 \$
Rentrées de fonds		(748,4)	(598,3)	(96,6)	(22,9)	(14,4)	(13,3)	(2,9)
Swap de dérivés sur la dette à long terme ⁵⁾	8,3							
Sorties de fonds		67,1	9,2	10,5	11,0	10,7	9,7	16,0
Rentrées de fonds		(56,4)	(6,8)	(7,4)	(8,8)	(9,4)	(9,1)	(14,9)
Swap sur actions	1,0	1,0	1,0	-	-	-	-	-
	5,1 \$	7,5 \$	(1,5) \$	2,4 \$	3,1 \$	1,6 \$	0,7 \$	1,2 \$
	1 446,1 \$	2 060,1 \$	637,5 \$	133,9 \$	103,2 \$	93,5 \$	149,2 \$	942,8 \$

¹⁾ Comprend les comptes fournisseurs, les charges à payer, les intérêts à payer et certains passifs liés à la paie.

Risque de marché

Le risque de marché représente l'exposition de la Société à une baisse ou à une augmentation de valeur de ses instruments financiers en raison de la variation des prix du marché, que cette variation soit causée par des facteurs propres aux instruments financiers ou à son émetteur ou encore par des facteurs touchant tous les instruments financiers de cette catégorie qui sont négociés sur le marché. La Société est principalement exposée au risque de change et au risque de taux d'intérêt.

Risque de change

Le risque de change représente l'exposition de la Société à une baisse ou à une augmentation de la valeur de ses instruments financiers en raison de la variation des taux de change. La Société est principalement exposée au risque de change en raison d'engagements de vente, d'acquisitions prévues et de dettes libellées en monnaies étrangères ainsi que de notre investissement net dans des établissements à l'étranger qui utilisent une monnaie fonctionnelle autre que le dollar canadien, principalement le dollar US, l'euro (€) et la livre sterling (£). En outre, ces établissements sont exposés au risque de change principalement du fait de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, et d'autres éléments du fonds de roulement qui ne sont pas libellés dans leur monnaie fonctionnelle.

La Société gère également le risque de change en s'assurant que les établissements à l'étranger concluent des contrats d'approvisionnement, des contrats de vente et des activités de financement dans leur monnaie fonctionnelle.

La Société a recours à des contrats de change à terme et à des swaps de devises pour gérer son exposition aux transactions en monnaies étrangères et pour modifier de façon synthétique la devise d'exposition de certains postes de l'état de la situation financière. Parmi ces transactions, on retrouve les transactions prévues et les engagements fermes libellés en monnaies étrangères.

²⁾ Les flux de trésorerie contractuels comprennent les versements d'intérêts et de capital liés aux obligations d'emprunt.

Comprend les obligations non courantes au titre des redevances et les autres passifs non courants.

Ocmprend les contrats de change à terme, mais exclut tous les dérivés incorporés, qu'ils soient présentés à titre de passifs ou d'actifs dérivés. Les rentrées et les sorties de fonds sont converties en dollars canadiens d'après le taux de change à terme contractuel.

⁵⁾ Comprend le swap de taux d'intérêt et les swaps croisés qui sont désignés comme faisant partie d'une relation de couverture de flux de trésorerie ou de juste valeur de la dette à long terme et qui sont présentés à titre d'actifs ou de passifs financiers.

Abstraction faite des coûts de transaction.

Au 31 mars 2013, les contrats de change à terme de la Société totalisaient 1 012,4 millions \$ (contrats d'achat pour 140,8 millions \$ et contrats de vente pour 871,6 millions \$) (735,4 millions \$ en 2012; contrats d'achat pour 113,3 millions \$ et contrats de vente pour 622,1 millions \$). Ces contrats visent essentiellement à réduire le risque de variation des flux de trésorerie futurs découlant des opérations prévues et des engagements de vente fermes.

Les contrats de change à terme consolidés en cours s'établissent comme suit :

(montants en millions, sauf taux moyen)	2013			
	Valeur	Taux	Valeur	Taux
Monnaies (vente / achat)	nominale 1)	moyen	nominale 1)	moyen
\$ US / \$ CA				
Moins de 1 an	501,2 \$	0,98	421,1 \$	0,98
De 1 à 3 ans	78,9	0,98	70,7	0,98
De 3 à 5 ans	18,7	0,98	6,7	0,99
Plus de 5 ans	1,8	0,97	-	-
\$ CA /€				
Moins de 1 an	11,6	1,33	16,1	1,34
De 1 à 3 ans	-	-	0,1	1,37
De 3 à 5 ans	7,7	1,40	-	-
€/\$CA				
Moins de 1 an	47,9	0,75	40,2	0,74
De 1 à 3 ans	22,3	0,77	9,3	0,73
De 3 à 5 ans	10,3	0,72	13,2	0,72
Plus de 5 ans	-	-	2,7	0,73
€/\$US			_,,	0,70
Moins de 1 an	55,9	0,75	0,3	0,73
£/\$CA	33,3	0,73	0,5	0,73
Moins de 1 an	37,7	0,63	28,5	0,62
De 1 à 3 ans	26,6	0,62	26,5 16,8	0,62
De 3 à 5 ans	0,8	0,62	2,8	0,62
Plus de 5 ans	-	-	0,2	0,61
\$ CA/£				
De 1 à 3 ans	5,3	1,54	-	-
\$ CA / \$ US				
Moins de 1 an	43,3	1,05	70,6	1,03
De 1 à 3 ans	10,0	1,13	17,6	1,13
De 3 à 5 ans	3,3	1,08	4,2	1,08
£/\$US				
Moins de 1 an	15,9	0,67	-	-
De 1 à 3 ans	11,5	0,65	-	-
De 3 à 5 ans	12,7	0,65	-	-
\$ US /€				
Moins de 1 an	18,6	1,31	7,2	1,37
De 1 à 3 ans	· -	· -	, <u> </u>	´ -
Couronne suédoise / \$ US				
Moins de 1 an	3,7	6,56	-	_
De 1 à 3 ans	22,1	6,68	-	_
Autres monnaies	, .	0,00		
Moins de 1 an	33,5	_	5,5	_
De 1 à 3 ans	2,3	-	1,6	_
De 3 à 5 ans	2,3 8,8	-	-	_
Total	, , , , , , , , , , , , , , , , , , ,		735,4 \$	
	1 012,4 \$			
Incidence des accords de compensation globale	153,4		173,1	
Total des contrats en cours	1 165,8 \$		908,5 \$	

¹⁾ Les taux de change à la clôture des exercices respectifs ont été utilisés pour convertir les montants libellés en monnaies étrangères.

La Société a conclu des swaps de devises en vue de convertir en livres sterling (\mathfrak{L}) une partie de la dette garantie de premier rang libellée en dollars US obtenue en juin 2007 afin de financer son centre de formation pour l'aviation civile au Royaume-Uni. La Société désigne comme couvertures de flux de trésorerie deux swaps de devises (du dollar US à la livre sterling), assortis d'une valeur nominale de référence de 1,8 million $\mathbb S$ US $(0,9 \text{ million }\mathfrak L)$ (3,1 millions $\mathbb S$ US $(0,1,1 \text{ millions }\mathfrak L)$ en 2012) et de 17,0 millions $\mathbb S$ US $(0,1,1 \text{ millions }\mathfrak L)$ (8,5 millions $\mathbb S$) (17,0 millions $\mathbb S$) US $(0,1,1 \text{ millions }\mathfrak L)$ (17,0 millions $\mathbb S$) (

En outre, au cours d'un exercice antérieur, la Société a conclu un swap croisé lié à un financement garanti de premier rang sans recours obtenu en vue de financer un centre de formation aéronautique militaire en Inde. Ce swap convertit une dette à taux variable libellée en dollars US en une dette à taux fixe libellée en roupies indiennes (roupies). Le swap est désigné en tant que couverture de flux de trésorerie dont le montant nominal de 21,1 millions \$ US (1 092,5 millions de roupies) (21,1 millions \$ US [1 092,5 millions de roupies] en 2012) correspond au prêt sous-jacent jusqu'en mars 2020.

Au cours de l'exercice 2013, la Société a conclu des swaps croisés capitalisés à l'échéance dans le cadre de son placement privé multitranches de décembre 2012, fixant de fait les intérêts en dollars américains à leur équivalent en dollars canadiens. La Société a désigné deux swaps croisés capitalisés à l'échéance \$ US/\$ CA comme des couvertures de flux de trésorerie dont la valeur nominale en cours s'établit respectivement à 127,0 millions \$ US (130,5 millions \$) et à 98,0 millions \$ US (100,7 millions \$), ce qui correspond aux deux tranches du placement privé jusqu'en décembre 2024 et décembre 2027, respectivement.

Les programmes de couverture de change de la Société ne sont habituellement pas touchés par les fluctuations de la conjoncture, puisque les instruments financiers dérivés connexes sont généralement détenus jusqu'à leur échéance, conformément à l'objectif de fixation des taux de change des éléments couverts.

Durant l'exercice 2013, des pertes latentes nettes à l'évaluation de dérivés, avant impôts sur le résultat, d'un montant de 2,5 millions \$ (pertes de 8,7 millions \$ en 2012) ont été comptabilisées directement dans les capitaux propres. Des profits et pertes nets ont été transférés des capitaux propres vers le résultat ou vers l'actif ou le passif non financier connexe comme suit :

(montants en millions)	2013	2012
Montant transféré des autres éléments du résultat global vers le résultat :		
Produits des activités ordinaires	7,5 \$	6,4 \$
Coût des ventes	(0,2)	0,1
Charges financières, montant net	(1,4)	(1,1)
Autres profits, montant net	0,7	
Total du montant transféré des autres éléments du résultat global vers le résultat	6,6 \$	5,4 \$
Montant transféré des autres éléments du résultat global vers l'actif ou le passif non financier		
connexe		
Contrats en cours : actifs	3,9 \$	(0,6) \$
Immobilisations corporelles	(0,3)	(0,1)
Total du montant transféré des autres éléments du résultat global vers l'actif ou le passif non		
financier connexe	3,6 \$	(0,7) \$
Total du montant transféré des autres éléments du résultat global	10,2 \$	4,7 \$

Durant l'exercice 2012, la comptabilité de couverture a été abandonnée pour certains contrats de change à terme lorsqu'il est devenu probable que les transactions initialement prévues ne surviendraient pas d'ici la fin de la période originale. En conséquence, un profit de 0,3 million \$ (perte de 0,2 million \$ en 2012) a été comptabilisé dans les résultats.

En outre, une perte nette de 0,1 million \$ (profit net de 0,4 million \$ en 2012), représentant la partie inefficace de la variation de la juste valeur des couvertures de flux de trésorerie et la composante du profit ou de la perte lié à l'élément de couverture non prise en compte dans l'évaluation de l'efficacité, a été comptabilisée dans les résultats.

Le montant net estimatif avant impôt des pertes existantes, présenté dans le cumul des autres éléments du résultat global dont on prévoit la comptabilisation au cours des 12 prochains mois, s'établit à 1,2 million \$. La fluctuation future du taux de marché (taux de change et/ou taux d'intérêt) aura une incidence sur le montant que l'on prévoit comptabiliser.

Analyse de sensibilité au risque de change

Le tableau suivant présente l'exposition de la Société au risque de change des instruments financiers et l'incidence avant impôt sur le résultat net et sur les autres éléments du résultat global d'une appréciation raisonnablement probable de 5 % des monnaies pertinentes par rapport au dollar canadien aux 31 mars. Cette analyse suppose que toutes les autres variables sont demeurées inchangées.

(montants en millions)	\$ U	\$ US		€		3	
		Autres		Autres éléments		Autres	
	Résultat	éléments du résultat	Résultat	du résultat	Résultat	éléments du résultat	
	net	global	net	global	net	global	
2013	_	(20.5) \$	1.5 \$				
	(2.6) \$	(20.5) \$	1.5 \$	(1,6) \$	(0,2) \$	(2,8) \$	
2012	(0,2) \$	(20.6) \$	(1,0) \$	(2,0) \$	0,2 \$	(1,9) \$	

Un affaiblissement raisonnablement probable de 5 % des monnaies pertinentes par rapport au dollar canadien aurait eu l'effet contraire sur le résultat avant impôt et sur les autres éléments du résultat global.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt représente l'exposition de la Société à une augmentation ou à une baisse de la valeur de ses instruments financiers en raison de la variation des taux d'intérêt. La Société est exposée au risque de variation du taux d'intérêt de sa dette à long terme à taux variable et au risque de juste valeur sur sa dette à long terme à taux fixe. La Société gère essentiellement le risque de taux d'intérêt en fixant le taux de la dette à taux variable liée à certains projets en particulier afin de réduire la variation des flux de trésorerie. La Société a une dette à taux variable sous forme de sa facilité de crédit renouvelable non garantie et d'autres dettes à taux variable visant des actifs en particulier. La Société cherche à maintenir une combinaison appropriée de dettes à taux fixe et à taux variable afin de réduire l'incidence de la fluctuation des taux d'intérêt. Les instruments financiers dérivés utilisés pour convertir de façon synthétique l'exposition aux taux d'intérêt portent principalement sur des swaps de taux d'intérêt.

Pour atténuer ces risques, la Société avait, au 31 mars 2013, conclu huit swaps de taux d'intérêt avec sept institutions financières, swaps dont les montants nominaux de référence totalisaient 99,6 millions \$ (146,0 millions \$ en 2012). Compte tenu de ces swaps, 81 % (77 % en 2012) de la dette à long terme portait intérêt à taux fixe au 31 mars 2013.

Les programmes de couverture de taux d'intérêt de la Société ne sont habituellement pas touchés par les fluctuations de la conjoncture, puisque les instruments financiers dérivés connexes sont généralement détenus jusqu'à leur échéance afin d'assurer une gestion appariée des actifs et des passifs, conformément à l'objectif de réduction des risques découlant des fluctuations des taux d'intérêt. En conséquence, une variation des taux d'intérêt variables n'a pas d'incidence importante sur le résultat net et sur les autres éléments du résultat global.

Analyse de sensibilité au risque de taux d'intérêt

À l'exercice 2013 et à l'exercice 2012, une augmentation ou une diminution de 1 % des taux d'intérêt n'aurait pas eu une incidence notable sur le résultat net ni sur les autres éléments du résultat global de la Société, toutes les autres variables demeurant constantes par ailleurs.

Charge liée aux paiements fondés sur des actions

La Société a conclu des swaps sur actions avec une importante institution financière canadienne afin de réduire l'effet, sur son encaisse et ses résultats, des fluctuations du cours de ses actions visées par les programmes RDDVA et RDLT. Aux termes de ce swap, la Société bénéficie de l'avantage économique que lui procurent les dividendes et de la plus-value des actions en contrepartie de paiements versés à l'institution financière pour les coûts de financement et toute moins-value des actions. L'effet net des swaps sur actions annule en partie les fluctuations du cours des actions de la Société, fluctuations qui influent sur le coût du RDDVA et du RDLT, et il est redéfini tous les trimestres. Au 31 mars 2013, les contrats de swap sur actions visaient 2 706 816 actions ordinaires (2 500 000 en 2012) de la Société.

Couverture d'investissements nets dans des établissements à l'étranger

Au 31 mars 2013, la Société a désigné une partie des effets de premier rang qu'elle détient, dont la valeur totalisait 417,8 millions \$ US (192,8 millions \$ US en 2012), ainsi qu'une partie de son obligation au titre des opérations de cession-bail totalisant 17,9 millions \$ US (19,7 millions \$ US en 2012), comme couverture de ses investissements nets dans des établissements à l'étranger. Les profits et les pertes liés à la conversion de la tranche désignée des effets de premier rang sont constatés dans les autres éléments du résultat global afin de compenser tout profit ou perte de change lié à la conversion des états financiers des établissements à l'étranger.

La Société a déterminé qu'il n'y avait aucune concentration des risques découlant des instruments financiers et que l'information présentée ci-dessus est représentative de son exposition au risque pour la période.

Lettres de crédit et garanties

Au 31 mars 2013, la Société avait en cours des lettres de crédit et des cautions de bonne exécution de 113,2 millions \$ (127,7 millions \$ en 2012) qu'elle avait émises dans le cours normal de ses activités. Ces garanties sont émises principalement en vertu de la facilité de crédit à terme renouvelable, ainsi qu'aux termes des garanties-cautions de bonne fin consenties par Exportation et développement Canada (EDC) et d'autres facilités de crédit de soutien que diverses institutions financières ont accordées à la Société.

Les garanties de restitution d'acompte se rapportent à des paiements d'étape que les clients de la Société ont versés en fonction de l'avancement des travaux et sont réduites ou éliminées à la livraison du produit. Les cautions de bonne exécution sont liées à la finition du produit visé ou à l'achèvement de la prestation des services rendus par la Société, selon les exigences du client. Les garanties représentent de 10 % à 20 % du montant total prévu aux contrats. Le client dégage la Société de ses responsabilités en vertu de ces garanties à la signature d'une attestation d'achèvement des travaux. Les lettres de crédit relatives à l'obligation au titre de contrats de location simple procurent une garantie de remboursement au propriétaire participant à l'opération de vente et de cession-bail du 30 septembre 2003 et elles varient selon le calendrier des paiements du contrat de location.

(montants en millions)	2013	2012
Garanties de restitution d'acompte	59,0 \$	80,1 \$
Cautions de bonne exécution	14,7	16,2
Obligation au titre de contrats de location simple	24,5	23,6
Autres	15,0	7,8
	113,2 \$	127,7 \$

Opérations de cession-bail

À l'égard de certaines opérations de cession-bail, la Société a convenu de garantir la valeur résiduelle du matériel sous-jacent si celui-ci est retourné au locateur et que le produit net de sa vente éventuelle ne suffit pas à couvrir le montant garanti. Le montant maximal de ces garanties représente 14,5 millions \$ (13,1 millions \$ en 2012), dont une tranche de 9,6 millions \$ vient à échéance en 2020 et une tranche de 4,9 millions \$, en 2023. De ce total, un montant de 12,4 millions \$ (13,1 millions \$ en 2012) était inscrit à titre de profit différé au 31 mars 2013.

Indemnisations

Lorsque la Société vend des entreprises, elle conserve dans certains cas des obligations relatives à des risques connus et indemnise l'acheteur des réclamations futures sur certaines obligations inconnues existant avant la date de la vente, ou découlant de faits s'étant produits avant cette date, y compris les obligations au titre des impôts, les questions d'ordre juridique, les risques environnementaux, la responsabilité à l'égard des produits et autres. La durée des indemnisations est variable. Elle peut être de un an à deux ans pour certains types d'indemnisations, mais dans le cas d'indemnités fiscales, elle est, en général, de la durée prévue dans la loi de prescription du territoire dans lequel la vente a eu lieu. En matière de responsabilité environnementale, elle est généralement indéfinie. Le montant maximal que la Société pourrait être tenue de verser en vertu de ces indemnisations est soit limité par contrat à un montant défini, soit illimité. La Société estime que le montant maximal qu'elle pourrait être tenue de verser en vertu de ces indemnisations, abstraction faite des charges qu'elle doit déjà payer, ne peut être déterminé pour l'instant, puisque tout montant futur dépend de la nature et de l'ampleur des réclamations ainsi que des défenses disponibles, qui ne peuvent être estimées. Toutefois, les coûts engagés dans le passé pour le règlement des réclamations liées à ces indemnisations ont été négligeables pour la situation financière, le résultat net et les flux de trésorerie consolidés de la Société.

NOTE 32 - SECTEURS OPÉRATIONNELS ET SECTEURS GÉOGRAPHIQUES

La Société a choisi d'organiser ses activités en fonction principalement des produits et services. Les secteurs opérationnels sont présentés de la même façon que dans les rapports internes fournis au chef des opérations qui prend les décisions. La Société gère ses activités par le biais de cinq secteurs (voir la note 1).

Résultats par secteur

La mesure de rentabilité d'après laquelle la Société décide des ressources à affecter aux différents secteurs et juge des résultats obtenus est le résultat opérationnel (désigné « résultat opérationnel sectoriel » dans ces états financiers). Les principes comptables suivis pour préparer l'information par secteur opérationnel sont les mêmes que ceux qui sont utilisés pour dresser les états financiers consolidés de la Société. Les transactions entre secteurs opérationnels consistent principalement en des transferts de simulateurs du secteur PS/C au secteur FS/C, qui sont comptabilisés au coût. La répartition des actifs utilisés en commun par les secteurs opérationnels et celle des coûts et des passifs qui leur sont communs (essentiellement des frais généraux) est faite au prorata de l'utilisation qui revient à chacun d'eux lorsqu'elle peut être déterminée et évaluée, à défaut de quoi la répartition est faite en proportion du coût des ventes de chaque secteur.

Exercice clos le 31 mars 2013 (montants en millions)	FS/C	PS/C	Civil	PS/M	FS/M	Militaire	NMP	Total
Produits des activités ordinaires externes	755,6 \$	402,4 \$	1 158,0 \$	561,6\$	272,8 \$	834,4 \$	112,1 \$	2 104,5 \$
Dotation aux amortissements								
Immobilisations corporelles Immobilisations incorporelles et	83,4	4,6	88,0	8,4	8,5	16,9	2,7	107,6
autres actifs	18,6	4,0	22,6	6,9	11,2	18,1	9,0	49,7
Baisses de valeur et reprise des	•	•	•	•	•	ŕ	,	ŕ
baisses de valeur des stocks	-	(0,4)	(0,4)	(0,2)	-	(0,2)	0,4	(0,2)
Baisses de valeur et reprise des baisses de valeur des comptes								
débiteurs	3,3	0,3	3,6	0,2	_	0,2	0,4	4,2
Résultat opérationnel sectoriel	121,5	73,6	195,1	77,9	35,2	113,1	6,4	314,6
(montants en millions)	FS/C	PS/C	Civil	PS/M	FS/M	Militaire	NMP	Total
Exercice clos le 31 mars 2012 (montants en millions)	FS/C	PS/C	Civil	PS/M	FS/M	Militaire	NMP	Total
Produits des activités ordinaires externes	498,4\$	342,5\$	840,9 \$	619,2\$	278,1\$	897,3 \$	83,0 \$	1 821,2 \$
Dotation aux amortissements	, ,	- ,- ,	,- ,	, +	-, ,	,- ,	,- ,	- , ,
Immobilisations corporelles Immobilisations incorporelles et	67,7	5,2	72,9	7,3	10,3	17,6	1,8	92,3
autres actifs	13,6	2,2	15,8	4,7	7,8	12,5	5,2	33,5
Dépréciation et reprise de dépréciation								
des actifs non financiers (note 21)	0,5	-	0,5	-	-	-	4,8	5,3
Baisses de valeur et reprise des								
baisses de valeur des stocks	-	-	-	-	-	-	0,7	0,7
Baisses de valeur et reprise des baisses de valeur des comptes								
débiteurs	1,8	0,2	2,0	0,9	(0,1)	0,8	0,5	3,3
Résultat opérationnel sectoriel	122,2	51,6	173,8	101,2	40,9	142,1	(13,8)	302,1

Résultat opérationnel

Le tableau suivant présente un rapprochement du résultat opérationnel sectoriel total et du résultat opérationnel :

(montants en millions)	2013	2012
Total du résultat opérationnel sectoriel	314,6 \$	302,1 \$
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition (note 23)	(68,9)	-
Résultat opérationnel	245,7 \$	302,1 \$

Les dépenses d'investissement en immobilisations qui prennent la forme d'ajouts aux actifs non courants (autres que les instruments financiers et les actifs d'impôt différé), par secteur, se présentent comme suit :

(montants en millions)	2013	2012
FS/C	147,5 \$	146,5 \$
PS/C	25,3	25,1
PS/M	31,3	29,8
FS/M	17,9	10,9
NMP	12,6	8,5
Total des dépenses d'investissement en immobilisations	234,6 \$	220,8 \$

Actif et passif utilisés par secteur

La Société détermine les ressources à attribuer à chaque secteur d'après l'actif et le passif qu'il utilise. L'actif utilisé comprend les comptes débiteurs, les contrats en cours, les stocks, les paiements d'avance, les immobilisations corporelles, les immobilisations incorporelles y compris le goodwill, les actifs financiers dérivés et les autres actifs. Le passif utilisé comprend les comptes créditeurs et les charges à payer, les provisions, les contrats en cours, les profits différés et autres passifs non courants ainsi que les passifs financiers dérivés.

Le tableau suivant présente le rapprochement de l'actif et du passif utilisés par secteur avec le total de l'actif et du passif :

(montants en millions)	2013	2012
Actif utilisé		
FS/C	1 824,9 \$	1 334,0 \$
PS/C	308,3	275,3
PS/M	569,3	518,0
FS/M	390,4	359,2
NMP	249,4	225,9
Actif non inclus dans l'actif utilisé	536,4	471,3
Total de l'actif	3 878,7 \$	3 183,7 \$
Passif utilisé		
FS/C	273,3 \$	161,0 \$
PS/C	265,4	236,2
PS/M	253,5	247,6
FS/M	178,1	178,0
NMP	50,2	46,6
Passif non inclus dans le passif utilisé	1 723,7	1 272,1
Total du passif	2 744,2 \$	2 141,5 \$

Information par zone géographique

La Société vend ses produits et ses services partout dans le monde. Les ventes sont réparties entre les pays en fonction de l'emplacement des clients. Les actifs non courants, à l'exception des instruments financiers et des actifs d'impôt différé, sont répartis entre les pays en fonction de l'emplacement des actifs.

(montants en millions)	2013	2012
Produits des activités ordinaires tirés de clients externes		
Canada	205,3 \$	202,0 \$
États-Unis	622,9	612,0
Royaume-Uni	236,5	149,8
Allemagne	83,3	121,9
Pays-Bas	52,1	66,7
Autres pays d'Europe	279,2	205,9
Émirats arabes unis	74,9	55,5
Chine	154,4	117,7
Autres pays d'Asie	208,9	139,6
Australie	99,1	73,4
Autres pays	87,9	76,7
	2 104,5 \$	1 821,2 \$

(montants en millions)	2013	2012
Actifs non courants autres que les instruments financiers et les actifs d'impôt différé		
Canada	459,0 \$	410,8 \$
États-Unis	611,2	577,8
Amérique du Sud	129,2	102,4
Royaume-Uni	285,2	255,6
Espagne	43,4	49,6
Allemagne	60,5	61,4
Belgique	60,5	64,7
Luxembourg	144,4	-
Pays-Bas	75,1	79,3
Autres pays d'Europe	180,2	72,1
Émirats arabes unis	89,7	81,7
Autres pays d'Asie	209,9	140,0
Autres pays	59,7	38,0
	2 408,0 \$	1 933,4 \$

NOTE 33 – RELATIONS AVEC LES PARTIES LIÉES

Le tableau suivant présente les participations qui ont une incidence significative sur les résultats ou l'actif de la Société :

Participations dans des filiales consolidées dans les états financiers de la Société :

		Participation	Participation
		en %	en %
Nom	Pays de constitution	2013	2012
7320701 Canada Inc.	Canada	100,0 %	100,0 %
8218765 Canada Inc.	Canada	100,0 %	-
BGT BioGraphic Technologies Inc.	Canada	100,0 %	100,0 %
CAE (UK) PLC	Royaume-Uni	100,0 %	100,0 %
CAE (US) Inc.	États-Unis	100,0 %	100,0 %
CAE (US) LLC	États-Unis	100,0 %	100,0 %
CAE Aircrew Training Services PLC	Royaume-Uni	77,9 %	77,9 %
CAE Australia Pty Ltd.	Australie	100,0 %	100,0 %
CAE Aviation Training B.V.	Pays-Bas	100,0 %	100,0 %
CAE Aviation Training Chile Limitada	Chili	100,0 %	100,0 %
CAE Aviation Training International Ltd.	Île Maurice	100,0 %	100,0 %
CAE Aviation Training Peru Inc.	Pérou	100,0 %	100,0 %
CAE Beyss Grundstücksgesellschaft mbH	Allemagne	100,0 %	100,0 %
CAE Brunei Multi Purpose Training Centre Sdn Bhd	Brunei	60,0 %	60,0 %
CAE Center Amsterdam B.V.	Pays-Bas	100,0 %	100,0 %
CAE Center Brussels N.V.	Belgique	100,0 %	100,0 %
CAE China Support Services Company Limited	Chine	100,0 %	100,0 %
CAE Civil Aviation Training Solutions Inc.	États-Unis	100,0 %	100,0 %
CAE Delaware Buyco Inc.	États-Unis	100,0 %	100,0 %
CAE Electronik GmbH	Allemagne	100,0 %	100,0 %
CAE Engineering Korlátolt Felelősségű Társaság	Hongrie	100,0 %	100,0 %
CAE Euroco S.à r.l.	Luxembourg	100,0 %	100,0 %
CAE Flight & Simulator Services Sdn. Bhd.	Malaisie	100,0 %	100,0 %
CAE Flight Solutions USA Inc.	États-Unis	100,0 %	100,0 %
CAE Flight Training Center Mexico, S.A. de C.V.	Mexique	100,0 %	100,0 %
CAE Flightscape Inc.	Canada	100,0 %	100,0 %
CAE Global Academy Évora, SA	Portugal	100,0 %	100,0 %
CAE Santé Canada Inc.	Canada	100,0 %	100,0 %
CAE Healthcare Inc.	États-Unis	100,0 %	100,0 %
CAE Holdings B.V.	Pays-Bas	100,0 %	100,0 %
CAE Holdings Limited	Royaume-Uni	100,0 %	100,0 %
CAE India Private Limited	Inde	76,0 %	76,0 %
CAE International Capital Management Hungary LLC	Hongrie	100,0 %	100,0 %
CAE International Holdings Limited	Canada	100,0 %	100,0 %
CAE Investments S.à r.l.	Luxembourg	100,0 %	100,0 %
CAE Labuan Inc.	Malaisie	100,0 %	100,0 %
CAE Luxembourg Acquisition, S.à r.l.	Luxembourg	100,0 %	-
CAE Luxembourg Financing, S.à r.l.	Luxembourg	100,0 %	-
CAE Management Luxembourg S.à r.l.	Luxembourg	100,0 %	100,0 %
CAE Mining Canada Inc.	Canada	100,0 %	100,0 %
CAE Mining Corporate Limited	Royaume-Uni	100,0 %	100,0 %
CAE Mining Holdings Inc.	Canada	100,0 %	100,0 %
CAE North East Training Inc.	États-Unis	100,0 %	100,0 %
CAE Oxford Aviation Academy Amsterdam B.V.	Pays-Bas	100,0 %	100,0 %
CAE Oxford Aviation Academy Phoenix Inc.	États-Unis	100,0 %	100,0 %
CAE Professional Services Australia Pty Ltd.	Australie	100,0 %	100,0 %
CAE Services (Canada) Inc.	Canada	100,0 %	100,0 %
CAE Services GmbH	Allemagne	100,0 %	100,0 %
CAE Services Italia S.r.l.	Italie	100,0 %	100,0 %
CAE Servicios Globales de Instrucción de Vuelo (España), S.L.	Espagne	100,0 %	100,0 %
the state of the s		, • / •	.00,0 /0

CAE Shanghai Company, Limited	Chine	100,0 %	-
CAE SimuFlite Inc.	États-Unis	100,0 %	100,0 %
CAE Simulation Technologies Private Limited	Inde	100,0 %	100,0 %
CAE Simulator Services Inc.	Canada	100,0 %	100,0 %
CAE Singapore (S.E.A.) Pte Ltd.	Singapour	100,0 %	100,0 %
CAE South America Flight Training do Brasil Ltda.	Brésil	100,0 %	100,0 %
CAE STS Limited	Royaume-Uni	100,0 %	100,0 %
CAE Training & Services Brussels NV	Belgique	100,0 %	100,0 %
CAE Training Aircraft B.V.	Pays-Bas	100,0 %	100,0 %
CAE Training Norway AS	Norvège	100,0 %	100,0 %
CAE USA Inc.	États-Unis	100,0 %	100,0 %
CAE Verwaltungsgesellschaft mbH	Allemagne	100,0 %	100,0 %
Engenuity Holdings (USA) Inc.	États-Unis	100,0 %	100,0 %
Flight Simulator-Capital L.P.	Canada	100,0 %	100,0 %
Flight Training Device (Mauritius) Ltd.	Île Maurice	100,0 %	100,0 %
GCAT Australia Pty Ltd.	Australie	100,0 %	-
GCAT Flight Academy Germany GmbH	Allemagne	100,0 %	-
GCAT Flight Academy Malta Ltd.	Malte	100,0 %	-
International Flight School (Mauritius) Ltd.	Île Maurice	100,0 %	100,0 %
Invertron Simulators PLC	Royaume-Uni	100,0 %	100,0 %
Kestrel Technologies Pte Ltd.	Singapour	100,0 %	100,0 %
Oxford Aviation Academy European Holdings AB	Suède	100,0 %	-
Oxford Aviation Academy Finance Ltd.	Irlande	100,0 %	-
Oxford Aviation Academy Ireland Holdings Ltd.	Irlande	100,0 %	-
Oxford Aviation Academy (Oxford) Ltd.	Royaume-Uni	100,0 %	-
Oxford Aviation Academy Norway Holdings AS	Norvège	100,0 %	-
Oxford Aviation Academy UK Ltd.	Royaume-Uni	100,0 %	-
Presagis Canada Inc.	Canada	100,0 %	100,0 %
Presagis Europe (S.A.)	France	100,0 %	100,0 %
Presagis USA Inc.	États-Unis	100,0 %	100,0 %
Rotorsim USA LLC	États-Unis	-	100,0 %
Servicios de Instrucción de Vuelo, S.L.	Espagne	80,0 %	80,0 %
Simubel N.V. (CAE Aviation Training Company)	Belgique	100,0 %	100,0 %
Simulator Sevicios Mexico, S.A. de C.V.	Mexique	100,0 %	100,0 %
SIV Ops Training, S.L.	Espagne	100,0 %	100,0 %

Participations dans des coentreprises comptabilisées selon la méthode de la consolidation par intégration proportionnelle :

		Participation	Participation
		en %	en %
Nom	Pays de constitution	2013	2012
Asian Aviation Centre of Excellence Sdn., Bhd.	Malaisie	50,0 %	50,0 %
CAE Flight Training (India) Private Limited	Inde	50,0 %	50,0 %
CAE Japan Flight Training Inc.	Japon	51,0 %	51,0 %
CAE-Lider Training do Brasil Ltda.	Brésil	50,0 %	50,0 %
China Southern West Australia Flying College Pty Ltd.	Australie	47,1 %	47,1 %
Embraer CAE Training Services (UK) Limited	Royaume-Uni	49,0 %	49,0 %
Embraer CAE Training Services, LLC	États-Unis	49,0 %	49,0 %
Emirates-CAE Flight Training LLC	Émirats arabes unis	49,0 %	49,0 %
Hatsoff Helicopter Training Private Limited	Inde	50,0 %	50,0 %
Helicopter Training Media International GmbH	Allemagne	50,0 %	50,0 %
HFTS Helicopter Flight Training Services GmbH	Allemagne	25,0 %	25,0 %
National Flying Training Institute Private Limited	Inde	51,0 %	51,0 %
Philippine Academy for Aviation Training Inc.	Philippines	50,0 %	50,0 %
Rotorsim s.r.l.	Italie	50,0 %	50,0 %
Rotorsil USA LLC	États-Unis	50,0 %	-
Zhuhai Xiang Yi Aviation Technology Company Limited	Chine	49,0 %	49,0 %

Placement disponible à la vente :

		Participation	Participation
		en %	en%
Nom	Pays de constitution	2013	2012
CVS Leasing Limited	Royaume-Uni	13,4 %	13,4 %

La part des capitaux propres indiquée en pourcentage est établie par rapport à l'investissement total de la Société.

NOTE 34 - TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIÉES

Le tableau suivant présente les soldes en cours de la Société auprès de ses coentreprises qui sont spécifiquement attribuables aux participations des autres coentrepreneurs :

(montants en millions)	2013	2012
Comptes débiteurs (note 5)	12,4 \$	23,4 \$
Contrats en cours : actifs	20,8	18,1
Autres actifs	9,4	10,0
Comptes créditeurs et charges à payer (note 10)	12,6	5,4
Contrats en cours : passifs	4,8	6,2

Le tableau suivant présente les transactions de la Société avec ses coentreprises qui sont spécifiquement attribuables aux participations des autres coentrepreneurs :

(montants en millions)	2013	2012
Produits des activités ordinaires tirés des produits et services	63,3 \$	57,6 \$
Achats de produits et services, et autres	6,0	6,7
Autres transactions influant sur le résultat	0,5	9,8

Les autres actifs comprennent une obligation au titre de contrats de location-financement d'une partie liée qui viennent à échéance en octobre 2022 et portent intérêt au taux de 5,14 % par année. Aucune provision n'a été constituée à l'égard des montants à recevoir de parties liées au 31 mars 2013 (néant en 2012).

De plus, au cours de l'exercice 2013, des transactions s'élevant à 4,3 millions \$ (2,1 millions \$ en 2012) ont été faites aux prix normaux du marché avec certaines entreprises pour lesquelles certains membres du conseil de la Société sont associés ou dirigeants

Rémunération du personnel de direction clé

Le personnel de direction clé désigne les personnes ayant l'autorité et la responsabilité des principales décisions opérationnelles, financières et stratégiques de la Société, y compris certains cadres dirigeants. La rémunération du personnel de direction clé au titre des services de salariés est présentée ci-dessous :

(montants en millions)	2013	2012
Salaires et autres avantages du personnel à court terme	4,0 \$	4,9 \$
Avantages postérieurs à l'emploi	2,0	1,3
Indemnités de fin de contrat de travail	-	1,5
Paiements fondés sur des actions	2,4	2,5
	8,4 \$	10,2 \$

Conseil d'administration et direction

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Lynton R. Wilson, O.C. 1, 2, 4

Président du conseil d'administration CAE inc. Oakville (Ontario)

Oakville (Ontari

Marc Parent

Président et chef de la direction CAE inc. Lorraine (Québec)

Brian E. Barents

Administrateur de sociétés Andover (Kansas)

John A. (lan) Craig

Consultant en affaires et administrateur de sociétés Ottawa (Ontario)

H. Garfield Emerson, Q.C., ICD.D

Dirigeant, Emerson Advisory et administrateur de sociétés Toronto (Ontario)

L'honorable Michael M. Fortier,

Vice-président du conseil RBC Marchés des Capitaux Montréal (Québec)

Paul Gagné^{2, 3}

Président du conseil Corporation Wajax Senneville (Québec)

James F. Hankinson¹

Administrateur de sociétés Toronto (Ontario)

E. Randolph (Randy) Jayne II

Associé directeur Heidrick & Struggles International inc. Webster Groves (Missouri)

Robert Lacroix, O.C., Ph. D⁴ Administrateur de sociétés Montréal (Québec)

L'honorable John Manley, C.P., O.C.

Président et chef de la direction du conseil canadien des chefs d'entreprise Ottawa (Ontario)

Gén. Peter J. Schoomaker É.-U. (ret.)

Administrateur de sociétés Tampa (Floride)

Andrew J. Stevens

Administrateur de sociétés Gloucestershire (Royaume-Uni)

Katharine B. Stevenson ³

Administratrice de sociétés Toronto (Ontario)

Lawrence N. Stevenson

Directeur principal Callisto Capital Toronto (Ontario)

Kathleen E. Walsh

Présidente et chef de la direction Boston Medical Center Boston (Massachusetts)

DIRECTION

Lynton R. Wilson

Président du conseil d'administration

Marc Parent

Président et chef de la direction

Gene Colabatistto

Président de groupe

Produits de simulation, formation et services associés – Militaire

Nick Leontidis

Président de groupe Produits de simulation, formation et services associés – Civil

Stéphane Lefebvre

Vice-président, Finances et chef de la direction financière

Hartland J. A. Paterson

Vice-président, Services juridiques, avocat général et secrétaire

Bernard Cormier

Vice-président Ressources humaines

Éric Bussières

Vice-président Finances – Civil et trésorier

Sonya Branco

Vice-présidente et contrôleure

¹ Membre du comité exécutif

² Membre du comité des ressources humaines

³ Membre du comité des ressources

⁴ Membre du comité de gouvernance d'entreprise

Renseignements aux actionnaires et aux investisseurs

ACTIONS DE CAE

Les actions de CAE sont cotées à la Bourse de Toronto (TSX) et à la Bourse de New York (NYSE) sous le symbole « CAE ».

COMPTABILITÉ DES TRANSFERTS ET REGISTRE DES ACTIONNAIRES

Société de fiducie Computershare du Canada 100, avenue University, 9e étage Toronto (Ontario) M5J 2Y1 Tél.: 514-982-7555 ou 1-800-564-6253 (sans frais au Canada et aux États-Unis) www.computershare.com

PROGRAMME DE RÉINVESTISSEMENT DES DIVIDENDES

Les actionnaires inscrits domiciliés au Canada qui souhaitent recevoir leurs dividendes en actions ordinaires et non en espèces (réduction de 2 % actuellement accordée en date de la publication du présent rapport annuel) peuvent adhérer au Programme de réinvestissement des dividendes de CAE. Le formulaire d'adhésion au programme peut être obtenu auprès de la Société de fiducie Computershare du Canada ou : www.cae.com/dividende

DÉPÔT DIRECT DES DIVIDENDES

Les actionnaires inscrits domiciliés au Canada qui reçoivent leurs dividendes en espèces peuvent, au lieu du paiement par chèque, en demander le dépôt direct dans leur compte bancaire. Le formulaire de demande de dépôt direct des dividendes peut être obtenu auprès de la Société de fiducie Computershare du Canada. www.cae.com/dividende

ENVOIS MULTIPLES

Pour ne recevoir qu'un seul envoi des documents qui leur sont adressés, les actionnaires inscrits titulaires de plusieurs comptes communiqueront avec la Société de fiducie Computershare du Canada et les actionnaires non inscrits, avec leur courtier en placements.

RELATIONS AVEC LES INVESTISSEURS

Les rapports trimestriels et annuels ainsi que les autres publications de CAE sont disponibles sur notre site Web à www.cae.com. On peut aussi obtenir ces publications auprès du service Relations avec les investisseurs :

Relations avec les investisseurs

CAE inc.

8585, ch. de la Côte-de-Liesse Saint-Laurent (Québec) H4T 1G6 Tél.: 1-866-999-6223 investisseurs@cae.com

Version anglaise

If you would like an English version of this Annual Report, please address your request to investor.relations@cae.com.

ASSEMBLÉE ANNUELLE 2013

L'assemblée annuelle des actionnaires aura lieu le jeudi 8 août 2013 au Centre Sheraton Montréal, 1201, boul. René-Lévesque Ouest, 4e étage, Montréal (Québec). La séance sera retransmise en direct sur le site Web de CAE à www.cae.com.

VÉRIFICATEURS

PricewaterhouseCoopers, s.r.l Comptables agréés Montréal (Québec)

MARQUES DE COMMERCE

Les marques de commerce et/ou marques déposées de CAE inc. et/ou de ses sociétés affiliées comprennent, entre autres, CAE, CAE Medallion-6000, CAE Simfinity, CAE True Electric Motion. CAE True Airport, CAE Tropos-6000, CAE Augmented Engineering Environment, CAE Dynamic Synthetic Environment, entraîneur aux missions CAE Unmanned Aerial Systems (UAS), simulateur d'exploitation minière CAE Terra et simulateur d'échographie obstétricale VIMEDIX pour la santé des femmes. Les autres noms de marques et de produits cités dans ce document et les logos qui y sont reproduits sont la propriété de leurs détenteurs respectifs. Il est interdit de les utiliser, de les modifier, de les copier ou de les citer sans le consentement écrit de leur détenteur. Tous droits réservés.

GOUVERNANCE D'ENTREPRISE

Les documents suivants portant sur les pratiques en matière de gouvernance d'entreprise de CAE sont disponibles sur le site Web de CAE (www.cae.com) ou sur demande auprès du secrétaire général :

- Mandats du conseil d'administration et des comités du conseil d'administration;
- Descriptions des fonctions du président du Conseil, des présidents de comité et du chef de la direction;
- Code d'éthique professionnelle de CAE et Code d'éthique des membres du Conseil;
- Directives sur la régie de la Société.

CAE n'est pas tenue de se conformer à la majorité des exigences d'inscription à la cote de la Bourse de New York (NYSE) en matière de gouvernance d'entreprise. Les différences les plus importantes entre les pratiques de CAE et les exigences applicables aux sociétés américaines cotées à la NYSE sont résumées sur le site Web de CAE; CAE est conforme aux exigences importantes de la NYSE à tous égards importants.

DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

Certaines déclarations faites dans ce rapport annuel sont des déclarations prospectives au sens de la loi américaine Private Securities Litigation Reform Act de 1995 et des règlements canadiens sur les valeurs mobilières. Toutes les déclarations, autres que celles qui portent sur des faits historiques, incluses dans le présent document, qui se rapportent aux activités, aux événements ou aux développements dont nous prévoyons ou anticipons qu'ils vont ou pourraient se produire dans le futur notamment, par exemple, les déclarations à propos des perspectives de l'entreprise, de l'évaluation des conditions du marché, des stratégies, des projets, des prévisions de vente, des prix des principaux produits, des niveaux de stocks, des dépenses en immobilisations et des taux d'imposition sont des déclarations prospectives. Les verbes « s'attendre », « anticiper », « estimer », « prévoir », « croire » et « planifier », les verbes au futur ou au conditionnel ainsi que les autres expressions similaires ont pour but de signaler les déclarations prospectives. Ces déclarations prospectives ne comportent aucune garantie de réalisation dans l'avenir. Elles sont fondées sur les prévisions établies par la direction et les suppositions tirées des tendances précédentes, des conditions actuelles et des prévisions concernant les développements à venir, ainsi que d'autres facteurs que nous considérons propices à ces circonstances. Ces prévisions et hypothèses comportent un certain nombre de risques et d'incertitudes qui pourraient différer sensiblement des résultats qui auront été explicitement ou implicitement annoncés dans nos déclarations. Les résultats ou événements prévus dans ces déclarations prospectives peuvent différer sensiblement des résultats ou événements réels. Parmi les risques importants qui pourraient entraîner une telle différence on trouve, mais sans s'y limiter, la durée du cycle des ventes, l'évolution rapide des produits, le niveau des dépenses militaires, la condition de l'industrie de l'aviation civile, la concurrence, la disponibilité des ressources fondamentales, le taux de change des devises et l'activité commerciale dans les pays étrangers. Les risques qui pourraient mener à de telles divergences par rapport à nos attentes et hypothèses actuelles, sont précisés dans la section intitulée Facteurs de risque de la notice annuelle de CAE pour l'exercice clos le 31 mars 2013, que CAE a déposée auprès des commissions canadiennes des valeurs mobilières et de la Securities and Exchange Commission des États-Unis. Les déclarations prospectives qui seront faites dans le présent rapport annuel reposent sur nos prévisions en date du 16 mai 2013, et qui, par conséquent, sont susceptibles d'évoluer après cette date. Nous n'avons pas l'intention ni l'obligation de mettre à jour nos déclarations prospectives sauf si la loi nous y oblige.



À titre de membre du programme eTree, CAE inc. s'engage à répondre à vos besoins en tant qu'actionnaire tout en respectant l'environnement. Pour chaque actionnaire qui décide de recevoir ses communications de façon électronique, CAE plantera un arbre par l'entremise d'Arbre Canada, le chef de file en matière de reforestation urbaine au Canada.









Contient 30 % de fibres postconsommation et 70 % de fibres vierges certifiées FSC® Certifié ÉcoLogo et FSC® Mixte Fabriqué à partir d'énergie biogaz

